

UNIVERSITE PARIS 13, SORBONNE PARIS CITE
« U.F.R. LETTRES, SCIENCES DE L'HOMME ET DES SOCIETES »



THESE DE DOCTORAT

Pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITE PARIS 13, SORBONNE PARIS CITE

EN SCIENCES DU LANGAGE

TITRE DE LA THESE

**« Le discours politique de Ricardo Lagos et Michelle Bachelet : une approche
discursive »**

présentée et soutenue publiquement par

SEGOVIA LACOSTE PABLO

DIRECTEUR DE THESE

PATRICK CHARAUDEAU

JURY

PATRICK CHARAUDEAU, UNIVERSITE PARIS XIII

GILBERT FABRE, UNIVERSITE PARIS XIII

GUY LOCHARD, UNIVERSITE PARIS III

ISABELLE VEYRAT-MASSON, DIRECTRICE DE RECHERCHE CNRS

Sommaire

Introduction	3
I. Le Contexte Chilien	6
II. Cadre théorique	20
III. Analyses	52
-La construction d'un <i>ethos</i>	56
-La disqualification de l'adversaire	103
-L'interpellation des destinataires	141
-Les imaginaires sociaux et politiques	197
IV. Résultats et discussions	233
V. Annexes	
VI. Références bibliographiques	244
VII. Table des matières	250

Introduction

« Je suis une femme, socialiste, victime de la dictature,
séparée et agnostique : j'ai cinq péchés capitaux
...mais nous travaillerons bien ensemble ! »

Michelle Bachelet

Le Chili a connu ces dernières années des changements qui affectent la sphère politique, sociale, culturelle, particulièrement au cours des gouvernements de Ricardo Lagos et Michelle Bachelet où les interrogations sur la démocratie et le Progrès ont été fondamentales dans un contexte de transition politique vers un système démocratique.

Le discours politique, au sens large, témoigne de cet ensemble de changements par le biais de la presse, des émissions télévisées et de la radio. Ce discours politique mobilisé aussi bien par les acteurs politiques que par citoyens intéressés construit une réalité sociale et politique autonome, un « ordre » discursif (Foucault, 1971), capable de proposer un cadre interprétatif et de donner des réponses aux enjeux de la réalité sociale.

Il nous semble intéressant de s'interroger sur le rôle du discours politique concernant les changements qu'a connus la société chilienne ces dernières années et particulièrement lors des gouvernements de Ricardo Lagos et Bachelet. Il nous semble aussi intéressant de s'interroger sur la construction de l'image de soi (*ethos*) mobilisée par ces ex-présidents et sa mise en discours. Par ailleurs, de quelle manière les discours mobilisés au cours d'une campagne politique se distinguent des discours mobilisés au cours de la gestion gouvernementale ?

Nous nous proposons d'aborder cet ensemble d'interrogations qui appartiennent au domaine des sciences humaines et sociales dans le cadre de l'analyse du discours de tendance francophone qui met en relation les phénomènes d'ordre linguistique et social. Nous travaillerons sur la matérialité discursive en repérant des observables, tels que des mots, des syntagmes, certaines structures syntaxiques, des locutions, afin de les articuler aux phénomènes d'ordre social comme les « imaginaires » et les « représentations ».

Dans ce cadre, la littérature qui aborde le discours politique chilien dans une approche discursive est très limitée. Contrairement à la France où les travaux sur le discours politique sous cette approche sont abondants, particulièrement à partir des années soixante-dix¹, au Chili, les travaux sont rares.

On peut citer néanmoins le travail de Munizaga et Ochsenius (1983) qui, dans une approche sémantique du modèle actanciel de Greimas, analyse les déclarations publiques d'A. Pinochet entre 1973 et 1976. Dans ce travail, les auteurs, en utilisant une méthode inhabituelle en analyse du discours, celle de Greimas, ont identifié et décrit les différents acteurs mobilisés dans ces discours, comme « todos nosotros los chilenos », « los malos chilenos », « la patria », « las fuerzas del orden », entre autres. Les auteurs ont également identifié la fonction des acteurs dans le « spectacle discursif » proposé par le modèle de Greimas. En définitive, il s'agit d'un travail intéressant et rigoureux qui, malheureusement, n'a pas eu de suites.

À partir de 1990 apparaissent des travaux intéressants dans le domaine de l'analyse du discours politique. Tout d'abord, ceux de L. Berardi (1996, 2003, 2005) sur le discours présidentiel d'Eduardo Frei Ruiz-Tagle et Ricardo Lagos. En privilégiant la méthode de la *Critical Discourse Analysis (CDA)*², l'auteur s'intéresse au discours politique de ces ex-présidents ainsi qu'aux textes officiels comme le Traité du libre commerce (TLC).

Un autre travail intéressant est celui d'A. M. Burdach et P. Ross (2005) qui étudie le discours politique de Ricardo Lagos. En utilisant une approche qualitative et quantitative, les auteurs repèrent un certain nombre de données qu'ils interprètent à la lumière de la pragmatique.

Finalement, il faut mentionner les travaux issus de la théorie de l'argumentation sur le discours politique. Les articles d'Alvarez (2007), Witting (2005) et Saez (2009) témoignent de la préoccupation pour le discours politique.

¹ Voir les travaux publiés dans la revue *Langages et Langue française* à partir de cette date. Particulièrement les numéros 13, 23, 37, 41, 52, 55, 62, 71, 81 de la revue *Langages* et les numéros 9, 15, de la revue *Langue Française*. Voir aussi l'ensemble de la revue *Mots*.

² Nous y reviendrons.

Cet ensemble de travaux qui abordent le discours politique au Chili à travers des méthodes distinctes, et publiées dans des revues relevant de disciplines différentes, reflète l'effort des chercheurs chiliens pour prendre en compte la dimension langagière. Grâce à l'adoption d'une approche interdisciplinaire ainsi qu'à la prise en compte des aspects discursifs, les perspectives de ces recherches semblent intéressantes.

Notre recherche s'inscrit dans la lignée de ces travaux et essaie de contribuer à la réflexion sur le discours politique chilien. La perspective privilégiée, celle de l'analyse du discours francophone, nous permettra d'ouvrir d'intéressantes pistes de recherche afin de comprendre le rôle du discours politique mobilisé par Lagos et Bachelet dans un contexte marqué par le retour à la démocratie.

I. Le Contexte Chilien

Le Chili actuel est le résultat d'un ensemble de processus qui se sont déroulés ces quarante dernières années. Ces processus impliquent des changements radicaux entre un modèle de tendance socialiste (1970-1973), un gouvernement militaire de tendance néolibérale (1973-1989) et un gouvernement de centre-gauche (1990-2008).

En effet, le Chili actuel vit les conséquences des politiques sociales et économiques du gouvernement militaire ainsi que celles des politiques des gouvernements de la transition vers la démocratie appliquées par la Concertation des partis pour la démocratie³ à partir de 1990. Ainsi, on se trouve dans une configuration politique qui met en scène l'héritage de la dictature et les réformes politiques de la Concertation, dans un rapport de force présent dans le discours politique et qui nous permet de nous interroger : de quelle manière s'illustre dans le discours politique chilien la tension entre l'héritage du gouvernement militaire et les nouvelles politiques du gouvernement actuel ? Et comment ce discours tente-t-il de répondre aux défis de la démocratie ?

1.1. L'héritage du gouvernement militaire

Le gouvernement militaire (1973-1989) a représenté un changement radical par rapport au gouvernement précédent dans presque tous les domaines. C'est une « refondation du Chili », comme dit Goicovic (2009), sous la direction de l'armée, des intellectuels néolibéraux et des milieux patronaux nationaux, pour effacer les réformes et le paysage politique hérités du gouvernement socialiste. De plus, on fait émerger l'idée d'une « nouvelle patrie »⁴, en reprenant les valeurs anciennes comme la discipline, le respect et la loyauté en vigueur dans les institutions comme la famille, l'Eglise et l'armée.

³ La *Concertación de partidos por la democracia*, désormais Concertation, est une coalition politique formée par quatre partis qui se sont opposés au gouvernement autoritaire. Ce sont : le parti socialiste (PS), le parti démocrate chrétien (PDC), le parti pour la démocratie (PPD) et le parti radical (PR).

⁴ Voir à ce sujet Munizaga et Ochsenius (1983).

En effet, tantôt la « refondation du Chili » tantôt la « nouvelle patrie » reflète les profonds changements au niveau structurel du gouvernement militaire par rapport au gouvernement de Salvador Allende (1970-1973), changements qui perdurent encore aujourd'hui. Ainsi, on peut repérer dans le gouvernement de la Concertation un héritage du gouvernement militaire dans différentes sphères. Dans le système juridique, l'héritage de la Constitution de 1980 représente l'un des changements les plus importants puisqu'il permet de conserver certaines enclaves autoritaires⁵ ou nœuds institutionnel⁶ dans la nouvelle configuration politique du Chili actuel, parmi lesquels figurent : Le Conseil national de sécurité (COSENA), le Tribunal constitutionnel, les sénateurs à vie ou désignés (membres des forces armées), le système binominal⁷, l'inamovibilité des commandants en chef des forces armées et la loi d'amnistie (1973-1978) pour les crimes contre les droits de l'homme. Ces dernières années, quelques-unes de ces *enclaves autoritaires* ont été supprimées dans la réforme de 2005 du président Ricardo Lagos, comme les sénateurs désignés et la loi d'amnistie, mais le système de scrutin binominal reste intact.

Dans la sphère économique, les changements relèvent d'une matrice néolibérale,⁸ dans laquelle le secteur privé aura le rôle principal. En ce sens, la plupart des entreprises de l'État passent aux mains du privé où la priorité de l'économie nationale sera donnée au secteur primaire, à l'exportation de matières premières comme le cuivre, à la pêche industrielle, à l'agriculture et l'industrie du bois.

Concernant les aspects sociaux et culturels, l'héritage du gouvernement autoritaire s'observe dans une baisse de l'activité syndicale et la prédominance d'une culture de l'individualisme que souligne la montée des intérêts individuels et de la compétitivité par rapport aux valeurs sociales⁹.

L'autre aspect aussi significatif est celui de la mémoire, ou comment l'héritage de la dictature reste dans la mémoire collective en formant une matrice symbolique qui se donne à

⁵ « Enclaves autoritaires » est une expression devenue courante grâce à Manuel Garretón. Voir à ce sujet Garretón (1994).

⁶ Voir à ce sujet Barozet et Fernández (2000).

⁷ Nous y reviendrons.

⁸ Goicovic., op.cit. p.10.

⁹ Voir à ce sujet Moulian (1997), p. 9-10.

voir dans différentes situations de communication¹⁰. À cet égard, on peut distinguer certains efforts pour reconstruire la mémoire, autant à l'initiative du gouvernement que par des efforts individuels et collectifs, surtout au niveau des témoignages.¹¹ Dans le premier cas, on remarque l'initiative de la Concertation qui a créé la Commission Nationale de Vérité et de Réconciliation, laquelle a publié en février 1991 un rapport connu sous le nom de Rapport Retting, qui rend compte de la situation des droits de l'homme sous la dictature, et donne les chiffres des morts et des disparus. Dans la même ligne se trouve le rapport Valech, publié en 2003 par le gouvernement de Ricardo Lagos et qui a établi un nouveau bilan sur la situation des droits de l'homme pendant la dictature, provoquant ainsi une série de conséquences aux niveaux politique et social.

Par ailleurs, différentes associations de victimes du gouvernement militaire comme L'associations des détenus disparus, fondée en 1975, ou la Corporation de promotion et défense des droits du peuple, créé en 1980, font pression pour insérer dans l'agenda médiatique et social leurs problématiques sur la mémoire des personnes disparues.

1.2. Le Chili actuel (1990-2008)

La victoire du « non » au référendum de 1988 marque la fin du gouvernement de Pinochet et la configuration d'un nouvel ordre politique¹² dans lequel les partis politiques, que ce soit de gauche ou de droite, cherchent des alliances pour répondre aux différents défis de la démocratie. Ainsi, le paysage politique va être configuré par deux grandes coalitions : l'Alliance pour le Chili et la Concertation. La première correspond aux partis de droite, Renovation nationale (RN) et Union démocrate indépendante (UDI). La deuxième coalition de centre-gauche est la Concertation, composée par le parti de la démocratie chrétienne (PDC), le parti socialiste (PS), le parti pour la démocratie (PPD) et le parti radical (PR).

Dans les premières années du gouvernement de la Concertation, la problématique de la transition vers la démocratie était au centre du débat. Comment faire pour passer d'un gouvernement autoritaire à un gouvernement démocratique ? Comment se faire entendre en

¹⁰ Voir à ce sujet Compagnon, O, « L'affaire Pinochet : la démocratie chilienne dans le miroir de la justice », *Cahiers des Amériques latines*, n° 46, 2005, p. 49-61.

¹¹ Voir à ce sujet Wittner, L, et O, Barry, *Mémoires d'exil*, Lyon, ALEAS, 2006.

¹² Voir Tironi, E et F, Agüero, « Chili : quel avenir pour le nouveau paysage politique ? », *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 35, 1999, p. 65-79.

évitant le climat de violence politique antérieur ? Pour Manuel Garretón¹³, la transition politique entre un régime autoritaire et un régime démocratique a résolu plusieurs problèmes et en a laissé d'autres. Parmi les problèmes résolus se trouvent : la fin de la dictature, la constitution d'un gouvernement composé majoritairement d'opposants à la dictature (sauf le PC) et la reprise de la croissance économique¹⁴. Par contre, la transition démocratique a laissé des problèmes non résolus comme : l'existence des *enclaves autoritaires* qui empêche la démocratisation de la société chilienne, l'incapacité de construire une démocratie avec tous les partis et groupements politiques, l'absence de débat sur les grands thèmes de la société et l'affaiblissement du pouvoir de l'État. À cet égard, selon Garretón on ne peut pas qualifier la transition chilienne de « transition exemplaire », en prenant en compte les résultats de ce processus et la qualité du régime démocratique caractérisé par la précarité institutionnelle, la présence de pouvoirs non élus (l'armée, les entreprises et l'Église) et la faiblesse de la représentation des partis et acteurs politiques.

Chez Moulian, dans son ouvrage *Chile actual : anatomía de un mito*, on trouve l'hypothèse que « le Chili actuel provienne d'un mélange de trois acteurs principaux : les militaires, les intellectuels néolibéraux et le secteur patronal »¹⁵ qui ont produit une révolution capitaliste et « une société de marché non régularisée, d'indifférence politique, d'individus compétitifs (...) et des salariés socialisés dans la discipline et dans l'évasion »¹⁶. Pour aller plus loin, selon Moulian, le Chili actuel est dirigé par une dictature terroriste transformée en dictature constitutionnelle, obsédée par ses origines tout en les oubliant¹⁷. En effet, l'oubli est la négation du passé et fonctionne comme un système d'échange résumé dans la formule : la stabilité par le silence¹⁸, qui a permis aux acteurs du gouvernement militaire de bénéficier d'une certaine impunité par rapport à la violation des droits de l'homme. Enfin, comme le montre Moulian, l'oubli et le silence, intrinsèquement impliqués dans la pratique politique du gouvernement de la Concertation, appartiennent à la voie choisie pour reconstruire une société divisée par la dictature.

Or, la construction d'une société implique une « mise en accord » entre les principaux acteurs politiques, un consensus qui soit capable de donner une réponse aux défis d'une

¹³ Garretón, M, (2002).

¹⁴ Ibidem.

¹⁵ Moulian (1997), p. 27.

¹⁶ Ibidem, p. 28.

¹⁷ Ibidem, p. 37.

¹⁸ Ibidem, p. 38.

société en construction vers une démocratie. Selon Drake et Jaksic¹⁹ la transition chilienne vers la démocratie s'est fait dans des conditions économiques favorables, et a été renforcée aussi par « le consensus contre le retour aux politiques étatistes et inflationnistes avec baisse de la croissance qui a caractérisé les gouvernements précédents des trente dernières années²⁰ ». En conséquence, le concept de « consensus » entre les politiciens joue un rôle important, d'une part comme une stratégie rhétorique garante de la majorité citoyenne et, d'autre part, comme signifiant du respect des normes établies entre les principaux partis politiques. En effet, comme l'explique Drake et Jaksic (1999), la mise en place d'un consensus a entraîné des conséquences à gauche comme à droite. La droite a accepté l'installation d'une démocratie représentative, tandis que la gauche a entériné le maintien du modèle économique du marché. Dans cet échange, c'est la gauche qui a cédé davantage car elle a renoncé pour le moment à ses principes d'économie solidaire, ses engagements envers les masses et la justice en matière de droits de l'homme²¹.

L'un des autres aspects du « consensus » est la référence à la notion de « démocratie de consensus », très fréquente dans le gouvernement de Patricio Aylwin (1990-1994). En effet, comme le remarque Garretón (1994) on a employé le syntagme « démocratie de consensus » pour nommer les accords spécifiques entre le gouvernement et l'opposition, et non dans l'acceptation du terme par les sciences politiques qui le comprennent comme des accords sur les sujets fondamentaux. Au cours des premières années de la transition politique, les sujets fondamentaux étaient les réformes constitutionnelles, le rôle de l'armée et le problème des droits de l'homme, sans changements significatifs en la matière. En ce sens, la « démocratie de consensus » s'est limitée sur le plan économique, comme l'économie de marché et les réformes des impôts, et au niveau social, surtout aux réformes de l'éducation et de la santé.²²

La politique de consensus pour Huneeus (1994) est la façon la plus fréquente d'aborder la transition vers la démocratie par des réformes. En effet, le réformisme est une option politique moins conflictuelle, surtout dans les sociétés qui ont vécu des étapes douloureuses comme le Chili et l'Espagne. Selon cet auteur, la « politique de consensus » au

²⁰ Ibidem, p. 11.

²¹ Ibidem, p. 32.

²² Voir Fuentes, C, « Partidos y coaliciones en el Chile de los '90. Entre pactos y proyectos », dans Drake et Jaksic (1999), p.191-222.

Chili a permis de faire progresser l'établissement de la démocratie, et en même temps, de créer un climat de connivence citoyen²³. Or, comme il le souligne, la « politique de consensus » n'implique pas que le conflit et la tension politique vont disparaître, mais qu'il existe de meilleures conditions pour aborder ces situations devenues moins conflictuelles.

Cependant, comme l'indique Huneeus²⁴, la « politique de consensus » a des limites, parmi lesquelles figure son caractère transitoire et élitiste. Le caractère transitoire est la reconnaissance d'une situation politique comme délicate où la coopération entre les participants est fondamentale, diminuant ainsi les niveaux de l'antagonisme et de la concurrence politique. En outre, le caractère *élitiste* qu'implique la « politique de consensus » donne trop d'importance aux élites politiques, en réduisant la participation citoyenne.

Par ailleurs, on peut ajouter que la « politique de consensus » simplifie la réalité politique, en organisant la mise en place d'une harmonie imaginaire entre les politiciens où le conflit n'existe plus. En effet, c'est un effort pour aplanir les divergences politiques autour des sujets fondamentaux et occulter la mémoire du passé en fonction des nouveaux défis de la société chilienne. En ce sens, pour Moulian²⁵ il y a un rapport entre le « consensus » et « l'oubli » qui se manifeste par une volonté de redéfinir le passé et d'oublier les anciennes différences de la classe politique. Comme le dit cet auteur « le consensus est l'étape supérieure de l'oubli²⁶ » où les discours de l'opposition et ceux des défenseurs du gouvernement militaire se fondent dans un amalgame harmonieux qui met en évidence une volonté de construire un accord sur des sujets précis, en oubliant les différences idéologiques.

En définitive, les réflexions sur la transition, le consensus et l'oubli montrent une façon d'aborder le retour à la démocratie chilienne et de répondre aux défis de la construction d'une nouvelle société. Une société qui met en évidence la tension entre la construction d'un avenir sur la base d'accords au niveau politique et la demande de la justice sociale.

1.3. Les gouvernements de Patricio Aylwin (1990-1994) et Eduardo Frei Ruiz-Tagle (1994-2000)

²³ Ibidem, p. 36.

²⁴ Ibidem, p. 37.

²⁵ Moulian., op.cit, p.45.

²⁶ Ibidem, p. 42.

Afin de situer historiquement notre objet de recherche qui porte sur les discours des présidents Ricardo Lagos et Michelle Bachelet, nous allons examiner les idées générales des politiques de ces deux ex-présidents.

Les deux premiers gouvernements de la Concertation ont été dirigés par des présidents issus de la démocratie chrétienne. D'abord, Patricio Aylwin (1990-1994) puis Eduardo Frei Ruiz-Tagle (1994-2000).

Dans le gouvernement de Patricio Aylwin plusieurs problématiques étaient présentes comme le retour à la démocratie, le modèle économique, le rôle de l'armée, les réformes constitutionnelles et la justice sociale. Tout cela dans une atmosphère de haute incertitude car il ignorait comment fonctionnerait le rapport entre la société civile et l'armée. La tâche de « réconciliation nationale »²⁷ imposée par le gouvernement de Patricio Aylwin impliquait la création d'une politique de consensus dans laquelle les accords entre les partis, de gouvernement ou de l'opposition, étaient très importants. Selon Fuentes²⁸ il est possible de caractériser le gouvernement de Patricio Aylwin comme possédant un fort leadership, avec des partis très engagés dans les valeurs de la Concertation²⁹, une grande harmonie entre le gouvernement et les partis qui le composent, et un style pragmatique dans la résolution des conflits.

Autre aspect important dans le gouvernement de Patricio Aylwin, celui qui concerne les droits de l'homme. Sous son gouvernement s'est imposé l'idée de « la vérité dans la mesure du possible »³⁰ où la recherche de la justice sociale sera soumise aux accords entre civiles et militaires, autour de la rédaction d'un rapport connu comme le rapport Rettig qui se fait un bilan de la situation des droits de l'homme sous la dictature.

En ce qui concerne le gouvernement d'Eduardo Frei Ruiz-Tagle, on a perçu un changement vers une matrice plus pragmatique où les problèmes sociaux et économiques deviennent premiers. Comme le remarque Fuentes (1999 :207), le gouvernement de Frei ne représente pas la continuité au sens strict du terme sinon qu'il a eu un style différent en faisant

²⁷ Voir le programme politique du gouvernement de Patricio Aylwin.

²⁸ Voir Fuentes (1999).

²⁹ C'est qu'on a appelé « partis transversaux », c'est-à-dire des partis plus engagés dans l'idéal de la Concertation que dans leurs propres partis.

³⁰ Expression utilisée par P. Aylwin.

une politique orienté vers la « modernisation de l'État ». Pour Drake et Jacsic (1999 :17), ce gouvernement est moins créatif et plus conservateur que le précédent et aussi plus technocratique et élitiste dans la mesure où les solutions des problèmes retombaient sous la coupe des partis. À cet égard, selon Fuentes (1999 :208), ce qui caractérise le gouvernement d'Eduardo Frei est un leadership faible, un changement dans le style de prise les décisions, une disharmonie entre les partis et le gouvernement et la réémergence d'une société civile indépendante. En plus, il faut ajouter la répercutions de la crise économique, la « crise asiatique » qui en 1998 a frappé plusieurs pays et fortement affecté le secteur exportateur du Chili mais aussi la croissance économique du pays tout entier.

Quels sont les points en communs entre les deux gouvernements de la démocratie chrétienne ? D'abord, leur correspondance dans le temps avec la même coalition politique à savoir la Concertation qui, comme nous l'avons dit, ne se traduit pas dans une continuité programmatique d'aborder la politique.

Au niveau économique, les deux gouvernements de la Concertation ont maintenu le modèle du marché instauré par les « Chicago boys ³¹ » dont la stabilité macro-économique et la croissance deviennent les facteurs les plus importantes. Par ailleurs, la politique focalisée contre la pauvreté à travers divers programmes comme le « FOSIS »³², a permis de réduire l'extrême pauvreté. Cependant, l'inégalité des revenus persiste et augmente même, en fraisent du Chili l'un des pays les plus inégaux d'Amérique Latine³³.

Au niveau politique, les deux gouvernements ont essayé de consolider et d'approfondir la démocratie à travers des réformes de la Constitution de 1980, héritée du régime militaire. Concernant la politique interne de la Concertation, les deux présidents se sont efforcés de maintenir l'unité de la coalition autour d'un projet commun, malgré les différences entre eux, surtout entre le parti de la démocratie chrétienne (DC) et le parti socialiste (PS). À cet égard, la politique transversale dans le gouvernement de Patricio Aylwin à été plus ouverte à la représentation des partis, tandis que la politique élitiste d'Eduardo Frei Ruiz-Tagle a été plus limitée.

³¹ Les *Chicago boys* est la dénomination d'un groupe d'économistes chilienne qui ont emporté et appliqué les principes de l'école économique de Chicago à la réalité chilienne.

³² Le Fonds Solidarité et Investissement Social, « FOSIS », est un service du Gouvernement du Chili créé le 26 octobre 1990.

³³ Voir les chiffres du Centre d'étude pour Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL) sur la question.

Par rapport aux droits de l'homme, les deux gouvernements ont recherché la justice, avec davantage d'initiatives dans le gouvernement de Patricio Aylwin qui a créé la Commission Vérité et Consolation et a mis en place une série de mesures de réparation aux victimes. Dans ce domaine, la politique d'Eduardo Frei a été plus passive.

1.4. La campagne électorale de Ricardo Lagos

La campagne électorale de Ricardo Lagos en 1999 a été marquée par la crise économique³⁴, connue comme « crise asiatique », laquelle a provoqué l'augmentation du chômage et fortement touché la croissance du Chili. Dans cette campagne électorale, le candidat de la Concertation Ricardo Lagos a affronté au second tour le candidat de l'Alliance pour le Chili Joaquín Lavín.

La méthode pour choisir le candidat de la Concertation avait été celle de primaires ouvertes³⁵ dans lesquelles le candidat socialiste Ricardo Lagos avait affronté le candidat de la démocratie chrétienne Andrés Zaldívar. Les résultats des élections de ces primaires ouvertes à la population ont donné la majorité à Ricardo Lagos, avec 71% des voix³⁶. Ricardo Lagos est devenu ainsi le candidat officiel de la Concertation face au candidat de la droite Joaquín Lavín. Ce dernier, après avoir été maire de *Las Condes*, l'un des quartiers les plus riches de Santiago, est devenu populaire et le leader charismatique de l'Union démocrate indépendante (UDI).

La campagne électorale entre Ricardo Lagos et Joaquín Lavín s'est déroulée sur le clivage traditionnel de la politique chilienne : la gauche représentée par la Concertation et la droite représentée par Joaquín Lavín. En ce sens, Ricardo Lagos symbolisait la continuité des politiques du gouvernement de la Concertation tandis que Joaquín Lavín représentait l'alternance. La Concertation, après deux gouvernements consécutifs, veut consolider ses réformes au niveau politique, social et économique où Ricardo Lagos se présente comme

³⁴ Voir à ce sujet Gamboa, R et Segovia, C, « Las elecciones presidenciales y parlamentarias en Chile, diciembre 2005-enero 2006 », *Revista de Ciencia Política*, n °26, 2006, p. 84-113.

³⁵ Les Primaires sont une méthode pour choisir le candidat dans un parti ou une coalition. Ce qui différencie les primaires ouvertes des primaires fermées est l'accès. Les primaires ouvertes sont accessibles à la population tout entière, alors que les primaires fermées sont réservées aux militants du parti.

³⁶ Voir à ce sujet Arriagada, A et P, Navia, « Jefes de campañas en elecciones presidenciales en Chile, 1970-2005 », *Revista de Historia de Chile y América*, vol 5, N°2, 2006, p.115-146.

candidat avec le plus de chance. Sous le slogan « grandir dans l'égalité », Lagos articule les six points principaux de sa campagne : a) la croissance économique et l'emploi ; b) l'enseignement ; c) la santé ; d) l'environnement ; e) la culture et d) la démocratie.

Par contre, Joaquín Lavín, sous le slogan « vivre le changement », développe les six points principaux de sa campagne : a) l'emploi ; b) la délinquance ; c) la santé ; d) l'enseignement ; e) la modernisation et f) la justice et les droits de l'homme. Avec le soutien de la droite et d'une certaine partie du monde populaire, le candidat Lavín est le seul capable selon les sondages de battre Ricardo Lagos.

De fait, les élections de 1999 entre Lagos et Lavín ont forcé le développement d'un second tour. La Concertation attendait la réussite dans le premier tour, mais la montée de Lavín, le candidat qui dit être « apolitique » a obligé une élection plus étroite. Ainsi, les élections entre Ricardo Lagos et Joaquín Lavín se sont déroulées dans le second tour le 16 janvier 2000. La victoire étroite de Ricardo Lagos sur Joaquín Lavín (51,3% contre 48,7%) a marqué une lutte électorale classique entre la gauche et la droite.

Ce résultat très serré avait suscité beaucoup d'interrogations. Pour certains historiens, comme Del Pozo (2000 :213), la conjoncture économique défavorable et les différences à l'intérieur de la Concertation, surtout la méfiance du PDC pour soutenir une candidature qui ne correspondait pas à la sienne, ont joué à l'encontre du candidat de la Concertation. D'autre part, l'adhésion qu'a provoqué la candidature de Joaquín Lavín à travers son style décomplexé, reniant son passé pinochetiste et prêt à un éventuel jugement de l'ancien dictateur. Son discours de campagne électorale, qualifié de « populiste » par ses adversaires, favorise la lutte contre la délinquance et le chômage à travers des mesures grandiloquentes et accompagnées de gestes tels que se loger chez les familles défavorisées et exhiber devant la presse, les clés de cette maison modeste comme symbole d'appartenance à cette famille. Concernant la délinquance, Lavín a déployé des métaphores adressées aussi bien aux délinquants qu'aux citoyens, comme « ils n'auront plus de récréation » (se les acabó el recreo [aux délinquants]).

Au-delà du résultat, cette campagne présidentielle nous a montré trois choses importantes.

Tout d'abord, l'existence du clivage gauche/droite qui caractérise la société chilienne depuis le referendum de 1988. En effet, comme le dit Tironi (1999), le referendum de 1988 par le « oui » et « non » au gouvernement d'Augusto Pinochet a marqué le paysage politique du Chili, en organisant les partis politiques autour du « oui » ou « non ». Au fil du temps, ce clivage deviendra moins fort à cause des changements que va expérimenter la société chilienne tournée de plus en plus vers la consommation³⁷ où la figure de Pinochet n'est pas au centre des préoccupations des Chiliens.

Ensuite, la montée impressionnante de la droite qui a fortement disputé le siège du président. De fait, le candidat de la droite a perdu par seulement 30000 votes. Cette droite, dirigée par l'UDI (le courant plus fidèle à l'héritage de Pinochet et plus à droite que RN), est une droite dite « populaire » qui travaille dans les quartiers sensibles et qui s'appuie aussi bien sur ses élus locaux que sur les grands entrepreneurs mécontents avec les politiques de la Concertation en matière économique.

Finalement, soulignons le fait que l'élection d'un président d'origine socialiste à la suite de deux gouvernements consécutifs de la démocratie chrétienne met en place un nouveau rapport de force à l'intérieur de la Concertation, précédemment dominé par le Parti démocrate chrétienne. Ce nouveau rapport de force a permis de faire avancer des réformes constitutionnelles prônées par le PS (celles de 2005) et qui a favorisé en même temps une candidate issue de ce parti, Michelle Bachelet, pour les prochaines élections du 2005.

1.5. La campagne électorale de Michelle Bachelet

La campagne électorale de 2005-2006 s'est déroulée en deux tours. Dans le premier tour, Michelle Bachelet a affronté les candidats de l'Alliance pour les Chili, Joaquín Lavín et Sebastián Piñera, et le candidat de « Juntos podemos » Tomás Hirsch. Dans le second tour, la candidate de la Concertación a affrontée le candidat de l'Alliance pour le Chili Sebastián Piñera.

La candidate Michelle Bachelet, médecin et militante du PS, est devenue populaire en tant que ministre de la Défense pendant le gouvernement de Ricardo Lagos. En effet,

³⁷ Voir à ce sujet Moulian (1997).

Michelle Bachelet, fille d'un militaire torturé lors du gouvernement militaire (1973-1989), a été la première femme dans l'histoire du Chili à occuper le siège de ministre de la Défense. Il est intéressant de souligner que, pendant le gouvernement de Ricardo Lagos, la participation des femmes en politiques a augmenté considérablement³⁸. Dans ce cadre, Michelle Bachelet et Soledad Alvear – militante du PDC et ministre des Affaires étrangères – sont devenues des personnages importants dans la politique chilienne. Ainsi, le paysage politique habituellement dominé par les rôles masculins commence à évoluer vers une ouverture à la participation féminine.

La campagne électorale de Michelle Bachelet s'est déroulée dans un contexte économique favorable. En 2005, lors du gouvernement de Lagos, l'économie a augmenté d'environ 5 % et le taux de chômage a diminué. L'expansion de l'économie était de 6,1 % et l'inflation était en baisse (2,8%). Ce contexte économique favorable de 2005 a permis au président sortant, Ricardo Lagos, d'avoir une grande popularité qu'il a essayé de transmettre à la candidate officielle Michelle Bachelet. En effet, cette candidate a eu une grande popularité reflétée dans les sondages et qui lui a permis d'arriver au pouvoir. Les réflexions de Mardonez (2007) vont dans ce sens :

Michelle Bachelet est surtout un produit des médias et elle manque du réseau politique du président sortant. La citoyenneté a bien évalué son rôle en tant que ministre de la Défense et de la Santé. Les sondages électoraux l'ont systématiquement favorisée en dissuadant la candidate du PDC Soledad Alvear – elle a également un fort réseau politique – de participer aux primaires de la Concertation, en laissant le chemin libre à Bachelet.³⁹

En effet, dans cette campagne électorale les sondages ont donné à Michelle Bachelet la majorité de voix sur les autres candidats. En soulignant sa personnalité et sa proximité vers les gens, Bachelet s'impose sur les autres candidats. Bernard Manin (1995) appelle cela « démocratie du public », c'est-à-dire, le vote des électeurs pour la personne et non pour le

³⁸ Voir à ce sujet Navia, P, « Las elecciones presidenciales en 2005 », *Revista Iberoamericana de análisis político*, 2007, p. 215-228.

³⁹ « [...] Michelle Bachelet es más bien un producto de los medios y carece de las redes políticas de su predecesor. La ciudadanía evaluó bien su desempeño como ministra de Salud y de Defensa y las encuestas electorales la favorecieron sistemáticamente, hasta disuadir a la precandidata del PDC Soledad Alvear -también con sólidas redes políticas- de participar en una primaria concertacionista, dejando así el camino libre a Bachelet ». Mardones, R, « Chile: todas íbamos a ser reinas », *Revista de ciencia política*, 2007, p. 79-96.

parti ou le programme. Dans ce cadre d'une « démocratie du public », la candidature de Michelle Bachelet est représentative de ce phénomène, car les aspects personnels et son empathie auprès du public étaient plus forts que son poids à l'intérieur de la Concertation.

Au premier tour, la candidate Michelle Bachelet a obtenu 46,0% de votes contre 25,4% à Sebastián Piñera et 23,2% à Joaquín Lavín. Cette situation a conduit au second tour dans lequel Michelle Bachelet a obtenu la majorité avec 53,5 % de votes contre 46,5 à Sebastián Piñera. De manière similaire à la dernière élection présidentielle, les candidats ont été obligés d'aller au second tour où se sont affrontées les deux majorités, à savoir, la Concertation et L'alliance pour le Chili. Sous le slogan « Pour le Chili, pour le gens, Bachelet présidente », Michelle Bachelet a centré sa campagne à la fois, sur l'héritage économique et social de la Concertation ainsi que sur la proximité à la population. En revanche, le candidat Sebastián Piñera, sous le slogan « Chile veut plus, Piñera plus président », organise une campagne centrée sur la capacité de gestion et de leadership, en même temps qu'il a essayé de s'éloigner de son esprit entrepreneur.

Il est important de souligner dans cette élection présidentielle deux aspects importants :

Tout d'abord, l'arrivée au pouvoir d'une femme au siège présidentiel du Chili. C'est un phénomène historique qui représente un changement au sens de la société chilienne marquée par la pensée conservatrice et les principes de l'Église catholique⁴⁰. Si bien, comme remarque Marques-Pereira (2011 :125), la « féminisation des fonctions exécutives » qu'explique la participation féminine dans la scène politique chilienne s'est fortement accélérée à partir de 2000, l'élection de Bachelet représente à cet égard une rupture. Pour l'auteur, Michelle Bachelet, comme Cristina Fernández en Argentine « ont été toutes les deux élues dans le cadre d'une continuité démocratique et disposent d'un capital politique propre ». Ce dernier aspect semble très important pour Marques-Pereira car Michelle Bachelet n'hérite pas du capital politique de son mari – d'ailleurs, elle est séparée, chef de famille et mère de

⁴⁰ Cette position se trouve de façon plus radicale chez les féministes et moins intense chez les femmes de différents secteurs de la société chilienne (y compris les politiciennes). Un exemple fréquemment évoqué qui témoigne l'esprit conservateur d'un secteur de la société chilienne concerne le divorce et l'avortement thérapeutique. Le Chili n'avait pas loi de divorce qu'à partir de 2005 (avant se pratiquait le « divorce à la chilienne » hors de toute loi). Concernant l'avortement thérapeutique, le Chili est devenu l'un rares pays à ne pas avoir une législation dans cette matière (Il été autorisé entre 1931 et 1989). Voir à ce sujet Marques-Pereira (2005).

trois enfants de différents pères – comme quelques femmes qui ont occupé la fonction présidentielle en Amérique latine. En revanche, selon l’auteur, Bachelet est un exemple de l’usage du genre comme « ressource en politique » et, de cette façon, elle construit au fur et à mesure son propre capital politique.

Un autre aspect important à souligner est la tendance dans cette élection à mettre en relief les caractéristiques personnelles de Bachelet au-dessus des aspects idéologiques. Suite à Bernard Manin (1995), la « démocratie du public » construit une mise en scène médiatique où l’expression citoyenne reflétée dans les sondages d’opinion fait sentir leurs poids et collaborent à construire une image personnelle du candidat. Ce n’est pas anodin que Bachelet ait mis en place le « gouvernement citoyen » pendant les premières années de son mandat comme réponse aux demandes sociales éloignées du cadre partisan.

II. Cadre théorique

2.1. Le discours politique dans le cadre de l'analyse du discours

Nous avons défini (Segovia Lacoste, 2012b :53-54) le discours politique, au sens large, « comme une pratique langagière inscrite dans la matérialité discursive et visant à produire des effets sociaux et psychologiques sur l'autre, dans un espace social partagé entre différentes conceptions du monde ».

Cette définition prend en compte quatre idées préalables qu'il nous semble important de souligner.

Tout d'abord, le discours politique, en tant que pratique langagière, s'inscrit dans la matérialité discursive. Suite à Pêcheux (1969), nous pouvons repérer dans la matérialité discursive des observables, soit des mots, des syntagmes, des constructions syntaxiques déterminées, des expressions idiomatiques, etc., qui correspondent à des objets d'étude précieux pour les analystes, qui n'existent pas indépendamment en soi, mais sont liés aux situations de production des énoncés. Nous voudrions par cette remarque nous éloigner d'une perspective plus sociologique du discours politique qui dilue la matière discursive dans les symboles.

Ensuite, le discours politique reflète la relation réciproque et complexe entre la parole et l'action (Charaudeau, 2005 : 29). Ces deux entités ne sont pas séparées, comme le souligne fréquemment la doxa. Elles coexistent et se nourrissent l'une l'autre. Ce phénomène a été déjà souligné par Austin et Searle – qui ont développé les théories des actes de langage – ainsi que par Habermas – qui a développé le concept *d'agir communicationnel*. De cette façon, la « force illocutoire » et les « effets perlocutoires » des pragmaticiens ainsi que « l'agir communicationnel » d'Habermas reflètent cette relation d'interdépendance entre le discours et l'action dans la sphère sociale. On peut constater cette relation dans l'énoncé assez largement diffusé par les représentants de la CDA (nous y reviendrons) : « le discours construit la société et la société est construite par le discours ».

Le troisième aspect à remarquer de cette définition est la logique d'influence présente dans le discours politique qui vise à persuader. Cet aspect a déjà été remarqué par plusieurs

auteurs, entre autres Ghiglione (1989 : 9), pour qui le discours politique est un « discours d'influence », dont « le but est d'agir sur l'autre pour le faire agir, le faire penser, le faire croire ». Cela nous renvoie à la problématique de l'intentionnalité dans ce type de discours et, plus largement, au rôle du sujet dans le discours. Pour Vion (1998 :201) la question du sujet est « à la fois complexe et incontournable » car, pour lui, « le sujet ne se définit pas par sa singularité » mais surtout par la relation entre celui-ci et le monde. Sans aller plus loin, on peut résumer deux grandes tendances autour de la question du sujet : le sujet déterminé par le monde social et le sujet autonome, « maître de soi ». D'une part, le marxisme d'Althusser, qui a beaucoup influencé la première étape de l'analyse du discours dite « à la française », a prôné la détermination du sujet par les conditions de production du discours et l'idéologie prédominante. D'autre part, le sujet autonome défendu par les pragmaticiens met le sujet au centre de l'énonciation, loin d'une quelconque détermination. Une position intermédiaire se trouve en Charaudeau (2009a :11) pour qui le sujet porte des croyances et des représentations qui le déterminent en même temps qu'il porte un projet de parole individuelle. Nous nous inscrivons dans cette ligne de pensée.

Le quatrième aspect à souligner de cette définition est la construction identitaire qu'implique un projet de société. En effet, tout projet politique défini comme social construit des identités aussi bien pour ceux qui s'identifient avec le projet de société proposé par le politicien que pour ceux qui ne sont pas concernés. Cette construction identitaire, soulignée par plusieurs auteurs (Le Bart, Charaudeau, Ghiglione, Fiala, entre autres), s'inscrit dans un projet politique qui doit concurrencer d'autres projets coexistants dans l'espace public et qui se réclament aussi de constructeurs d'identités.

La définition que nous avons donnée du discours politique nous situe dans un cadre théorique qui met en relation les phénomènes langagiers et sociaux. Ce cadre correspond à celui de « l'analyse du discours » qui, suivant les termes de Maingueneau (1996), « n'appréhende ni l'organisation textuelle en elle-même, ni la situation de communication, mais le dispositif d'énonciation qui lie une organisation textuelle et un lieu social déterminé ».

2.2. L'analyse du discours en France

L'analyse du discours en France émerge en 1960 dans un contexte influencé par la philosophie de Michel Foucault et Michel Pêcheux, le marxisme de Louis Althusser, les psychanalyses de Lacan et les travaux linguistiques de Jean Dubois et Maurice Tournier. L'analyse du discours dite « à la française » (nous y reviendrons) s'oriente vers la linguistique et s'intéresse d'abord aux corpus politiques. Paveau et Rosier (2005 :2) remarquent qu'à l'origine de l'analyse du discours se distinguent « deux tendances » : une plus empirique représentée par Tournier et une autre plus théorique représentée par Pêcheux.

La tendance empirique se développe dans le laboratoire de Saint-Cloud sous la direction de Maurice Tournier. La publication de la revue *Mots, Les langages du politique* témoignent de cette initiative⁴¹. Le recours à une méthode originale, la lexicométrie textuelle oriente la plupart de ces travaux⁴².

La tendance théorique représentée par Michel Pêcheux est à l'origine d'une série de concepts clés dans cette période, comme formation discursive⁴³, les préconstruits, l'interdiscours et l'intradiscours, entre autres, qui ont eu jusqu'à maintenant une transmission « peu transparente » selon Mazière⁴⁴. Pêcheux, sans employer le terme « analyse du discours », développe ce qu'il appelle une « sémantique discursive »⁴⁵ et articule un champ disciplinaire riche qui lie la théorie du discours, la philosophie du langage, l'histoire et la psychanalyse. Il propose de fonder, à l'aide du traitement automatique de textes (l'Analyse Automatique du Discours), « une théorie du discours comme théorie générale de la production des effets de sens ». Une théorie du discours qui « ne peut en aucune façon se substituer à une théorie de l'idéologie, pas plus qu'à une théorie de l'inconscient, mais peut *intervenir* dans le champ de ces théories » (Pêcheux, 1969 :110). C'est lui-même qui met « intervenir » en italique afin de souligner le rôle interventionniste de sa théorie du discours dans un débat épistémologique au sein des sciences humaines et sociales.

⁴¹ Voir à ce sujet la synthèse de Mazière (2005).

⁴² Voir à ce sujet Bonnafous et Tournier (1995).

⁴³ Ce concept se trouve aussi chez Foucault (1969) dans l'*Archéologie du savoir*.

⁴⁴ Plusieurs auteurs, comme Courtine, Mazière, Maldidier, Paveau et Rosier, dénoncent la transformation, voir la disparition, en France des concepts développés par Pêcheux.

⁴⁵ « [...] nous appellerons « sémantique discursive » l'analyse scientifique des processus caractéristiques d'une formation discursive, cette analyse tenant compte du lien qui relie ces processus aux conditions dans lesquelles le discours est produit (aux positions auxquelles il doit être référé) ». (Pêcheux, Haroche et Henry, 1971, dans Maldidier, 1990 : 149)

Un autre représentant important de l'analyse du discours en France est Jean Dubois. Installé à Nanterre, il commence ses travaux sur le vocabulaire politique dans le cadre de sa thèse intitulée *Le vocabulaire politique et social en France de 1869 à 1872*. Dubois codirige en 1969 la publication du numéro 13 de la revue *Langages* consacrée à l'analyse du discours. Dans ce numéro se trouve la traduction du célèbre article d'Harris (1952) traduit par « Analyse du discours »⁴⁶ dans lequel il développe une linguistique au-delà de la phrase à travers la méthode d'analyse distributionnelle. Selon Mazière (2005 :31), Dubois « introduit de nouvelles manières de penser la modernité « structurale » linguistique et ce contre l'héritage philologique de l'« explication de texte » ».

L'émergence de l'analyse du discours en France au sein des sciences du langage a permis le développement d'une batterie de concepts venus de différentes disciplines, mais retravaillée en fonction des recherches menées en analyse du discours. C'est le cas de la notion de « discours » qui a eu un long parcours depuis 1960 jusqu'à maintenant. Il ne s'agit pas ici de détailler le parcours de cette notion, mais de souligner certains aspects qui nous semblent pertinents pour notre analyse. D'abord, la coupure avec la linguistique de Ferdinand de Saussure. Rappelons-nous que Saussure a proposé la dichotomie langue et parole, où la langue est une réalité sociale et essentielle tandis que la parole est une réalité individuelle et accessoire :

En séparant la langue de la parole, on sépare du même coup : 1°) ce qui est social de ce qui est individuel ; 2°) ce qui est essentiel de ce qui est accessoire et plus ou moins accidentel.

Dans cette dichotomie, il n'y a pas de place pour le discours si on comprend celui-ci, au sens large, comme un ensemble d'énoncés soumis à une logique interne produite dans une situation sociale déterminée. La rupture avec la tradition structuraliste (qui conçoit le discours comme la *parole* de Saussure) se matérialise dans le rejet de la *parole* saussurienne comme équivalent du discours.

Un autre point de rupture correspond au rejet de la « phrase » comme unité maximum d'analyse. Selon Saussure, la « phrase » est l'unité limite pour une analyse linguistique. Harris

⁴⁶ Paveau et Rosier proposent comme traductions « discours suivi » (2005 :5). Voir aussi Mazière (2005 :34).

(1952) a le mérite d'être le premier linguiste qui dépasse la limite de la « phrase » et propose une analyse « transphrastique ». Émile Benveniste dans sa théorie de l'énonciation propose des analyses au-delà du cadre de la « phrase » en mettant en relief le rôle du sujet parlant vis-à-vis de son énoncé et du monde. Cette théorie va jouer un rôle fondamental dans le développement de l'analyse du discours en France.

Un troisième point de rupture avec Saussure correspond au rejet d'une conception de la langue conçu comme système abstrait et détaché du social. La prise en compte de l'environnement social ou *condition de production* (Guespin, 1971 :10) liée à la production discursive est un aspect fondamental dans l'analyse du discours.

La prise de distance de l'analyse du discours dite « française » vis-à-vis de la linguistique structuraliste est un point important qui a permis de retravailler la notion de discours et d'ouvrir un champ de recherche vers une compréhension plus large de la relation entre le langage et le monde social. En parallèle, l'évolution du savoir en France en différents domaines (la philosophie, l'histoire, la psychanalyse, la littérature, les sciences du langage, etc.) a élargi l'horizon épistémologique français vers des nouveaux enjeux disciplinaires. L'analyse du discours va à la rencontre des déficiences de la linguistique saussurienne, surtout dans les premières années de l'analyse du discours (1970-1980).

Il faudrait mentionner les fortes critiques venues de la linguistique dite « traditionnelle », qui voit avec méfiance le développement de l'analyse du discours, en considérons d'une part qu'elle ne relève pas des sciences du langage *stricto sensu*, d'autre part qu'elle constitue un ensemble hétérogène et incohérent de différentes disciplines. Derrière ces critiques, maintenant insoutenables, se trouve le mythe d'une « linguistique pure », encore défendu par quelques-uns⁴⁷, qui peinent à considérer que la linguistique et ses concepts évoluent au fil du temps.

2.3. Y a-t-il une école française d'analyse du discours ?

⁴⁷ Notre propre expérience en travaillant sur l'analyse du discours dans le cadre de notre mémoire de master en linguistique au Chili, témoin les fortes critiques que nous avons reçues venues des professeurs de linguistique traditionnelle attachés à l'héritage de Saussure.

Nous avons employé la notion d'analyse du discours dite « française », à plusieurs reprises, en tant qu'équivalent d'« école française d'analyse du discours ». Cela nécessite une explication. À la suite de Maingueneau⁴⁸, l'étiquette d'« école française d'analyse du discours » désigne un courant dominant dans les années 1960-1970, centré sur les recherches en analyses du discours politique et la pensée de Pêcheux, en contraste avec les recherches en « analyses du discours » menées dans le milieu anglo-saxon. Comme souligne Gadet (1982) dans son schéma, l'analyse du discours français privilégie les types de discours écrits, dans un cadre institutionnel, tandis que l'analyse du discours anglo-saxonne favorise le discours oral et la conversation quotidienne. En ce qui concerne la méthodologie, l'auteur remarque que l'analyse du discours français privilégie le structuralisme et l'histoire, alors que l'analyse du discours anglo-saxonne favorise l'interactionnisme, la sociologie et la psychologie.

À partir des années 80, selon Maingueneau, se rompt progressivement la tendance à travailler exclusivement sur le discours politique et l'« école française d'analyse du discours » n'est plus hégémonique. Il n'y a pas une « école » mais des « tendances » françaises qui, pour l'auteur (2002 : 202), se caractérisent par :

(1) un intérêt pour des corpus relativement contraints (à la différence des études sur la conversation), voire pour des corpus représentant un intérêt historique ; (2) le souci de ne pas s'intéresser seulement à la *formation discursive* des unités, mais à leurs propriétés en tant *qu'unités de la langue* ; (3) leurs relations privilégiées avec les théories de l'*énonciation* linguistique ; (4) l'importance qu'elles accordent à l'*interdiscours* ; (5) leur réflexion sur les modes d'inscription du *Sujet* dans son discours.

La marginalisation de la notion d'« école d'analyse du discours » au profit de « tendances », au sens large du terme, témoigne des différents parcours qui au fil du temps ont développé l'analyse du discours tantôt en France, tantôt ailleurs. Dans cette ligne, Paveau et Rosier (2005 :5) distinguent au moins six types « *des* » analyses du discours et non « *une* » analyse du discours. Nous allons présenter maintenant ces six types d'analyse du discours à la lumière de ces auteurs.

⁴⁸ Voir l'entrée *Ecole française d'analyse du discours* dans Charaudeau et Maingueneau (2002 :201-202).

1) La *sémantique discursive* (SD) développée par M. Pêcheux et ses disciples à partir de 1968. Ce courant propose, on l'a vu, une théorie du discours conçue comme un lieu de rencontre entre l'histoire, la philosophie, la psychanalyse et la linguistique dans laquelle l'analyse du processus discursif d'une formation discursive devient fondamentale.

2) La *discourse analysis* (DA) introduit par Jean Dubois dans la revue *Langages* en 1969. Dans cette revue se trouve la traduction du célèbre article de Harris (1952) traduit par « analyses du discours ». Ce courant propose, on l'a vu, une analyse au-delà de la phrase à travers la méthode d'analyse distributionnelle. Postérieurement, cette ligne de travail a été enrichie par les travaux de Halliday dans une perspective assez proche de la linguistique textuelle. Selon Paveau et Rosier, cette approche développe davantage la réflexion sur la « langue » que sur le « discours », comme le témoignent les travaux de Charolles et Combettes en France.

3) *L'analyse du discours en interaction* (ADI) proposée par Kerbrat-Orecchioni s'inspire de l'ethnométhodologie de la communication américaine. Ce courant s'occupe d'analyser les interrelations dans l'oralité sous l'influence des principes de la pragmatique. Les travaux de Kerbrat-Orecchioni et Traverso sont caractéristiques de ce courant en analyse du discours.

4) La *Critical discourse analysis* (CDA), d'origine anglo-saxonne, propose selon van Dijk un positionnement critique pour étudier le discours⁴⁹. Il s'agit surtout d'un positionnement militant tendant à dénoncer les relations de pouvoir déséquilibrées et l'idéologie dominante. En Amérique latine, très sensible aux problématiques d'ordre social et discursif, ce courant est très présent. Les représentants principaux de ce courant dans le monde anglo-saxon sont Fairclough, Wodak et van Dijk et dans le monde hispanique A. Bolivar, L. Berardi, N. Pardo, A-M Harvey.

5) *L'analyse du discours énonciative* (ADE). Ce courant s'appuie sur l'héritage de Benveniste, qui a fortement marqué l'analyse du discours en France. Différents auteurs en

⁴⁹ Nous avons traduit directement de la version espagnole « discours » pour « texto y habla ». Voici l'extrait de la version en espagnol de Van Dijk : « El ACD no conforma una escuela, ni un campo ni una disciplina de análisis de discurso, sino que se trata de un planteamiento, posicionamiento o postura explícitamente crítica para estudiar *el texto y el habla* ». Nous avons souligné en italiques « texto y el habla ». van Dijk (1997-15-17).

France ont enrichi cette approche, entre eux, Culioli et Maingueneau. De plus, les apports du dialogisme de Bakhtine, traduit en français en 1977, ainsi que les travaux d'Authier-Revuz dans le cadre de la théorie de l'énonciation, ont élargi la réflexion dans ce domaine.

6) *L'analyse du discours communicationnelle* (ADC). Ce courant privilégie les corpus médiatiques en construisant un dialogue intéressant avec les sciences de la communication. Les travaux de Charaudeau et ses collaborateurs au sein du Centre d'analyse du discours (CAD) témoignent de la productivité de ce courant, qui s'est enrichi par l'intégration de la dimension argumentative. Les travaux d'Amossy à cet égard sont un exemple de la complémentarité entre l'argumentation et ce courant.

Les six courants présentés par Paveau et Rosier donnent une cartographie générale des travaux en analyse du discours. Cependant, celle-ci ne rend pas compte des travaux qui abordent la circulation et l'histoire des fragments de textes, des syntagmes, qui cristallisent des enjeux socio-politiques, comme ceux d'Alice Krieg-Planque (2009) qui a travaillé avec la formule discursive « purification ethnique ». La proposition de Maingueneau (2012 :06), qui propose une classification entre « unités topiques » et « unités non-topiques », nous semble très pertinente à cet égard.

Comme j'ai déjà eu l'occasion de le souligner (Maingueneau 2003), le discours est abordé à travers deux types de catégories, que j'appelle « topiques » et « non-topiques ». D'un côté, l'analyse se porte sur des structures au-delà de la phrase qui sont en quelque sorte prédécoupées par les pratiques sociales, d'un autre côté elle élabore des corpus qui traversent les frontières des textes et des genres de discours. Ces unités « non-topiques » elles-mêmes se laissent diviser en unités « transverses » et en unités « construites ».

Il est intéressant de souligner les unités « non-topiques » qui, comme signale l'auteur dans un autre texte (2005 :73), « sont construites par les chercheurs indépendamment de frontières préétablies [...] elles regroupent des énoncés profondément inscrits dans l'histoire ». Dans cette catégorie on peut trouver des études sur le « discours raciste », le « discours postcolonial », le « discours patronal », etc., qui impliquent un positionnement du chercheur vis-à-vis de son corpus construit de façon hétérogène en fonction de sa problématique. Pour Maingueneau ces types d'études peuvent être abordés dans le cadre

d'une « formation discursive » qui correspond, selon lui, à une catégorie d'analyse à l'intérieur des unités « non-topiques ». Une autre catégorie à l'intérieur des unités « non-topiques » est ce que Maingueneau appelle « parcours » :

Construire un parcours, c'est déployer à travers l'interdiscours un réseau d'éléments (qui peuvent être des unités lexicales, des groupes de mots, des phrases, des fragments de textes, des textes), sans viser à dégager des espaces de cohérence, à constituer des totalités. Le chercheur entend au contraire déstructurer les unités instituées en définissant des cheminements inattendus, mettant ainsi à jour des relations insoupçonnées à l'intérieur de l'interdiscours.

Selon Maingueneau, les travaux de Krieg-Planque (2009) autour des formules discursives (« purification ethnique », « développement durable », entre autres) se situent dans un « parcours ». Il nous semble important de mettre en relief cette réflexion de Maingueneau, car elle ouvre un intéressant chemin aux recherches qui se réclament de ce type d'analyse du discours.

2.4. Le discours politique dans la tradition française

Le discours politique, en tant qu'objet d'étude, n'est pas le monopole des sciences politiques, de la sociologie ou de la philosophie politique. Les sciences du langage, et plus largement l'analyse du discours, conçoivent le discours politique en tant qu'objet qui lui est propre. Après la coupure avec la tradition structuraliste de Saussure, qui concevait la langue comme un système de signes abstrait détaché du réel, les sciences du langage commencent à s'intéresser au discours politique par la voie du traitement automatique ainsi que par les réflexions philosophiques de Pêcheux.

Nous allons dans un premier temps réfléchir autour du syntagme « discours politique » dans la tradition française. Ensuite, nous présenterons quelques travaux développés dans le cadre français.

2.5. Qu'est-ce que le discours politique ?

Définir le discours politique est ardu du fait de sa complexité intrinsèque. On peut aller d'une définition naïve qui comprend le discours politique comme « une séquence ordonnée de mots et de phrases qui cherche à transmettre une (des) information (s) au moyen du langage », (Licitra, (1974), cité par Courtine, 1981) jusqu'à une définition plus restreinte et opératoire : « les discours produit par les hommes (et les femmes !) politiques » (Le Bart, 1998 :6).

Une définition plus large se trouve chez Dubois (1962 :489), pour qui « un discours est politique, parce qu'il est l'objet d'une lecture politique. » Dans cette conception du discours politique, une conversation, un manuel scolaire, une publicité, un roman peuvent être lus comme « politiques » car, d'abord, ils mobilisent des « imaginaires », des « représentations » d'un projet de société et, ensuite, car la situation de communication fait que cette conversation, ce manuel scolaire, cette publicité ou ce roman sont conçus comme politiques.

Cette réflexion n'est pas loin de celle de Charaudeau (2005 :30) qui propose que « tout énoncé, aussi innocent soit-il, peut avoir un sens politique dès lors que la situation le justifie [...] Ce n'est donc pas le discours qui est politique mais la situation de communication le rend politique ». Pour lui, la situation de communication a un rôle fondamental où la pensée politique, au sens large, s'élabore. L'auteur (2005 :30) distingue trois « lieux de fabrication de la pensée politique » dont chacun entraîne des enjeux langagiers particuliers : d'abord, un lieu d'élaboration des systèmes de pensée ; ensuite, un lieu dont le sens est attaché à l'acte de communication et, finalement, un lieu où est produit du commentaire.

Dans cette logique, pour Charaudeau, le discours politique « comme *système de pensée* est le résultat d'une activité discursive qui cherche à fonder une idéalité politique »⁵⁰. Ici se trouvent et se forment les positionnements idéologiques.

Le discours politique « comme acte de communication » est, pour l'auteur, lié à la construction des images des acteurs politique qui participent à la « scène de communication » où les stratégies de persuasion vis-à-vis du public deviennent fondamentales.

⁵⁰ Idem. p.30

Finalement, le discours politique comme *commentaire* est « un discours à propos du politique » (Charaudeau, 2005 :30) où l'enjeu politique n'est pas fondamental. Il s'agit des conversations entre amis dans un café, en famille, à propos de la politique et qui n'aboutissent pas nécessairement à une prise de position engagée de celui qui prend la parole.

Il est intéressant de mettre en avant les deux premiers « lieux » de fabrication de la pensée politique proposés par Charaudeau. De cette façon, le discours politique comme « système de pensée » et comme « acte de communication » renvoie aux aspects essentiels de la politique qu'implique la formation des positionnements idéologiques et la mise en place des stratégies (y compris la construction d'une image) capables de persuader les citoyens. Nous sommes tentés de dire que la formation des positionnements idéologiques, ce qui relève de la « formation discursive », et la mise en place des stratégies dans l'espace public sont deux façons différentes d'appréhender le même phénomène. Si tant les aspects qui impliquent la formation des positionnements idéologiques que les stratégies développées dans l'espace public sont de natures différentes, tous deux sont des éléments constitutifs du même phénomène, celui de la construction de la pensée politique. Cette pensée politique ne peut s'exprimer que par le langage et c'est pour cette raison que le lien entre la pensée politique et ses aspects langagiers est indissoluble. Comme remarque Larrue et Trognon (1994 :10) « Le discours est constitutif du politique. Les représentations politiques par lesquelles les individus et les groupes se reconnaissent, se distinguent, orientent leurs stratégies et leurs conduites résultent de l'entrecroisement des discours ».

Nous allons présenter maintenant ce que nous considérons comme les caractéristiques fondamentales du discours politique. On a déjà évoqué quelques éléments de celui-ci, comme son inscription dans l'espace public, sa capacité de mobiliser des imaginaires sociaux ou sa visée stratégique.

Le premier aspect fréquemment remarqué du discours politique est son caractère didactique. En effet, l'homme politique tend à simplifier la complexité sociale et à la présenter de façon accessible à un large public. Le caractère didactique du discours politique, souvent accompagné d'un ton de parole spécifique qui simule celui d'un professeur, est lié à ce que Charaudeau appelle « condition de simplicité » (2005 :75). Pour l'auteur, la « condition de simplicité » correspond à la façon dont l'homme politique au moment de s'adresser à un large public, réduit la complexité sociale « à la sa plus simple expression ».

Cette simplicité, comme rappelle Charaudeau (2005 :75), comporte un risque, car elle peut « aboutir à une vérité faussée, à une vérité non prouvée ou même à une contrevérité ».

Cette idée n'est pas loin de celle de Le Bart (1998 :71) qui, depuis une approche sociologique du discours politique, emploie le syntagme « transparence du social » pour rendre compte de la construction simple et ordonnée que font les politiciens de la complexité sociale. Pour lui, à travers un travail de « classification » (lié, selon Le Bart, à l'utilisation de taxinomies telles « les riches » et « les pauvres », etc.) et d'« explication » de la réalité sociale, les hommes politiques favorisent la construction d'un monde simple et cohérent dans lequel les solutions aux problèmes qui se présentent à l'ordre du jour sont apparentes et faciles à résoudre.

Un second aspect à souligner du discours politique est son caractère polémique⁵¹. Tout discours politique s'inscrit dans une chaîne d'échanges des discours antérieurs afin de les réfuter, les soutenir ou bien de les réélaborer. Dans cette logique, le discours politique s'étaye sur un continuum discursif où le politicien se situe par rapport à ce qui a été dit avant et prend la forme d'une polémique. Nous entendons cette dernière, au sens large, comme un ensemble de discours autour d'un thème inscrit dans l'histoire et qui révèle des positionnements variés sans nécessairement produire un consensus. Ce qui est au cœur de cette définition de la polémique est l'existence d'un discours antérieur, souvent contradictoire, un « contre-discours antagoniste » au sens d'Angenot (1982 :34), qui est révélateur de l'interdiscours. Comme remarquent Larrue et Trognon (1994 :11) « un discours politique est toujours de l'interdiscours. C'est une énonciation polyphonique qui retentit bien au-delà de ses destinataires directs ».

Un troisième aspect à souligner, déjà évoqué plus haut, est la relation réciproque et complexe entre la parole et l'action politique. Comme remarque Charaudeau (2005 :12) « langage et action sont deux composantes de l'échange social qui ont une autonomie propre et qui en même temps se trouvent dans une relation d'indépendance réciproque et non symétrique ». Cette idée de l'interdépendance entre parole et action sociale se trouve, avec nuances, chez les représentants de la CDA, pour qui « le discours construit la société et la société est construite par le discours ». Dans cette logique, le discours politique est lié à une

⁵¹ Nous y reviendrons sur cet aspect lorsqu'on aborde la disqualification de l'adversaire.

pratique sociale qui, d'un point de vue de la pragmatique⁵², agit sur le monde. De cette façon, la parole politique agit sur le monde social et celui-ci modifie la parole politique.

Un quatrième aspect à souligner, déjà évoqué plus haut, est que le discours politique mobilise des imaginaires et des représentations sociales qui conforment des groupes identitaires. Cet aspect a été remarqué par différents auteurs (Le Bart, Charaudeau, Maingueneau, Moirand, Larrue et Trognon, etc.) qui mettent en relief l'identification ou la différenciation d'une telle communauté discursive vis-à-vis des représentations ou imaginaires sociaux mobilisés par le sujet parlant. Différents travaux de recherche analysent les traces linguistiques sur le « nous », le « je » ou l'« on » au fil du discours et de quelle manière celles-ci contribuent à la création ou au renforcement de l'identité. De même, l'étude sur le choix des valeurs et les imaginaires sociaux mobilisés par l'homme politique dans une situation de communication donnée renvoie à la problématique identitaire par le biais de la réflexion sur la « situation de production » et son articulation avec la dimension langagière.

Un cinquième aspect à souligner est le rapport du discours politique avec l'idéologie. Il nous semble important d'aborder cet aspect, maintenant un peu inusité depuis la sortie du marxisme de l'espace public, car il lève des enjeux intéressants pour comprendre le fonctionnement du discours politique. Nous avons dit que l'analyse du discours en France émerge sous l'influence de différentes disciplines, où le marxisme d'Althusser joue un rôle important. Cet auteur a élaboré une conception de l'idéologie basée sur les « effets » de celle-ci dans le discours et sur les différents « appareils idéologiques de l'État »⁵³ qui participent à sa construction et reproduction. Le discours politique est, dans les termes de Maingueneau (1976 :19), le « discours le plus propre à une lecture en termes d'idéologie » où les analyses peuvent dévoiler les idéologies dominantes dans une formation discursive particulière. Dans cette logique, le rôle de l'analyste du discours est de se positionner et d'intervenir dans le monde social par le biais d'une analyse du discours politique. Comme disait Pêcheux (1977) : « On ne peut pas prétendre parler du discours politique sans prendre simultanément position dans la lutte des classes, car cette prise de position détermine en réalité la manière de

⁵² La pragmatique depuis Austin (1962) a mis l'accent sur les effets du langage dans le social (voir les concepts de force illocutoire et effet perlocutoire). L'énoncé largement diffusé *dire c'est faire* est représentatif de cet courant de pensée. A cet égard, Selon Larrue et Trognon (1994 :11) remarquent que « l'étude du discours politique appartient de plein droit à la pragmatique ».

⁵³ Voir le célèbre article d'Althusser « Idéologie et appareils idéologiques d'État, notes pour une recherche », *La pensée. Revue du rationalisme moderne* n°151, 1970, 3-38.

concevoir les formes matérielles concrètes sous lesquelles les « idées » entrent en lutte dans l'histoire. », (Cité par Courtine, 1981 :63).

La reprise de ces types d'analyses vient de la *Critical Discourse Analysis* (CDA) qui, sous la conduite de van Dijk, développe une « analyse sociopolitique du discours ». L'auteur (2006 :74), après avoir défini l'idéologie comme « le fondement des représentations sociales partagées par un groupe », propose de « [...] chercher, de façon systématique, par quelles structures du discours telles que les structures sémantiques (les sujets, la cohérence), la syntaxe (l'ordre des mots, etc.), le lexique, les actes de langage, etc. les opinions idéologiques se manifestent dans le texte et la parole » (van Dijk, 1996 :28). On voit bien que dans ce courant l'idéologie, définie de façon équivalente à une croyance d'un groupe social, joue un rôle fondamental. Les travaux dans cette direction s'orientent vers la recherche sur le sexisme ou le racisme dans le discours, tout en gardant un engagement particulier du chercheur vis-à-vis du sujet de recherche.

2.6. Discours politique : quelques travaux pionniers

Nous allons présenter quelques travaux développés dans le cadre français. D'abord, quelques travaux en lexicométrie et ensuite la recherche de Courtine (1981).

Les travaux du laboratoire de Saint Cloud au début des années 70, utilisant le traitement automatique, témoignent de la préoccupation d'étudier le discours politique. La méthode employée, la lexicométrie, a permis de travailler sur de grands corpus en repérant des milliers d'occurrences. Les travaux dans ce laboratoire se réalisent sur la surface textuelle et non sur le sens. Comme l'explique Bonnafous (2000: 94) :

Le laboratoire s'est ainsi donné les moyens de travailler, de façon reproductible, sur de très gros corpus, de plusieurs centaines de milliers d'occurrences. Ce qui ne signifie évidemment pas que les programmes statistiques donnent la clé du sens : ce sont des signifiants que nous comptons, et c'est ensuite au chercheur de tirer des conclusions des comparaisons de résultats et dans une dernière étape de pratiquer des inférences d'ordre socio-politiques, à partir de compétences sur les conditions d'énonciation.

La question du sens demeure fondamentale pour interpréter les *termes*⁵⁴ issus des analyses. Les approches énonciatives et argumentatives deviennent prioritaires lorsqu'il s'agit d'interpréter les termes, y compris les mots, dans leurs contextes énonciatifs. On sait bien que le sens des mots n'est pas stable : « les mots changent de sens en fonction des positions de ceux qui les emploient », disaient Haroche, Henry et Pêcheux (1971 :84). Dans le monde politique, où les positionnements autour de certains thèmes sont récurrents, l'emploi des mots dans l'espace public et le sens qu'ils prennent dans ces « voyages discursifs », au sens de S. Moirand, deviennent fondamentaux.

Les apports de la lexicométrie ont permis d'ouvrir un champ vaste qui lie l'informatique et l'analyse du discours. Ses résultats sont encourageants lorsqu'il s'agit de travailler avec de gros corpus, comme l'atteste l'exemple donné par Bonnafous et Tournier (1995) concernant le discours syndical de quatre centrales ouvrières françaises (CGT, CFDT, FO et CFTC) lors de leurs Congrès nationaux pendant vingt ans (1971-1990). Parmi ces résultats se trouve l'évolution au fil du temps de la forme « travailleurs » qui chute chez tous les locuteurs (les quatre centrales ouvrières françaises), tandis que la forme « salariés » progresse. En même temps, la chute de la forme « travailleurs » est accompagné par celle de « politique », « action », « revendication », « démocratique », et des segments « de masse », « de classe ». En revanche, les auteurs s'aperçoivent de la montée de la forme « salariés » accompagné par celle d'« emplois », « chômage », « négociation », et des segments « protection sociale », « temps de travail » et « maintien du pouvoir d'achat ». Bonnafous et Tournier (1995 :74) constatent à cet égard qu' « un lexique de la dynamique syndicale se laisse peu à peu supplanter, entre 1981 et 1990, par un lexique de la défense et de la négociation. Les mots-mâtres à pôle inverse qui commandent cette mutation sont *travailleurs* et *salariés* ».

Un autre exemple de cette méthode de travail, cette fois-ci avec un corpus de presse, se trouve dans le texte de Bonnafous (1991) *L'immigration prise aux mots*. Elle a travaillé sur un corpus de presse politique française composé de quotidiens (Le Quotidien de Paris, le Figaro et Libération), d'hebdomadaires (L'Unité, L'Humanité-Dimanche, RLP Hebdo puis National

⁵⁴ Comme l'expliquent Bonnafous et Tournier (1995 :69), « terme est un générique qui désigne toute unité textuelle obtenue systématiquement, forme, segment répété de plusieurs formes contigües, paire ou couple en cooccurrence, locution phraséologique, etc. ».

Hebdo, Minute, Le Nouvel Observateur et Lutte Ouvrière) et de mensuels (Militants, Le National) analysés durant une période de onze ans, entre 1974 et 1984.

Dans ce travail, l'auteur a pu montrer que le syntagme « travailleur immigré », assez fréquent dans le discours politique et médiatique des années 70, disparaît au cours des années 80. À sa place, apparaît la simple forme « immigré ». On a vu récemment que chez les syndicalistes, la forme « salariés » a remplacé celle de « travailleurs » entre 1980 et 1990. Cependant, dans le corpus analysé par Bonnafous, le terme « immigré » n'est pas précédé par le terme « salarié » ; seul subsiste la forme « immigrés ». Pour l'auteur, cela témoigne de l'évolution du vocabulaire social, qui tend à supprimer l'usage des mots de connotation marxiste comme « travailleurs », « capitaliste », « capital », « classe ouvrière », etc. Comme souligne Bonnafous : « de façon symétrique on peut avancer l'hypothèse que la « démarxisation » massive des intellectuels au tournant des années 80 et la contestation du « tiers-mondisme » ne sont pas sans rapport avec cet essoufflement du vocable « travailleur immigré » », (1991 :288 [note 25]).

Un autre résultat intéressant dans la recherche de Bonnafous est celui du glissement du sens de la forme « immigré ». L'auteur constate le changement de la forme « immigré », perçu avant comme « travailleur » et ensuite comme « délinquant ». Dans son chapitre intitulé « de travailleurs aux délinquants », l'auteur remarque (1991 :226) :

Dans les premières années le discours se centre sur les conditions de vie des immigrés et leurs difficultés propres : d'où « foyers », « Sonacotra », « loyers » et « lits », mais aussi « une grève », « grève de la faim » et « luttes ». Les désignations des immigrés privilégient leur appartenance au monde du travail et, de façon plus marquée, à « la classe ouvrière ». Dans les années 80-81 au contraire les immigrés ne sont plus évoqués pour eux-mêmes, mais comme objets de politique et de discours pour les forces politiques françaises (et spécialement le PCF) et les élus locaux. Ce ne sont plus les difficultés propres aux immigrés qui sont traitées pendant ces années-là mais leurs difficultés de cohabitation avec le reste de la population. De dynamique et offensive, la perspective devient négative : « délinquance », « tension », « seuil de tolérance », etc.

Notons le glissement de sens entre un immigré aperçu en tant que travailleur et, à partir des années 80, un immigré aperçu en tant que délinquant. Cela témoigne de la capacité de la lexicométrie appliquée aux gros corpus de dégager des résultats intéressants pour l'analyse des sciences sociales.

Un autre travail classique en analyse du discours politique est celui de J.J. Courtine. Intitulé « Quelques problèmes théoriques et méthodologiques en analyse du discours, à propos du discours communiste adressé aux chrétiens »⁵⁵, l'auteur développe une vision critique de l'analyse du discours et propose des remaniements des notions de « formation discursive » et de « formation idéologique », en même temps qu'il introduit la notion de « mémoire discursive » en analyse du discours. Le corpus étudié par Courtine correspond à un ensemble de discours adressé par le Parti communiste français aux chrétiens, entre 1936 et 1976, dans le cadre de la « politique de la main tendue ». La méthode d'analyse s'inscrit dans une prolongation des réflexions de Pêcheux. L'auteur propose deux hypothèses :

(1) « Les énoncés constituant le savoir propre à l'aspect régional de la FD [formation discursive] communiste du « discours adressé aux chrétiens » (« ce qui peut et doit être dit à ce propos ») se forment dans la contradiction avec les énoncés de FD reliées à des formations idéologiques dominantes, et notamment avec les énoncés éléments du savoir de la FD catholique ».

(2) « Le thème du « dialogue » entre communistes et chrétiens résulte de l'inscription d'une telle contradiction idéologique dans les domaines de savoir propres à chacune des FD »

Dans ces hypothèses se trouvent l'un des points de départ de Courtine qui est l'analyse et l'utilisation du concept de « formation discursive » et son lien avec la « formation idéologique ». Nous allons expliquer ces concepts clés pour l'analyse du discours hérité de Pêcheux.

La « formation discursive » est conçue, suite à Pêcheux, comme « déterminant *ce qui peut et doit être dit* (articulé sous la forme d'une harangue, d'un sermon, d'un pamphlet, d'un exposé, d'un programme, etc.) à partir d'une position donnée dans une conjoncture

⁵⁵ Cette étude a été publiée dans la revue *Langages* n° 62 en 1981.

donnée »⁵⁶. Pour Pêcheux, suite aux réflexions de Foucault sur ce sujet, la « formation discursive » est très liée à la « formation idéologique ». En effet, cette dernière, à la lumière du marxisme d'Althusser, correspond à « un élément susceptible d'intervenir comme une force confrontée à d'autres forces dans la conjoncture idéologique caractéristique d'une formation sociale à un moment donné » (Haroche, Henry et Pêcheux, 1971 :102). Cette « formation idéologique » ne constitue pas un bloc homogène ; au contraire, elle est soumise « à la loi d'inégalité-contradiction-subordination » (Pêcheux (1975), dans Mالدیدیر, 1990 : 227) qui caractérise les formations idéologiques.

Or, dans cette logique, une « formation idéologique » est composée de multiples « formations discursives ». Cela permet, dans une formation idéologique, qu'existent de multiples formations discursives qui rendent compte des différentes contradictions au sein de la formation idéologique. De cette façon, Courtine analyse deux formations idéologiques contraires (catholiques et communistes) qui par le biais de la « mémoire discursive » entrent en contact, en construisant un « dialogue » qui laisse « au fil du discours » des traces linguistiques. Ainsi, l'auteur s'attache à repérer, à travers les échanges discursifs entre communistes et catholiques entre 1936 et 1976, les « effets » des contradictions idéologiques dans la surface discursive.

On peut trouver, dans le cadre de la « politique de la main tendue » des discours communistes adressés aux chrétiens, des reformulations, des reprises, des remaniements de ce qui a été dit avant entre les catholiques et communistes. Par exemple, dans le discours communiste, la religion comme « opium du peuple » laisse la place à la religion comme « soupir de la créature opprimée ». On trouve aussi des énoncés qui reprennent des mots de la formation idéologique chrétienne, comme : « Notre parti s'est toujours EMPLOYÉ AVEC PASSION et patience à UNIR les ouvriers, à rassembler autour d'eux toutes les victimes du pouvoir de l'argent, toutes les forces vives de la nation » (XXIe Congrès du PCF, 24 octobre 1974 [les lettres majuscules sont dans le texte]).

L'auteur emploie aussi des énoncés qui constituent des points de références, comme « Notre politique à l'égard des chrétiens n'a absolument rien d'une tactique de circonstance, c'est une politique de principe » (Georges MARCHAIS, Secrétaire général adjoint du PCF,

⁵⁶ In Mالدیدیر (ed) (1990 :148).

19/11/1970) qui, dans les mots de Courtine, s'inscrit « dans un réseau de formulations ». Ce « réseau » de formulations discursives implique la mise en relation des discours antagonistes et des discours de soutien à l'intérieur de la formation discursive communiste. L'emploi de la négation dans cet énoncé est révélateur de l'intradiscours matérialisé en son sein.

De cette façon, en employant des énoncés qui fonctionnent comme points de références, Courtine arrive à repérer les contradictions idéologiques dans la matérialité du discours. En même temps, le recours à la « mémoire discursive » lui permet d'articuler l'événement conjectural d'une déclaration politique avec le temps « de longue durée » qui traverse l'histoire des échanges entre communistes et catholiques de 1936 à 1976. Ces deux énoncés suivants cristallisent cet enjeu :

« L'union avec les chrétiens n'est pas une ruse, c'est un principe de la politique des communistes » vs « La politique des communistes est un piège auquel les chrétiens ne doivent pas se laisser prendre » (du côté des catholiques).

Courtine, après avoir analysé les discours du Parti communiste adressés aux chrétiens entre 1936 et 1976, tire des conclusions intéressantes pour l'étude du discours politique. D'abord, il fait avancer la théorie du discours politique : « le discours comme objet l'imbrication de deux réels ; celui de la langue, dans son autonomie relative, et celui de l'histoire, appréhendé à partir de la contradiction des forces matérielles qui s'y affrontent » (1981 :121). Autrement dit, Courtine affirme la double dimension du discours : d'une part celle qui relève du « réel » linguistique et, d'autre part, celle qui relève du « réel » social ou historique. En ce qui concerne la « formation discursive », l'auteur constate que celle-ci n'est pas un bloc homogène, mais un objet hétérogène où la contradiction est partie prenante de sa configuration.

Une autre conclusion intéressante adossée au concept de « mémoire discursive » correspond à la représentation du temps historique dans les énoncés analysés. Selon Courtine, à travers les marques temporelles qui se répètent, telles les reprises de verbes et l'emploi des adverbes temporels (« encore », « une fois de plus », « encore une fois », etc.), le discours communiste adressé aux chrétiens construit une représentation particulière du temps marqué par sa fixation :

La mémoire discursive construit ici la fiction d'une histoire immobile, elle fonctionne comme *gel du temps historique* où se forme la discursivité. Histoire immobile, histoire éternelle : le rapport du discours communiste à la croyance religieuse se trouve ici posé (Courtine, 1981 :123).

2.7. Les perspectives futures de l'analyse du discours politique

Nous voudrions présenter maintenant quelques interrogations sur l'analyse du discours, en suivant l'article de Bonnafous (2000) intitulé « L'analyse du discours politique ».

La première interrogation, dénommée « classique » pour l'auteur, porte sur les « imaginaires », les « représentations », les « idéologies ». La recherche du « non-dit », du dénié, occulté ou dissimulé sous la surface discursive sont à l'origine de la réflexion théorique et méthodologique en analyse du discours. Les travaux issus de la lexicométrie, initialement sur un corpus homogène et clos, puis par la suite sur un corpus plus ouvert et hétérogène, rendent compte, dans leurs interprétations, de cette démarche. On a vu comment différents auteurs, en utilisant la lexicométrie, interprètent la chute du terme « travailleur » et la progression du terme « salarié » à la lumière des sciences humaines et sociales. De même, les études sur le discours raciste ou sexiste du côté de la CDA s'appuient sur une démarche herméneutique visant à révéler les « imaginaires », les « représentations » mobilisées dans les discours. Bref, tout travail qui se réclame de l'analyse du discours politique ne peut échapper à cette problématique du « non-dit ». Le traitement du « non-dit » varie selon les objectifs, le corpus et le cadre théorique du chercheur. On peut partir d'une démarche herméneutique qui vise à dévoiler l'idéologie et le sens caché et aboutir à une démarche qui articule les différents éléments du discours politique et de la situation de communication dans un cadre interprétatif capable de donner des réponses sur le « non-dit ».

Une seconde interrogation concerne l'étude de l'argumentation dans le discours politique. Comme le souligne Bonnafous (2010), la théorie de l'argumentation porte des principes incompatibles avec l'analyse du discours des années 70-80, surtout concernant la notion de sujet parlant. On le sait, la notion du sujet n'est pas la même. On a vu plus haut que la théorie de l'argumentation prône un sujet autonome maître des intentions et de ses choix qui propose des stratégies pour convaincre son public, tandis que l'analyse du discours des

années 70-80 propose un sujet déterminé par ses croyances et ses représentations, un sujet « assujetti » par l'idéologie. Comme remarque l'auteur (2000 :100), à partir de « l'assouplissement théorique des années 80 » et la reconnaissance des travaux issus de la pragmatique et des travaux d'Anscombe et Ducrot⁵⁷, l'incompatibilité de la notion de sujet parlant n'empêche pas aujourd'hui de travailler dans les deux directions, aussi bien sur un sujet « 'pensé' et 'parlé' par les représentations dominantes en circulation » (Bonnafous, 2000) que sur un sujet stratège capable d'organiser et de cibler sa parole afin de convaincre un large public.

Un certain nombre de travaux en France abordent l'argumentation dans le cadre du discours politique. Les travaux récents de S. Bonnafous (2001, 2003), P. Charaudeau (2005, 2008b) R. Koren (2003), M. Doury (2006), et P-A. Taguieff (1990), entre autres, témoignent de cette préoccupation. Nous soulignons à cet égard l'effort de R. Amossy qui, depuis une approche argumentative, essaye d'intégrer l'argumentation, conçue comme « un fonctionnement discursif qui oriente des façons de penser et de voir » (Amossy, 2006), dans l'analyse du discours⁵⁸. La publication de la revue électronique « Argumentation et analyse du discours » qu'elle dirige manifeste cette préoccupation.

Une troisième interrogation développée par Bonnafous concerne les stratégies interactives et les stratégies la présentation de soi dans les études sur le discours politique. À la lumière de l'analyse de la conversation, de la notion d'interactivité et la sociologie des faces (hérité de Goffman), ces types d'études configurent un cadre interprétatif capable d'interpréter les interactions dans le monde politique de façon holistique au-delà de l'analyse verbale. Le récent numéro de la revue *Mots* n° 96 (2011), *Les discours politiques. Approches interactionnistes et multimodales*, témoigne de cette préoccupation :

Dans cette perspective holistique, l'analyse des interactions n'est pas réductible à la prise en compte du verbal, ni à l'étude séparée de différents modes sémiotiques. Parce que l'ensemble des ressources de l'agir fonctionne en synergie, le sens prend forme de la combinaison et de l'agrégation des mots prononcés, du rythme et du ton de la voix, des mimiques faciales et des gestes accomplis dans un contexte donné. Il ne s'agit pas

⁵⁷ *L'argumentation dans la langue*. Bruxelles, Mardaga, 1983.

⁵⁸ Voir à ce sujet l'article « Argumentation et discours politique » d'Amossy et Koren ainsi que celui de Christian Plantin « Argumentation-rhétorique. Les eaux mêlées » dans la revue *Mots* n°94 (2010).

d'analyser les différents systèmes sémiotiques comme des entités autonomes, ayant leur propre mode de fonctionnement et système de significations, mais de comprendre l'interrelation de ces ressources⁵⁹.

Les récents travaux de Kerbrat-Orecchioni⁶⁰ et Bonnafous⁶¹ ainsi que l'ensemble du numéro 96 de la revue *Mots* rendent compte de types d'analyses qui émergent en parallèle avec l'amélioration des méthodes de transcription, d'enregistrement des comportements non verbaux et de synchronisation avec la parole. L'avenir de ces types d'analyses apparaît prometteur pour mieux comprendre le fonctionnement du discours politique.

Pour achever cette partie qui aborde les perspectives futures de l'analyse du discours politique, la réflexion de Pierre Fiala (2007 :76-77) nous semble pertinente :

L'analyse du discours politique se caractérise aujourd'hui par l'importance accordée à la dimension langagière du politique ancrée dans les sciences du langage, articulée avec les autres approches disciplinaires. Combinaison particulière de la langue courante avec diverses langues de spécialité, le discours sociopolitique est profondément composite, à la fois technique, didactique, polémique, empathique, éthique, performatif. Il énonce trivialement et dérobe simultanément ce qu'il est, à travers des combinaisons lexicales, grammaticales, énonciatives, associant le dire, l'être, le pouvoir et le devoir, le savoir, les nombreuses modalités du nécessaire, du souhaitable, du possible, du certain, de la négation, de la personne grammaticale. Il est paradoxalement personnalisé et collectif, intentionnel et sans sujet stable, assertif et injonctif, finalisé, stratégique et tactique, mais traversé par les débordements langagiers et les lapsus.

Notons dans cette définition la place que donne l'auteur aux phénomènes non contrôlés du discours politique comme les lapsus et les débordements langagiers (les gaffes, les dérapages). Cela renvoie à un aspect du discours politique peu étudié⁶² mais qui est

⁵⁹ Introduction dirigé par Hugues Constantin de Chanay et Olivier Turbide, p.8.

⁶⁰ Kerbrat-Orecchioni, C (2006, 2012).

⁶¹ Bonnafous, S. (1998).

⁶² Voir le travail de Ringoot et Demontrond (2004). *L'analyse du discours*. 2004. Apogée. Chapitre II : Erreur, lapsus, gaffes, fautes...Le discours politique comme genre.

révélateur du glissement de sens que peut prendre un lapsus ou une gaffe dans son processus de circulation.

2.8. Aspects méthodologiques

Notre travail consiste en une comparaison entre les discours des deux derniers présidents chiliens, Ricardo Lagos (2000-2005) et Michelle Bachelet (2006-2009), lors de situations différentes : la campagne électorale et l'exercice du pouvoir.

Nous cherchons à établir les différences et les similitudes entre ces deux ex-présidents sur la base de quatre critères : la construction de l'*ethos*, la disqualification de l'adversaire, l'interpellation des destinataires et les imaginaires sociaux mobilisés dans leurs discours.

Notre hypothèse générale est que le discours de campagne représente une vision plutôt idéalisée et simplifiée du monde où les valeurs partagées par la population sont surdimensionnées par le candidat dans la sphère de l'émotionnel. Les discours, lors de l'exercice du pouvoir, représentent un ensemble de tensions entre d'une part, les restrictions propres à la pratique politique et le style individuel que le candidat veut imposer et, d'autre part, les besoins d'une société plus juste, ainsi que ceux du marché économique.

Nous voudrions aussi avancer l'hypothèse que Ricardo Lagos tout comme Michelle Bachelet construisent un *ethos* qui leur est propre et qui se nourrit des imaginaires sociaux de la société chilienne.

2.8.1. La construction du corpus

Nous voudrions signaler trois aspects importants concernant notre choix d'étudier les deux derniers ex-présidents du Chili.

Tout d'abord, cela répond à notre choix individuel de rendre compte, dans le cadre de l'analyse du discours, des changements qu'ont expérimentés les deux gouvernements de centre gauche dirigés par Lagos et Bachelet. Particulièrement dans le gouvernement de Bachelet qui, à partir de sa campagne électorale et lors de l'exercice du pouvoir, a montré des « signes » d'un changement social et politique.

Nous considérons, d'une manière générale, qu'une étude sur le discours politique de ces deux ex-présidents dans deux situations différentes (en conquête du pouvoir et dans l'exercice du pouvoir) nous permettra d'obtenir des résultats intéressants qui nous aideront à mieux comprendre l'articulation entre les phénomènes d'ordre discursif et les « représentations », les « imaginaires » de la réalité sociale.

Ensuite, cette étude comparative entre Bachelet et Lagos nous permettra d'obtenir un certain nombre de résultats dans une logique de ressemblances et de différences. Nous aurions pu porter l'analyse sur un seul ex-président, mais nous considérons, à la lumière du principe saussurien qui signale que le sens naît de la différence, que la mise en comparaison de deux personnalités assez différentes a une valeur en soi. À cet égard, s'il s'agit d'une mise en comparaison, il est légitime de se demander pourquoi choisir deux ex-présidents du même camp et non pas des candidats ou présidents de camps opposés. La réponse se trouve dans le fait qu'entre 1990 et 2010 les présidents élus au Chili correspondent tous à la même coalition politique, à savoir La Concertation. Ce n'est qu'à partir de 2010 qu'il y a eu alternance en faveur de la coalition de droite, à savoir L'alliance pour le Chili. Dans ce cas-là, la comparaison nous semble pertinente entre Bachelet et Piñera tant en campagne électorale que pendant la gestion gouvernementale.

Un troisième élément à souligner concerne la mise à l'écart du discours de presse dans l'étude des campagnes électorales. Nous avons toutefois inclus deux entretiens, transcrits et publiés en ligne, de chaque président en exercice dans le corpus de la gestion gouvernementale.

Concernant ce choix, notre justification est la suivante. Incorporer un corpus de presse dans les campagnes électorales aurait enrichi, sans doute, nos analyses en prenant en compte le fait qu'il n'y a pas de discours politique « pur » : tout circule par les médias. Or, le fait de travailler avec les discours politiques véhiculés par la presse aurait entraîné des conséquences importantes au niveau théorique et méthodologique. L'analyse des médias est un objet en soi et, si on prend en compte le principe soutenu par Pêcheux que le sens des mots change selon qui les emploie ou le principe bakhtinien que les mots sont chargés de valeurs conférées par leurs usages, il faudrait ajouter une analyse de la situation de communication où est mobilisé le discours politique et le sens qu'il prendra dans la mise en scène médiatique.

Conscients de ces éléments, nous avons intégrés deux entretiens dans la constitution du corpus de la gestion gouvernementale. Nous défendons l'idée qu'ouvrir le corpus dans cette situation est avantageux, car les données « observables » obtenues des « discours du 21 mai » (nous y reviendrons) correspondent à ceux d'une situation assez « ritualisée ». Nous avons pensé contraster les données issues du « discours du 21 mai » avec ceux de deux entretiens afin d'enrichir notre corpus de la gestion gouvernementale.

2.8.2. Description du corpus

Notre corpus est composé de sept discours de Ricardo Lagos et Michelle Bachelet tenus alors qu'ils étaient candidats à la présidence. Ces discours ont été prononcés devant un auditoire composite (différents partis politiques, entrepreneurs, enseignants, agriculteurs, etc.).

Durant la période de gestion gouvernementale, le corpus de Ricardo Lagos est composé de deux entretiens, d'un discours de proclamation de victoire et de six discours adressés au Parlement (2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005), à valeur de discours-bilan que l'on appelle, au Chili, « le discours du 21 mai ». Pour Michelle Bachelet, le corpus est aussi constitué de deux entretiens, d'un discours de proclamation de victoire et de quatre discours devant le Parlement (2006, 2007, 2008, 2009).

Les critères de la construction du corpus sont légèrement différents en ce qui concerne les discours en campagne électorale et lors de la gestion gouvernementale.

Nous avons essayé de former un corpus à la fois représentatif et pertinent.

Concernant la « représentativité » de notre corpus, nous avons choisi des discours adressés aux différents secteurs de la société : entrepreneurs, enseignants, agriculteurs, militants du PS, militants du PDC et les programmes respectifs des campagnes électorales. Dans le cas de Michelle Bachelet, nous avons ajouté un discours issu des résultats du premier tour. Malheureusement, nous n'avons pas trouvé de discours prononcé après le premier tour du candidat Ricardo Lagos.

Concernant la « pertinence » de notre corpus, nous avons choisi des discours capables de rendre compte des projets politiques et sociaux des candidats.

Voici l'information détaillée.

Discours de campagne électorale de Ricardo Lagos

- Folleto-programa : *Mi compromiso con la igualdad*, (1/10-/1999), 11 p.
- El Chile que queremos* (meeting du PS), (14/08/1999), 10 p.
- Empresas y empresarios en el nuevo milenio*, 15 p. (discours daté le 01/01/1999)
- Discurso en el congreso de la corporación nacional de colegios particulares*, (13/11/ 1999), 10 p.
- *Mi compromiso con los derechos humanos*, (10/12/1999), 5 p.
- Encuentro del candidato Lagos con la ruralidad*, (12/10/1999), 14 p.
- Chile al encuentro de su futuro*, (9/12/1999), 6 p.

Discours de campagne électorale de Michelle Bachelet

- Foro educación y empresa*, (7/09/2005), 7 p.
- Los valores que orientan nuestro accionar* (meeting du PS), (28/01/2005), 11 p.
- Nuestro sueño posible*, (2/12/2004), 14 p.
- Junta nacional du PDC*, (30/07/2005), 8 p.
- *Carta a los chilenos*, (18/10/2005), 3 p.
- *Programa Estoy contigo*, (18/10/2005), 102 p.
- *Discurso dia "d"* (après les résultats du premier tour) (11/12/2005), 3 p.

Les critères d'élection du corpus dans l'exercice du pouvoir sont légèrement différents de ceux de la campagne électorale. Comme le critère de « pertinence », nous avons choisi les *discurso del 21 de mayo* car ils suscitent de grandes attentes aussi bien dans le monde politique qu'auprès de citoyens. Il s'agit d'une allocution télévisée, devant le Parlement (à Valparaiso) et les représentants des partis politiques. C'est l'événement politique de l'année dont l'origine remonte au XIX^e siècle lorsque le président rendait compte au Parlement du bilan annuel de sa gestion. À cette époque, la cérémonie se réalisait chaque premier juin et

coïncidait avec l'ouverture du Congrès national. Depuis 1926, cette cérémonie se déroule chaque 21 mai devant le Parlement et coïncide, d'une part, avec l'ouverture du Congrès et, d'autre part, avec la commémoration de la victoire du Chili sur le Pérou et la Bolivie dans la guerre du Pacifique en 1879. Pendant le gouvernement militaire, le « message présidentiel » s'est déroulé au bâtiment Diego Portales⁶³ (à Santiago) chaque 11 septembre. Avec le retour du régime démocratique en 1990, le « discours du 21 mai » a lieu à Valparaíso devant le Parlement et la cérémonie reprend la date originelle.

Pour finir avec le « discours du 21 mai », il faut souligner qu'il s'agit d'une cérémonie assez ritualisée, où les places dans le Congrès national sont accordées à l'avance et où la participation du public est très limitée. Cette cérémonie peut durer des heures et est suivie depuis 1923 en intégralité par radio et depuis 1958 par télévision.

Nous avons choisi d'inclure deux entretiens de chaque président à radio *Cooperativa*. Cela peut susciter des interrogations, car nous mêlons le registre oral et l'écrit. Nous défendons l'idée qu'ouvrir le corpus dans cette situation est avantageux, car les données obtenues des « discours du 21 mai » correspondent à ceux d'une situation assez ritualisée ou cadrée.

A partir de tous ces éléments, nous pouvons dire que le critère de l' « hétérogénéité » des données dans le corpus de la gestion gouvernementale est partie prenante ainsi que le critère de la « pertinence ». Voici la légère différence avec la construction du corpus en campagne électorale.

Voici l'information détaillée :

Discours de Ricardo Lagos dans sa gestion gouvernementale

Discurso del presidente electo, (16/01/2000), 4 p.

Mensaje presidencial 21 mayo 2000, (21/05/2000), 32 p.

Mensaje presidencial 21 mayo 2001, (21/05/2001), 18 p.

Mensaje presidencial 21 mayo 2002, (21/05/2002), 35 p.

Mensaje presidencial 21 mayo 2003, (21/05/2003), 20 p.

⁶³ Voir les réflexions sur la figure de Diego Portales dans notre partie consacrée à l'imaginaire de la démocratie.

Mensaje presidencial 21 mayo 2004, (21/05/2004), 29 p.

Mensaje presidencial 21 mayo 2005, (21/05/2005), 24 p.

Entretien radio *Cooperativa*, (20/10/2002), 12 p.

Entretien radio *Cooperativa*, (04/12/2005), 9 p.

Discours de la présidente Michelle Bachelet dans sa gestion gouvernementale

Discurso de la presidenta electa, (15/01/2006), 4 p.

Mensaje presidencial 21 mayo 2006, (21/05/2006), 19 p.

Mensaje presidencial 21 mayo 2007, (21/05/2007), 33 p.

Mensaje presidencial 21 mayo 2008, (21/05/2008), 40 p.

Mensaje presidencial 21 mayo 2009, (21/05/2008). 31p.

Entretien radio *Cooperativa*, (3/06/2006), 14p.

Entretien radio *Cooperativa*, (31/12/2008), 15p.

2.8.3. Méthodologie de recherche

Notre recherche s'inscrit dans le cadre de l'analyse du discours de tendance francophone qui met en relation les phénomènes d'ordre linguistique et social. Autrement dit, nous travaillerons sur la matérialité discursive en repérant des observables, tels que des mots, des syntagmes, certaines structures syntaxiques, des locutions, etc. afin de les mettre en relation avec des phénomènes d'ordre social comme les « imaginaires », les « représentations ».

Notre démarche s'appuie sur les travaux de Charaudeau (2005, 2008a) concernant le discours politique, dans lesquels il établit des éléments structurels du discours politique présent dans une campagne électorale telle que la construction de soi (l'*ethos*), la disqualification de l'adversaire, l'interpellation des destinataires et les positionnements au regard des valeurs. Nous avons suivi une démarche similaire appliquée sur notre corpus.

D'un point de vue méthodologique, notre travail s'inscrit à la fois dans une approche hypothétique-déductive et empirique-descriptive. D'une part, nous formulons un certain nombre d'hypothèses et d'interprétations possibles des données linguistiques et, d'autre part, nous revenons de la théorie à la surface discursive lorsqu'une interprétation n'est pas

pertinente compte tenu des données empiriques. Cela correspond à ce mouvement de va-et-vient, que mentionne Charaudeau (2009b) entre les éléments d'ordre théorique et les observables d'ordre empirique.

Notre travail s'appuie sur certains concepts issus de la théorie de l'énonciation d'E. Benveniste ainsi que des catégories propres de l'analyse du discours français.

Concernant la théorie de l'énonciation, nous reprenons les réflexions sur l'inscription du sujet parlant au fil du discours et certains aspects de la modalisation du discours.

Par l'inscription du sujet parlant nous comprenons, suite à Benveniste, les traces linguistiques qui laissent le sujet sur la surface discursive et qui rapportent à la situation d'énonciation. Il s'agit des pronoms, des verbes, des adjectifs, des adverbes de temps qui rendent compte de l'attitude du sujet parlant vis-à-vis de son énoncé et de la situation d'énonciation. Nous allons voir tout au long de notre analyse le jeu entre le « je » d'individualisation et le « nous » de collectivité mobilisé par le sujet parlant.

Un autre aspect fréquemment évoqué dans nos analyses correspond à certains aspects de la modalisation du discours tels que les actes énonciatifs (appelés aussi actes locutifs), les actes allocutifs (les discours centrés sur le destinataire « tu »), élocutifs (les discours centrés sur le « je ») et délocutifs (les discours centrés sur le « il » – la non-personne, dans la terminologie de Benveniste).

En ce qui concerne la théorie de l'analyse du discours d'origine francophone, nous reprenons certains principes comme « la primauté de l'interdiscours » et le rôle du sujet parlant.

Concernant la notion de l'interdiscours, nous la comprenons au sens de Maingueneau comme l'« ensemble des unités discursives (relevant des discours antérieurs du même genre, de discours contemporains d'autres genres, etc.) avec lesquelles un *discours particulier* entre en relation implicite ou explicite » (Maingueneau, dans Charaudeau et Maingueneau, 2002 : 324). Cette prise de position a besoin d'une justification.

On sait que l'analyse du discours des années 70-80, qui est à l'origine de cette notion, définissait l'interdiscours comme :

[...] ce “ tout complexe à dominante ” des formations discursives, en précisant bien qu'il est lui aussi soumis à la loi d'inégalité-contradiction-subordination dont nous avons dit qu'elle caractérisait le complexe des formations idéologiques. Nous dirons dans ces conditions que le propre de toute formation discursive est de dissimuler, dans la transparence du sens qui s'y forme, l'objectivité matérielle contradictoire de l'interdiscours, déterminant cette formation discursive comme telle, objectivité matérielle qui réside dans le fait que “ça parle” toujours “avant, ailleurs et indépendamment”. (Pêcheux (1975), dans Malidier, 1990 : 227).

Dans cette définition, l'interdiscours est conçu comme une sorte d'espace d'articulation d'ordre philosophique caractérisé par sa complexité et sa contradiction. Dans cette notion, la matérialité du discours passe au second plan tout en privilégiant la dimension idéologique et les contradictions au sein d'une formation idéologique.

Dans cette logique, on réserve le terme intradiscours pour désigner les énoncés repérables au fil du discours. Ces deux concepts, interdiscours et intradiscours, sont liés dans un rapport de domination dont l'interdiscours, conçu comme quelque chose extérieur à la langue d'ordre idéologique, prévaut sur l'intradiscours. Comme remarque Malidier (1993) « Dès les *Vérités de La Palice*, en termes encore très abstraits, Michel Pêcheux énonçait ce qui allait devenir central dans les recherches menées après 1980 : la réinscription, *toujours dissimulée*, dans l'intradiscours, des éléments de l'interdiscours, « la présence d'un ‘non-dit’ traverse le ‘dit’ sans frontière repérable ».

Cette vision de l'interdiscours nous semble abstraite et peu opérative et c'est pour cela que nous préférons la version de Maingueneau où l'existence matérielle de l'interdiscours est repérable sur la surface discursive⁶⁴.

⁶⁴ Certains auteurs, comme Courtine, Mazière, Malidier, Paveau, Rosier et Guilhaumou, se montrent très critiques à l'égard de l'évolution de certains concepts clés dans l'analyse du discours des années 70-80 (préconstruits, interdiscours, intradiscours et formation discursive). Ils dénoncent, comme le fait Guilhaumou (2004) et Courtine (1991), la perte de la dimension critique de ces concepts clés en faveur d'une dimension plus pratique.

Un autre élément que nous reprenons de la théorie de l'analyse du discours est la notion de sujet parlant. Celle-ci est loin d'être simple et mérite une justification. On a déjà évoqué les conceptions différentes du sujet issu de la théorie de l'argumentation, de la pragmatique ou de l'analyse du discours des années 1970-80. Lorsque nous avons justifié notre définition du discours politique, nous avons parlé à propos de « l'intentionnalité » du rôle du sujet parlant qui n'est pas tout à fait autonome et qui se trouve dans une position intermédiaire entre les déterminations idéologiques et la capacité de déployer librement des stratégies. De même, lorsque nous avons abordé les perspectives futures de l'analyse du discours politique, nous avons remarqué le rapprochement entre la théorie de l'argumentation et l'analyse du discours par le biais de certaines problématiques communes et d'une sorte de conciliation entre deux conceptions différentes sur la question du sujet.

Nous voudrions insister sur ce point, celui du rôle du sujet parlant, car cette question reste fondamentale dans la théorie de l'analyse du discours et renvoie à l'intentionnalité du sujet parlant vis-à-vis de son énoncé. L'influence de la pragmatique, en même temps que l'affaiblissement du marxisme althussérien, ont donné lieu à la notion de sujet tout puissant, maître de son destin, et capable d'influencer l'autre sans difficulté. Malgré les apports de la psychanalyse par le rôle du subconscient, le dialogisme de Bakhtine et l'hétérogénéité constitutive de J. Authier qui remettent en cause la notion de sujet autonome, l'influence de cette conception du sujet sur les autres disciplines comme les sciences de la communication, et plus récemment ce qu'on appelle « le marketing politique », augmente.

Il nous semble donc important de souligner la position intermédiaire du sujet parlant entre les représentations qui le déterminent et sa possibilité de déployer son projet de parole à travers des stratégies diverses. C'est la position de Charaudeau (2009a :11), pour qui « la question demeure à savoir quel type d'articulation opère entre l'interne du linguistique et l'externe du social, et quelle place accorder au sujet du discours dans ce jeu de va-et-vient constant entre un sujet à l'origine d'une activité langagière intentionnelle, et un sujet (le même) porteur (non nécessairement conscient) des systèmes de représentation à la construction desquels il participe et par lesquels il est en même temps surdéterminé ».

2.8.4. Problèmes liés à la traduction des discours politiques de l'espagnol vers le français

Nous avons choisi de mettre dans le corps de la thèse les extraits des discours en espagnol. Nous avons assuré une traduction de ceux-ci en français dans les notes de bas de page.

Concernant ce choix, il nous semble important de faire deux remarques :

a) Nous avons laissé dans le corpus de la thèse le texte original en espagnol. Nous avons l'intention de respecter l'« ordre du discours », au sens de Foucault, du corpus en espagnol du Chili. Il est important de souligner cet aspect, car la plupart de nos analyses portent sur les traces linguistiques dans la surface discursive, notamment le travail sur l'emploi de mots, de syntagmes, de métaphores, par les politiciens chiliens qui sont tellement représentatifs de cette société. Le respect à cet « ordre du discours » nous semble donc pertinent.

b) Le choix de traduire de façon littérale les discours en espagnol dans les notes en bas de page permettra aux lecteurs non familiarisés avec l'espagnol de lire et de comprendre, avec la difficulté qu'implique une traduction non spécialisée, les extraits analysés. Nous avons opté pour une traduction littérale des discours en espagnol du Chili pour deux raisons : d'abord, nous ne sommes pas spécialistes dans le domaine de la traduction espagnol-français. Ensuite, la configuration du discours politique en espagnol du Chili est assez complexe, ce qui rend difficile la tâche d'une traduction du sens. Les équivalences en français des métaphores et les jeux de mots en espagnol du Chili ne sont pas toujours évidents et une traduction spécialisée de ces expressions aurait des conséquences dans le texte original.

Or, la traduction littérale de l'espagnol vers le français comporte un risque, principalement en ce qui concerne la compétence linguistique dans les deux langues, étant donné qu'une traduction littérale vers le français néglige les règles de formation de la phrase propre à cette langue. De plus, si l'on prend en compte le postulat selon lequel une traduction ne consiste pas à traduire mot à mot, mais d'unité de sens en unité de sens, une traduction littérale risque d'être insuffisante. Nous sommes conscients de ce risque.

III. Analyses

3.0. La construction de l'*ethos*

Dans cette partie de la thèse nous aborderons la construction de l'*ethos*. Dans un premier temps, nous nous interrogerons sur la notion d'*ethos* dans le cadre de l'analyse du discours. Dans un deuxième temps, nous analyserons les constructions de l'*ethos* dans les discours de Ricardo Lagos et de Michelle Bachelet, en temps de campagne électorale et pendant la gestion gouvernementale.

La notion d'*ethos* est très ancienne et remonte à l'antiquité grecque. Dans sa célèbre classification entre l'*ethos*, le *pathos* et le *logos*, Aristote ouvre la réflexion dans le cadre de la rhétorique. Pour lui, le *logos* est attaché au discours et permet de convaincre par la raison les destinataires. L'*ethos* et le *pathos* s'attachent aux émotions permettant de toucher les cœurs. L'éthos appartient à celui qui parle (l'orateur) et le *pathos* à l'auditoire.

Selon Aristote, l'*ethos* renvoie à l'image de soi construite par l'orateur qui prend la parole :

On persuade par le caractère quand le discours est de nature à rendre l'orateur digne de foi, car les honnêtes gens nous inspirent confiance plus grande et plus prompte sur toutes les questions en général [...] il faut que cette confiance soit l'effet du discours, non d'une prévention sur le caractère de l'orateur. (Aristote, 1991 :22-23, Rhétorique I, 1356a).

Or, l'*ethos* aristotélicien se construit dans l'exercice de la parole et n'appartient pas au savoir préexistant du locuteur. Dans cette logique l'*ethos* est un effet de la mise en discours inscrit dans l'acte d'énonciation indépendant du savoir préexistant du locuteur.

Une autre conceptualisation de l'*ethos* dans l'antiquité donne davantage d'importance aux données préexistantes. De cette façon, pour Isocrate et Cicéron, l'origine familiale, le comportement et la réputation de celui qui parle donnent plus de crédibilité que le discours lui-même.

Ces deux modes de conceptualisation l'*ethos* dans l'antiquité ont permis à Maingueneau (1999 :78), dans le cadre de l'analyse du discours, de proposer la distinction d'*ethos* « discursif » et d'*ethos* « prédiscursif ». La première correspond à la vision aristotélicienne, dans laquelle s'inscrit l'analyse du discours, tandis que la seconde correspond à une approche plus sociologique qui prend en compte le rôle et le statut de celui qui parle (nous y reviendrons).

Entre ces deux positions se trouve Charaudeau (2005 :88), pour qui la question de l'*ethos* doit tenir compte de ces deux aspects : « En effet, l'*ethos*, en tant qu'image qui s'attache à celui qui parle, n'est pas une propriété exclusive de celui-ci. L'*ethos* est affaire de croisement de regards : regard de l'autre sur celui qui parle, regard de celui qui parle sur la façon dont il pense que l'autre le voit. »

Un autre auteur, O. Ducrot, avait abordé la notion de l'*ethos* dans le cadre de la linguistique. Pour lui (1984 :201), « l'*ethos* est attaché à L, le locuteur en tant que tel : c'est en tant qu'il est à la source de l'énonciation qu'il se voit affublé de certains caractères qui, par contrecoup, rendent cette énonciation acceptable ou rebutante ». Dans cette perspective, l'*ethos* n'est pas un être « réel » mais un être « fictif » du discours qui construit son image de soi en relation avec un ensemble de « représentations » et d'« imaginaires » circulant dans le monde social sous la forme de récit, d'images, de symboles et rendant « acceptable » ou « rebutante » cette construction de l'image. Cela renvoie à une problématique plus large qui est celle de l'identité. Comme souligne Maingueneau (2002 :2) : « En dernière instance, la question de l'*ethos* est liée à celle de la construction de l'identité. Chaque prise de parole engage à la fois une prise en compte des représentations que se font l'un de l'autre les partenaires, mais aussi la stratégie de parole d'un locuteur qui oriente le discours de façon à se façonner à travers lui une certaine identité. »

La question d'identité liée à l'*ethos* est traitée aussi par Charaudeau (2005 :88-89), pour qui l'identité du sujet parlant se dédouble en deux composantes : l'identité sociale du sujet parlant (le statut et le rôle) et l'identité discursive où se développent les stratégies de parole dans l'acte d'énonciation. Dans cette logique, « l'*ethos* est le résultat de cette double identité, mais qui finit par se fondre en une seule ».

La question de l'*ethos* présente de fortes difficultés au moment de saisir cette notion et de l'inscrire dans un cadre disciplinaire. On sait que l'*ethos* est un élément fondamental dans la prise de parole. C'est d'ailleurs l'hypothèse d'Amossy (2010 :7) pour qui l'éthos « est une dimension intégrante du discours » au même titre, selon elle, que le dialogisme, l'énonciation et l'argumentativité. Or, quels sont les composants de l'*ethos* ? Quelles traces laisse-t-il ?

Nous avons dit que l'*ethos* ne comprend pas seulement les aspects verbaux (*ethos* discursif). Il comprend aussi les aspects sociaux et émotionnels liés à l'acte d'énonciation. De cette façon, l'*ethos* articule des éléments divers du matériel linguistique (le choix du registre, les mots, l'argumentation, le rythme, etc.) et du matériel d'ordre social et interactionnel (le rôle, le statut, les gestes, les regards, la distance, etc.). Voyons l'exemple que donne Charaudeau (2005 :91) concernant J-M. Le Pen qui construit son *ethos* « aussi bien par son corps massif, son comportement physique, sa voix d'orateur tonitruant, la mise en spectacle de ses apparitions, ses propos qui interpellent, invectivent, injurient l'adversaire, que par ses idées dont le contenu est conforme à l'image de puissance qu'il veut se donner ». On voit bien les éléments de natures différentes qui jouent dans cette construction de l'*ethos*, ce qui pose un problème au moment de travailler avec cette notion. Comme souligne Maingueneau (2002) « L'*ethos* s'élabore ainsi à travers une perception complexe qui mobilise l'affectivité de l'interprète en tirant ses informations du matériau linguistique et de l'environnement ».

Un autre problème qui se pose, à part la nature variée qui conforme l'*ethos*, est celui de la recherche de traces de sa construction. L'analyse du discours qui s'inscrit dans la tradition aristotélicienne de l'*ethos* met l'accent sur les traces linguistiques qui peuvent exister au fil du discours (les contenus des propos, l'argumentation, l'emploi des mots, etc.) ainsi que sur la prosodie (la mélodie, l'intensité, la durée, la tonalité, etc.). Mais on sait que l'*ethos* discursif est l'une des composantes de l'*ethos* et qu'il faut prendre en compte les aspects de l'*ethos* prédiscursif ou « préalable » (Amossy, 1999) qui jouent dans la construction de l'*ethos*. Le problème se pose au moment d'identifier les traces de l'*ethos* prédiscursif ou préalable qui activent le savoir culturel des participants dans l'acte de communication. Ces interrogations sont bien présentes chez Amossy (2010 :78) : « s'il est vrai que la construction verbale d'une image de soi s'effectue et se déchiffre sur le fond d'un *ethos* préalable, il faut, sous peine de tomber dans l'arbitraire, pouvoir cerner cet *ethos* avec un minimum de certitude ». La question devient complexe lorsqu'il s'agit d'identifier le poids de l'*ethos* prédiscursif ou préalable dans la construction de l'*ethos* discursif ou de quelle manière on

influence la représentation préexistante du locuteur dans les représentations que se font les destinataires de celui qui parle. Question encore plus délicate : l'*ethos* visé n'est pas nécessairement l'*ethos* produit. Par exemple, un politicien qui veut donner l'image d'une personne ouverte et sans préjugés peut être perçu comme démagogue et opportuniste.

Il faudrait faire appel à la sociologie de la réception et à la psychologie sociale pour avoir une vision plus claire de la réception de l'image construite et des déséquilibres entre un *ethos* visé et un *ethos* produit.⁶⁵ De même, lorsqu'il s'agit de productions communicationnelles et sémiotiques plus contrôlées, comme le marketing politique ou la publicité, une recherche sur leurs conditions de productions et sur les acteurs qui participent à l'élaboration de l'image seront nécessaires. Finalement, si la construction d'un *ethos* est liée à une interaction médiatisée (débat, talk-show), il faudrait enquêter sur l'« histoire conversationnelle » (S. Golopentia et C. Kerbrat-Orechionni) des participants ainsi que sur la recherche de la « mémoire discursive » (Courtine) ou « mémoire inter-discursive » (Moirand) des échanges antérieurs afin de trouver des traces de cet *ethos* prédiscursif ou préalable.

Il nous semble important de souligner deux aspects importants sur l'*ethos*.

Tout d'abord, la nature complexe et instable de la notion d'*ethos* soulignée par Maingueneau (2002). L'auteur, en mobilisant la parole d'A. Auchlin, rappelle que « la notion de l'*ethos* est une notion dont l'intérêt est essentiellement *pratique* et non un concept théorique clair ». La difficulté qui englobe la notion d'*ethos* d'un point de vue théorique et méthodologique ne doit pas décourager ou limiter les recherches dans ce domaine. Au contraire, la richesse de cette notion, fondamentale pour comprendre le fonctionnement de la mise en discours, demeure dans sa nature floue, perceptible par des indices d'ordres différents, qui renvoient aux représentations et imaginaires partagés par la collectivité. Il nous semble important, comme remarque Maingueneau, lorsqu'on travaille avec cette notion, « de définir par quelle discipline elle est mobilisée, avec quelle visée, et à l'intérieur de quel réseau conceptuel ». Dans notre travail de recherche, il s'agit de travailler avec l'*ethos* dans le cadre de l'analyse du discours, dans l'optique d'identifier les différentes constructions de l'*ethos* des deux ex-présidents chiliens, en mettant en relief les comportements discursifs de ceux-ci.

⁶⁵ Voir notre travail (Segovia Lacoste, 2012a).

Par la suite, notre étude de l'*ethos* portera sur les traces linguistiques relevées au fil du discours qui renvoient aux imaginaires sociaux de la société chilienne. Nous n'analyserons pas les aspects prosodiques et psychologiques qui contribuent à la construction de l'*ethos*.

3. 1. L'*ethos* en tant que candidat : Ricardo Lagos

Lors de la campagne électorale de 1999, le candidat du Parti socialiste (PS) s'est confronté au candidat de la droite Joaquín Lavín dans un contexte classique « gauche contre droite ». Au cours de cette campagne électorale, le candidat Ricardo Lagos eut recours aux *ethos* « combatif et puissant », « de compétence » et « de rassemblement ».

3.1.1. La construction d'un *ethos* « combatif et puissant »

Nous avons nommé *ethos* « combatif et puissant » la façon dont le candidat Ricardo Lagos se construit en mettant en relief deux aspects fondamentaux : sa capacité de lutte et son énergie dans ses déclarations, la plupart polémiques et provocatrices. Son caractère lutteur est né de son engagement contre la dictature de Pinochet (1973-1989). À l'époque, Ricardo Lagos était l'un des hommes politiques les plus importants de l'opposition au gouvernement de Pinochet. En témoigne, dans un contexte de restriction de l'expression politique, son accusation publique de Pinochet dans le programme télévisé *De cara al país* en 1988.

Dans le corpus, on trouve des marques linguistiques de cet *ethos* telles que :

« ¡Con la misma fuerza con que ayer *enfrenté* la dictadura y la represión, mañana *enfrentaré* a la delincuencia para derrotarla de raíz! »⁶⁶

Dans cet extrait, le candidat Ricardo Lagos, en utilisant la première personne du singulier, met en avant son esprit de lutteur. Il est intéressant de remarquer la marque verbale « j'affronterai », avec deux occurrences, qui renforce cet *ethos* combatif. Notons la façon de lier la lutte contre la dictature et le combat contre la délinquance comme faisant partie d'un même domaine. Or, cette association fonctionne comme une stratégie discursive qui déplace

⁶⁶ « Avec la même force avec laquelle j'affrontai hier la dictature et la répression, demain j'affronterai la délinquance pour la vaincre à la source ! », (1/10/1999) (el subrayado es nuestro).

la légitimité de Ricardo Lagos à l'époque de la dictature vers un nouveau contexte social : la délinquance.

Dans le même esprit, il est possible d'observer d'autres marques linguistiques de cet *ethos* « combatif et puissant » :

« Con la misma fuerza y convicción con que 11 años atrás dije que íbamos a derrotar a una dictadura, y lo hicimos, con la misma fuerza y convicción les digo el triunfo de diciembre depende de lo que nosotros hagamos, del trabajo que pongamos, de cómo somos capaces de llegar al corazón mismo del pueblo de Chile »⁶⁷;

« Con esa misma *pasión, fuerza y energía* lucharemos ahora contra las desigualdades que nos entristecen y debilitan como pueblo »⁶⁸;

« Por esos valores [una sociedad solidaria y cooperativa] he luchado en mi vida pública. Hacia allá quiero avanzar como Presidente de la República »⁶⁹.

Dans le premier exemple, le candidat alterne le « je » et le « nous » dans une mise en scène qui a comme centre le déplacement de sens de la lutte contre la dictature d'Augusto Pinochet vers le champ électoral. Il s'agit plutôt d'un déplacement de sens positif, d'une légitimité reconnue par la classe politique et les citoyens, qui apparaissait dans d'autres domaines appliqués désormais à la lutte électorale. Notons l'emploi du « je » dans cet extrait qui a des caractéristiques messianiques (« J'avais dit, il y a onze ans, que nous allions vaincre une dictature ») en se référant à lui-même. De plus, en utilisant le « nous », le candidat Ricardo Lagos incorpore ses destinataires dans ce projet collectif de lutte contre le gouvernement militaire.

Quant au deuxième extrait, le candidat Ricardo Lagos, à l'aide du « nous », souligne son engagement à lutter contre les inégalités au Chili. En utilisant les syntagmes « [la] même passion », « [la] même force », et « [la] même énergie », il se construit un *ethos* de puissance qui révèle sa volonté d'intervenir dans le domaine social. De plus, à travers la marque verbale

⁶⁷ « Avec la même force et conviction avec lesquelles j'avais dit, il y a onze ans, que nous allions vaincre une dictature, et nous l'avons fait, avec cette même force et cette même conviction, je vous dis que le triomphe de décembre dépendra de ce que nous allons faire, du travail que nous allons fournir, de comment nous serons capables d'arriver au cœur même du peuple chilien ! », (11/09/1999).

⁶⁸ « Avec la même passion, la même force et la même énergie, nous lutterons maintenant contre l'inégalité qui nous rend triste et faible en tant que peuple », (9/12/1999).

⁶⁹ « J'ai lutté pour ces valeurs [une société solidaire et coopérative] au cours de ma vie publique. C'est dans ce sens que je veux avancer comme président de la République », (9/12/1999).

« nous lutterons [...] contre », le candidat Ricardo Lagos incorpore ses destinataires dans une mise en scène tout en soulignant sa capacité à lutter, cette fois-ci, contre l'inégalité. Notons que le nom « inégalité », mobilisé par le candidat, porte une forte charge sémantique et soulève l'imaginaire du progrès et de la lutte contre la pauvreté dans un pays qui rêve de développement.

Dans le troisième extrait, le candidat Ricardo Lagos, en utilisant le « je », met en relief son caractère de lutteur au cours de sa vie en tant que politicien. Par la marque verbale « j'ai lutté » il se construit un *ethos* combatif qu'il veut appliquer désormais dans sa campagne présidentielle. Notons l'expression « c'est dans ce sens » mobilisée par Ricardo Lagos qui permet de faire le lien entre l'*ethos* combatif et ses aspirations présidentielles (« je veux avancer comme président »).

Il est intéressant, dans ces énoncés, de percevoir le jeu de pronoms entre le « je » et le « nous » : un « je » qui parle d'un savoir-faire personnalisé par Ricardo Lagos et un « nous » qui apparaît comme un « faire ensemble ». Ce jeu opère un subtil mouvement entre un « je » d'individualisation qui veut se montrer différent des autres et un « nous » d'identification avec les membres et l'idéologie de son parti. On verra après comment cette problématique traverse tout notre travail.

Sur le même thème, on remarque une autre marque linguistique :

« Lo haremos [el triunfo en las elecciones] con la misma pasión con que peleamos por los derechos humanos, con la misma fuerza con que luchamos por la democracia; con la misma energía con que construimos en los dos primeros gobiernos de la Concertación »⁷⁰

Dans cet extrait, le candidat Ricardo Lagos, en utilisant le « nous », insiste sur le déplacement de sens de la lutte pour les droits de l'Homme au champ électoral. À travers des syntagmes déjà identifiés « la même passion », « la même force » et « la même énergie », il souligne les aspects positifs de la lutte pour les droits de l'Homme et l'énergie développée

⁷⁰ « Nous le ferons [le triomphe aux élections] avec la même passion avec laquelle nous nous sommes battus pour les Droits de l'Homme, avec la même force avec laquelle nous avons lutté pour la démocratie, avec la même énergie avec laquelle nous avons construit au cours de deux premiers gouvernements de la Concertation », (9/12/1999).

dans les deux gouvernements antérieurs de sa coalition. Il est intéressant de remarquer les constructions verbales « nous nous sommes battus » et « nous avons lutté » qui mobilisent la métaphore d'une campagne électorale conçue comme arène de combat. Dans ce sens, Ricardo Lagos se construit comme un lutteur par essence qui actualise ses luttes du passé (pour les droits de l'Homme et pour la démocratie) dans le champ électoral.

Dans son programme de campagne, le candidat Ricardo Lagos exprime son énergie et sa puissance afin de dénoncer le système administratif centralisé du Chili :

« Hablemos claro. ¿De qué descentralización me hablan cuando el jefe regional es el representante directo del Presidente de la República? ¡No más soluciones de parche!»

71

Dans cet extrait, le candidat Ricardo Lagos, en utilisant le « nous », dénonce le système centraliste de l'administration du Chili où le chef régional, *el intendente*, est nommé par le président de la République. À partir de l'expression exclamative « Que cessent les solutions provisoires ! », il exprime avec détermination ses critiques contre le système administratif chilien. Il est intéressant de souligner le syntagme « Parlons clairement », de registre familier, qui crée une atmosphère quotidienne qu'il est permis de parler de tout sans censure, en même temps que ce syntagme implique ses destinataires dans cette mise en scène.

Il se dégage également d'autres exemples de cet *ethos* « combatif et puissant » :

« Ustedes han de saber que no soy yo quien teme a un debate libre y abierto »⁷²;

« Tenemos, con orgullo lo decimos, un entendimiento, una valoración de la ruralidad muy diferente que la derecha y por eso afirmamos que no es posible que en 1999 algunos sigan postulando lo rural como un sector residual, marginal, poco moderno »⁷³;

⁷¹ « Parlons clairement. De quelle décentralisation me parlent-ils quand le chef régional est le représentant direct du président de la République ? Que cessent les solutions provisoires ! », (1/10/1999).

⁷² « Vous devez savoir que ce n'est pas moi qui crains un débat libre et ouvert », (01/01/1999).

⁷³ « Nous avons, nous le disons avec fierté, une compréhension, une valorisation du monde rural très différente de celle de la droite et c'est pourquoi nous affirmons qu'il n'est pas possible qu'en 1999 certains continuent de présenter le monde rural comme un secteur résiduel, marginal, peu moderne », (12/10/1999).

« Desde aquí desafío a la derecha para que comprometa su apoyo al proyecto de ley que enviaré al Congreso para definir el Estatuto del Trabajador Temporero »⁷⁴.

Dans le premier exemple, le candidat Ricardo Lagos, en utilisant le « je », déclare aux milieux patronaux que ce n'est pas lui qui craint un débat public, imputant à l'autre candidat, Joaquín Lavín, son incapacité à affronter le débat. Il est intéressant de remarquer la négation utilisée par Ricardo Lagos (« ce n'est pas moi qui crains ») qui mobilise de l'interdiscours, référant aux déclarations du candidat opposé qui a déclaré être contre un nouveau débat public. Notons le caractère polémique de cette déclaration qui met l'adversaire dans une situation de réagir, en même temps que Ricardo Lagos disqualifie son adversaire⁷⁵ auprès des entrepreneurs.

Quant au deuxième exemple, le candidat Ricardo Lagos, en utilisant un « nous » collectif, s'exprime afin de se positionner autour d'un thème précis, le monde rural. Dans cette prise de position de caractère polémique, Ricardo Lagos mobilise les propos des partis de droite de façon caricaturale, à travers la généralisation et la simplification de ceux-ci. Ainsi, le candidat Ricardo Lagos construit une mise en scène péjorative de la position des partis de droite concernant le monde rural, à travers trois adjectifs : « résiduel », « marginal » et « peu moderne ». Par contre, lorsqu'il s'agit de se positionner autour du monde rural, le candidat Ricardo Lagos exprime une conception ouverte et valorisante « très différente de celle de la droite », qui soulève une connotation positive du monde rural et une autoreprésentation positive de lui-même et de sa coalition.

Concernant le troisième extrait, le candidat Lagos, en utilisant la première personne du singulier, cherche à faire réagir le parti du candidat Joaquín Lavín. Il est intéressant de remarquer un double mouvement ; d'abord, le candidat Lagos se positionne en situation d'agir, ce que l'on peut constater non seulement par la marque verbale du futur, mais aussi par l'usage du verbe « envoyer » : « j'enverrai [le projet de loi] ». Ensuite, Lagos met le parti adverse en situation de réagir, en utilisant le présent de l'indicatif du verbe « défier » : « je défie la droite », qui insiste sur le fait que l'adversaire est incapable de relever le défi. Notons

⁷⁴ « Depuis cette tribune, je défie la droite de s'engager à soutenir le projet de loi que j'enverrai au Congrès pour définir le statut de travailleur saisonnier », (12/10/1999).

⁷⁵ On développera ce sujet dans une partie appelé disqualification de l'adversaire.

le caractère polémique et provocateur de cette prise de parole qui est signe de cet *ethos* « combatif et puissant ».

3.1.2. La construction d'un *ethos* « de compétence »

Nous avons nommé *ethos* « de compétence » la façon dont le candidat Ricardo Lagos se construit comme une personne préparée pour exercer le pouvoir. Effectivement, cet *ethos* repose sur la vertu d'être le meilleur, qui dépend des valeurs partagées par chaque culture et de la manière dont la société conçoit la bonne gouvernance. En ce qui concerne le Chili, un homme de gouvernement « compétent » doit être capable d'augmenter la croissance économique et d'assurer la justice sociale sans mettre en danger la stabilité d'un pays qui vient de sortir d'une dictature⁷⁶.

Dans notre corpus on trouve des exemples comme :

« Sin arrogancia, creo tener el derecho a decir que soy en el mundo político quien mejor puede iniciar esta nueva etapa [era de cooperación entre los actores del desarrollo] »⁷⁷

Dans cet extrait, le candidat Ricardo Lagos mobilise une construction superlative de soi par rapport à l'obligation d'obtenir une coopération entre les secteurs privé et public. En effet, le candidat Lagos, en utilisant le « je », essaie de se distinguer par rapport aux autres comme le « meilleur candidat », tout en renforçant sa personnalité. Notons le syntagme « sans arrogance » qui fonctionne en tant que mécanisme anticipateur d'une possible représentation négative du « je ».

Dans cette logique, le candidat Ricardo Lagos a déclaré :

« [Yo] tengo una trayectoria, una experiencia, unos equipos que me apoyan, unos partidos que no escondo »⁷⁸

⁷⁶ Voir notre partie concernant aux imaginaires de la démocratie au Chili.

⁷⁷ « Sans arrogance, je crois avoir le droit de dire que je suis dans le monde politique le meilleur candidat qui puisse commencer cette nouvelle étape [l'ère de la coopération entre les acteurs du développement] », (01/01/1999).

De même, dans cet extrait, l'*ethos* « de compétence » se montre surtout comme un « je » d'individualisation qui, en même temps cherche la légitimation et disqualifie l'adversaire, avec l'expression « quelques partis que je ne cache pas ». Notons la stratégie du candidat Ricardo Lagos qui se construit une autoreprésentation positive de lui-même en mobilisant des arguments d'autorité (j'ai une trajectoire, l'expérience et l'appui de certains partis politiques). Cela le permet au candidat de se légitimer en faisant preuve de sa compétence dans le monde politique.

L'*ethos* « de compétence » chez Ricardo Lagos s'appuie d'une part sur sa trajectoire dans les différents ministères et d'autre part sur sa capacité à prendre des mesures qualifiées de « bonnes ». De cette façon, les passages du candidat Lagos dans le ministère de l'enseignement en 1990 et dans celui des œuvres publiques en 1994 ont été fondamentaux pour sa candidature présidentielle. Ainsi, dans son discours devant les collèges particuliers, le candidat Ricardo Lagos a dit :

« Cuando recién asumí como Ministro de Educación [...] iniciamos el proceso de mejoramiento de la calidad y equidad de nuestra educación »⁷⁹;

« Durante los gobiernos de la concertación hemos aumentado los resultados en todo los tipos de establecimientos, especialmente en los que trabajan con los niños más pobres »

⁸⁰.

Dans le premier extrait, le candidat Ricardo Lagos, en utilisant le « je » et le « nous », met en relief son passage en tant que ministre de l'enseignement. Notons la connotation positive de cet énoncé par la marque verbale « nous avons commencé », plus son complément « le processus d'amélioration... » qui permet au candidat de se construire une autoprésentation positive et se légitimer auprès des citoyens.

Quant au deuxième extrait, Ricardo Lagos, en utilisant le « nous », s'inscrit dans la tradition de la Concertation concernant l'amélioration de l'enseignement et souligne son rôle

⁷⁸ « J'ai une trajectoire, une expérience, quelques équipes qui m'appuient, quelques partis que je ne cache pas », (9/12/1999).

⁷⁹ « Lorsque j'ai assumé la fonction de ministre de l'enseignement [...] nous avons commencé le processus d'amélioration de la qualité et de l'équité de notre éducation », (13/11/1999).

⁸⁰ « Pendant les gouvernements de la concertation, nous avons amélioré les résultats de tous les types d'établissements, spécialement ceux qui travaillent avec les enfants les plus pauvres », (13/11/1999).

en tant que ministre. Comme les extraits précédents, celui-ci a une connotation positive par la marque verbale « nous avons amélioré [les résultats...] ». Notons la référence aux établissements plus défavorisés et de la bonne performance de ceux-ci dans les gouvernements de la Concertation. Ces éléments reflètent un discours de justification.

Un autre exemple de l'*ethos* « de compétence » se trouve dans les déclarations de Ricardo Lagos, maintenant ministre d'œuvres publiques, devant les milieux patronaux :

« Cuando me tocó materializar el sistema de concesiones en obras públicas, lo que hicimos fue crear una industria en donde hoy el sector privado tiene más de US\$3.500 millones »⁸¹

Dans cet extrait, le candidat utilise d'abord le « je » et ensuite le « nous » concernant son rôle dans ce ministère. À l'aide de « nous », il mobilise d'autres énonciateurs dans son discours afin de se légitimer auprès des entrepreneurs en tant que promoteur de l'activité industrielle dans le système de concessions. En effet, la construction d'un *ethos* « de compétence » est liée à la recherche d'autolégitimation d'un candidat auprès de différents secteurs de la société.

Comme nous l'avons signalé, l'*ethos* « de compétence » s'appuie sur la trajectoire personnelle du candidat, dans ce cas en tant que ministre, et aussi sur la capacité à prendre des mesures qualifiées de « bonnes » qui se traduit en un discours de justification. Les deux aspects sont liés et, à notre avis, sont partie prenante d'un seul aspect constitutif de l'*ethos* « de compétence ». Ainsi, on trouve des exemples de cette capacité à prendre des mesures qualifiées pour lui de « bonnes ».

« Somos parte de una tradición de grandes cambios [...] somos los que impulsamos el desarrollo de la ganadería y la fruticultura desde la Corfo⁸² y los impulsores de las leyes laborales campesinas »⁸³

⁸¹ « Lorsqu'il m'est arrivé de matérialiser le système de concessions en œuvres publiques, ce que nous avons fait a été de créer une industrie où aujourd'hui le secteur privé a plus d'US\$3.500 millions », Discours daté le 01/01/1999.

⁸² La CORFO est une institution gouvernementale qui favorise la création et le soutien de micro et grands entrepreneurs.

Dans cet extrait, le candidat Ricardo Lagos, en utilisant le « nous », s'identifie à la pratique politique de sa coalition. Notons la connotation positive de cet extrait par les expressions « [...] c'est nous qui poussons le développement [...] c'est nous qui sommes les promoteurs des lois [...] » qui font partie de la stratégie d'autoprésentation positive de lui-même et de sa coalition. On peut voir également que cette autoprésentation positive se confond avec un discours de justification, plus souvent dans les discours d'exercice du pouvoir, où les actions et déclarations sont renforcées en fonction de l'image positive qu'on veut donner de la pratique politique.

3.1.3. La construction de l'*ethos* « de rassemblement »

Nous avons nommé *ethos* « de rassemblement » la manière dont le candidat Ricardo Lagos se construit en guide d'une communauté humaine. À travers des formules discursives telles que « je vous invite » ou « Chiliens et Chiliennes », il interpelle ses destinataires et les invite à participer dans cette mise en scène inclusive.

Dans notre corpus on trouve des traces linguistiques telles que :

« Invitamos a todos los chilenos y chilenas a construir juntos una Patria grande y generosa que sirva de hogar para todos sus hijos »⁸⁴;

« Quiero asegurar el desarrollo nacional, que incluya a todos los chilenos y chilenas »⁸⁵.

Dans ces exemples, il est intéressant de remarquer quelques observations : d'abord, dans le premier extrait, la formule d'interpellation dérivée du verbe inviter (« Nous invitons », « je vous invite »), qui met en place un processus d'influence qui vise différents destinataires. Ensuite, dans le deuxième extrait, il est important de souligner la formule d'interpellation inclusive « tous les Chiliens et Chiliennes » qui permet de gommer les différences sociales et économiques de la population chilienne et de fusionner le public récepteur, créant ainsi une

⁸³ « Nous faisons partie d'une tradition de grands changements [...] c'est nous qui poussons le développement de l'élevage et de la fruiticulture depuis la Corfo et c'est nous qui sommes les promoteurs des lois sur le travail agricole », (12/10/1999).

⁸⁴ « Nous invitons tous les Chiliens et Chiliennes à construire ensemble une patrie grande et généreuse qui puisse servir de foyer à tous vos enfants », (9/12/1999).

⁸⁵ « Je veux assurer le développement national, qui inclut tous les Chiliens et Chiliennes », (01/01/1999).

sorte d'homogénéisation. Notons dans le deuxième extrait l'énoncé « je veux assurer le développement national » qui mobilise l'imaginaire du progrès, celui d'un pays développé qui rassemble une partie importante de la population. En ce sens, le recours aux imaginaires du progrès permet de rassembler une majorité de la population.

Chez Ricardo Lagos, on voit un double effort qui consiste, d'une part, à attirer les électeurs de gauche et, d'autre part, à obtenir la confiance des entreprises. Lorsqu'il s'adresse aux citoyens de gauche et aux travailleurs, il utilise des mots comme :

« Hoy lo que está en cuestión es cómo construimos una democracia social en la que el pueblo defina la red social básica que le permitirá a cada chileno y chilena vivir con la tranquilidad de que nació en un Chile donde la educación no dependa del dinero de los padres »⁸⁶ ;

« Manuel [un importante dirigente sindical], desde aquí te decimos que seguiremos tu ejemplo y tu entrega. Y cuando triunfemos, será también tu triunfo y el triunfo de todos los trabajadores »⁸⁷ .

Dans le premier extrait, le candidat Ricardo Lagos utilise la formule d'interpellation « Chilien et Chilienne » déjà identifiée avant afin d'expliquer sa vision de la démocratie qu'il appelle « démocratie sociale ». Nous considérons que cet extrait fait partie de l'*ethos* « de rassemblement » car le candidat Ricardo Lagos mobilise une vision de la démocratie, qualifiée de « sociale », qui est défini ici comme un « réseau » capable d'assurer la sécurité de l'ensemble de la population.

Quant au deuxième extrait, Ricardo Lagos s'adresse aux travailleurs par la figure de Manuel Bustos afin de les rassembler autour d'un projet commun, celui de la défense de leurs droits. Notons dans cet énoncé l'emploi du « nous » inclusif « quand nous triompherons » qui permet de rassembler cette partie de la population dans une promesse de réussite.

Lorsqu'il s'adresse aux citoyens de droite, le candidat Ricardo Lagos s'exprime ainsi :

⁸⁶ « Aujourd'hui, ce qui est en question, c'est comment nous construisons une démocratie sociale dans laquelle le peuple puisse définir le réseau social de base permettant à chaque Chilien et Chilienne de vivre avec la tranquillité de qui est né dans un Chili où l'enseignement ne dépend pas de l'argent de ses parents », (14/08/1999).

⁸⁷ « Manuel[un important dirigeant syndical], depuis ici [nous te disons que nous suivrons ton exemple et ton engagement. Et quand nous triompherons, le triomphe sera aussi ton triomphe et celui de tous les travailleurs » , (01/10/1999).

« Estoy convencido que mi idea de país y mi sueño se harán realidad con los empresarios y jamás contra los empresarios. Se requiere la energía de todos los chilenos para lograr la ambiciosa meta del desarrollo »⁸⁸

En effet, pour attirer les milieux patronaux, il faut d'abord gommer la méfiance entre le secteur privé et la gauche, et définir quelques visions en commun sur le développement du Chili. Il est intéressant de souligner dans cet extrait l'expression « jamais contre les entrepreneurs » qui mobilise de l'interdiscours référant à la peur de certains entrepreneurs vis-à-vis d'une candidature socialiste. Notons aussi la formule d'interpellation déjà identifiée « tous les Chiliens » qui est un élément caractéristique de l'*ethos* « de rassemblement ». Dans cette logique, Ricardo Lagos met en place au niveau discursif un contrat d'alliance entre son futur gouvernement et le secteur patronal :

« Estoy convencido que para alcanzar la meta del desarrollo nacional debemos establecer una estrecha asociación entre el Estado y los empresarios »⁸⁹

Dans cet extrait, le candidat Ricardo Lagos en utilisant le « je » exprime son souhait de faire une alliance entre son futur gouvernement et les milieux patronaux. Notons le syntagme « association étroite » entre son gouvernement et les entrepreneurs qui est mis de l'avant.

3.2. L'*ethos* en tant que candidat : Michelle Bachelet

La campagne électorale de 2005 représente un événement particulier, car, pour la première fois dans l'histoire du Chili, une femme est arrivée en tête au premier tour des élections présidentielles. Au cours de cette campagne électorale, la candidate de gauche (PS) Michelle Bachelet a affronté le candidat de droite Sebastián Piñera.

Lors de cette campagne, la candidate Michelle Bachelet eut recours aux *ethos* « de femme revendicative et sensible », « de compétence » et « de rassemblement ».

⁸⁸ « Je suis convaincu que mon idée de pays et mon rêve deviendront une réalité avec les entrepreneurs et jamais contre les entrepreneurs. Il nous faut l'énergie de tous les Chiliens pour parvenir à l'objectif ambitieux du développement », (01/01/1999).

⁸⁹ « Je suis convaincu que pour réussir à développer la nation, nous devons établir une association étroite entre l'État et les entrepreneurs », (01/01/1999).

3.2.1. La construction d'un *ethos* « de femme revendicative et sensible »

Nous avons nommé *ethos* « de femme revendicative et sensible » la manière dont la candidate Michelle Bachelet se construit en soulignant deux aspects fondamentaux : la revendication de sa condition de femme et une sensibilité exprimée au moment de parler sur certains sujets.

L'un des aspects distinctifs de l'*ethos* de la candidate Michelle Bachelet est l'allusion aux problématiques de genre. En effet, au cours de cette campagne électorale, on a pu constater des revendications de genre qui se sont exprimées dans sa prise de parole :

« Las mujeres avanzamos hacia un plano de mayor igualdad y plenitud de derechos »⁹⁰;

« Que lucharemos por la igualdad de oportunidades para las mujeres y esto implica reformas laborales y un gobierno 'paritario' »⁹¹.

Dans ces extraits, on remarque l'utilisation du pronom « nous » de la part de la candidate Michelle Bachelet. Cela implique, d'une part, de revendiquer les droits des femmes en tant que membre d'une collectivité et, d'autre part, d'assumer le rôle de porte-parole par rapport à cette problématique. Il est intéressant de souligner aussi, dans les deux extraits, l'emploi du mot « égalité », très chargé sémantiquement, qui renvoie aux luttes menées par les organisations féministes pour l'égalité de genre dans un pays de forte tradition catholique.

Notons dans le deuxième extrait l'emploi du syntagme « égalité des chances » qui, dans la candidature de Ricardo Lagos, était conçu dans le sens économique d'inégalité des revenus tandis qu'ici ce syntagme est au service de la problématique de genre. De même, la formule discursive « gouvernement paritaire » du deuxième extrait fait partie d'un des slogans de campagne de Michelle Bachelet dans le but de mettre fin aux déséquilibres de représentation politiques entre hommes et femmes au sein du gouvernement. Nous utilisons le terme de « formule discursive », au sens d'Alice Krieg-Plaqué, dans la mesure où ce

⁹⁰ « [Nous] les femmes, nous avançons vers un niveau supérieur d'égalité et d'épanouissement de nos droits », (2/12/2004).

⁹¹ « Nous allons lutter pour l'égalité des chances pour les femmes, et cela implique des réformes du travail et un gouvernement paritaire », (30/07/2005).

syntagme nominal a une certaine autonomie sémantique et qui exprime une position déterminée dans l'enjeu politique.

D'ailleurs, la revendication de droits pour les femmes implique aussi de mettre en relief les efforts qui sont faits pour concilier la vie familiale et politique : « Después de todo las mujeres estamos acostumbradas a esforzarnos el doble. »⁹² Il est intéressant de souligner dans cet extrait le « nous » utilisé par la candidate Michelle Bachelet : un « nous » d'identification avec les femmes du Chili et aussi un « nous » d'appartenance à la communauté des femmes du monde. Notons la représentation de la femme que soulève cet énoncé : une « femme d'effort » habituée à se sacrifier pour les autres selon le modèle de femme de la tradition judéo-chrétienne, modèle qui est maintenant remis en question par les luttes pour l'égalité de genre.

Dans le même esprit, la candidate Michelle Bachelet fait appel à la problématique de genre dans son discours « Lettre aux Chiliens ».

« Necesitamos que las mujeres tengan no sólo los mismos derechos que los hombres, sino la posibilidad –a través de una verdadera política de apoyo- de ejercer estos derechos. Que una mujer sea Presidenta no debe ser visto como una rareza, sino como un augurio »⁹³

Dans cet extrait, la candidate Michelle Bachelet, en utilisant le « nous », se positionne autour de la problématique du genre au niveau juridique et politique. Il est intéressant de remarquer dans cet extrait la double négation. La première, inscrite dans l'énoncé « que *non seulement*⁹⁴ les femmes aient les mêmes droits... », mobilise l'interdiscours référant aux inégalités de droits entre les hommes et femmes du Chili. Ensuite, la deuxième négation inscrite dans l'énoncé « [Qu'une femme soit présidente] *ne doit pas* être considéré comme une curiosité... » active l'interdiscours qui porte sur l'absence des femmes dans la vie politique du Chili. Notons dans cette dernière négation l'opposition entre les noms « curiosité » et « présage » qui répond, à notre avis, à l'intention de mettre en place une

⁹² « Après tout, nous, les femmes, nous sommes habituées de faire un double effort », (11/12/2006).

⁹³ « Nous avons besoin que non seulement les femmes aient les mêmes droits que les hommes, mais qu'elles aient la possibilité – à travers une véritable politique de soutien – d'exercer ces droits. Qu'une femme soit présidente ne doit pas être considéré comme une curiosité, mais plutôt comme un présage », (18/10/2005).

⁹⁴ Nous soulignons.

nouvelle conception de la politique dans le cadre de laquelle la femme aura une place importante.

Un des autres aspects à souligner dans cette campagne électorale est le recours aux émotions de la part de Michelle Bachelet.

« Porque fui víctima del odio, he consagrado mi vida a revertir su garra y convertirlo en comprensión, tolerancia y – por qué no decirlo – en amor »⁹⁵

Dans cet extrait, la candidate en utilisant le « je » se construit une image de victime par la marque verbale de la voix passive « j'ai été », plus le nom victime. Notons les trois noms de connotation positive mobilisés par elle : « compréhension », « tolérance » et « amour », qui activent l'image d'une mère protectrice et sensible. En ce sens, cette image de mère se trouve aussi dans cet exemple : « Casi todo lo que sé lo he aprendido luchando, por amor a mis hijos, a mi profesión, a mi país. »⁹⁶ Il est intéressant d'observer dans cet extrait l'*ethos* de lutte que se construit Michelle Bachelet par le gérondif « en luttant ». Cependant, cet *ethos* ne se répète pas dans d'autres énoncés à la différence de Ricardo Lagos où le mot lutte, et ses dérivés, son récurrents. Un autre élément à souligner est l'ordre des raisons que donne Michelle Bachelet lorsqu'il s'agit de justifier le pourquoi de sa lutte. Si nous prenons en compte la supposition que la première raison est plus importante que ses continuations – une sorte d'ordre hiérarchique – « l'amour pour mes enfants » se trouve dans la première place, suivie d' « [amour pour] ma profession » et « [amour pour] mon pays ». Ainsi, dans cette logique, l'amour pour la famille est plus important que l'amour pour le pays, au lieu de privilégier l'expression récurrente dans un discours politique, « par amour pour ma patrie, j'ai fais... ».

Dans sa « lettre aux Chiliens », la candidate Michelle Bachelet met en relief la dimension humaine de son projet de société qui s'exprime dans une relation particulière avec le public :

⁹⁵ « Parce que j'ai été victime de la haine, j'ai consacré ma vie à retourner sa griffe et à la transformer en compréhension, tolérance et – pourquoi ne pas le dire – en amour », (18/10/2005).

⁹⁶ « Presque tout ce que je sais je l'ai appris en luttant, par amour pour mes enfants, pour ma profession, pour mon pays », (18/10/2005).

« Se ha criticado mucho mi empeño en consultar, en incluir a la gente. Para las elites, escuchar es una señal de debilidad. Estoy convencida, al contrario, de que ahí reside la fuerza de lo que estamos haciendo »⁹⁷

Dans cet extrait, la candidate Michelle Bachelet, en utilisant d'abord le « je » et puis le « nous », critique les propos de ses adversaires en même temps qu'elle se positionne en tant que sujet politique. D'un point de vue argumentatif, il est intéressant de souligner deux aspects intéressants : la réfutation de l'argumentation de l'adversaire et le renforcement de sa position en tant que sujet argumentateur. Dans le premier cas, elle mobilise une partie de la position de l'adversaire inscrite dans l'interdiscours, où les partis de droite ont critiqué la tendance de Michelle Bachelet à faire des commissions de travail et son manque de caractère lorsqu'il s'agit de prendre de décisions. Dans le deuxième cas, la candidate renforce sa position argumentative en soulignant son esprit inclusif lorsqu'il s'agit de prendre des décisions. Notons les valeurs qui sont mises en place dans cet extrait, exprimées dans les mots « consulter », « écouter » et « faire participer les gens ». En effet, ce dernier aspect nous renvoie à la caractérisation de l'*ethos pragmatique-empathique* proposée par Bonnafous⁹⁸, dans laquelle « la modestie », « la proximité » avec les gens et « l'humanité » font partie, entre autres aspects, de la prise de parole chez les ministres femmes du gouvernement Jospin, éléments conçus comme positifs dans la manière de faire la politique.

3.2.2. La construction d'un *ethos* « de compétence » de Michelle Bachelet

Nous avons nommé *ethos* « de compétence » la manière dont la candidate Michelle Bachelet se construit comme une personne capable de diriger le pays et d'exercer le pouvoir. Or, il faut ajouter à l'*ethos* « de compétence » la connaissance d'un domaine spécifique, qui, dans le cas de la candidate Michelle Bachelet, est la médecine. En effet, cette compétence lui a permis d'accéder aux fonctions de ministre de la Santé (2000) et de ministre de la Défense (2002), fonctions qui l'ont fait connaître des citoyens.

On peut trouver des marques linguistiques de cet *ethos* « de compétence » telles que :

⁹⁷ « On a beaucoup critiqué mon acharnement à consulter, à faire participer les gens. Pour les élites, écouter est un signe de faiblesse. Je suis convaincue, au contraire, que c'est là que réside la force de ce que nous faisons », (18/10/2005).

⁹⁸ Op.cit. p.138.

« Como médico, como ministra [...] he tenido la ocasión de recorrer Chile y visitar a su gente »⁹⁹;

« Estudié medicina porque me maravillaba la posibilidad de curar a un enfermo, de quitar el dolor, de borrar la angustia y traer de vuelta la alegría al hogar de un niño enfermo »¹⁰⁰.

Dans le premier extrait, la candidate Michelle Bachelet mobilise un argument d'autorité afin de se légitimer auprès de citoyens. En utilisant le « je », elle se construit comme une candidate qui connaît bien le pays et ses habitants, à l'aide des verbes « parcourir [le Chili] » et « rencontrer [sa population] ». Il est intéressant de remarquer la conjonction « comme » qui précède le nom « [comme] médecin, «[comme] ministre » qui fonctionne en tant qu'élément renforçateur de l'*ethos* « de compétence ». Comme nous avons vu chez Ricardo Lagos, la recherche de légitimation et l'autoprésentation positive d'un candidat sont très liées à la construction d'un *ethos* « de compétence ».

Dans le deuxième extrait, la candidate Michelle Bachelet, en utilisant le « je », met en relief la dimension sociale et émotionnelle du rôle de médecin. En effet, elle justifie le pourquoi de sa profession de médecin qui lui permet « de soigner un malade, de supprimer la douleur, de soulager l'angoisse ». Notons la connotation positive de ces syntagmes, composés d'une préposition (de), plus un verbe en infinitif et un nom avec son article respectif, qui activent la dimension émotionnelle et sociale de cette prise de parole en même temps qu'ils cachent la dimension économique liée à la profession. En ce sens, la candidate Michelle Bachelet récupère seulement les dimensions émotionnelles et sociales afin de les appliquer dans le champ électoral.

Dans le même esprit, la candidate Michelle Bachelet mobilise un discours rapporté intégré¹⁰¹ dans l'énoncé : « [Nosotros] creemos en usted, doctora »¹⁰², qui met en scène les destinataires de sa prise de parole, tout en soulignant son statut de « docteur ». En ce sens, par les paroles de l'autre Michelle Bachelet, elle mobilise une image d'une candidate crédible

⁹⁹ « Comme médecin, comme ministre [...] j'ai eu l'occasion de parcourir le Chili et de rencontrer sa population », (2/12/2004).

¹⁰⁰ « J'ai étudié la médecine parce que j'étais émerveillée par la possibilité de soigner un malade, de supprimer la douleur, de soulager l'angoisse et de faire revenir la joie au foyer d'un enfant malade », (18/10/2005).

¹⁰¹ Voir Charaudeau (1992:624).

¹⁰² « Nous croyons en vous, docteur », (18/10/2005).

auprès du public, qui lui permet de s'autolégitimer en tant que candidate prête à exercer le pouvoir.

Une autre manière de mettre en évidence l'*ethos* « de compétence » passe par l'exposition de réformes qualifiées de réussites par le candidat. Nous avons vu comment le candidat Lagos s'est construit une image de sujet compétent à partir de la justification de ses actions comme ancien ministre et membre d'une coalition politique. Pour ce qui est de la candidate Michelle Bachelet, le phénomène est le même, surtout quand sa candidature s'inscrit dans la continuité de la même coalition, comme nous le démontrent les exemples suivants :

« Hemos sabido cuidar el presupuesto fiscal. Hemos respetado las leyes y reglamentos. Hemos profesionalizado el servicio público »¹⁰³ ;
« Hemos demostrado que los socialistas sabemos gobernar muy bien »¹⁰⁴.

Dans le premier extrait, la candidate Michelle Bachelet en utilisant le « nous » met en relief les conséquences positives des politiques de sa coalition, référant au budget, aux règlements et à la professionnalisation du service public. Il est important de souligner ici le « nous » employé par Michelle Bachelet, qui est un signe d'appartenance idéologique avec la Concertation. En effet, elle parle au nom de la Concertation, tout en soulignant les conséquences positives de ces politiques dans les différents domaines. Avec cela, Michelle Bachelet cherche à se légitimer tant auprès des membres de la coalition qu'auprès des citoyens.

Dans cette logique, on peut observer dans le deuxième exemple comment Michelle Bachelet s'inscrit dans la continuité de sa coalition, la Concertation. En effet, dans cet extrait (2), elle utilise le « nous » qui lui permet, d'une part, de s'identifier avec les gouvernements de la Concertation, celui de Patricio Aylwin, d'Eduardo Frei et de Ricardo Lagos et, d'autre part, de s'autolégitimer comme une candidate capable de gouverner. Notons l'aspect oral de

¹⁰³ « Nous avons su soigner le budget fiscal. Nous avons respecté les lois et les règlements. Nous avons professionnalisé le service public », (28/01/2005).

¹⁰⁴ « Nous avons démontré que nous, les socialistes, nous savons très bien gouverner », (28/01/2005).

cet extrait, qui est d'ailleurs le cas de certains autres, que l'on peut repérer par la répétition de pronoms.¹⁰⁵

Nous pouvons observer d'autres marques linguistiques de l'*ethos* « de compétence » :

« El país es otro y lo es gracias a nosotros. Ahora tenemos que decir hacia dónde vamos en los próximos años »¹⁰⁶ ;

« Gracias a los éxitos de nuestros gobiernos, hoy podemos asumir nuevos desafíos y hacer realidad nuestros ideales de siempre »¹⁰⁷ ;

« Seré yo quien profundice reproduce sus éxitos [los éxitos de Ricardo Lagos] »¹⁰⁸ .

Dans le premier extrait, la candidate Michelle Bachelet, en utilisant le « nous », met en avant les changements positifs du Chili survenus grâce aux gouvernements de la Concertation. Comme dans l'extrait précédent, elle parle au nom de cette coalition politique tout en soulignant ses réussites qui marquent maintenant la route dans les prochaines années.

Dans le même ordre d'idées, Michelle Bachelet, dans le deuxième extrait, souligne les conséquences positives des politiques appliquées dans les gouvernements de sa coalition. Notons l'expression « Grâce aux succès de nos gouvernements » qui porte un jugement de valeur concernant les derniers gouvernements de la Concertation et qui participe à la construction de l'*ethos* « de compétence » en tant qu'élément renforçateur de l'image de la candidate.

Quant au troisième extrait, la candidate, en utilisant le « je », essaie de marquer sa singularité par rapport au candidat opposé, en prenant en compte l'héritage du président sortant. Il est important de souligner le jugement de valeur fait par Michelle Bachelet dans l'expression « leur succès » qui s'inscrit dans la même ligne que l'autre extrait, celle qui met

¹⁰⁵ L'oralité est très présente dans le discours politique lorsqu'il s'agit de prendre la parole auprès des gens. Les répétitions des verbes et des pronoms sont des indices de cette oralité qui sont liés d'une part, aux aspects pragmatiques du discours politique et, d'autre part, aux phénomènes de mise en relief de certains passages du discours. En ce qui concerne ce travail, nous ne traiterons pas l'oralité en soi. Nous soulignerons certains aspects de cette oralité en fonction de nos analyses.

¹⁰⁶ « Le pays est un autre pays et il l'est grâce à nous. Maintenant, nous avons à dire où nous allons dans les prochaines années », (30/06/2005).

¹⁰⁷ « Grâce aux succès de nos gouvernements, aujourd'hui nous pouvons assumer de nouveaux défis et faire réalité nos idéaux de toujours », (28/01/2005).

¹⁰⁸ « Je serai celle qui reproduira leurs succès [ceux de Ricardo Lagos] », (11/12/2006).

en relief les conséquences positives de la politique appliquée durant les gouvernements de la Concertation, notamment dans le cas de Ricardo Lagos. Notons également la construction du futur (je serai) de cet extrait qui fonctionne comme une promesse électorale inscrite dans la continuité des gouvernements de la Concertation.

3.2.3. La construction de l'*ethos* « de rassemblement »

Nous appelons *ethos* « de rassemblement » la façon dont la candidate Michelle Bachelet Lagos se construit en guide d'une communauté humaine. À travers des formules d'interpellation telles que « je vous invite » ou « Chiliens et Chiliennes », elle interpelle ses destinataires et les invite à participer dans cette mise en scène inclusive.

Nous avons dit que le caractère de « rassembleur » est un impératif du discours politique. Concernant l'*ethos* « de rassemblement » de la candidate Bachelet, on peut trouver des exemples comme :

« Yo quiero invitar al país, no a un gobierno, no a una coalición, sino al conjunto de la sociedad, a asumir un compromiso, el compromiso de poner fin a la miseria en Chile »

109

Notons comment la candidate Bachelet invite le pays tout entier, « l'ensemble de la société », à élaborer un contrat social afin de vaincre la misère. En d'autres termes, à partir de l'interpellation « je veux inviter le pays », la candidate se met en relation avec les destinataires dans un « agir ensemble » qui a pour but de résoudre un problème fondamental : la misère. D'ailleurs, le choix de ce dernier mot – très chargé sémantiquement – n'est pas gratuit, car le thème de la misère répondrait à un des thèmes les plus récurrents du discours politique en Amérique latine.

Or, cet *ethos* « de rassemblement » implique aussi un effort pour attirer une partie des adversaires. En effet, cet effort pour attirer un public majoritaire répond à la tendance persuasive du discours politique dans laquelle les parties opposées participent au processus d'influence inscrit dans l'acte du langage.

¹⁰⁹ « Je veux inviter le pays, non pas le gouvernement, non pas une coalition, mais l'ensemble de la société, à assumer un engagement, l'engagement de mettre fin à la misère au Chili », (2/12/2004).

« Tiene mucho más valor lo que podemos lograr juntos que la defensa de lo que puede separarnos »¹¹⁰

Dans cet extrait, la candidate Michelle Bachelet essaie de rassembler ses adversaires sous la valeur de l'accord, en laissant de côté ses différences partisans. En ce sens, la recherche de l'accord est révélatrice de l'*ethos* « de rassemblement ».

De même, il y a des énoncés qui essaient d'attirer à la fois la population de droite et la population de gauche. En voici des exemples :

« Necesitamos seguir caminando con seguridad en la senda del desarrollo económico, basado en la seriedad y el equilibrio presupuestario, sin por eso dejar de ayudar a los que quedan rezagados y nos necesitan »¹¹¹

Avec cet énoncé, la candidate Bachelet, en utilisant le « nous », essaie de créer un climat de stabilité économique en s'adressant à la fois aux milieux patronaux et aux citoyens de gauche. Pour les premiers, le développement économique et l'équilibre budgétaire répondent aux demandes traditionnelles des partis de droite, tandis que pour la gauche l'aide à la population plus défavorisée semble très importante. Notons que, depuis une approche argumentative, cet extrait intègre les propos de l'opposition, ce qui peut être conçu comme une manière d'anticiper les critiques de différents secteurs politiques ainsi qu'une stratégie pour attirer un public plus large. En effet, cet effort pour attirer un public majoritaire répond à la tendance persuasive du discours politique dans laquelle les parties opposées participent au processus d'influence inscrit dans l'acte du langage.

La candidate Bachelet doit aussi faire des efforts pour rassembler les membres de sa coalition, car, d'une part, les composantes de celle-ci (PS, PPD, PDC, PR) ne sont pas toujours d'accord entre elles, et, d'autre part, son leadership de femme doit s'imposer dans l'arène politique. En effet, pour attirer les membres de la coalition, la candidate affirme :

¹¹⁰ « Ce que nous pouvons obtenir ensemble a beaucoup plus de valeur que la défense de ce qui peut nous séparer », (2/12/2004).

¹¹¹ « Nous avons besoin de continuer à marcher avec assurance sur le chemin du développement économique, basé sur le sérieux et l'équilibre budgétaire, sans cesser d'aider ceux qui restent un peu en arrière et qui ont besoin de nous », (18/10/2005).

« Nada de lo que construyamos lo imagino sin el concurso del resto de los socios de nuestra coalición »¹¹²

Dans cet extrait, la candidate Michelle Bachelet fait preuve d'un esprit de reconnaissance des membres de Concertation. Le nom « collaboration » joue un rôle important puis qu'il active l'idée de participation à la construction d'un projet commun.

En ce qui concerne le Parti démocrate chrétien (DC) – le parti le plus fort de la coalition politique – la candidate emploie cet énoncé :

« Necesito a todas y todos los demócratas cristianos. Las tareas son muchas y necesitamos a todos los que tienen amor por Chile y tengan vocación de servicio público »¹¹³

La candidate exprime ici son souhait d'attirer une partie des DC ; pas la totalité d'entre eux, mais plutôt « tous ceux qui aiment le Chili et ont une vocation pour le service public ». Cela nous permet de nous poser la question suivante : Y a-t-il des DC qui n'éprouvent pas d'amour pour le Chili ?

En ce qui concerne le Parti socialiste (P.S), la candidate Michelle Bachelet souligne :

« Compañeros y compañeras: Necesito al Partido Socialista. Necesito sus ideas, su energía, su compromiso. Los necesito a ustedes »¹¹⁴

On remarque l'interpellation classique de la gauche, « camarades », qui permet à la fois de s'identifier à une coalition politique ainsi que d'interpeller les membres du PS. On constate, dans cet exemple, une intention de valorisation du destinataire en attribuant des valeurs comme « ses idées, son énergie et son engagement » qui met en scène un contrat de confiance entre la candidate Bachelet et les membres du Parti socialiste.

¹¹²« Selon moi, rien de ce que nous allons construire ne peut être conçu sans la collaboration du reste des partenaires de notre coalition », (28/01/2005).

¹¹³ « J'ai besoin de toutes et tous les démocrates chrétiens. Les tâches sont multiples et nous avons besoin de tous ceux qui aiment le Chili et qui ont une vocation pour le service public », (30/07/2005).

¹¹⁴ « Camarades : J'ai besoin du Parti socialiste. J'ai besoin de ses idées, de son énergie, de son engagement. J'ai besoin de vous », (28/01/2005).

3.3. L'*ethos* en tant qu'élus : Ricardo Lagos

Au cours de son exercice du pouvoir (2000-2005), Ricardo Lagos a mobilisé les *ethos* « de puissance », « de rassemblement » et « de justification ».

3.3.1. La construction d'un *ethos* « de puissance »

Nous avons dit que la construction de l'*ethos* de puissance chez Ricardo Lagos révèle à la fois l'énergie et la volonté de décision. Lors de son gouvernement, l'*ethos* « de puissance » était présent dans différentes dimensions que nous analyserons dans les lignes suivantes.

Ainsi, dans son discours annuel au Parlement du 21 mai 2000, Ricardo Lagos exprimait :

« Por eso aquí hoy lo digo sin estridencia, pero con firmeza: EL NUESTRO SERÁ EL GOBIERNO DE LAS REFORMAS para llevar a Chile a ser un país desarrollado el 2010 »¹¹⁵ ;

« Dije en mi campaña presidencial que mi gobierno sería firme con el castigo a los delincuentes. Reitero esa advertencia »¹¹⁶.

Dans le premier extrait, Ricardo Lagos exprime son énergie par les mots « fermeté » et « sans stridence ». En effet, il veut donner, avec ces mots, un esprit de conviction et de certitude, en soulignant sa prise de position, qui vient à la suite de ces mots. De plus, l'énoncé « sans stridence mais avec fermeté » fonctionne comme mécanisme d'intensification, qui permet d'introduire l'énoncé suivant, en touchant un sujet sensible pour la classe politique : « Faire du Chili un pays développé. » De même, Ricardo Lagos fixe une date pour parvenir au développement du pays : 2010, date de la commémoration du Bicentenaire du Chili. En ce sens, cet énoncé est une promesse politique dans l'exercice du pouvoir qui répond aux attentes de la société chilienne de devenir un pays développé. Notons que l'usage des majuscules peut

¹¹⁵ « C'est pour cela que depuis cette tribune, je dis, sans stridence mais avec fermeté : notre gouvernement sera le gouvernement des réformes afin de faire du Chili un pays développé en 2010 », (21/05/2000).

¹¹⁶ « J'ai dit dans ma campagne présidentielle que mon gouvernement sera ferme dans la punition des délinquants. Je réitère cet avertissement », (21/05/2000).

être interprété ici comme un signe d'expressivité mis en avant par l'équipe de Ricardo Lagos ou bien lui-même.

Quant au deuxième extrait, Ricardo Lagos veut se présenter comme une personne capable de vaincre la délinquance en montrant son esprit « ferme dans la punition ». De manière similaire au dernier exemple, Ricardo Lagos emploie l'adjectif « ferme », mobilisant de l'énergie dans sa prise de parole autour d'un sujet sensible, qui a été traité surtout par les partis de droite. De plus, Ricardo Lagos renforce son énoncé, qui devient un avertissement : « Je réitère cet avertissement. »

Dans le même esprit, nous remarquons d'autres marques linguistiques de ce phénomène :

« Lo digo con claridad: ¡los hijos de Chile que están desaparecidos no pueden seguir en esta condición! »¹¹⁷;

« El sistema electoral que nos rige es binominal, es un sistema en el cual minorías empatan con las mayorías y no es expresión de la tradición republicana de Chile. ¡No señor! »¹¹⁸ ;

« La democracia establece que las mayorías y las minorías deben ser respetadas. ¡Si señores! A eso aspiro: a que Chile sea plenamente democrático »¹¹⁹.

Il est important de souligner dans ces trois extraits l'emploi de signes d'exclamation comme un mécanisme d'intensification et de mise en relief du discours. De même, on notera le caractère de dénonciation que prennent ces extraits, surtout les deux premiers. On remarquera aussi dans ces extraits la volonté de décision mobilisée par Ricardo Lagos, qui est exprimée par un double mouvement de dénonciation d'une situation et d'une prise de position à son égard.

Dans le premier extrait, cela se fait par le « je » d'individualisation, en évoquant un sujet polémique : celui des détenus disparus pendant le gouvernement militaire (1973-1989).

¹¹⁷ « Je le dis clairement : les enfants du Chili qui sont disparus ne peuvent pas continuer dans cette condition ! », (21/05/2000).

¹¹⁸ « Le système électoral qui nous régit est binominal ; c'est un système dans lequel les minorités font match nul avec les majorités et cela n'est pas l'expression de la tradition républicaine. Non monsieur ! », (21/05/2002).

¹¹⁹ « La démocratie établit que les majorités et les minorités doivent se respecter. Oui monsieur ! C'est à cela que j'aspire : que le Chili soit un pays pleinement démocratique », (21/05/2002).

À cet égard, la dénomination « les enfants du Chili » pour désigner ceux qui ont été portés disparus dans la période de Pinochet implique à la fois une prise de position concernant ce sujet et une mise en scène de l'enjeu politique.

Quant au deuxième extrait, il s'agit d'une phrase déclarative qui dénonce le système électoral comme quelque chose contre « la tradition républicaine ». On remarque comment l'énonciateur emploie l'assertion afin d'effacer la subjectivité de sa prise de parole qui, cependant, apparaît à la fin de la phrase par l'expression « Non monsieur ! ». En effet, ici, la subjectivité s'exprime par un positionnement explicite de Ricardo Lagos.

Finalement, dans le troisième extrait, enchaîné sémantiquement au deuxième, on voit une phrase déclarative portant sur la vision de Ricardo Lagos de la démocratie, et ensuite, une prise de position de ce dernier par l'expression « Oui monsieur ! ». De même, on remarque le « je » d'individualisation utilisé par l'énonciateur comme moyen d'exprimer son désir : un Chili « pleinement démocratique ».

Dans une déclaration publique à la radio *Cooperative*, Ricardo Lagos, concernant son vote contre l'invasion en Irak, a dit : « [...] pero dije no, por una razón. Se lo expliqué al Presidente Bush después con calma [...]»¹²⁰. Le « non » à la guerre en Irak en 2003 a généré des réactions dans les partis de la droite, surtout de la part du secteur patronal, qui désirait soutenir la puissance américaine afin de ne pas mettre en danger les traités économiques conclus avec celle-ci. Le « non » de Ricardo Lagos, malgré les pressions de Washington, peut se concevoir comme le reflet d'un *ethos* « de puissance », du fait qu'il se soit présenté comme un dirigeant capable de dire « non » aux États-Unis. Ce sujet sera abordé ultérieurement de manière plus détaillée.

Comme nous l'avons dit, la construction de l'*ethos* « de puissance » implique à la fois un caractère polémique et provocateur. Un exemple de cela est présent dans l'énoncé suivant.

¹²⁰ « [...] mais j'ai dit non, pour une raison. Après, j'ai l'ai expliqué au président G.W. Bush de manière patiente [...], (4/12/2005).

« [...] ¿Cuándo la derecha se ha preocupado en Chile por la igualdad? Yo lo que veo es que la derecha cuida su bolsillo y por Dios que lo cuidan bien sus diputados y senadores [...] »¹²¹

Ici, Ricardo Lagos interpelle la coalition de droite par une question rhétorique « [...] quand la droite s'est-elle préoccupée au Chili de l'égalité ? ». Dans ce sens, cet énoncé constitue une provocation, car Ricardo Lagos essaie de faire réagir les partis de la droite par rapport au thème des inégalités. De même, l'utilisation d'une question rhétorique implique une mise en scène péjorative de la droite par Ricardo Lagos, basée sur l'association qui souligne le rapport entre la droite et les intérêts particuliers.

Un autre exemple de provocation est constitué par cet énoncé : « Nosotros, la inmensa mayoría de los chilenos, no creemos en un Chile que se hace a imagen y semejanza del mercado. »¹²² Dans cet énoncé, Ricardo Lagos critique l'un des dogmes des partis de la droite chilienne qui est que « la société se construit à l'image du marché économique ». Cet énoncé fonctionne comme une provocation dans la mesure où Ricardo Lagos incite à une réaction de l'opposition dans un discours public auprès de différents partis politiques. Il est important de souligner le « nous » employé par l'énonciateur, un « nous » qui s'identifie comme faisant partie « de l'immense majorité des Chiliens » mais qui s'exclut de ceux qui pensent que « la société se construit à l'image du marché économique ».

Dans son discours annuel au Parlement du 21 mai 2002, Ricardo Lagos disait :

« Aquellos que dicen que estamos gobernando con los ojos puestos en los mercados financieros, y no en las necesidades de los chilenos, yo les quiero decir esta mañana que están profundamente equivocados »¹²³,

« Estos temas [la economía y las desigualdades], mis amigos, no se pueden encarar con frivolidad, sacando ventajas de corto plazo, he visto muchos de estos últimamente »¹²⁴.

¹²¹ « [...] Quand la droite s'est-elle préoccupée au Chili de l'égalité ? Moi, ce que je vois, c'est que la droite surveille son porte-monnaie et que, mon Dieu, ses députés et ses sénateurs le surveillent bien [...] », *Radio Cooperativa*, (16/01/2000).

¹²² « Nous, l'immense majorité des Chiliens, ne croyons pas à un Chili qui soit calqué sur l'image du marché », (21/05/2003).

¹²³ « Ceux qui disent que nous gouvernons avec les yeux tournés vers les marchés financiers plutôt que vers les nécessités des Chiliens, je veux leur dire, ce matin, qu'ils se trompent profondément », (25/05/2002).

Dans le premier extrait, l'énonciateur s'adresse à ses opposants par la formule « ceux qui disent », en donnant une réponse directe sur ce sujet afin de les faire réagir. C'est en effet une provocation qui met en cause l'image de ceux qui critiquent Ricardo Lagos (les partis de droite et les partis d'extrême gauche) et qui essaie de provoquer une réponse.

De même, dans le deuxième extrait, Ricardo Lagos provoque ses adversaires en disant «J'ai vu beaucoup d'exemples allant dans ce sens dernièrement [pour ce qui sort des avantages politiques] ». On remarque le vocatif « mes amis », utilisé par Ricardo Lagos, pour interpeller aussi bien ses collaborateurs que ses adversaires. Pour les deniers, « mes amis » peut s'interpréter comme une manière moins conflictuelle, voire ironique, de s'adresser à ses opposants.

Dans cet ordre d'idée, Ricardo Lagos s'exprime à *Radio Cooperativa* concernant la polémique de la dette héritée du gouvernement militaire :

« [...] del gobierno en que participaban todas estas personas que ahora hablan tanto, dejaron al país endeudado en un 43% respecto al producto. O sea, la deuda era casi la mitad »¹²⁵

Avec l'expression « toutes ces personnes qui maintenant parlent tellement », Ricardo Lagos s'adresse, d'une part, aux collaborateurs du gouvernement militaire et, d'autre part, aux partis de l'opposition qui intègrent le Parlement et qui ont collaboré avec ce gouvernement. Dans cette polémique, Ricardo Lagos veut montrer sa puissance en tant qu'homme politique en disqualifiant les partis opposés dans une mise en scène qui souligne leurs aspects négatifs. Cela se fait, dans le premier extrait, à travers un mode délocutif¹²⁶ qui permet d'effacer l'énonciateur et de donner un effet de vérité.

¹²⁴ « Ces sujets [l'économie et les inégalités], mes amis, ne peuvent pas être confrontés avec frivolité, en sortant des avantages à court terme. J'ai vu beaucoup d'exemples allant dans ce sens dernièrement », (25/05/2002).

¹²⁵ « [...]du gouvernement [militaire] auquel ont participé toutes ces personnes qui maintenant parlent tellement alors qu'elles ont laissé le pays endetté à hauteur de 43% du produit [intérieur brut]. C'est-à-dire que la dette en représentait quasiment la moitié », (20/12/2002).

¹²⁶ Le mode délocutif est un mode d'énonciation dans lequel l'énonciateur est effacé de son discours pour donner un effet d'objectivité à travers la troisième personne du singulier. Ver Charaudeau (1992:625).

Une autre polémique du gouvernement de Ricardo Lagos est celle du refus de participer à la guerre en Irak. En effet, le 20 mars 2003, le président américain George W. Bush a exercé de la pression sur le représentant du Chili au Conseil de sécurité de l'ONU, Gabriel Valdés, afin qu'il vote pour l'approbation de l'invasion de l'Irak. Dans ce contexte, Ricardo Lagos, en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité, a déclaré par le biais de son représentant, « non » à l'invasion de l'Irak, générant de multiples réactions de la part du secteur des affaires, qui, à ce moment-là, négociait le Traité de libre-échange avec les États-Unis.

Ricardo Lagos a dit au Parlement : « Frente a la guerra de Irak, hubo quienes pensaron que lo mejor era el silencio. »¹²⁷ Avec cet énoncé, Ricardo Lagos répond aux critiques des entrepreneurs, en soulignant son caractère de leader autonome à l'égard des pressions politiques. De même, la manière d'interpeller ses adversaires : « ceux qui ont pensé que le meilleur était le silence », fait en sorte que, par contraste, Ricardo Lagos se construit l'image d'un leader qui n'a pas peur de parler, un leader « puissant ».

3.3.2. La construction d'un *ethos* « de rassemblement »

Nous avons dit que l'*ethos* « de rassemblement » est un élément essentiel dans les campagnes électorales de Ricardo Lagos et Michelle Bachelet.

Au cours de son exercice du pouvoir, Ricardo Lagos a construit un *ethos* « de rassemblement » à plusieurs reprises. Il doit se montrer comme un leader capable d'unifier les forces politiques afin de donner confiance aux citoyens.

Dans le discours de 21 mai 2000, Lagos disait :

« Quiero invitar a todos mis compatriotas a ser protagonistas de esta época »¹²⁸;

« Quiero también fortalecer la cooperación entre los actores del desarrollo »¹²⁹;

« Estoy seguro que, juntos, podemos sacar adelante las reformas que debemos emprender [...] demandando y pido el apoyo de todos los sectores »¹³⁰.

¹²⁷ « Face à la guerre en Irak, il a eu ceux qui ont pensé que le meilleur était le silence », (21/05/2003).

¹²⁸ « Je veux inviter tous mes compatriotes à être des protagonistes de cette époque », (21/05/2000).

¹²⁹ « Je veux aussi fortifier la coopération entre les acteurs du développement », (21/05/2000).

Il est intéressant de souligner dans les deux premiers extraits la formule « je veux », qui est utilisée par Ricardo Lagos dans sa prise de parole. Ce « je veux » s'avère plus idéaliste dans le premier cas, qui s'adresse aux compatriotes de Ricardo Lagos et qui les invite à « être des protagonistes de cette époque », c'est-à-dire des sujets de l'histoire, sans leur attribuer de rôle spécifique.

Quant au deuxième extrait, le « je veux » de Ricardo Lagos s'adresse aux acteurs du développement afin que soit mis en place un programme de coopération entre eux. Autrement dit, c'est un appel visant à rassembler les acteurs économiques du pays.

Dans le troisième extrait, Ricardo Lagos fait un appel explicite pour demander l'appui de « tous les secteurs » politiques afin de mettre en œuvre des réformes. En ce sens, c'est un appel qui essaie d'obtenir le soutien de la classe politique par le biais d'une promesse : « je suis sûr qu'ensemble nous pouvons... ». Il y a un lien intéressant entre le mot « ensemble » et l'*ethos* « de rassemblement », dans la mesure où l'adjectif « ensemble » est chargé de connotation positive, ce qui permet de construire une autoreprésentation positive de l'homme politique.

Afin de rassembler la classe politique et les citoyennes, Ricardo Lagos disait au Parlement :

« Por ello, yo quisiera aquí llamar a todos los ciudadanos, a todos los parlamentarios a mirar esta reforma sin prejuicios ideológicos, sin ataduras corporativas, a mirar con generosidad y con grandeza »¹³¹ ;

« Quiero invitar al Congreso de Chile a que me acompañe para hacer realidad lo que quiere todo Chile: discutir democráticamente nuestra Constitución »¹³²;

« Por eso conciudadanos del Congreso quiero invitarlos a encabezar la tarea de engrandecer la patria »¹³³.

¹³⁰ « Je suis sûr qu'ensemble nous pouvons mener à bien les réformes que nous devons entreprendre [...] Je demande et sollicite l'appui de tous les secteurs », (21/05/2000).

¹³¹ « Pour cette raison, je voudrais ici appeler tous les citoyens, tous les parlementaires à surveiller cette réforme sans préjugé idéologique, sans ligotage corporatif, à surveiller avec générosité et avec grandeur » (21/05/2003).

¹³² « Je veux inviter le Congrès du Chili à m'accompagner afin de réaliser ce que tout le Chili désire : débattre de notre constitution de manière démocratique », (21/05/2003).

On voit bien comment le « je » est utilisé, dans les trois extraits, en tant qu'élément d'individualisation. D'une manière similaire aux derniers exemples, le « je veux » se répète dans une mise en scène idéaliste (troisième extrait) ainsi qu'une autre plus réelle, comme réviser la Constitution (deuxième extrait).

Dans le premier exemple, Ricardo Lagos essaie de rassembler tous les citoyens et les parlementaires autour d'une réforme politique, en laissant de côté les préjugés idéologiques propres aux partis. Il est intéressant de remarquer les éléments implicites activés dans cet énoncé (premier extrait) : les partis fonctionnent par préjugé idéologique et ligotage corporatif, ce qui renvoie aux pratiques propres du politique, que l'énonciateur veut mettre en relief afin de déplacer le sens vers d'autres idéaux comme la générosité et la grandeur de la patrie.

Quant au deuxième extrait, Ricardo Lagos essaie de rassembler la classe politique du Parlement avec l'objectif de mettre en œuvre des réformes à la Constitution. De plus, l'énonciateur se constitue comme porte-parole du Chili, afin de « faire réalité ce que veut tout le Chili ». Autrement dit, Ricardo Lagos interpréta le désir du peuple chilien en tant que président légitimé par les citoyens. Dans le troisième extrait, Ricardo Lagos appelle à ses « concitoyens » du Congrès à « diriger la tâche d'agrandir la patrie ». Il est intéressant de souligner la valeur surtout morale de l'énoncé « la tâche d'agrandir la patrie », qui soulève certaines conceptions nationalistes où les différences idéologiques disparaissent face aux valeurs nationales.

Le Chili est un pays centralisé où le statut des régions dépend de l'administration centrale à Santiago. Lorsqu'il s'agit de parler aux régions, Ricardo Lagos disait : « Es mi deseo convocar a un diálogo con la regiones y con todos los sectores políticos. »¹³⁴

On voit ici comment l'*ethos* « de rassemblement » apparaît dans un « dialogue » entre les régions et les politiciens. À travers le mot « dialogue », Ricardo Lagos tente de convoquer les acteurs de la vie politique du Chili à un « agir ensemble » où le président fait preuve

¹³³ « C'est pourquoi, concitoyens du Congrès, je veux vous inviter à diriger la tâche d'agrandir la patrie », (21/05/2003).

¹³⁴ « Je désire convoquer les régions et tous les secteurs politiques à un dialogue », (21/05/2001).

d'initiative auprès du Parlement. De même, la sélection du mot « dialogue » permet à Ricardo Lagos de se construire une image de « convoquant » qui est l'un des éléments importants de l'homme politique.

Les extraits suivants constituent un autre exemple de l'*ethos* « de rassemblement » :

« Yo quisiera, para concluir, llamar a todos los chilenos a unirse y trabajar con renovadas energías »¹³⁵;

« Y con la misma fuerza y convicción, con que construimos el acuerdo con la Unión Europea, los convoco hoy, en este 21 de mayo, a poner nuestros ojos en el Océano Pacífico »¹³⁶.

Dans le premier extrait, Ricardo Lagos appelle tous les Chiliens à s'unir, sans établir de distinction entre les groupes sociaux par la formule d'interpellation « je voudrais [...] appeler tous les Chiliens ». En ce sens, c'est un effort pour rassembler les Chiliens et les encourager à travailler avec des énergies nouvelles. On notera que la phrase « des énergies renouvelées » véhicule implicitement que les énergies fournies jusqu'à présent n'étant pas suffisantes donc il faut changer l'état d'esprit à la recherche de nouvelles énergies.

Quant au deuxième extrait, Ricardo Lagos essaie de rassembler la classe politique et le secteur économique, en utilisant un déplacement de sens d'une situation politique particulière (le traité avec l'Union européenne) à l'affaire commerciale autour de l'océan Pacifique. Par l'expression « je vous convoque aujourd'hui », l'énonciateur tente d'attirer l'attention sur la valeur politique et économique de l'océan Pacifique, prenant en compte que la plupart des traités au niveau économique et social ont été faits avec l'Asie et l'Europe et plutôt qu'avec le reste du continent. De plus, l'exemple de la réussite du traité avec l'Union européenne le permet d'établir une association où il s'attend à avoir la même réussite.

¹³⁵ « Je voudrais, pour conclure, appeler tous les Chiliens à être uni et à travailler avec des énergies renouvelées », (21/05/2001).

¹³⁶ « Et avec la même force et conviction avec lesquelles nous construisons l'accord avec l'Union européenne, je vous convoque aujourd'hui, en ce 21 mai, à tourner nos yeux vers l'océan Pacifique », (21/05/2002).

3.3.3. La construction d'un *ethos* « de justification »

Nous avons nommé *ethos* « de justification » à l'exercice dans lequel l'élu rendre compte aux citoyens de ses actes politiques en tant que représentant. Au cours de l'exercice du pouvoir, Ricardo Lagos a dû justifier auprès du Parlement et de l'opinion publique les mesures prises en tant que président.

Concernant l'aspect économique, Ricardo Lagos disait :

« Quiero que retengan esta cifra. En 1990 se invertía en infraestructura 250 millones de dólares. En los últimos años, en promedio, se invierten más de 200 millones de dólares »¹³⁷;

« Somos la economía que más crece en la región; somos el país en América Latina que ofrece mayores certezas políticas y jurídicas a la inversión »¹³⁸;

« Porque hemos tenido una política fiscal seria, los ingresos fiscales aumentaron en un 12 por ciento en el año 2000, mientras el gasto público creció sólo en un 3 por ciento »¹³⁹.

Dans le premier extrait, on voit bien comment l'utilisation des chiffres permet de soutenir la position de Ricardo Lagos, en mettant en relief les avances concernant les investissements en infrastructure. De même, par l'utilisation d'un « je veux », l'énonciateur veut montrer sa singularité en tant que chef de l'État. Par contre, dans les deux autres extraits, c'est le « nous » qui s'impose en tant que collectivité.

Ainsi, dans le deuxième exemple, Ricardo Lagos emploie le « nous sommes » pour parler de l'économie ainsi que des aspects politique et juridique afin de les souligner de façon superlative et du coup, légitimer sa manière de faire la politique. En ce sens, la justification de certaines mesures prises dans le cadre de l'exercice du pouvoir a une relation avec la pratique de légitimation, laquelle est recherchée par tout homme politique afin d'être crédible auprès des citoyens.

¹³⁷ « Je veux que vous reteniez ce chiffre. En 1990 on investissait en infrastructure 250 millions de dollars. Durant les dernières années, en moyenne, on investit plus de 200 millions de dollars », (21/05/2003).

¹³⁸ « Nous sommes l'économie qui croît le plus dans la région ; nous sommes le pays en Amérique latine qui offre les plus grandes certitudes politiques et juridiques à l'investissement », (21/05/2001).

¹³⁹ « Parce que nous avons eu une politique fiscale sérieuse, les recettes fiscales ont augmenté de 12 pour cent en 2000, tandis que les frais publics ont augmenté seulement de 3 pour cent », (21/05/2001).

Finalement, dans le troisième extrait, Ricardo Lagos recourt aux chiffres pour soutenir son argumentation. De manière similaire que les deux extraits précédents, Ricardo Lagos se sert des chiffres afin de rendre sa position plus crédible ainsi que de se légitimer auprès du Parlement. Notons l'utilisation du passé dans cet énoncé, « nous avons eu », qui, dans l'*ethos* « de justification », est très important car il nous permet de mettre en évidence les mesures prises dans le passé et qui ont besoin de justification auprès de l'opinion publique. Ainsi, on peut trouver des exemples comme :

« Chilenos y chilenas vivimos democráticamente. Hemos recuperado el espíritu libertario, democrático, republicano, que siempre alimentó la historia patria »¹⁴⁰;

« Cumplimos ya cuatro años de nuestro mandato constitucional. Se perfila hoy de manera más o menos nítida el sentido de los esfuerzos que hemos realizado y cuyos frutos el país cosecha en distintos ámbitos »¹⁴¹;

« Dije que sería un desafío de gran envergadura, que lo íbamos asumir con serenidad y con eficacia. Con mucho orgullo puedo decir que así lo hicimos y que cumpliremos con todos los chilenos »¹⁴².

Dans le premier extrait, Ricardo Lagos emploie le passé composé pour signaler la récupération de « l'esprit libertaire » qui permet d'activer implicitement l'absence de celui-ci avant son gouvernement. Cela met en relief les résultats du gouvernement de Ricardo Lagos, dont la récupération de « l'esprit libertaire » est partie prenante. De même, l'utilisation du pronom « nous » renvoie à l'aspect social de la mise en scène dont Ricardo Lagos et son gouvernement parlent en tant qu'être collectif.

Quant au deuxième extrait, Ricardo Lagos fait un bilan de ses quatre années, où il fait remarquer les aspects positifs de son mandat à l'aide de la métaphore *les fruits que le pays récolte*. En effet, en employant cette métaphore, Ricardo Lagos essaie de justifier les mesures prises durant son mandat et qui maintenant ressortent comme des « fruits ». C'est une sorte de

¹⁴⁰ « Nous, Chiliens et Chiliennes vivons démocratiquement. Nous avons récupéré l'esprit libertaire, démocratique, républicain, qui a toujours nourri l'histoire de la patrie », (21/05/2004).

¹⁴¹ « Nous avons déjà accompli quatre années de notre mandat constitutionnel. Le sens des efforts que nous avons fournis se profile aujourd'hui de manière plus ou moins nette et ses fruits sont en train d'être récoltés dans différents domaines à travers le pays », (21/05/2004).

¹⁴² « J'ai dit [la création de 150.000 emplois] que ce serait un défi de grande envergure, que nous allions l'assumer avec sérénité et avec efficacité. Avec beaucoup de fierté, je peux dire que nous l'avons fait de cette manière et que nous nous acquitterons de nos obligations envers tous les Chiliens », (21/05/2002).

légitimation basée sur une figure de langage qui ne précise rien de concret et qui joue dans le temps passé « [les efforts] nous avons effectués » et le présent « les fruits que le pays récolte dans différents domaines ».

Dans le troisième extrait, on voit le « je » d'individualisation conjugué au passé composé et qui exprime une promesse politique qui a été faite au peuple chilien [la création de 150.000 emplois]. En ce sens, cet énoncé fonctionne comme une justification, car Ricardo Lagos donne une sorte de bilan des mesures prises pour faire face aux défis à la fin de son mandat. On remarquera dans cet extrait le jeu des adjectifs. D'abord, l'adjectif autour du nom « défi » (« de grande envergure »), qui renvoie à une connotation superlative de celui-ci, dont la réponse doit être à la hauteur de ces défis. Ensuite, autour de la réponse du gouvernement, les adjectifs « sérénité et efficacité » ont une connotation positive qui permet au sujet parlant de construire une auto-représentation positive de lui-même.

Ainsi, dans l'*ethos* « de justification », on retrouve fréquemment la relation entre les mesures prises dans le passé et les résultats positifs qu'ont donnés celles-ci dans le présent. Dans cet esprit, Ricardo Lagos disait le 21 mai 2004 : « ¡Cuánto hemos avanzado en estos años! »¹⁴³ ou quand il s'agit de parler au nom de la coalition politique qu'il représente :

« Los gobiernos de la Concertación hemos encabezado una de las décadas de mayores transformaciones en la historia de Chile »¹⁴⁴;

« Nosotros como gobierno estamos haciendo nuestra tarea »¹⁴⁵.

On voit bien dans le premier extrait comment Ricardo Lagos, en tant que leader de la coalition politique « Concertation », met en relief les transformations faites pendant ces gouvernements et qu'on peut interpréter ceci comme une autojustification de soi et de sa coalition. En ce sens, on peut comprendre l'énoncé « de plus grandes transformations dans l'histoire du Chili », où le mot « transformation » a une charge sémantique positive dans l'ensemble de la phrase, faite de manière hyperbolique.

¹⁴³ « Comme nous avons avancé durant ces années ! », (21/05/2004).

¹⁴⁴ « Nous, les gouvernements de la Concertation, nous avons dirigé une des décennies de plus grandes transformations dans l'histoire du Chili », (21/05/2000).

¹⁴⁵ « Nous, comme gouvernement, nous faisons notre tâche », (21/05/2001).

Quant au deuxième extrait, Ricardo Lagos emploie le « nous » pour parler au nom du gouvernement. En effet, par l'énoncé « nous faisons notre tâche », Ricardo Lagos rappelle aux citoyens qu'un des devoirs d'un gouvernement est de faire des réformes afin d'améliorer la qualité de vie et que son gouvernement va vers ce chemin. En d'autres mots, c'est une manière de se justifier auprès du Parlement ainsi que de se construire une représentation positive auprès des citoyens.

3.4. L'*ethos* en tant qu'élue : Michelle Bachelet

Au cours de son exercice du pouvoir, Michelle Bachelet a mobilisé les *ethos* « de femme de rupture », « de rassemblement » et « de justification ».

3.4.1. La construction d'un *ethos* « de femme de rupture »

L'arrivée de Michelle Bachelet au siège présidentiel a signifié un changement dans la politique du Chili dominée historiquement par les hommes. En tant que première femme présidente dans l'histoire du pays, Michelle Bachelet a essayé de marquer la différence reliée à son genre, sans pour autant être une militante féministe. À ce phénomène, nous l'avons nommé *ethos* « de femme de rupture ».

« ¡Quién lo hubiera pensado! ¡Hoy le habla a este Congreso pleno una mujer Presidenta! »¹⁴⁶;

« Estoy aquí como mujer, representando la derrota a la exclusión de que fuimos objeto tanto tiempo »¹⁴⁷;

« Mi gobierno apoyará de modo más decidido el ejercicio efectivo de los derechos de la mujer. ¡Gracias por los hombres que también aplaudieron! »¹⁴⁸.

On voit bien dans le premier extrait l'aspect mythique que Michelle Bachelet veut donner à son gouvernement. En utilisant une question rhétorique « qui l'aurait pensé », Michelle Bachelet essaie de souligner le caractère de rupture que signifie son élection. Notons

¹⁴⁶ « Qui l'aurait pensé ! Aujourd'hui, c'est une femme présidente qui parle à ce Congrès ! », (21/05/2006).

¹⁴⁷ « Je suis ici en tant que femme, représentant la défaite de l'exclusion à laquelle nous avons été soumises pendant si longtemps », (21/05/2006).

¹⁴⁸ « Mon gouvernement soutiendra de manière plus décidée l'exercice effectif des droits de la femme. Merci pour les hommes qui ont aussi applaudi ! », (21/05/2006).

que cette question rhétorique a été déjà employée par elle dans son discours de victoire le 15 janvier 2006 : « Quién lo hubiera pensado, amigas y amigos... Quién lo hubiera pensado. ¿Quién hubiera pensado, hace veinte, diez o cinco años, que Chile elegiría como Presidente a una mujer? »¹⁴⁹ La répétition (3 fois) de cette question rhétorique peut être interprétée comme une mise en relief intentionnelle de la rupture avec la mentalité traditionnelle.

Quant au deuxième extrait, Michelle Bachelet se présente comme porte-parole des femmes exclues de la politique. Par la première personne « je », Michelle Bachelet assume la responsabilité énonciative dans cet acte de langage en employant des mots comme « exclusion » et « défaite ». En effet, le mot « exclusion » a une charge, une histoire pour reprendre la parole de Bajtín, qui nous renvoie à la situation de discrimination des femmes dans la politique du Chili. De même, le mot « défaite » nous conduit au schéma typique du discours politique : une situation initiale défavorable (la discrimination des femmes en politique), l'identification de la source du mal (dans ce cas-là, il n'est pas explicité) et l'arrivée d'une solution à travers une personnalité (Michelle Bachelet), qui par le mot « défaite », exprime la réussite de l'intégration des femmes en politique face à la discrimination historique dont elles ont été victimes.

Dans le même esprit, le troisième extrait montre une présidente qui s'engage à soutenir et favoriser les droits des femmes. C'est Michelle Bachelet qui parle au nom de son futur gouvernement et qui assure le respect des droits des femmes « de manière plus décidée ». De plus, ça lui permet de lancer un énoncé à la fois poli et ironique : « Merci pour les hommes qui ont aussi applaudi ! ». Concernant ce dernier énoncé, on peut dire qu'il s'agit d'un acte de politesse envers certains hommes du Parlement, ceux qui sont d'accord avec les politiques de respect des droits des femmes. De même, c'est une sorte d'ironie dans la mesure où Michelle Bachelet fait la distinction entre les hommes et les femmes qui applaudissent, alors que d'habitude on ne fait pas cela. Il y a une sorte de complicité entre le discours de Bachelet et la classe politique qui reçoit cette parole et qui applaudit les mesures prises.

Or, dans ces discours dirigés au Parlement, on trouve aussi des marques de Michelle Bachelet en tant que femme et présidente à la fois.

¹⁴⁹ « Qui l'aurait pensé, amies et amis... qui l'aurait pensé. Qui l'aurait pensé il y a vingt, dix ou cinq ans, que le Chili aurait une femme comme Présidente? », (15/01/2006).

« He puesto toda mi fuerza, como he dicho tantas veces, fuerza de mujer para llevar adelante el proyecto de progreso y justicia social que la mayoría de los chilenos anhelan »¹⁵⁰;

« ¡Di mi palabra, palabra de mujer, de cumplir ese programa, y lo vamos a hacer!»¹⁵¹;

« Ustedes me lo han escuchado muchas veces y lo he dicho que como mujer, como madre, pero como pediatra también estoy convencida que la educación inicial es fundamental »¹⁵².

En utilisant la première personne, Michelle Bachelet parle en tant que femme d'abord et ensuite en tant que présidente, tous les deux fusionnés dans le même *ethos*. Ainsi, dans le premier extrait, elle construit une image qui souligne les efforts qu'elle a investis dans ses projets. De même, Michelle Bachelet utilise une collocation dans cet énoncé, « force de femme », qui renvoie à l'expression figée « force d'homme », très naturalisée dans l'espagnol du Chili, évoquant une certaine pensée machiste présente dans ce pays. Postérieurement, Michelle Bachelet parle en tant que présidente de son projet politique, de « progrès et justice sociale », qui active l'inférence que le Chili n'est pas un pays très avancé en matière de progrès et de justice sociale.

Quant au deuxième extrait, Michelle Bachelet utilise une collocation « parole de femme », qui vient de l'expression figée « parole d'homme », afin de soutenir son projet politique. À travers l'usage de la première personne « je », cet énoncé fonctionne comme une promesse politique, car Michelle Bachelet essaie de renforcer sa parole concernant son engagement antérieur, en jouant entre le temps passé « j'ai donné ma parole » et le temps futur « on va le faire ».

Dans le troisième extrait, Michelle Bachelet parle en tant que « femme », « mère » et « pédiatre » à la fois, les trois statuts fusionnés dans l'*ethos* « de femme de rupture », avec l'objectif de soutenir son argumentation en faveur de l'éducation maternelle. En effet, comme dira par la suite Michelle Bachelet, « les inégalités commencent dès la maternelle ». Pour

¹⁵⁰ « J'ai mis toute ma force, comme je l'ai dit tant de fois, ma force de femme, pour porter de l'avant le projet de progrès et de justice sociale dont la majorité des Chiliens ont besoin », (21/05/2007).

¹⁵¹ « J'ai donné ma parole, ma parole de femme, de mener à bien ce programme, et nous allons le faire! », (21/05/2007).

¹⁵² « Vous m'avez entendue de nombreuses fois, et je l'ai dit qu'en tant que femme, en tant que mère, mais aussi en tant que pédiatre, je suis convaincue que l'éducation maternelle est fondamentale », (21/05/2007).

cette raison, elle voulait mettre en place un programme pour octroyer l'éducation maternelle gratuite aux gens à bas revenus. Il est intéressant de remarquer l'appel aux arguments d'autorité, selon la clarification de Perleman, qui sont exprimés dans cet énoncé : parler en tant que « femme », « mère » et « pédiatre ». Avec cela, Michelle Bachelet essaie de soutenir son propos, celui de considérer l'éducation maternelle comme fondamentale et en même temps de convaincre les parlementaires et les citoyens de la pertinence de cette proposition.

On peut trouver d'autres exemples qui vont dans la même direction, celle de parler à la fois en tant que femme et en tant que présidente.

« Aquí está una mujer chilena, respondiendo día a día al mandato de la patria »¹⁵³;

« Lo digo como mujer de esta tierra, como tantas que cada día, solas o acompañadas, guían, sostienen y protegen a quienes aman »¹⁵⁴;

« Yo quiero decir a las mujeres de Chile: la igualdad dejó de ser un sueño. Llegamos para quedarnos en la política, en el trabajo, en la empresa »¹⁵⁵.

Dans le premier extrait, Michelle Bachelet parle en tant que « femme chilienne » qui ne fait que répondre au mandat du pays. Il est intéressant de souligner la tendance de Michelle Bachelet à se démarquer d'un politicien traditionnel, à parler en tant que femme ordinaire qui s'exprime et qui veut un Chili meilleur. Elle se fond avec les femmes citoyennes et se fait passer comme un sujet ordinaire. On peut remarque aussi la tendance idéaliste de cet énoncé, de « répondre au mandat de la patrie ». Le mot « patrie » est une constante dans le discours politique de manière générale, un mot chargé d'idéalisme et d'abnégation autour d'un pays ou d'un territoire.

Quant au deuxième extrait, on voit la même tendance, celle de se démarquer de la politique et de se fondre avec les citoyens. En utilisant la première personne du singulier, Michelle Bachelet s'adresse au Parlement « en tant que femme de cette terre », c'est-à-dire, en tant que femme ordinaire sans statut politique. Ensuite, elle met en relief le caractère de mère protectrice qui « guide, soutient et protège ceux qu'elles aiment ». Il est important de réfléchir

¹⁵³ « Voici une femme chilienne, qui répond chaque jour au mandat de la patrie », (21/05/2009).

¹⁵⁴ « Je vous dis en tant que femme de cette terre, comme tant d'entre elles qui, chaque jour, seules ou accompagnées, guident, soutiennent et protègent ceux qu'elles aiment », (21/05/2009).

¹⁵⁵ « Je veux dire aux femmes du Chili : l'égalité a cessé d'être un rêve. Nous arrivons pour y rester dans la politique, dans le travail, dans l'entreprise », (21/05/2007).

à l'identification à une « mère protectrice », car elle nous permet d'identifier le type d'image que Michelle Bachelet veut donner, celle d'amour des enfants, et qui s'adresse à tous les citoyens du pays.

Dans le troisième extrait, est présent le « je veux », cette fois-ci adressé aux femmes à travers une parole de conviction qui essaie de renforcer l'idée que « l'égalité a cessé d'être un rêve ». De même, est présente l'image d'une occupation de l'espace public par l'arrivée de la femme dans les entreprises et dans la politique.

Il est intéressant de souligner cette image de l'occupation de l'espace public dans le travail et la politique, qui reflète le manque d'équilibre par rapport au genre, où Michelle veut agir afin d'établir un nouveau rapport entre hommes et femmes. Comme elle l'a dit : « Se asoma también un tiempo de mujeres y hombres, como nunca antes en nuestro país »¹⁵⁶ ou « sé que mi presidencia a marcado un nuevo tiempo para las mujeres »¹⁵⁷. Ces deux énoncés se situent dans la ligne de la rupture avec la mentalité traditionnelle du Chili et l'occupation de l'espace public comme moyen de lutte contre les inégalités de genre.

On voit bien dans ceux deux derniers extraits la rupture que Michelle Bachelet mobilise dans sa prise de parole. Une rupture vers l'équilibre de genre qui implique, d'abord, une prise de conscience de la situation donnée et ensuite une mise en œuvre de mesures, telles que le gouvernement paritaire, des quotas pour les femmes et des lois qui condamnent la discrimination.

3.4.2. La construction d'un *ethos* « de rassemblement »

Nous avons dit que l'*ethos* « de rassemblement » est un élément essentiel dans les campagnes électorales des deux présidents analysés. Dans le cas de Michelle Bachelet, la construction d'un *ethos* « de rassemblement » est présente tout au long de l'exercice de son mandat. Elle doit se montrer comme un leader capable d'unifier le pays et les forces politiques.

¹⁵⁶ « Il arrive aussi un temps de femmes et d'hommes, comme jamais avant ça n'avait été le cas dans notre pays », (21/05/2006).

¹⁵⁷ « Je sais que ma présidence a marqué un temps nouveau pour les femmes », (21/05/2007).

On trouve des marques linguistiques de cet *ethos*, telles que :

« Yo hoy quiero invitar a los que están lejos, a los que se quieren subir al carro de la modernidad, a participar de este desafío »¹⁵⁸;

« Quiero que construyamos un país en que cualquier chilena o chileno, joven o no tan joven, egresado de un colegio público o privado, pueda llevar sus ideas a la práctica, alcanzar sus metas »¹⁵⁹;

« Porque hemos hecho las cosas bien, porque tenemos un compromiso claro con continuar implementando las mejores políticas, hoy estas aspiraciones están cada día más cerca de ser realidad. Todo depende entonces de nuestro esfuerzo, de nuestro empuje, de nuestra voluntad »¹⁶⁰.

Dans le premier extrait, on retrouve la formule d'interpellation décrite antérieurement « je veux inviter », qui interpelle les citoyens afin de les réunir dans un même projet social. Par l'usage de la première personne du singulier, Michelle Bachelet essaie de rassembler autour d'elle les citoyennes qui sont « loin » et qui veulent « monter dans le train de la modernité ». En effet, cette dernière métaphore mobilise l'imaginaire de la Modernité, imaginaire auquel le Chili rêve depuis longtemps et qui est présent dans d'autres discours politiques à travers des mots associés, comme « progrès » et « développement ».

Quant au deuxième extrait, Michelle Bachelet utilise le « je veux » pour exprimer son idéal de la réussite après l'école. Elle utilise la formule d'interpellation « tout Chilienne ou Chilien », qui efface les différences sociales et les rassemble autour d'un projet commun. En ce sens, cet énoncé représente, par la formule « tout Chilienne ou Chilien », l'*ethos* « de rassemblement », dans la mesure où Michelle Bachelet essaie d'attirer les citoyens autour de son idéal social de la réussite.

Dans le troisième extrait, Michelle Bachelet justifie les actions de son gouvernement et appelle les gens à travailler ensemble. « [...] tout dépend alors de notre effort, de notre

¹⁵⁸ « Aujourd'hui, je veux inviter tous ceux qui sont loin, ceux qui veulent monter dans le train de la modernité, à participer à ce défi », (21/05/2008).

¹⁵⁹ « Je veux que nous construisions un pays où tout Chilienne ou Chilien, jeune ou pas si jeune, sorti d'un collège public ou privé, puisse réaliser ses idées, atteindre ses objectifs », (21/05/2007).

¹⁶⁰ « Parce que nous avons bien fait les choses, parce que nous avons un engagement clair à continuer à mettre en œuvre les meilleures politiques, aujourd'hui, ces aspirations sont chaque jour plus près de la réalité. Tout dépend alors de notre effort, de notre impulsion, de notre volonté », (21/05/2007).

impulsion, de notre volonté », dit-elle à travers l'usage de la première personne du pluriel, « nous », afin de rassembler les Chiliens dans un projet de pays. Il est intéressant de souligner l'aspect conditionnel de son énoncé, exprimé par le verbe « dépendre », conjugué à la troisième personne du singulier du présent, qui fait que la réussite du gouvernement de Michelle Bachelet dépend de la capacité à travailler ensemble. C'est pour cela que la construction d'un *ethos* « de rassemblement » est un impératif dans le discours politique, car il permet d'un côté de créer un consensus autour de certains sujets tout en permettant aux hommes politiques de se construire une autoreprésentation positive, celle d'un leader démocrate qui inclut les partis politiques et les citoyens dans son projet de société.

Dans le même esprit, voici d'autres exemples de cet *ethos* « de rassemblement » :

« ¡Ese es el camino de progreso y justicia social por el que debemos perseverar! ¡Ese es el camino con el que este gobierno y esta Presidenta estamos profundamente comprometidos! »¹⁶¹;

« ¡A ese esfuerzo los convoco, ciudadanos y ciudadanas del Congreso Nacional! ¡A continuar unidos en esta gran tarea invito a todos las chilenas y chilenos! »¹⁶²;

« Y, por supuesto, aprovecho de invitar a todos los parlamentarios para que acompañemos a nuestras mujeres en el Mundial Femenino Sub 20, porque las chiquillas están poniendo mucho esfuerzo para tener un gran equipo »¹⁶³.

On voit bien dans le premier extrait l'emploi de la première personne du pluriel « nous » par Michelle Bachelet, qui fait un appel à continuer dans le même « chemin » de progrès et de justice sociale. C'est un « nous » inclusif entre le gouvernement, les partis politiques et les citoyens qui essayent de ressembler et de convaincre que le « chemin » suivi est le bon. Il est intéressant de remarquer la manière dont Michelle Bachelet décrit l'œuvre de son gouvernement comme « le chemin du progrès et de la justice sociale » qui renvoie à une

¹⁶¹ « Celui-ci est le chemin du progrès et de la justice sociale par lequel nous devons continuer! Celui-ci est le chemin dans lequel, nous, ce gouvernement et cette Présidente, sommes profondément engagés ! », (21/05/2007).

¹⁶² « C'est à cet effort que je vous convoque, citoyens et citoyennes du Congrès national ! C'est à continuer unis dans cette grande tâche que j'invite tous les Chiliennes et Chiliens ! », (21/05/2007).

¹⁶³ « Et, évidemment, je profite pour inviter tous les parlementaires à ce que nous accompagnions nos femmes dans le cadre du Mondial féminin Sub 20, parce que les filles mettent beaucoup d'efforts pour former un grande équipe », (21/05/2008).

certaine conception du monde où le progrès économique et la justice sociale vont ensemble, conception défendue surtout par la gauche mais aussi par la droite au Chili.

Quant au deuxième extrait, Michelle Bachelet s'exprime à la première personne du singulier « je » avec le but de ressembler tous les citoyens autour d'un projet politique. Par la formule déjà identifiée « je vous invite tous », Bachelet inclut « tous les Chiliennes et Chiliens » dans son projet. De plus, elle utilise dans son discours des signes d'exclamation qui reflètent une valeur émotionnelle afin d'attirer l'attention sur certains éléments.

Dans le troisième extrait, Michelle Bachelet s'adresse aux parlementaires sur un ton familier avec l'objectif de soutenir l'équipe de football féminine. À travers la première personne du singulier, Bachelet essaie de rassembler les parlementaires autour d'un événement ordinaire qui n'a aucun lien avec la politique. De même, la manière de nommer les intégrantes de l'équipe féminine de football à l'aide un registre familier, « les filles »¹⁶⁴, montre une façon décontractée de parler de certains sujets, comme le football. Il est intéressant de remarquer que le fait de promouvoir le mondial de football féminin et la condition de femme de la présidente permettent de suggérer une relation entre l'*ethos* « de femme de rupture » qu'on a décrit antérieurement et la mise en relief de certains faits concernant les femmes du Chili.

Or, lorsqu'il s'agit de rassembler les citoyens chiliens autour d'un grand projet comme le Bicentenaire, Michelle Bachelet fait appel à la classe politique afin de les rassembler sur le thème du développement. Ainsi, le 21 mai 2008, elle a dit au Parlement :

« El Bicentenario nos convoca a cumplir las tareas que deben proyectar a Chile hacia el desarrollo. ¡Qué inmenso privilegio es el que tenemos! Hoy estamos en condiciones de hacer realidad los sueños de quienes bregaron en condiciones más difíciles a través de estos 200 años »¹⁶⁵

¹⁶⁴ L'équivalent de "chiquillas" en espagnol du Chili peut être « les filles » en français.

¹⁶⁵ « Le Bicentenaire nous convoque à l'accomplissement de tâches qui doivent propulser le Chili vers le développement. Quel immense privilège nous avons ! Aujourd'hui nous nous trouvons sur le point de réaliser les rêves de ceux qui ont travaillé dans des conditions plus difficiles que nous dans les 200 dernières années », (21/05/2008).

Ici, Michelle Bachelet « convoque » la classe politique à achever le travail en vue de la commémoration du Bicentenaire. En effet, il s'agit d'un appel ouvert ayant comme objectif d'accumuler des forces politiques et de mettre le Chili sur le chemin du développement. On voit bien comment l'imaginaire de la Modernité est mobilisé dans cette prise de parole qui soulève, d'une part, la nécessité de rêver à un pays développé et, d'autre part, la possibilité d'obtenir un consensus sur ce sujet, rassemblant tout la classe politique autour de cette idée.

De même, l'utilisation de signes d'exclamation dans cet énoncé révèle une intentionnalité, de la part de Michelle Bachelet, de mettre en relief certains éléments, comme le privilège de travailler ensemble avec la classe politique *ad portas* du Bicentenaire.

Dans l'esprit de promouvoir l'unité dans la vie politique, Michelle Bachelet a déclaré :

« Nuestra senda es la de las sinergias, de las responsabilidades compartidas, para ir dando forma al país que queremos, al Chile que queremos. Eso exige que nos escuchemos con respeto, y que seamos capaces de considerar los argumentos de todos »¹⁶⁶

À travers le mot « synergie » et le syntagme « responsabilités partagées », Michelle Bachelet invite, dans cette mise en scène, les acteurs politiques à « donner forme au pays que nous voulons ». Il est intéressant de souligner à cet égard la métaphore « donner forme au pays », qui met en relation le domaine de la politique d'un pays et l'image de la fabrication artisanale, d'une sorte de terre cuite ou dessin fait à la main. C'est une métaphore qui appelle à l'action collective, au travail ensemble à l'intérieur de la classe politique et qui rassemble autour d'un projet, « le Chili que nous voulons ». Ensuite, on voit les mots « écouter », « respect » qui nous renvoient, d'une part, aux paroles tenues en 2006 par Bachelet, où elle proclamait : « Para mi gobernar es también ver, escuchar y responder a las personas »¹⁶⁷ et d'autre part à la charge sémantique des ces mots, surtout positive, d'ouverture et de compréhension. Enfin, l'emploi de ce groupe de mots permet à Michelle Bachelet de se construire une autoreprésentation positive sur la base de l'ouverture à l'autre.

¹⁶⁶ « Notre chemin est celui des synergies, des responsabilités partagées, pour donner forme au pays que nous voulons, au Chili que nous voulons. Cela exige que nous nous écoutions avec respect, et que nous soyons capables de considérer les arguments de tous », (21/05/2008).

¹⁶⁷ « Pour moi gouverner est aussi voir, écouter et répondre aux personnes », (21/05/2006).

3.4.3. La construction d'un *ethos* « de justification »

Pendant son exercice du pouvoir, Michelle Bachelet a rendu compte de ses actes politiques en tant que présidente. Comme nous avons vu chez Ricardo Lagos, la construction d'un *ethos* « de justification » est liée à la pratique de justifier ses actes politiques en tant que représentant.

Ainsi, on peut trouver des marques linguistiques de cet *ethos* qui met en relief les chiffres concernant l'activité économique et judiciaire de son gouvernement.

« Tenemos el menor riesgo país y la mejor clasificación crediticia de América Latina. Chile ostenta el puesto 26 entre 131 países en el índice de competitividad del Foro Económico Mundial, uno de los más altos entre las naciones emergentes »¹⁶⁸;

« En el año 2007 Chile alcanzó un nivel de inversión récord de 25,8 por ciento del Producto Interno Bruto. Las perspectivas para este año son aún más auspiciosas: Se espera que la inversión alcance casi 28 por ciento »¹⁶⁹;

« Hace dos meses comenzó la implementación de la reforma procesal laboral en las Regiones de Atacama y Magallanes, la que después avanzará a todo Chile. Quiero dar sólo un dato: Apenas 20 minutos tomó el primer juicio laboral bajo este nuevo sistema y menos de un mes de trámites previos »¹⁷⁰.

Dans le premier extrait, Michelle Bachelet s'exprime à la première personne du pluriel « nous » afin de mettre en évidence la position du Chili par rapport aux autres pays concernant l'indice de compétitivité. On sait que le recours aux chiffres, qui permet de présenter aux citoyens un fait comme une vérité crédible, est une stratégie assez fréquente chez les politiciens. En effet, à partir de l'énumération et de l'appui d'une proposition sur la base des chiffres, Michelle Bachelet essaie de soutenir son argumentation en présentant

¹⁶⁸ « Nous avons le plus petit *risque pays* et le meilleur classement au niveau du crédit en l'Amérique latine. Le Chili détient le 26^{ième} rang parmi 131 pays en ce qui a trait à l'indice de compétitivité du Forum économique mondial, ce qui constitue l'un des plus élevés parmi les nations émergentes », (21/05/2008).

¹⁶⁹ « En 2007, le Chili a atteint un niveau record d'investissement, soit l'équivalent de 25,8 pour cent du PIB. Les perspectives pour cette année sont encore plus favorables : l'investissement devrait atteindre près de 28 pour cent », (21/05/2008).

¹⁷⁰ « Il y a deux mois a commencé la mise en œuvre de la réforme des procédures du travail dans les régions d'Atacama et de Magallanes. Cette réforme sera étendue par la suite à tout le Chili. Je veux donner seulement une donnée : le premier procès de travail sous ce nouveau système a pris 20 minutes et moins d'un mois de démarches préalables », (21/05/2008).

l'indice de compétitivité comme un accomplissement de son gouvernement, une vérité incontestable qu'elle veut faire accepter dans le but de justifier son mandat en cours.

De même, dans le deuxième extrait, le recours aux chiffres est utilisé pour mettre en relief les investissements qui ont été faits dans le pays et l'avenir favorable concernant cet aspect. Il est intéressant aussi de souligner le mode délocutif de la phrase, à la troisième personne du singulier, où le sujet n'est pas tellement impliqué, ce qui donne un effet de vérité, une sorte de réalité qui s'impose toute seule.

Notons l'emploi de figures de style dans ces deux extraits. En effet, les énoncés « Le Chili montre le poste » ou « Le Chili a eu un niveau record » peuvent être interprétés tantôt comme une métaphore ¹⁷¹(l'entité géographique vue comme un être humain) tantôt comme une métonymie (tous les habitants du Chili « montre[nt] le poste ». Avec ces figures de style, Michelle Bachelet justifie ses pratiques politiques en matière économique et juridique par le biais des images accessibles et compréhensibles pour les citoyens.

Quant au troisième extrait, Michelle Bachelet utilise les chiffres d'un procès pour mettre en évidence les progrès en matière judiciaire. À travers l'usage de la première personne du singulier, elle utilise la formule d'interpellation décrite antérieurement « je veux [donner] » avant d'introduire un chiffre assez étonnant : la durée de ce procès a été de 20 minutes. Le recours aux chiffres, comme nous avons remarqué, permet de soutenir une proposition et de donner de la force argumentative à un énoncé.

D'autres marques linguistiques de l'*ethos* « de justification » se trouvent dans ces énoncés :

« Chile es un país creíble, Chile es un país confiable, Chile es respetado como nación democrática y soberana »¹⁷²;

« Como ven, vamos avanzando y seguiremos avanzando en los derechos de la mujer »¹⁷³;

¹⁷¹ La ligne que distingue la métaphore de la métonymie n'est pas claire et est objet de discussion.

¹⁷² « Le Chili est un pays crédible, le Chili est un pays fiable, le Chili est respecté comme nation démocratique et souveraine », (21/05/2008).

¹⁷³ « Comme vous voyez, nous avançons et continuerons à avancer en ce qui a trait aux droits de la femme », (21/05/2008).

« Cómo no va a ser para mí un orgullo, si hoy día en Chile no hay nada más transparente que mi gobierno »¹⁷⁴.

Dans le premier extrait, Michelle Bachelet utilise la troisième personne du singulier pour parler du Chili et y joint des adjectifs propres à l'être humain : « crédible », « fiable » et « respecté ». Les adjectifs utilisés ici reflètent une charge sémantique positive qui met en évidence la subjectivité de l'énonciateur, en mettant en relief certains aspects du pays valorisés et acceptés par la plupart des citoyens.

Quant au deuxième extrait, Michelle Bachelet s'exprime en utilisant le « nous » inclusif (elle et son gouvernement) afin de souligner les actions positives accomplies par son gouvernement en matière de genre. En ce sens, c'est une justification de son mandat concernant la lutte contre la discrimination de genre, où la présidente est la porte-parole de ces revendications. Il est aussi intéressant de remarquer le ton didactique qui ressort de l'énoncé : « comme vous voyez », qui soulève un aspect pédagogique dans ce discours, où Michelle Bachelet se présente dans une position de savoir face aux parlementaires et aux citoyens.

Finalement, dans le troisième extrait, Michelle Bachelet parle à la première personne du singulier en évoquant la transparence de son gouvernement. En effet, dans cette prise de parole, elle veut souligner la probité de son mandat qui, selon elle, est signe de fierté. Cette mise en relief de la transparence de son gouvernement se base, d'un côté, des résultats issus du rapport de *Transparency international*¹⁷⁵, qui place le Chili comme le pays moins corrompu d'Amérique latine et, de l'autre côté, à l'effort de Michelle Bachelet et de son gouvernement de se construire une autoreprésentation positive et ainsi justifier ses actes auprès des citoyens.

On peut trouver d'autres marques linguistiques de cet *ethos*, par exemple :

¹⁷⁴ « Comment ne serais-je pas fière quand, aujourd'hui, au Chili, il n'y a rien de plus transparent que mon gouvernement », (21/05/2009).

¹⁷⁵ Voir http://www.transparency.org/news_room/in_focus/2006/cpi_2006/cpi_table

« Fuimos transparentes en la campaña. Dijimos al país qué haríamos al iniciar el gobierno. Ahí está el plan de los 100 días y las 36 medidas »¹⁷⁶;

« Recuperamos la democracia para que todos tuvieran la posibilidad de plantear sus puntos de vista a la autoridad [...] porque los que luchamos por la libertad, vivimos para la libertad »¹⁷⁷;

« Bajo mi gobierno, Chile alcanzó acuerdos extremadamente importantes con Japón, Colombia, Perú y Panamá »¹⁷⁸.

Dans le premier extrait, Michelle Bachelet s'exprime à la première personne du pluriel, en faisant allusion à sa promesse faite pendant la campagne électorale, qui est maintenant accomplie. En effet, cet énoncé consiste en une mise en œuvre de l'engagement antérieur à travers le jeu des verbes : passé composé (« nous avons dit ») et présent de l'infinitif (« le plan de 100 jours est là »). On note comment elle emploie le mot « transparent » pour faire le lien entre les promesses de la campagne électorale et les actes dans l'exercice du pouvoir, qui renvoi à sa notion de parole tenue et mise en application. Cela s'exprime en espagnol par l'adjectif « conséquent », qui chez le politicien est vu comme une qualité positive ; autrement dit, un politicien doit être « conséquent » entre ce qu'il dit et ce qu'il fait. Le syntagme « le plan de 100 jours », employé par Michelle Bachelet, constitue un autre aspect intéressant de cet extrait. Il s'agit de 36 mesures appliquées en 100 jours aux plans économiques, de l'éducation, de la sécurité sociale, de l'environnement et du genre. D'un point de vue discursif, le syntagme « le plan de 100 jours » cristallise un enjeu sociopolitique dans le cadre duquel Michelle Bachelet se positionne comme une présidente proactive auprès de la classe politique.

Quant au deuxième extrait, Michelle Bachelet en utilisant le « nous » se construit une image de « combattante » à l'époque du gouvernement militaire, qui lui permet de se construire, dans l'exercice du pouvoir, l'image d'une personne qui « vit pour la liberté ». En effet, cela lui permet, d'un côté, de mobiliser une image de « combattante » auprès des citoyens, comme Ricardo Lagos, et, de l'autre côté, de se construire une autoreprésentation

¹⁷⁶ « Nous avons été transparents dans la campagne. Nous avons dit au pays ce que nous ferions au début du gouvernement. Le plan des 100 jours et des 36 mesures sont là », (21/05/2006).

¹⁷⁷ « Nous récupérons la démocratie pour que tous aient la possibilité de partager leurs points de vue avec l'autorité [...] parce que ceux qui combattons pour la liberté, nous vivons pour la liberté », (21/05/2007).

¹⁷⁸ « Sous mon gouvernement, le Chili a conclu des accords extrêmement importants avec le Japon, la Colombie, le Pérou et le Panama », (21/05/2007).

positive en tant que gardienne de la liberté, une sorte de justification auprès de ceux qui valorisent la liberté de vivre dans un pays démocratique. En ce sens, cela fonctionne comme justification, dans la mesure où Michelle Bachelet veut souligner son caractère de « gardienne de la liberté » auprès des citoyens.

Dans le troisième extrait, Michelle Bachelet, en utilisant la première personne du singulier, met en relief les réussites de son gouvernement concernant les accords économiques avec différents pays d'Amérique. On s'aperçoit du même phénomène qu'auparavant : l'action de souligner les aspects remarquables de son gouvernement afin de se construire une image positive de soi-même et de son gouvernement. Avec cela, Michelle Bachelet parvient à se justifier auprès du Parlement et des citoyens.

3. 2. La disqualification de l'adversaire

Dans cette partie de la thèse nous aborderons la disqualification de l'adversaire. Dans un premier temps, nous nous interrogerons sur l'un des aspects de la polémique qui est la disqualification de l'adversaire. Dans un deuxième temps, nous analyserons l'inscription de la disqualification dans les discours de Ricardo Lagos et de Michelle Bachelet, en temps de campagne électorale et pendant la gestion gouvernementale.

Nous partons de l'hypothèse selon laquelle la disqualification de l'adversaire de la part des hommes politiques est révélatrice d'un rapport de force à l'intérieur de l'espace public. ¹⁷⁹On l'a vu, la polémique et la confrontation entre adversaires sont des éléments essentiels qui révèlent la lutte pour contrôler l'espace public.

Nous comprenons la polémique, au sens large, comme un ensemble de discours autour d'un thème inscrit dans l'histoire et qui révèlent des positionnements variés sans nécessairement produire un consensus.

Dans le discours politique, on peut vérifier la présence de la polémique que Catherine Kerbrat-Orechionni (1980 :12) définit de la manière suivante :

Un discours disqualifiant, c'est-à-dire qu'il attaque une cible [...], et qu'il met au service de cette visée pragmatique dominante – discréditer l'adversaire, et le discours qu'il est censé tenir – tout l'arsenal de ses procédés rhétoriques et argumentatifs.

La disqualification de l'adversaire ou des idées qu'il soutient laisse des marques dans la matérialité discursive que l'on peut repérer à travers une analyse énonciative et argumentative.

De plus, la polémique implique l'existence d'un discours antérieur, qui énonce souvent des positions contradictoires, un « contre-discours antagoniste » au sens de Marc Angenot (1982 : 34). Le discours antérieur est mobilisé explicitement ou implicitement en

¹⁷⁹ Voir notre travail (Segovia Lacoste, 2012a).

fonction des intérêts du sujet parlant. Et, comme le dit Dominique Maingueneau, « ce n'est pas le discours de l'adversaire saisi dans son fonctionnement effectif qui est cité et annulé, mais un simulacre, construit comme son propre négatif par le discours-agent » (1983 : 16). Tout discours polémique est donc traversé par l'interdiscours.

Les travaux en argumentation mettent l'accent sur les procédés argumentatifs révélateurs du consensus. À cet égard, comme le soulignent Christian Plantin (2003) et Pierre Oléron (1995), la polémique n'est qu'un concept marginal et peu étudié dans la mesure où, en général, les études dans le domaine de l'argumentation « sont orientées vers la recherche d'un consensus, capable de clore le débat » (Plantin, 2003 : 2). La définition classique de Chaïm Perelman et Lucie Olbrechts-Tyteca de l'argumentation va également dans ce sens ; en effet, pour ces auteurs, l'argumentation réside dans « l'étude des techniques discursives permettant de provoquer ou d'accroître l'adhésion des esprits aux thèses qu'on présente à leur assentiment » (2008 [1958] : 5).

Dans ses travaux les plus récents, Ruth Amossy considère que « le discours polémique constitue une modalité argumentative de plein droit » (2011 : 2). Pour Amossy et Burger, la polémique est l'« un des pôles de l'activité argumentative » (2011 : 6) qui, malgré la tradition de la recherche du consensus, ouvre un champ d'exploration de la thématique du dissensus à l'intérieur de l'espace social. Cette problématique a été bien étudiée par Angenot qui, dans son texte *Dialogues de sourds* (2008), aborde les grandes controverses historiques qui, loin d'aboutir à un consensus, reflètent une « interincompréhension » entre positions divergentes développées parallèlement les unes aux autres.

Les différents procédés argumentatifs peuvent être révélateurs du fonctionnement de la polémique, et plus précisément de la disqualification de l'adversaire. C'est le cas de l'argument *ad hominem*, appelé aussi *argument ad personam*, défini comme un type d'argument « qui s'adresse à l'homme »¹⁸⁰ et qui renvoie au cœur de la disqualification de

¹⁸⁰ Gauthier propose de distinguer trois types d'arguments *ad hominem* : logique, circonstanciel et personnel. Pour lui, l'argumentation *ad hominem* logique comprend « toutes les formes d'incompatibilité formelle [...] entre prémisses et conclusion » (1995 : 173). L'argument *ad hominem* circonstanciel est celui qui met en cause la position tenue par une personne. Il s'agit, selon Gilles Gauthier, « de s'attaquer à une idée en tentant de saper la crédibilité de celui qui la soutient » (1995 : 174). Enfin, l'argument *ad hominem* personnel est un type d'argumentation qui met en cause la personnalité de celui qui tient un propos. Il s'agit de chercher à discréditer une personne (par exemple : « Il est incompetent ») afin de souligner ses aspects négatifs auprès du public.

l'adversaire dans le discours politique, dont l'objectif est de façonner une vision du monde et de l'imposer¹⁸¹. C'est aussi le cas de l'utilisation que l'on peut faire des questions rhétoriques qui consistent à poser une question n'attendant pas de réponse, permettant à un locuteur d'exacerber les défauts de son adversaire, tout en ayant recours à l'ironie.

Plus précisément, la disqualification de l'adversaire permet à un locuteur de se positionner par rapport à un thème précis, tout en dénigrant son adversaire ou l'idée que celui-ci défend. Patrick Charaudeau utilise le terme de « relation polémique » (1998 : 6) afin de caractériser les situations de disqualification de l'adversaire, c'est-à-dire les cas où le locuteur, lors d'un échange, assume une position polémique qui met l'autre en cause, non seulement comme personne (l'argumentation *ad hominem*), mais aussi comme sujet défendant une position déterminée.

Il nous semble important de souligner deux aspects importants sur la disqualification de l'adversaire.

Tout d'abord, la disqualification de l'adversaire renvoie à un élément constitutif du discours politique, celui de la polémique. Celle-ci s'inscrit dans un continuum linguistique où la réplique, l'anticipation et la réfutation du « contre-discours antagoniste » (Angenot, 1982) sont des éléments fondamentaux. Dans cette logique, les échanges entre « Proposant » et « Opposant », pour reprendre la terminologie de Plantin (2003), peuvent se réaliser de manière directe (comme dans un débat) ou indirecte où la présence du « contre-discours antagoniste » est dissimulée ou mobilisée de façon caricaturale par le sujet parlant. C'est le cas de notre corpus choisi.

Un second aspect à souligner, dérivé du précédent, est la construction identitaire du sujet vis-à-vis de l'identification ou la différenciation des propos soutenus. Le rôle que joue le « Proposant » et l'« Opposant » dans ces échanges discursifs, ainsi que la circulation de ceux-ci dans l'espace public par les médias, contribuent à la construction de leurs identités. Une analyse du rôle des médias nous semble donc pertinente dans la mesure où une telle polémique mobilise des acteurs autour d'un positionnement qui ne cherche pas

¹⁸¹À cet égard, Dominique Wolton indique que « l'essence de la politique, même à l'heure de la communication et du rapprochement inévitable des visions du monde, reste l'affrontement des points de vue dans la perspective d'en faire triompher un sur les autres » (1989 : 40).

nécessairement un consensus, mais « une coexistence dans le dissensus », comme souligne Amossy (2011 :25). Il ne faut pas négliger à cet égard la participation du Tiers dans la mise en scène polémique. En effet, le Tiers participe dans une polémique médiatisée, souvent de façon indirecte par des expressions telles que « ce qu'on dit », « les gens dits », oblige les acteurs principaux d'une polémique à le prendre en compte.

3.2.1. Ricardo Lagos lors de sa campagne électorale

Lors de la campagne électorale de 1999, le candidat de la Concertation Ricardo Lagos (PS) a affronté le candidat de l'Alliance pour le Chili Joaquín Lavín (UDI) selon le clivage traditionnel de la politique chilienne : la gauche représentée par la Concertation et la droite par l'Alliance pour le Chili.

Cette campagne présidentielle a été marquée par la crise économique, connue sous le nom de « crise asiatique », qui a provoqué l'augmentation du chômage et a fortement touché la croissance du Chili. Selon Carolina Segovia (2006), la crise économique a eu un énorme impact dans le domaine des exportations ainsi que dans celui de la création d'emploi. De même, le soutien au président sortant, Eduardo Frei (PDC, membre de la Concertation), a baissé à cause de son rôle face à la crise, que l'opposition a qualifié de passif.

Dans ce contexte, Ricardo Lagos a déclaré aux entrepreneurs, suite au refus du candidat de la droite d'organiser un débat : « Ustedes han de saber que no soy yo quien teme a un debate libre y abierto. »¹⁸²

On constate ici l'emploi de la négation par Lagos comme stratégie discursive qui fait appel à l'interdiscours. De plus, la représentation que donne Lagos de son adversaire est surtout négative : une personne ayant peur du débat. Dans le langage argumentatif, ceci constitue une argumentation *ad hominem* personnelle, car il s'adresse au candidat adverse en mettant en avant ses caractéristiques psychologiques.

¹¹⁴ « Vous devez savoir que ce n'est pas moi qui crains un débat libre et ouvert », (01/01/1999).

Or, la disqualification de l'adversaire n'implique pas seulement de mettre en cause la personnalité de celui qui parle, mais aussi la position qu'il soutient et celle de son parti. En s'adressant au parti adverse, Ricardo Lagos a exprimé :

« ¿Votaremos por aquella derecha cuyo gobierno empeoró la distribución del ingreso y favoreció a los ricos?, ¿la que violó los derechos humanos y negó la ciudadanía de los chilenos?, ¿la que bajó los salarios, las pensiones y las asignaciones familiares?, ¿la que disminuyó el gasto social e hizo reformas tributarias regresivas? »¹⁸³ ;

« En cambio ¿qué quieren otros? Los mismos que tapizaron el país con su dinero ofreciendo cambios, (y) en el Congreso votaron en contra de tres millones de trabajadores que no pueden tener negociación colectiva. Estos son hechos y no palabras »¹⁸⁴.

Dans le premier extrait, on voit une série de quatre questions qui construisent une représentation négative des partis de droite. Les termes employés pour décrire les partis de droite sont surtout des verbes transitifs : « a diminué la distribution des revenus », « a favorisé les riches », « a violé les droits de l'homme », « a nié la citoyenneté des Chiliens », « a baissé les salaires, les pensions et les allocations familiales », « a diminué le budget » et « a entrepris des réformes fiscales régressives ». Un autre aspect intéressant de cet extrait est l'inclusion de questions rhétoriques. En effet, Ricardo Lagos emploie la forme interrogative « voterons-nous », une fois explicitement et trois fois de façon elliptique. Dans cet extrait, les questions rhétoriques impliquent l'anticipation de la réponse de l'interlocuteur et une construction péjorative des partis de droite.

Quant au deuxième extrait, on peut remarquer que la construction de la représentation négative de la droite opère à travers un jeu de mots sur le « changement », par allusion au slogan du candidat Joaquín Lavín « vivre le changement ». En effet, Ricardo Lagos emploie le connecteur adversatif *en cambio* (par contre) au début de la phrase, qui est très semblable au mot espagnol qui veut dire « changement ». Ensuite, « qu'est-ce qu'ils veulent les autres ? »

¹⁸³ « Voterons-nous pour cette droite dont le gouvernement a diminué la distribution de revenus et a favorisé les riches ? Celle qui a violé les droits de l'homme et nié la citoyenneté des Chiliens ? Celle qui a baissé les salaires, les pensions et les allocations familiales ? Celle qui a diminué le budget alloué aux dépenses sociales et a entrepris des réformes fiscales régressives ? », (9/12/1999).

¹⁸⁴ « Par contre, qu'est-ce qu'ils veulent les autres ? Les mêmes qui ont tapissé le pays avec leur argent en offrant des changements et qui ont voté au Congrès contre trois millions de travailleurs qui ne peuvent pas avoir une négociation collective. Ces sont des faits et pas des mots », (9/12/1999).

nous place dans le schéma du « nous contre eux » où les seconds sont décrits comme des ennemis. Il est intéressant de souligner que la métaphore « les mêmes qui ont tapissé le pays avec leur argent en offrant des changements » qui met en rapport l'image d'un pays conçu comme une maison qui peut être tapissée d'argent. Cette métaphore permet de faire le lien entre les partis de droite et l'argent, image très exploitée par la Concertation et les partis de gauche. A la fin de l'extrait, on aperçoit la maxime « ce sont des faits et pas de mots », qui renvoie au contraste entre le dire et le faire, très utilisé en politique quand il s'agit de dénoncer les promesses non tenues.

Dans le même esprit de disqualification des partis opposés, Ricardo Lagos s'est adressé ainsi aux militants de gauche dans son discours « Le Chili que nous voulons » :

« Aquí no están aquellos que se preocupan de los problemas de la gente porque ven en ellos una forma de ganar un poco más de dinero »¹⁸⁵ ;

« Aquí están los que se preocupan de los problemas de la gente y entienden que el mercado no los va a resolver »¹⁸⁶.

De manière analogue aux extraits précédents, la prise de parole disqualifiante de Ricardo Lagos se situe dans la logique du « nous contre eux » où le « nous » est constitué par Ricardo Lagos et la Concertation, tandis que l'« eux » est composé par les partis de l'opposition. « Eux »¹⁸⁷, sans être interpellés directement, sont représentés négativement. En revanche, le « nous » est présenté comme « ceux qui se préoccupent des problèmes des gens » de manière concrète et honnête. Pour « ceux qui » Ricardo Lagos utilise la négation en l'appliquant à ce qu'il associe au « nous ». Cela fait du « eux » des personnes qui s'occupent des problèmes des gens de manière mensongère et peu transparente. Il est intéressant de noter que la négation renvoie ici encore à de l'interdiscours. Cet interdiscours vise le positionnement idéologique des partis de droite qui défendent les intérêts des plus riches. On notera également dans cet extrait qu'il n'y a pas d'interpellation directe, comme « la droite » ou « l'opposition », ce qui nous renvoie aux différentes manières d'interpeler, plus ou moins

¹⁸⁵ « Il n'y a pas ici ceux qui se préoccupent des problèmes des gens parce qu'ils voient en eux une façon de gagner un peu plus d'argent », (11/09/1999).

¹⁸⁶ « Il y a ici ceux qui se sont préoccupés des problèmes des gens et qui comprennent que le marché ne va pas les résoudre », (11/09/1999).

¹⁸⁷ Dans cet extrait, l'«eux» réfère strictement « aux problèmes de gens ». Nous prenons dans le sens large la dichotomie « nous contre eux » avec le but de mettre en évidence la différence des projets entre la gauche et la droite. En ce sens, l'«eux» ici développé fait référence aux partis de l'opposition.

directement, selon la situation de communication. Ainsi, une interpellation directe, par exemple dans un débat politique médiatisé, pourra être plus efficace qu'une interpellation indirecte qui peut rester dans le vague. De même, une interpellation directe peut être perçue par le public dans un débat politique médiatisé comme un indice d'agressivité, selon la façon dont la parole est prise et le ton employé tandis qu'une interpellation indirecte peut être conçue comme un signe de maîtrise de soi. Tout dépend de la situation de communication dans laquelle les candidats à la présidence se situent, de la position qu'ils occupent dans les sondages et leur statut de président sortant ou non. Le système politique du Chili excluant la réélection, l'impact des interpellations de l'adversaire par les candidats n'y est pas le même que dans les pays où la réélection est possible.

Dans le deuxième extrait, on voit le même procédé que dans l'exemple précédent, du point de vue de la polarisation « nous contre eux ». D'un côté il y a « ceux qui sont préoccupés des problèmes des gens et qui comprennent que le marché ne va pas les résoudre » et de l'autre, par inférence, il y a ceux qui croient que le marché va tout résoudre. La position tenue par le « nous » correspond à une remise en question de l'un des dogmes du néolibéralisme qui soutient que le marché va tout le résoudre.

En effet, pour faire le lien avec l'histoire des sciences politiques, pendant le gouvernement militaire d'Augusto Pinochet, les politiques dénommées « politique de chocs » (Salazar, 1999 et Moulian, 1997) ont été appliquées dans le domaine de l'économie. Ces politiques économiques s'inspirent des principes de l'école de Chicago de Milton Friedman qui prône la libéralisation de l'économie. Au Chili, la mise en place de ces politiques libérales a entraîné la vente à bas prix de l'industrie nationale au secteur privé qui, depuis cette époque, contrôle l'économie du Chili.

Pour revenir à notre extrait, quand Ricardo Lagos remet en cause l'un des principes fondateurs du néolibéralisme, à savoir que le marché résout tous les problèmes, il fait appel à un interdiscours qui s'inscrit dans cette histoire et qui s'actualise dans cette prise de parole.

Que se soit à travers la négation, la formulation de questions rhétoriques ou l'interpellation indirecte, la mise en opposition des valeurs des différents partis de la campagne de la part du candidat Ricardo Lagos révèle son intention de présenter deux mondes différents aux citoyens : celui de la Concertation et celui des partis de droite. Aussi, la

représentation du monde des partis de droite est si disqualifiante qu'elle lui permet de se construire par contraste une autoprésentation positive de lui-même et de sa coalition politique. Dans son discours « Le Chili, à la rencontre de son avenir », le candidat Ricardo Lagos a dit :

« [Usted debe elegir] entre un Chile fundado en la confianza y en la cooperación o en un país donde todo es competencia y confrontación »¹⁸⁸ ;

« [Usted debe elegir] entre un país que avanza hacia relaciones laborales humanas y modernas o un país que justifica el abuso laboral »¹⁸⁹ ;

« Debe elegir entre un Chile donde primero que nada están las personas o un o país donde todo, incluida la salud, es un negocio »¹⁹⁰ .

Ces extraits illustrent le phénomène de polarisation. Ils interpellent tous trois leurs destinataires mais nous approfondirons ce point dans chapitre 4. Pour l'instant, nous allons continuer à analyser de quelle manière Ricardo Lagos construit une représentation négative de l'adversaire.

Dans le premier extrait, Ricardo Lagos construit un monde où la Concertation favorise les valeurs comme la « confiance » et la « coopération », tandis que les partis de droite soutiennent la « concurrence » et la « confrontation ». Il est intéressant de remarquer l'origine et l'orientation de ces valeurs. Les premières sont orientées vers une vision utopique du socialisme et les secondes vers une vision radicale du néolibéralisme. C'est en quelque sorte un monde bipolaire qui est ainsi mis en scène et à partir duquel les citoyens doivent faire leur choix électoral. On notera que le mot « confrontation » apparaît ici du côté de la vision néolibérale du monde alors que dans la formation discursive de la droite classique du Chili des années 60, le mot « confrontation » est attaché à la tradition de la gauche. Ce premier extrait est un bon exemple de mise en scène où la situation et le contexte d'énonciation ainsi que l'appartenance à une formation discursive de l'auteur d'un discours suffisent à mobiliser le sens négatif des valeurs associées à ses adversaires.

¹⁸⁸ « [Vous devez choisir] entre un Chili fondé sur la confiance et sur la coopération ou sur un pays où il n'y a que de la concurrence et de la confrontation », (9/12/1999).

¹⁸⁹ « [Vous devez choisir] entre un pays qui avance vers des relations de travail humaines et modernes ou un pays qui justifie l'abus de travail », (9/12/1999).

¹⁹⁰ « Vous devez choisir entre un Chili où il y a d'abord les gens ou un pays où tout est affaires, même la santé », (9/12/1999).

Le deuxième extrait se situe dans la même logique de création d'un monde polarisé. Les valeurs ici mobilisées du côté de Ricardo Lagos et de la Concertation sont les « relations de travail humaines et modernes » tandis que du côté de l'opposition c'est un pays qui justifie « l'abus de travail » qui est invoquée. Par conséquent, selon Ricardo Lagos, il faut choisir entre des relations de travail « humaines et modernes » ou « abusives ». Les valeurs que Ricardo Lagos associe au monde du travail sous un gouvernement de droite nous renvoient à la version sauvage du capitalisme proposée par les socialistes qui considèrent que l'exploitation des travailleurs reste habituelle et acceptée dans un système néolibéral. Notons que le nom « abus » a une charge sémantique négative et par conséquent l'association de ce mot aux valeurs des partis de droite entraîne une représentation négative de ceux-ci.

De manière similaire, dans le dernier extrait, Ricardo Lagos incite les destinataires de son message à choisir entre les deux représentations du monde, celle d'un pays « où il y a d'abord les gens » et celle d'un pays « où tout est affaires, même la santé ». Cet extrait se situe dans la même logique que les deux précédents, seules les valeurs convoquées changent. Cette fois Ricardo Lagos oppose la priorité qu'il accorde aux « gens » à la mise au premier plan du « monde des affaires » par la droite. De cette façon, le candidat Lagos insiste sur le lien étroit entre la droite et le monde des affaires. Il est important d'examiner ici l'emploi qui est fait du nom « santé ». Ce mot a une charge sémantique qui renvoie au débat sur l'accès et la qualité de la santé publique au Chili. Il fait également référence aux imaginaires sociaux dans lesquels la santé est un droit universel dont il est très mal perçue de se servir pour faire du profit.

Dans le même ordre d'idées, le candidat Ricardo Lagos disqualifie les partis de droite dans la prise de parole suivante :

« Tenemos, con orgullo lo decimos, un entendimiento, una valoración de la ruralidad muy diferente que la derecha y por eso afirmamos que no es posible que en 1999 algunos sigan postulando lo rural como un sector residual, marginal, poco moderno »

¹⁹¹,

¹⁹¹ « Nous avons, nous le disons avec fierté, une compréhension, une valorisation du monde rural très différente de celle de la droite et c'est pourquoi nous affirmons qu'il n'est pas possible qu'en 1999 certains continuent de présenter le monde rural comme un secteur résiduel, marginal, peu moderne », (12/10/1999).

« El triunfo de diciembre, claro, profundo, categórico, tiene que ser también una señal de que la sociedad chilena no está dispuesta a creer que la opción y la alternativa es una derecha anclada y amarrada a la dictadura »¹⁹².

Dans le premier extrait, le candidat Ricardo Lagos s'exprime en utilisant un « nous » collectif afin de se positionner autour d'un thème précis, le monde rural. Dans cette prise de position, il mobilise les propos des partis de droite de façon caricaturale et péjorative à travers la généralisation et la simplification de ceux-ci. Il construit sa mise en scène à partir de trois adjectifs : « résiduel », « marginal » et « peu moderne ». En revanche, lorsqu'il s'agit de se positionner son parti vis-à-vis du monde rural, le candidat Ricardo Lagos introduit une conception ouverte et valorisante opposée à celle de la droite, ce qui correspond à une vision positive du monde rural. On trouve donc ici deux représentations du monde où le « nous », symbolisé par Ricardo Lagos et la Concertation, a une connotation positive, alors qu'« eux », symbolisé par les partis de droite, a une connotation négative.

Quant au deuxième extrait, le candidat Ricardo Lagos construit une mise en scène péjorative des partis de droite en utilisant la troisième personne du singulier. Il disqualifie l'opposition comme « une droite ancrée et attachée à la dictature » en mobilisant l'héritage du gouvernement militaire que, selon lui, la droite représente. On notera le ton triomphaliste du discours de ce candidat qui fait comme si l'élection avait déjà été remportée par la Concertation. En employant les adjectifs « claires, profondes et catégoriques » pour qualifier la victoire anticipée de son parti, le candidat Ricardo Lagos essaye d'imposer la certitude de la réussite aux militants du Parti socialiste.

Dans le même esprit de disqualification des partis opposés, Ricardo Lagos s'est exprimé ainsi auprès des paysans et des entrepreneurs du monde rural :

« Desde aquí desafío a la derecha para que comprometa su apoyo al proyecto de ley que enviaré al Congreso para definir un estatuto del trabajador temporero »¹⁹³;

¹⁹² « Le triomphe de décembre, clair, profond, catégorique, doit être aussi un signe du fait que la société chilienne n'est pas prête à croire que l'option et l'alternative est une droite ancrée et attachée à la dictature », (11/09/1999).

¹⁹³ « Depuis cette tribune, je défie la droite de s'engager à soutenir le projet de loi que j'enverrai au Congrès pour définir le statut de travailleur saisonnier », (12/10/1999).

« Nuestras aspiraciones son vigorosas y salen al paso de tantos derrotistas que antes de animarse a abrir sus inteligencias para incorporar nuevas opciones prefieren decir que la ruralidad no sirve y que todo lo anterior [las proposiciones de la Concertación] no se puede alcanzar »¹⁹⁴.

Concernant le premier extrait, le candidat Lagos interpelle directement la droite, afin de faire réagir le parti du candidat Joaquín Lavín. Nous observons un double mouvement. D'abord, le candidat Lagos se positionne en utilisant la marque verbale « j'enverrai » au sujet de son projet de loi. Ensuite, il met le parti adverse en situation de réagir, en utilisant le présent de l'indicatif « je défie » [la droite]. On notera le caractère provocateur de cet énoncé inscrit dans la marque verbale « je défie » [la droite], qui renvoie au continuum linguistique des répliques et déclarations échangées auparavant entre le candidat Ricardo Lagos et les partis de droite.

Dans le deuxième extrait, l'interpellation des partis de droite est faite de manière indirecte par la dénomination « défaitiste », qui est porteuse d'un jugement négatif. Ricardo Lagos construit également une représentation négative de l'opposition à travers l'opinion qu'il prête aux partis de droite à l'endroit du monde rural : « le monde rural ne sert pas ». En revanche, lorsqu'il utilise le « nous » en l'associant à des « aspirations [...] fortes », il construit une image positive de lui-même et de son parti. De cette façon, son point de vue paraît ouvert et plus compréhensible vis-à-vis du monde rural alors que celui des partis de droite paraît fermé.

Une autre façon fréquente de disqualifier les partis adverses consiste à faire le lien entre les partis de la droite et le gouvernement militaire d'Augusto Pinochet. Dans cette perspective, le candidat Ricardo Lagos utilise la comparaison :

« El legado de las violaciones a los derechos del hombre del régimen militar no es un tema que pertenece al pasado, como algunos quieren hacernos creer »¹⁹⁵ ;

¹⁹⁴ « Nos aspiraciones son fuertes et s'opposent à tous ces défaitistes qui avant de se décider à ouvrir leur esprit pour inclure de nouvelles options préfèrent dire que le monde rural n'est pas utile et que tout ce qui précède [les propos de la Concertation concernant ce sujet] ne peut pas être atteint », (12/10/1999).

¹⁹⁵ « L'héritage des violations des droits de l'homme par le régime militaire n'est pas un problème du passé, comme certains voudraient nous le faire croire », (11/09/1999).

« Digámoslo claramente [concerniente el tema de la educación]: comparemos estos diez años con los diecisiete del gobierno militar, en el cual quienes hoy nos critican tuvieron responsabilidad »¹⁹⁶ ;

« La tendencia [sobre el salario de los profesores] es creciente y no decreciente como lo fue durante el gobierno militar »¹⁹⁷.

Voici trois extraits qui traitent des rapports entre les partis de la droite et le gouvernement militaire.

Dans le premier extrait, on est en présence d'une phrase déclarative comportant une négation. Celle-ci vise à remettre en cause le discours de la droite sur les droits de l'homme, à savoir, qu'il faut oublier les crimes du passé. Comme il s'agit d'un sujet très sensible pour l'opinion publique, le candidat Ricardo Lagos essaye d'insister sur la différence qui existe entre le positionnement de la Concertation, qui est pour un retour sur les violations des droits de l'homme pendant le gouvernement militaire, et le positionnement des partis de la droite qui prône l'oubli de ces violations. Il est intéressant de souligner ici deux phénomènes. D'une part Ricardo Lagos interpelle indirectement l'opposition à l'aide du déterminant pluriel « certains » et, d'autre part, il met en évidence le lien qui unit les partis de la droite et le gouvernement militaire. Ce dernier aspect est souvent véhiculé par le candidat Ricardo Lagos et les partis de gauche du Chili afin de disqualifier les partis de droite.

Quant au deuxième extrait, Ricardo Lagos fait une comparaison explicite entre les politiques des gouvernants de la Concertation et celles du gouvernement militaire concernant l'éducation. Dans sa comparaison, il porte un jugement négatif implicite de mauvaise gestion qu'il attribue au gouvernement militaire et aux partis de la droite qui « ont eu des responsabilités » dans ce domaine. Il est intéressant de souligner le caractère de réplique de cet énoncé. En effet, cet énoncé correspond à une réponse faite à des critiques de la droite concernant la gestion de l'éducation pendant le gouvernement de la Concertation. On notera

¹⁹⁶ « Disons-le clairement [concernant l'éducation] : comparons ces dix dernières années et les dix-sept ans du gouvernement militaire, dans lequel ceux qui aujourd'hui nous critiquent ont eu des responsabilités », (13/11/1999).

¹⁹⁷ « La tendance [les salaires des professeurs] est en croissance et non décroissance comme elle l'a été pendant le gouvernement militaire », (13/11/1999).

que Ricardo Lagos a recours aux chiffres (10 ans de la Concertation contre 17 du gouvernement militaire) afin de soutenir son argumentation en faveur de la Concertation.

Dans le troisième extrait, le candidat Ricardo Lagos formule une comparaison entre les salaires des professeurs pendant le gouvernement militaire et leurs salaires durant les mandats de la Concertation. Sans interpellier directement les partis de la droite, le candidat Lagos souligne les efforts des dirigeants de la Concertation pour augmenter les salaires des professeurs. Il essaye de créer une mise en scène polarisée où le gouvernement militaire est représenté de façon négative tandis que la Concertation l'est de manière positive.

Il est intéressant de constater aussi la tendance, chez Ricardo Lagos, à disqualifier les réformes héritées du gouvernement militaire pour disqualifier ses adversaires de droite. En effet un nombre important de réformes politiques a été mis en place lors du gouvernement militaire, ce que Garretón (1994) a dénommé les *enclaves autoritarios* (en français, « enclaves ou nœuds autoritaires »). La plupart de ces réformes ayant été défendues par les partis de la droite, les disqualifications qui les visent s'attaquent implicitement à la droite. Cela se traduit par la présence de certaines marques linguistiques dans le discours de Ricardo Lagos. Les extraits suivants en sont l'illustration :

« En mi gobierno vamos a terminar con los candados institucionales que nos dejó la dictadura y que crean una intolerable situación de desigualdad, pues permiten a la minoría imponer su veto sobre la mayoría y bloquear los cambios a favor de la igualdad »¹⁹⁸;

« Una primera tarea [del gobierno] es superar el manto de impunidad dejada por la dictadura que ha impedido la justicia »¹⁹⁹.

On voit bien dans ces deux exemples comment le candidat Ricardo Lagos combat les réformes héritées du gouvernement militaire.

¹⁹⁸ « Dans mon gouvernement nous allons en finir avec les cadenas institutionnels que nous a laissés la dictature et qui créent une intolérable situation d'inégalité, parce qu'ils permettent à la minorité d'imposer son veto à la majorité et de bloquer les changements en faveur de l'égalité », (1/11/1999).

¹⁹⁹ « Une des premières tâches [de mon gouvernement] sera de dépasser le voile d'impunité laissée par la dictature et qui a empêché la justice », (10/12/1999).

Dans le premier extrait, il use de la première personne du pluriel « nous », pour s'inscrire en faux contre les réformes du gouvernement militaire qu'il planifie de supprimer. Il discrédite ces réformes qui selon lui ont généré « une intolérable situation d'inégalité ». En faisant référence aux réformes du gouvernement militaire en employant l'expression « cadenas institutionnels », il active l'image d'une prison de laquelle on ne peut sortir. En outre, le couple « égalité /inégalité » demeure très chargé sémantiquement puisqu'il mobilise l'imaginaire de la modernité auprès des Chiliens qui souhaitent l'intégration sociale. Ce n'est pas par un hasard si le mot « égalité », fait partie du slogan de campagne électorale du candidat Ricardo Lagos, « Grandir dans l'égalité ».

Quant au deuxième extrait, le candidat Ricardo Lagos s'exprime à la première personne du singulier en faisant passer l'idée qu'il souhaite changer les réformes héritées du gouvernement militaire. D'une manière similaire à ce qu'il a fait dans l'exemple précédent, il critique ces réformes en les caractérisant comme *el manto de impunidad*, que nous avons traduit ici par son équivalent en français : « le voile d'impunité ». Cette métaphore traduit bien l'idée de crimes cachés et non condamnés rapportés ici au gouvernement militaire. Elle suscite un jugement négatif et produit l'idée d'une barrière imaginaire qui bloque la justice sociale.

Par ailleurs, il semble important d'examiner la façon dont Ricardo Lagos dénomme le gouvernement militaire d'Augusto Pinochet. Dans ces deux extraits, il parle de « dictature ». Cela témoigne d'une prise de position claire concernant un des enjeux d'ordre social et historique au Chili. Ce positionnement contribue à disqualifier les réformes du gouvernement militaire. Il permet également à Ricardo Lagos de construire une autoreprésentation positive. À travers ce positionnement Ricardo Lagos disqualifie ses adversaires en prenant pour cibles les réformes héritées du régiment militaire et les partis de droite.

3.2.2. Michelle Bachelet lors de sa campagne électorale

Lors de la campagne électorale de 2005, la candidate de gauche Michelle Bachelet (PS) a affronté, au deuxième tour, le candidat de droite Sebastián Piñera (RN). Cette campagne électorale représente un événement particulier car pour la première fois dans l'histoire du Chili une femme remporte le premier tour des élections présidentielles.

La campagne électorale de Michelle Bachelet s'est déroulée dans un contexte économique favorable (Navia, 2006 : 221) et un contexte politique avantageux pour Michelle Bachelet car le président sortant, Ricardo Lagos, qui appartient à la même coalition politique jouit d'une grande popularité.

Au deuxième tour, la candidate s'adresse ainsi à son adversaire : « Sebastián, tú fuiste generalísimo del candidato del Sí²⁰⁰. Ni siquiera votaste por don Patricio Aylwin. »²⁰¹

Il est important de remarquer qu'ici Michelle Bachelet interpelle directement son adversaire par son prénom, « Sebastián » et le tutoie, établissant ainsi une relation d'apparente proximité avec son adversaire. Du point de vue du contenu, il s'agit d'une disqualification de la personne de Sebastián Piñera. Michelle Bachelet remet en cause l'affirmation de Sebastián Piñera à propos du referendum de 1988. En effet, celui-ci a affirmé avoir voté pour le « oui », c'est-à-dire, en faveur de Patricio Aylwin et, par conséquent, contre Augusto Pinochet.

Dans le même esprit, à la suite du résultat du premier tour, la candidate Bachelet disqualifie la position de son adversaire en mettant en avant sa fortune en tant qu'entrepreneur :

« Yo no tengo intereses de negocio ni soy dueña de grandes empresas »²⁰² ;

« Por eso, estoy convencida que ni todo el dinero del candidato de la derecha conseguirá torcer la voluntad de la mayoría la noche del 15 de enero »²⁰³.

Dans ces deux extraits, la candidate Michelle Bachelet met en scène le rapport politique-business afin de disqualifier le candidat Sebastián Piñera. Dans la terminologie propre à l'argumentation, ceci est une *argumentation ad hominem* destinée à remettre en cause la personnalité de l'adversaire.

²⁰⁰ Le 5 octobre 1988 un référendum a été organisé pour décider de la prolongation ou non du gouvernement militaire d'Augusto Pinochet. Le « oui » signifiait le maintien du gouvernement militaire tandis que le « non » entraînait la rupture de ce gouvernement et, dans un second temps, l'appel aux élections présidentielles libres. Le résultat de ce référendum a été la victoire du « non », avec 55,9 % des voix. Par la suite, Patricio Aylwin (membre de la Concertation) a remporté l'élection présidentielle en 1990.

²⁰¹ « Sebastián, tu as été le directeur de campagne du candidat du. Tu n'as même pas voté pour monsieur Patricio Aylwin », (11/12/2005).

²⁰² « Je n'ai ni d'intérêts dans les affaires ni ne suis propriétaire de grandes entreprises », (11/12/2005).

²⁰³ « C'est pour cela que je suis convaincue que même tout l'argent du candidat de droite ne pourra infléchir la volonté de la majorité le soir du 15 janvier », (11/12/2005).

Concernant le premier extrait, la candidate utilise la négation comme moyen de mise en relief des différences entre « elle » et « lui ». En effet, la négation lui permet de se positionner contre l'amalgame entre la politique et l'argent tout en attribuant à son adversaire la position opposée dans le but de le disqualifier. Lorsqu'elle déclare n'avoir ni d'intérêts dans les affaires ni n'être propriétaire de grandes entreprises, elle se construit une représentation positive d'elle-même. Dans un même mouvement, elle disqualifie Piñera en donnant de lui l'image d'un riche homme d'affaires peu compatible avec les fonctions attachées au mandat brigué.

Quant au deuxième extrait, Michelle Bachelet, en utilisant la première personne du singulier, essaie d'influencer la volonté de la majorité des électeurs en sa faveur. À l'aide de la négation, elle mobilise l'idée selon laquelle l'argent du candidat de droite n'est pas un argument de vote valide. Il est important de souligner l'esprit déterminé de Michelle Bachelet, véhiculé ici par l'énoncé « je suis convaincue que... », qui nous renvoie à l'*ethos* de certitude. En effet, Michelle Bachelet essaye, tout comme Ricardo Lagos, de se montrer comme une personne sûre d'elle-même. Pour cela, elle s'aide d'énoncés comme « je suis sûre », « je suis convaincue », etc., qui lui permettent de projeter une image positive d'elle-même.

La candidate Michelle Bachelet s'est ainsi exprimée au Parti socialiste à propos du financement de la campagne de Piñera : « No podemos competir contra el dinero que gastan ellos en sus campañas. »²⁰⁴ On notera ici l'usage de la première personne du pluriel, un « nous » exclusif (Michelle Bachelet + le PS) qui renvoie à la polarisation « nous » (les victimes) contre « eux » (les candidats fortunés que le système électoral privilégie).

Une autre disqualification de l'adversaire, plus subtile, se trouve dans cet énoncé :

« No hay que dejarse confundir: EL QUE SALIÓ SEGUNDO NO PUEDE PRETENDER QUE SALIÓ PRIMERO »²⁰⁵

²⁰⁴ « Nous ne pouvons pas les concurrencer avec l'argent qu'ils dépensent dans leurs campagnes. », (28/01/2005).

²⁰⁵ « Il ne faut pas se laisser abuser : CELUI QUI EST SORTI SECOND NE PEUT PAS PRETENDRE QU'IL EST SORTI PREMIER », (11/12/2005).

Dans cet exemple, la candidate Michelle Bachelet met en garde les électeurs quant à l'interprétation des résultats du premier tour. Faisons tout d'abord une remarque d'ordre formel à propos de la transcription de ce discours en espagnol et de notre choix de traduction. Dans la version en espagnol une partie de cet énoncé a été éditée en majuscules, forme que nous avons préféré de reporter dans notre traduction. L'usage des majuscules peut être interprété ici comme un signe d'expressivité mis en avant par l'équipe de Michelle Bachelet ou bien elle-même. Nous avons choisi de ne pas analyser la valeur de ces majuscules afin de nous concentrer davantage sur les aspects énonciatifs.

Dans cet extrait, Michelle Bachelet évoque les propos tenus par Sebastián Piñera à la presse quelques jours après le premier tour. Ensuite, elle met en évidence l'intention mensongère du candidat adverse par l'expression « il ne faut pas se laisser abuser » qui remet en cause la crédibilité des propos de Sébastien Piñera qui se serait déclaré vainqueur. De cette façon, la candidate Michelle Bachelet construit une représentation négative du candidat opposé, sans l'interpeller directement.

Une autre forme de disqualification consiste à mettre en cause le parti du candidat opposé. Dans un discours exprimé auprès des militants de la démocratie chrétienne, la candidate Bachelet a affirmé :

« La derecha no presenta ideas nuevas. Crítica más que proponen [...] prometen lo que no hicieron. Saben que no van a gobernar »²⁰⁶ ;

« Nosotros le hablamos de unidad al país. La oposición se habla a sí misma, tratando de explicar porqué antes era una alianza y hoy son sólo partidos »²⁰⁷ ;

« Al sectarismo y a la intolerancia de la derecha hay que oponer el calor del pluralismo y la riqueza de la diversidad »²⁰⁸ .

Dans ces trois extraits, la candidate Michelle Bachelet mentionne explicitement les partis de droite. Ceux-ci sont mis en scène à l'aide d'un discours caractéristique pour les militants ou les membres d'une même coalition politique.

²⁰⁶ « La droite ne présente pas de nouvelles idées. Elle critique plus qu'elle ne propose [...] Elle promet ce qu'elle ne va pas faire. Elle sait qu'elle ne va pas gouverner », (30/07/2005).

²⁰⁷ « Nous parlons d'unité au pays. L'opposition se parle à elle-même, en essayant d'expliquer pourquoi c'était avant une alliance et aujourd'hui seulement des partis », (30/07/2005).

²⁰⁸ « Au sectarisme et à l'intolérance de droite, il faut opposer la chaleur du pluralisme et la richesse de la diversité », (30/07/2005).

Dans le premier extrait, Michelle Bachelet interpelle directement l'opposition en utilisant la troisième personne du singulier. En effet, elle utilise la négation qui, comme on l'a vu, fait appel à l'interdiscours, à l'aide de l'emploi des formes verbales, telles que « [elle] ne présente pas de nouvelles idées », « [elle] promet ce qu'elle ne va pas faire », lorsqu'il s'agit de parler de la droite. Elle construit une représentation négative de l'adversaire en lui attribuant des points faibles comme le manque d'idées nouvelles, l'inaction et les promesses non tenues.

Quant au deuxième extrait, la candidate Michelle Bachelet en employant le « nous » construit par opposition une représentation négative des partis de droite. Dans son discours, elle donne d'elle-même et de son parti une image d'« unité » tandis que ses adversaires y sont dépeints comme éclatés et centrés sur eux-mêmes.

Arrêtons-nous un instant sur ce terme d'« unité ». Le mot « unité » est présent dans diverses formations discursives de droite, de gauche, du centre ainsi que parmi les associations et les partis religieux, etc. Il est toujours rattaché à des valeurs positives. Par conséquent, lorsqu'il s'agit de rassembler, la plupart des organisations politiques et sociales utilisent ce mot. En d'autres termes, l'emploi du mot « unité » n'appartient pas à une formation discursive en particulier.

Par ailleurs, la candidate Michelle Bachelet profite des polémiques qui divisent la coalition des partis de droite qui ne se parlent qu'à « eux-mêmes ». En effet, les désaccords ont été si profonds à droite qu'ils ont déclenché la présentation de deux candidats aux présidentielles²⁰⁹. Insister sur ces conflits participe à la disqualification de la droite. Ce faisant, Michelle Bachelet met en avant l'égoïsme et le caractère prétentieux des partis de droite.

Concernant le troisième extrait, la candidate Michelle Bachelet met en place une comparaison entre les valeurs qu'incarnent les partis de droite : « sectarisme » et « intolérance », et celles de la Concertation : « pluralisme » et « diversité ». De cette façon, la candidate Michelle Bachelet construit une représentation négative des partis de droite et

²⁰⁹ Dans les élections présidentielles de 2005, les partis de droite ont présenté deux candidats au premier tour : Joaquín Lavín et Sébastian Piñera. Seulement le dernier est passé au second tour.

positive de la Concertation. L'emploi des syntagmes de connotation positive comme « la chaleur du pluralisme » et « la richesse de la diversité » renforcent cette image positive de la Concertation. Une fois de plus, nous sommes en présence d'une vision polarisée du monde où, d'un côté se trouvent « sectarisme » et « intolérance » et de l'autre « pluralisme » et « diversité ». On notera ici l'effacement énonciatif du sujet parlant à l'aide de la modalité déontique « il faut » dans cette mise en scène où la gauche est encensée et la droite disqualifiée.

Dans le même esprit, la candidate Michelle Bachelet s'adresse au Parti socialiste en disant :

« Cuánto gusto da ver a algunos oposición ahora preocupados de la igualdad de oportunidades »²¹⁰;

« Cuánto gusto da ver a los intolerantes de antes hablando ahora de tolerancia »²¹¹;

« Cuánto gusto da ver a los autócratas de antes hablando ahora de participación y democracia »²¹².

Il est intéressant de remarquer dans ces trois extraits la formule rhétorique « quel plaisir de voir... », qui produit un effet d'ironie. Ainsi, dans le premier extrait, la candidate Michelle Bachelet met en avant l'appropriation, par l'opposition, de la valeur « égalité des chances », attachée généralement aux valeurs défendues par la gauche et la Concertation. Le syntagme nominal « l'égalité des chances » a une connotation positive tandis que les inégalités restent associées à un pays en voie de développement.

Quant au deuxième extrait, la candidate Michelle Bachelet construit une représentation négative des partis de droite en usant la dénomination « intolérants » à leur endroit. Comme dans l'extrait précédent, l'expression rhétorique « quel plaisir de voir » produit une mise en relief du décalage entre le discours tenu hier et celui tenu aujourd'hui par la droite.

²¹⁰ « Quel plaisir de voir certains de l'opposition se préoccuper à présent de l'égalité des chances », (28/01/2005).

²¹¹ « Quel plaisir de voir les intolérants d'hier parler maintenant de tolérance », (28/01/2005).

²¹² « Quel plaisir de voir les autocrates d'hier parler maintenant de participation et de démocratie », (28/01/2005).

Concernant le troisième extrait, Michelle Bachelet emploie la dénomination « autocrates », ce qui construit une représentation négative de l'opposition. De même que dans les deux extraits précédents, elle répète l'expression rhétorique « quel plaisir de voir » afin de mettre en relief l'évolution des partis de droite concernant leur rapport à la démocratie. Dans cet extrait, Michelle Bachelet dénonce la récupération par les partis de droite du concept de « participation » et de « démocratie ». Elle essaie de mettre en évidence le virement de l'opposition en faveur de valeurs défendues historiquement par la gauche et la Concertation. L'emploi de l'ironie permet de dénoncer l'opportunisme et le manque d'originalité du positionnement des partis de droite.

Dans un discours intitulé « Lettre aux Chiliens », la candidate Michelle Bachelet s'exprime ainsi :

« El pasado que encarnan esos que quieren que Chile cambie sin cambiar ellos. Esos que no conciben dejar atrás ni sus peleas, ni sus egos por el bien del país »²¹³ ;

« Esos que hacen de la arrogancia y el miedo su única bandera »²¹⁴.

On voit bien dans ces deux extraits l'image négative des partis de droite que mobilise la candidate Michelle Bachelet, sans les interpeller directement. Comme dans l'extrait précédent, le choix des mots est significatif.

Dans le premier extrait, Michelle Bachelet souligne l'incapacité de ses adversaires à se rassembler et à se mobiliser pour le bien commun. De ses propos, il ressort que les partis de droite se livrent à des « luttes » internes et ne pensent qu'à leur « ego ». Ces paroles renvoient à un interdiscours véhiculé par la presse lors de la présentation de deux candidats par la droite aux élections présidentielles. De même, « ceux qui veulent que le Chili change sans changer eux-mêmes » renvoie une image disqualifiante de l'adversaire par manque de crédibilité.

Quant à l'extrait suivant, la candidate Michelle Bachelet fait référence aux partis de droite à l'aide du pronom « ceux » en mettant en avant leur attitude (arrogante) et leurs méthodes (suscitant « la peur »). Cela donne des adversaires une image d'individus égoïstes et

²¹³ « Le passé qu'incarne ceux qui veulent que le Chili change sans changer eux-mêmes. Ceux qui ne conçoivent pas de laisser derrière eux ni leurs luttes, ni leurs egos pour le bien du pays », (18/10/2005).

²¹⁴ « Ceux qui font de l'arrogance et de la peur leur seul drapeau », (18/10/2005).

tyranniques. On notera également ici l'effet stylistique de l'emploi du terme « drapeau ». En espagnol, il existe des expressions idiomatiques formé à partir de ce mot telles que *bandera de lucha*²¹⁵, *abanderado*²¹⁶, *saludo a la bandera*²¹⁷. Ces expressions ont en commun d'associer des qualités ou des valeurs à un être humain ou une entité abstraite. Ainsi, certaines valeurs peuvent être « la bandera de lucha » d'une personne. Dans son discours, Michelle Bachelet utilise cette expression pour associer des valeurs négatives aux partis de droite et en fait ainsi les porte-drapeaux de « l'arrogance » et de « la peur ».

Lors d'une campagne électorale, distinguer les coalitions politiques l'une de l'autre est fondamental. Pour cela, les candidats se servent volontiers de la comparaison. Celle-ci, entraîne souvent la disqualification de la coalition adverse. En voici quelques exemples :

« Hoy seguimos demostrando la gran diferencia entre la Concertación y la derecha. La derecha empezó con un candidato y terminó con dos »²¹⁸;

« [La oposición] No nos superan ni en respaldo, ni en ideas, ni en consecuencia ni en consistencia »²¹⁹;

« Quiere hacer creer que los mismo que se la llevan peleando y agrediendo, podrán hacer un buen gobierno. Y no pueden »²²⁰.

Concernant le premier extrait, en utilisant le « nous » la candidate Michelle Bachelet met en place une comparaison entre la coalition qu'elle représente, à savoir la Concertation, et l'Alliance pour le Chili qui réunit les partis de droite. Dans cette comparaison, elle met l'accent sur la division interne des partis de droite qui, comme on l'a déjà dit, a déclenché la présentation de deux candidats aux présidentielles, tandis que la Concertation est restée avec une seule candidate. Il est intéressant de remarquer que dans cet extrait les valeurs mobilisées par la candidate sont l'union, attachée à la Concertation, et la division, attachée aux partis de droite. La première est ici présente de façon implicite tandis que la seconde est explicitée par

²¹⁵ L'équivalente en français peut être « Fer de lance ».

²¹⁶ En français, l'équivalent peut être porte-drapeau ou porte-parole.

²¹⁷ En français, un salut au drapeau.

²¹⁸ « Nous continuons aujourd'hui de démontrer la grande différence entre la Concertation et la droite. La droite a commencé avec un candidat et a terminé avec deux », (30/07/2005).

²¹⁹ « [L'opposition] ne nous dépasse ni en soutien, ni dans des idées, ni en conséquence ni en consistance », (30/07/2005).

²²⁰ « Ils veulent nous faire croire que ceux-là mêmes qui passent leur temps à se battre et à s'agresser entre eux pourront faire un bon gouvernement. Mais ils ne peuvent pas », (30/07/2005).

l'énoncé : « La droite a commencé avec un candidat et a terminé avec deux », ce qui construit une représentation négative des partis de droite.

Dans le deuxième extrait, la candidate Michelle Bachelet mobilise quatre valeurs : « soutien », « idées », « conséquence » et « consistance » dont elle affirme, par le moyen de la comparaison, que la Concertation les défend mieux que la droite ne le fait. La marque verbale « dépasse » participe entièrement de cette comparaison qui profite à la Concertation. Il est important de souligner le recours à la négation qui, comme on l'a vu, permet souvent de mobiliser l'interdiscours. Ici, l'interdiscours mobilisé est celui de la Concertation concernant la carence, dans la tradition politique des partis de droite, en valeurs démocratiques.

Le troisième extrait constitue une réplique de Michelle Bachelet aux propos des partis de droite et de leurs candidats qui essayent de convaincre les citoyens de les élire. Elle disqualifie l'opposition en mettant en avant les conflits qui la traverse. Les marques textuelles (« ceux-là mêmes qui passent leur temps à se battre et à s'agresser entre eux ») vont dans le même sens. Dans cet extrait, la candidate Michelle Bachelet associe la droite à l'imaginaire du conflit. En effet, comme nous l'avons remarqué avec le nom « confrontation », l'imaginaire du conflit n'appartient pas en propre à une formation discursive déterminée : l'imaginaire de conflit peut être attaché aux partis de droite, comme c'est le cas ici, comme aux partis de gauche (c'est le cas des discours de la droite chilienne dans les années 60). De cette façon, Michelle Bachelet emploie l'imaginaire du conflit comme un facteur de disqualification des partis de droite.

D'autres marques linguistiques de comparaison entre la Concertation et l'opposition ont été trouvées.

« [La derecha] también saben que hemos tenido éxitos. Que hemos superado grandes desafíos en el pasado y que somos más creíbles »²²¹;

« A la derecha no da el ancho para hacerse cargo del gobierno »²²² ;

« En estas elecciones presidenciales hay sólo una coalición que da gobernabilidad »²²³.

²²¹ « [La droite] sait aussi que nous avons eu des succès. Que nous avons relevé de grands défis dans le passé et que nous sommes plus crédibles », (30/07/2005).

²²² « La droite n'est pas capable de se charger du gouvernement », (30/07/2005).

²²³ « Dans ces élections présidentielles, il y a seulement une coalition qui permet la gouvernabilité », (11/12/2005).

Dans le premier extrait, la candidate Michelle Bachelet en utilisant le « nous » construit une autoreprésentation positive d'elle-même et de sa coalition. Elle insiste sur les succès obtenus et les grands défis relevés par la Concertation dans le passé. Les « grands défis » dont il s'agit ne sont pas explicités, ce qui laisse la question de leur identification ouverte. Michelle Bachelet met également en avant le fait que sa coalition est plus crédible – par inférence – que celle de la droite. Il est important de souligner que l'énoncé « [la droite] sait aussi que nous avons eu des succès » met Michelle Bachelet en position de savoir face à son interlocuteur de droite qui apparaît ainsi en position désavantage.

Cette représentation négative des partis de droite est aussi présente dans le deuxième extrait. La candidate Michelle Bachelet y interpelle directement la droite afin de mettre en relief son incapacité à gouverner. Rappelons que si l'on ne tient pas compte du coup d'État dirigé par l'armée et le patronat en 1973, le dernier gouvernement de droite élu démocratiquement l'a été en 1958. Cet éloignement dans le temps d'un gouvernement de droite vient soutenir la position de Michelle Bachelet qui, en s'attaquant aux capacités à gouverner de ses adversaires, met en cause la légitimité de leurs prétentions à remporter l'élection de 2005. Il est également intéressant d'examiner dans ce même extrait l'emploi d'une expression figée, de registre familier. *No [le]da el ancho*, que nous avons traduit en français par « n'est pas capable de gouverner » correspond à un recours à doxa pour disqualifier les partis de droite et créer un effet de proximité avec les électeurs.

Dans le troisième extrait, la candidate Michelle Bachelet, en usant la troisième personne du singulier, incite implicitement à choisir la coalition politique à la tête de laquelle elle se trouve. En effet, pour favoriser la Concertation, elle joue sur une inférence. Lorsqu'elle dit « il y a seulement une coalition qui permet la gouvernabilité » elle fait allusion au fait que les trois derniers gouvernements du Chili ont été de centre-gauche (1990-1993 ; 1994-1999 ; 2000-2005) ce qui témoigne d'un savoir gouverner. Elle se sert de ce fait comme d'un symbole du savoir gouverner. Cette allusion active l'idée que la coalition opposée n'est pas capable de gouverner, ce qui est une façon de la disqualifier. Dans la version espagnole, Michelle Bachelet utilise le néologisme *governabilidad* qui est devenu un terme fréquent dans les discussions politiques. Ce néologisme, issu des sciences politiques américaines et repris

par le PNUD (Programme de Nations unies pour le développement) et la BID (Banque interaméricaine du développement). Il réfère à l'ordre et la stabilité qu'un gouvernement est capable d'assurer à un pays²²⁴. Concernant notre exemple, la candidate Michelle Bachelet déclare qu'il y a seulement une coalition (la sienne) qui donne la gouvernabilité, c'est-à-dire, de l'ordre et de la stabilité.

Un autre exemple de disqualification de l'adversaire se trouve dans cet extrait :

« [La oposición] han querido desacreditarnos, y lo que han conseguido es perder apoyo »²²⁵

Ici, Michelle Bachelet répond à des propos disqualifiants tenus par la droite en adoptant une position de victime. Par l'usage du « nous », elle souligne l'inefficacité de la stratégie de discrédit de la droite en évoquant la perte de soutien que celle-ci a généré. En insistant sur l'échec de la stratégie de dénigrement de la droite, Michelle Bachelet disqualifie les attaques des partis de droite visant la Concertation.

3.2.3. Ricardo Lagos dans l'exercice du pouvoir

Pendant le gouvernement de Ricardo Lagos (2000-2005), la disqualification de l'adversaire se manifeste souvent sous la forme d'une polémique concernant des thèmes précis. Le caractère concret de ces thèmes est dû selon nous au contexte d'exercice du pouvoir, qui n'est pas le même que celui de la campagne électorale, caractérisée quant à elle par une focalisation sur le combat entre les adversaires.

Ainsi, à propos du débat sur « la pilule du lendemain » qui a opposé le gouvernement de la Concertation (en faveur de la distribution gratuite de la pilule) aux partis de l'opposition (refus de la distribution de la pilule), Lagos s'exprime ainsi au Parlement dans son discours annuel du 21 mai 2000 :

²²⁴ Voir à ce sujet l'article de Cecilia Baeza-Rodríguez (2008).

²²⁵ « Elle [l'opposition] a voulu nous discréditer mais et tout ce qu'elle a gagné c'est de la perte de soutien », (30/07/2005).

« A ratos la defensa de la familia no es solo la defensa de los valores que son tan importantes, son las condiciones en la cual la familia se desenvuelve »²²⁶;

« Tenemos una buena retórica en materia familiar, pero la practica está muy lejos de generar las condiciones para que la familia se desarrolle a plenitud »²²⁷.

Dans le premier extrait, Ricardo Lagos critique la position du parti opposé à travers la remise en cause de la formule « la défense de la famille », sans parler directement du sujet de la « pilule du lendemain ». En ce sens, le premier extrait représente une attaque indirecte s'adressant à l'opposition, car Ricardo Lagos aborde le sujet de la « pilule du lendemain » par une autre entrée, « la défense de la famille », qui est une thématique privilégiée de la droite comme tout ce qui concerne les thèmes moraux dans la société chilienne. Il est important de souligner que la négation présente dans l'énoncé suivant, « la défense de la famille n'est pas seulement la défense de valeurs... », fait appel à l'interdiscours. Selon Ricardo Lagos, la formule « défense de la famille », telle qu'elle est pensée par les partis de droite, est incapable de répondre au développement social et économique des familles plus défavorisées.

Quant au deuxième extrait, Ricardo Lagos se moque du double langage du parti opposé en le qualifiant de « bon discours ». Selon lui, le parti opposé prétend défendre la famille chilienne, mais il refuse de voter des réformes qui améliorent les conditions de travail des citoyens et de leurs familles. Il est intéressant d'observer ici à qui renvoie le pronom « nous ». Ricardo Lagos se sert pour interpeller le parti opposé en ironisant sur le caractère non pragmatique de la position défendue par la droite.

Lors de l'exercice du pouvoir, le président de la République doit souvent justifier sa politique et souligner ses réussites. D'autre part, il est régulièrement en position de se défendre des critiques et des opinions négatives qui viennent de l'opposition. Dans ce cadre, Ricardo Lagos a du affronter la droite sur les thèmes de l'avenir de l'économie et de la croissance. Ainsi, dans son discours du 21 mai 2001, Lagos a dit :

²²⁶ « Parfois, la défense de la famille n'est pas seulement la défense de valeurs qui sont [aussi] très importantes, ce sont les conditions dans lesquelles la famille s'épanouit », (21/05/2000).

²²⁷ « Nous avons un bon discours en matière de famille, mais la pratique est très loin de créer les conditions pour qu'une famille puisse se développer pleinement », (21/05/2000).

« Solo le pido a los críticos que no siembren la desconfianza en Chile »²²⁸;
« Nunca falta quienes tratan de aprovecharse de esta situación para sembrar el negativismo y obtener fugaces ventajas políticas »²²⁹;
« Pero no vencerán los que quieren sumirnos en la depresión y el desánimo »²³⁰.

Dans le premier extrait, Ricardo Lagos, en utilisant la première personne « je », critique la droite qui essaye, selon lui, de répandre une vision pessimiste de l'avenir. Le verbe semer renvoie à la métaphore biblique du semeur. À l'aide de cette référence religieuse, il essaie de combattre la vision négative de la réalité véhiculée par la droite en utilisant un langage qui parle à tous les croyants qu'ils soient de gauche ou de droite, ce qui donne une valeur de rassemblement à sa défense. On remarquera dans cet énoncé l'*ethos* « protecteur » de Ricardo Lagos. Il apparaît comme l'ange gardien du Chili, qui protège son pays face à la méfiance que la droite essaye de propager.

Quant au deuxième extrait, Ricardo Lagos disqualifie « ceux » qui tirent des avantages politiques de la propagation du négativisme. À différence de l'extrait précédent, la disqualification se présente comme plus virulente. L'expression « Il ne manque jamais de ceux qui... », précède à un jugement négatif ciblant les partis de droite. La disqualification de l'adversaire porte également sur son caractère de « profiteur ». En effet, la droite exploite la situation de crise de confiance concernant l'avenir de l'économie chilienne. Elle se saisit de cette crise pour « semer le négativisme » et pour en tirer des avantages politiques. On remarquera également dans cet énoncé la présence de la métaphore du semeur. À l'aide de cette métaphore visant la disqualification de la droite, Ricardo Lagos mobilise des imaginaires sociaux partagés par la communauté chilienne.

Dans le troisième extrait, Ricardo Lagos réagit aux critiques des partis de droite concernant la période de récession économique. Dans le même esprit que ce que nous venons de voir pour les deux extraits précédents, il disqualifie les auteurs de ces critiques en refusant d'entrer dans le pessimisme que celles-ci sont censées susciter. Pour contrer cela, il affirme

²²⁸ « Tout ce que je demande aux critiques c'est de ne pas semer la méfiance au Chili », (21/05/2001).

²²⁹ « Il ne manque jamais de ceux qui essayent de profiter de cette situation pour semer le négativisme et obtenir des avantages politiques éphémères », (21/05/2001).

²³⁰ « Mais ils ne vaincront pas, ceux qui veulent nous plonger dans la dépression et le découragement », (21/05/2001).

que la bataille (« ils ne vaincront pas ») à laquelle se livre la droite est en quelque sorte perdue d'avance puisque la Concertation – représenté par le « nous » – ne laissera ni la « dépression » ni le « découragement » la gagner. Pour finir, il est intéressant d'examiner la négation dans l'énoncé « ils ne vaincront pas » qui soulève un imaginaire de lutte où le président veut faire preuve de son courage. Notons aussi la présence du connecteur adversatif « mais », placé au début de la phrase, qui suppose une opposition contre le discours critique des partis de droite.

Dans le même ordre d'idées, Ricardo Lagos disqualifie les partis de droite par le syntagme « prophètes du pessimisme ». En effet, dans l'énoncé « Invito a mis compatriotas, más allá de cualquier diferencia política, a dejar solos a los profetas del pesimismo »²³¹, il crée une représentation négative des partis de droite. De cette manière Ricardo Lagos stigmatise les auteurs des critiques et entame leur crédibilité, ce qui a pour effet sinon de neutraliser les attaques de la droite au moins de les atténuer en les mettant à distance.

Dans un entretien accordé à *Radio Cooperativa*, Ricardo Lagos s'exprime par rapport à la polémique de la dette héritée du gouvernement militaire. En effet, pendant les gouvernements de la Concertation, le sujet de la dette issue du gouvernement militaire était un thème particulièrement controversé. S'y attaquer revenait à remettre en cause le modèle économique de l'époque :

« [...] del gobierno en que participaban todas estas personas que ahora hablan tanto, dejaron al país endeudado en un 43% respecto al producto. O sea, la deuda era casi la mitad [...] »²³² ;

« [...] y creo que es un profundo error el que hacen los partidos de oposición al negar a este gobierno[al de Ricardo Lagos] [el tema del endeudamiento], ahora que tenemos las deudas más ordenadas »²³³.

²³¹ « J'invite mes compatriotes, au-delà des différences politiques, laissés seuls aux prophètes du pessimisme », (21/05/2001).

²³² « [...] du gouvernement [militaire] auquel ont participé toutes ces personnes qui maintenant parlent tellement alors qu'elles ont laissé le pays endetté à hauteur de 43% du produit [intérieur brut]. C'est-à-dire que la dette en représentait quasiment la moitié [...] », (20/12/2002).

²³³ « [...] je crois que c'est une profonde erreur ce que font les partis de l'opposition en niant à ce gouvernement [celui de Ricardo Lagos] [le thème de l'endettement], maintenant que nous avons le budget plus équilibré [...] », (20/12/2002).

Avec l'énoncé « toutes ces personnes qui maintenant parlent tellement », Ricardo Lagos vise les membres de l'opposition à qui siègent au Parlement et parmi lesquels se trouvent notamment d'anciens collaborateurs du gouvernement militaire. Dans cette polémique, Ricardo Lagos disqualifie les partis opposés en insistant sur les conséquences de la mauvaise gestion économique du gouvernement militaire. Pour cela, Ricardo Lagos recourt à des chiffres très élevés qui stigmatisent l'opposition comme responsable de l'endettement du Chili. On notera l'effacement énonciatif de Ricardo Lagos qui donne un effet d'objectivité à l'énoncé.

Dans le deuxième extrait, Ricardo Lagos reproche à ses adversaires de ne pas reconnaître les effets positifs de sa politique en matière de dette. En insistant sur le rôle de son gouvernement dans le redressement de la situation économique, il sous-entend qu'il existe une certaine mauvaise foi dans la position de dénigrement dans laquelle campent ses adversaires. Il parle encore de cette absence de reconnaissance de leur part comme d'« une erreur ». Ce qui est une façon d'affirmer qu'il détient la vérité face à une opposition qui, sans aller jusqu'à l'accuser de mentir est présentée comme trompant et ne disant pas la vérité. En effet, dans cet extrait, Ricardo Lagos mobilise une autoreprésentation positive de lui-même et de son gouvernement à propos du contrôle de la dette. Pour cela, il utilise un adjectif de connotation positive en qualifiant le budget d'« équilibré ». D'autre part, le syntagme « profonde erreur » dont Ricardo Lagos se sert pour qualifier les propos de l'opposition produit une représentation négative de ses opposants.

Nous avons repéré une autre source de disqualification de l'adversaire dans la manière dont Ricardo Lagos qualifie certaines mesures proposées par la droite de « populistes » ou « démagogues »²³⁴. En effet, pendant la campagne électorale de 1999, le candidat de droite Joaquín Lavín a été accusé de populisme au sujet de ses propositions pour sortir de la crise asiatique et faire baisser le taux de chômage. Ricardo Lagos avait alors accusé les partis de droite de populisme et de démagogie, sans les interpeller directement :

²³⁴ Pour effet de cet travail, nous avons compris populisme et démagogie en tant que synonymes.

« Hay que protegerlo [Chile] de las tentaciones populistas, de las presiones particulares que afectan el bien común, del pesimismo que nos quiere hacer perder el horizonte »²³⁵;

« No cedimos a la tentación demagógica »²³⁶;

« Escuché a un candidato en este festival de la demagogia, diciendo que él inmediatamente va a llegar a 100 patología [en el plan de salud AUGE²³⁷] [...] me sorprende de gente que se supone que sabe tanto »²³⁸.

Ces extraits ont été prélevés sur la période courte de 2002 à 2005. Les termes « populisme » et « démagogie », de connotation négative, renvoient à la campagne électorale de 1999 du candidat de droite, Joaquín Lavín. Ses propositions ont été qualifiées de populistes par la presse et par différents partis de la Concertation. Ces notions sont très chargées sémantiquement car elles ont une longue histoire au Chili.

Fut un temps, ces mots étaient associés aux partis de gauche, surtout à partir des années 1960. La gauche était alors accusée de populisme par la droite sur son projet de révolution prolétaire et de justice sociale. La catégorie « populiste » est très vague. Elle peut aussi bien correspondre à une dégénération du discours politique – d'où la connotation négative – qu'à des discours qui prennent en compte les demandes sociales et la manière de les traiter. Ce second sens est attribué à Ernesto Laclau. À différence d'autres pays de l'Amérique latine, le contexte dans lequel se situent nos extraits associe le populisme aux discours des partis de droite.

Dans le premier extrait, Ricardo Lagos se construit un *ethos* de protecteur du Chili, constitué en tant que victime des « tentations populistes » et « des pressions particulières ». Il est important de remarquer la modalité axiologique « il faut » qui impose l'obligation d'agir face à ces tentations de la droite sans que cette dernière ne soit directement interpellée. Par ailleurs, on trouve le « nous » inclusif dans l'énoncé « qui veut nous détourner de notre

²³⁵ « Il faut le protéger [le Chili] des tentations populistes, des pressions particulières qui nuisent au bien commun, du pessimisme qui veut nous détourner de notre horizon », (21/05/2002).

²³⁶ « Nous n'avons pas cédé à la tentation démagogique », (21/05/2003).

²³⁷ Le plan AUGE correspond à un programme de santé d'accès universel de garanties explicites mis en œuvre le 1 juillet 2005.

²³⁸ « J'ai écouté un candidat dans ce festival de la démagogie, qui disait qu'il allait immédiatement arriver à 100 pathologies [dans le plan de santé] [...] ça m'étonne de ces gens qui prétendent en savoir autant », (4/12/2005).

horizon » où Ricardo Lagos inclut l'ensemble de la société chilienne dans la lutte de la Concertation contre le pessimisme de la droite.

Quant au deuxième extrait, Ricardo Lagos en utilisant le « nous » exprime son refus de « tentations démagogique ». Sans faire directement référence aux partis de droite, il les attaque cette fois sur la démagogie de leur propos. De façon similaire à l'extrait précédent, Lagos utilise la collocation « tentation démagogique » pour disqualifier les propositions des partis de droite.

La troisième citation est extraite d'un entretien accordé sur la chaîne de radio *Cooperativa*. Ricardo Lagos y disqualifie son adversaire, en utilisant la première personne du singulier. D'abord, il construit une représentation négative de l'ensemble de la droite en la qualifiant de « festival de la démagogie ». Ensuite, il s'attaque à la compétence de son adversaire et de son équipe de travail par l'énoncé « ça m'étonne de ces gens qui prétendent en savoir autant », en la mettant en doute. Notons le ton ironique de l'extrait. L'expression induit l'idée que le candidat de droite est de mauvaise foi puisqu'il fait une proposition dont, par sa compétence, il ne peut ignorer qu'elle est intenable. Ce qui est bien la définition de la démagogie.

Pour l'instant on va s'arrêter ici avec les thèmes du « populisme » et de la « démagogie ». Nous y reviendrons plus tard lorsque nous parlerons des imaginaires sociaux. Retenons simplement que les collocations « tentation populiste » et « tentation démagogique » construisent une mise en scène négative des partis de droite.

On trouve d'autres marques de disqualification de l'adversaire dans notre corpus :

« ¿Cuándo la derecha se ha preocupado en Chile por la igualdad? Yo lo que veo es que la derecha cuida su bolsillo y por Dios que lo cuidan bien sus diputados y senadores »²³⁹;

« Hay quienes han repetido durante años que el crecimiento de la economía produce automáticamente la justicia social. ¡Cuánto se equivocan en estar esperando todo el así denominado chorreo! »²⁴⁰;

²³⁹ « [...] quand la droite s'est-elle préoccupée au Chili de l'égalité ? Moi, ce que je vois c'est que la droite surveille son porte-monnaie et que, mon Dieu, ses députés et ses sénateurs le surveillent bien [...] », (16/01/2000).

« Hay quienes quieren instalar en Chile una cultura en la que todo está permitido para hacer dinero fácil y rápido »²⁴¹.

Dans le premier extrait, Ricardo Lagos à l'aide d'une question rhétorique accuse les partis de droite d'agir contre l'égalité. Le mot « égalité » fait partie du slogan de la campagne électorale de Ricardo Lagos (« Grandir dans l'égalité »). Il a une signification particulière au Chili où l'inégalité est l'un des grands problèmes sociaux. Ainsi, Ricardo Lagos construit une représentation négative des partis de droite en remettant en question leurs discours sur l'égalité. Notons l'emploi de l'expression « [la droite] surveille son porte-monnaie » qui présente l'opposition comme préoccupée exclusivement par des intérêts particuliers, ce qui va à l'encontre de la valeur d'égalité.

Quant au deuxième extrait, Ricardo Lagos s'adresse aux partis de droite de manière indirecte. En soulignant le caractère dogmatique du modèle économique néolibéral prôné par la droite, remet en cause les capacités de celle-ci à produire de « la justice sociale ». L'équivalent en français du mot *chorreo* est dégoûliner. Il induit l'image d'une répartition inégale de l'argent au détriment des plus pauvres. Cette métaphore illustre le manque de considération des partis de droite pour une répartition économique équitable.

Dans le troisième extrait comme dans le second, Ricardo Lagos utilise l'expression « il y a ceux qui » pour interpeller les partis de droite. L'emploi de la modalisation délocutive lui permet de s'effacer et produit un effet d'objectivité. Ensuite, le syntagme verbal « faire de l'argent facile et rapide » sert à mettre en avant la vénalité des partis de droite. Dans cette conception du monde, « tout est permis » pour faire du business. En d'autres termes, Ricardo Lagos met en avant une image de la droite qui ne s'embarrasse pas de scrupules dès qu'il s'agit de bénéfices matériels.

²⁴⁰ « Il y a ceux qui ont répété pendant des années que la croissance de l'économie produit automatiquement de la justice sociale. Comme ils se trompent en espérant ainsi ce qu'on appelle le *chorreo* ! », (21/05/2005).

²⁴¹ « Il y a ceux qui veulent instaurer au Chili une culture selon laquelle tout est permis pour faire de l'argent facile et rapide », (21/05/2003).

3.2.4. Michelle Bachelet dans l'exercice du pouvoir

Sous la présidence de Michelle Bachelet (2006-2009), la disqualification de l'adversaire est présente, comme on l'a vu, sous la forme d'une polémique sur des thèmes précis. Durant son mandat, Michelle Bachelet cible ses disqualifications vers les partis adverses réunis autour de l'Alliance pour le Chili.

Dans son discours du 21 mai 2007, à la *Organización para la Cooperación y el Desarrollo Económico*, qui réunit divers pays d'Europe, d'Asie et d'Amérique du Nord, Michelle Bachelet défend ainsi le Chili qui a joué un rôle important en matière de développement économique :

« No dejemos que el velo del pesimismo presente un país irreal »²⁴² ;

« No dejemos que se oculte el avance sereno del país, desde Arica-Parinacota hasta Magallanes. No dejemos, tampoco, que el pesimismo nos desvíe del rumbo que hemos fijado »²⁴³.

Comme on l'a vu avec Ricardo Lagos, le pessimisme nous renvoie aux critiques des partis de droite concernant la gestion de l'économie des gouvernements de la Concertation. Associer le pessimisme, qui est un concept abstrait, aux critiques des partis de droite est un choix que nous avons fait en nous appuyant sur l'ensemble des déclarations des dirigeants de l'opposition qui circulent dans l'univers discursif chilien. À la différence de Ricardo Lagos qui a employé le syntagme nominal « prophètes du pessimisme » de manière plus concrète pour s'adresser à l'opposition et la disqualifier, Michelle Bachelet utilise le nom « pessimisme » dans un sens plus abstrait.

Dans le premier extrait, Michelle Bachelet critique la vision du monde des partis de droite. Elle utilise la négation qui renvoie ici à des critiques de l'opposition lorsque celle-ci a critiqué la gestion économique de la Concertation. Michelle Bachelet invalide les critiques de l'opposition en évoquant leur caractère peu pragmatique à travers l'expression « pays irréel ».

²⁴² « Ne permettons pas que le voile du pessimisme présente un pays irréel », (21/05/2007).

²⁴³ « Ne permettons pas que soit dissimulée l'avancement calme du pays, depuis Arica-Parinacota jusqu'à Magallanes. Ne laissons pas, non plus, le pessimisme nous dévier de la direction que nous sommes fixée », (21/05/2007).

Quant au deuxième extrait, Michelle Bachelet justifie les politiques de son gouvernement. Nous avons relevé trois points saillants dans cette intervention. D'abord, Michelle Bachelet parle au nom de son gouvernement et de la Coalition en employant la première personne du pluriel. Encore une fois, la négation renvoie aux critiques de l'opposition concernant la gestion économique du gouvernement de Michelle Bachelet. Enfin, le « pessimisme » des partis de droite est ici mis en scène comme ayant le pouvoir de compromettre les projets de la gauche en la détournant de ses objectifs. On notera ici la thèse mobilisée par Michelle Bachelet concernant son gouvernement. Celui-ci fait progresser sereinement l'ensemble du Chili. L'adjectif « calme », qualifiant « l'avancement » du pays, mobilise l'imaginaire du progrès, très présent dans l'histoire du Chili et de l'Amérique latine.

Dans le même ordre d'idées, Michelle Bachelet se déclare contre le pessimisme des partis de droite lors du discours du 21 mai 2008.

« Y lo haremos con la cabeza fría, ajenos a tantas euforias pasajeras como a los pesimismoes injustificados »²⁴⁴

Dans cet extrait, Michelle Bachelet, en utilisant le nous inclusif, se positionne face à la droite qu'elle n'interpelle pas directement. De manière similaire à l'extrait précédent, le pessimisme est un terme sur lequel se fonde la disqualification des propos critiques tenus par la droite à l'égard de la Concertation.

Parfois, Michelle Bachelet va jusqu'à fustiger la droite pour son absence d'esprit critique vis-à-vis de l'histoire. Lors de la commémoration du Bicentenaire du Chili, la présidente a déclaré : « Celebramos sin amnesia ni olvidos. »²⁴⁵ Dans cet extrait, Michelle Bachelet critique la position des partis de droite qui consiste à éviter de revenir sur certains moments de l'histoire du Chili, comme le gouvernement militaire d'Auguste Pinochet ou les interventions militaires qui se sont produites au cours de l'histoire. L'« amnésie » et l'« oubli » renvoient à l'interdiscours dans lequel l'opposition s'est prononcée contre un retour critique sur le passé récent.

²⁴⁴ « Et nous le ferons avec la tête froide, loin des euphories passagères comme des pessimismes injustifiés », (21/05/2008).

²⁴⁵ « Nous célébrons sans amnésie ni oublis », (21/05/2009).

Au cours de l'année 2007, Michelle Bachelet a proposé une réforme au système électoral afin de le rendre plus moderne et ouvert aux minorités politiques. Le système dominant à l'époque était le système électoral binominal, hérité du gouvernement militaire, qui privilégie les grandes coalitions politiques (droite contre gauche) et ferme la possibilité aux partis minoritaires d'y accéder au Parlement. L'alliance pour le Chili s'y est opposée. Dans ce contexte, Michelle Bachelet a déclaré :

« Hemos presentado un proyecto de reforma acotado, para otorgar una mayor representatividad al sistema. La alternativa es una y sencilla: o se está por la inclusión o se está por la exclusión. Así de simple. Los chilenos podrán apreciar quién está de qué lado. Yo no tengo duda: estoy del lado de la inclusión »²⁴⁶

Dans cet extrait, Michelle Bachelet construit une polarisation entre ceux qui sont pour l'inclusion, c'est-à-dire pour le projet de réforme, et ceux qui sont pour l'exclusion, c'est-à-dire, contre le projet. Elle donne une image négative des partis de droite qui ont voté contre la réforme proposée par la Concertation en associant leur vote à l'intolérance de ceux qui excluent. En revanche, elle se présente elle-même et sa coalition comme étant « du côté de l'inclusion » et donc de la tolérance. On notera la négation exprimée par Bachelet « je n'ai pas de doutes » qui fonctionne à la fois comme un élément qui renforce sa position et qui mobilise l'interdiscours concernant les propos des partis de droite contre son projet de réforme.

Comme nous l'avons déjà dit, la disqualification de l'adversaire apparaît souvent dans une polémique. C'est le cas des discussions autour de « la pilule du lendemain » pendant le gouvernement de Bachelet. Dans une déclaration diffusée par la presse, elle a annoncé : « Es deber del Estado entregar distintas opciones de anticoncepción. »²⁴⁷

L'Église et les maires des partis d'opposition se sont exprimés sur cette polémique. L'Église, dans un communiqué, a qualifié la politique du gouvernement de Michelle Bachelet

²⁴⁶ « Nous avons présenté un projet de réforme délimité, pour accorder une plus grande représentativité au système. L'alternative est une et simple : ou on est pour l'inclusion ou on est pour l'exclusion. Ainsi simplement. Les Chiliens pourront apprécier qui est de quel côté. Je n'ai pas de doute : je suis du côté de l'inclusion », (21/05/2007).

²⁴⁷ « C'est le devoir de l'État de donner différentes options de contraception », quotidien *La nación*, (24/03/2006).

sur ce point d'« autoritaire », provoquant la réaction du gouvernement. Au Parlement, dans son discours annuel du 21 mai 2008, la présidente a déclaré :

« [...] en el debatido caso de la píldora, haré que la equidad llegue hasta donde mis facultades alcancen. El medicamento estará a disposición de los interesados en casa municipio y será cada alcalde quien decidirá si lo pone a disposición de los ciudadanos. Es decir, si decide por las personas o deja que las personas decidan [...] Que el país juzgue »²⁴⁸

Dans la première partie de cet extrait, Michelle Bachelet en utilisant le « je » assume une position déterminée dans la polémique autour de « la pilule du lendemain ». Elle se construit un *ethos* d'équité fondé sur la délégation du pouvoir décisionnel de l'ensemble des citoyens en âge de voter à leurs maires lors du vote. Cet *ethos* demeure cependant restrictif car il ne donne en fait aucun accès de droit aux femmes pour choisir de prendre ou non la pilule du lendemain. Dans cette configuration, les femmes restent dépendantes de la volonté du maire. Cependant, en soumettant l'accès à « la pilule du lendemain » à la volonté des représentants de l'État, Michelle Bachelet fait mine de faire un pas vers la démocratisation de l'accès à ce produit.

Quant à la deuxième partie de cet extrait, Michelle Bachelet s'adresse aux maires des partis de l'opposition qui ont décidé de ne pas distribuer la pilule dans leur circonscription. Elle construit une représentation du monde polarisée. En utilisant la troisième personne du singulier, elle représente deux types de maires : ceux qui décident pour les citoyens (1ère occurrence) et ceux qui leur laissent le choix (2ème occurrence). Sans interpellier directement les maires des partis de droite qui ont déclaré ne pas distribuer la pilule, Michelle Bachelet construit une représentation négative des maires qui décident « à la place des personnes ». En d'autres termes, elle représente les maires de l'opposition comme antidémocratiques. L'expression « que le pays décide » renforce la position défendue par Michelle Bachelet. Il s'agit d'obliger tous les maires à mettre en place un dispositif de distribution de « la pilule du

²⁴⁸ « [...] en ce qui concerne le problème de la pilule, je ferai en sorte que l'équité devienne une réalité. Le médicament sera à la disposition des intéressées dans les mairies et ce sera chaque maire qui décidera s'il la met à la disposition des citoyens. C'est-à-dire, s'il décide à la place des personnes ou s'il laisse les personnes décider [...]. Que le pays décide », (21/05/2008).

lendemain » afin que le pays « décide ». L'option défendue par les maires de droite est quant à elle présentée comme antidémocratique car elle prive les citoyennes de leur choix.

Un autre exemple de disqualification de l'adversaire se trouve dans l'affrontement de la Concertation contre la droite au sujet du *Transantiago*²⁴⁹. Pour défendre son projet face aux critiques de l'opposition, Michelle Bachelet s'est exprimé ainsi auprès du Parlement dans le discours annuel du 21 mai 2008 :

« [...] y estoy segura que la gente sabrá distinguir muy claramente entre quienes pudieran buscar sacar ventaja política de los problemas [ligados al Transantiago] y los que trabajamos sin descanso para resolverlos »²⁵⁰

Ici, Michelle Bachelet construit une représentation du monde polarisée. D'un côté, l'opposition profite de la situation pour critiquer le projet soutenu et impulsé par Bachelet, et de l'autre côté, le gouvernement essaye de résoudre les difficultés rencontrées lors de sa mise en œuvre. Michelle Bachelet se situe donc du côté de ceux qui travaillent pour résoudre les problèmes. Il est intéressant de remarquer deux points dans cet extrait. D'abord l'autoreprésentation positive de Michelle Bachelet et des membres de son gouvernement à l'aide de l'expression « travaillons sans repos ». Avec ce syntagme, Michelle Bachelet mobilise un *ethos* de travailleur qui exprime sa volonté de se battre pour résoudre les problèmes. Tacitement, elle reconnaît l'existence de difficultés dans le *Transantiago*, tout en mettant en lumière son engagement à travailler pour les résoudre. Ensuite, Michelle Bachelet interpelle l'opposition comme « ceux qui pourraient chercher à tirer des avantages politiques », grâce au dénigrement du projet concerné. Notons l'utilisation du verbe modal « pouvoir », ici semi-auxiliaire, qui avec l'infinitif « chercher », dénote la probabilité d'obtenir des avantages politiques.

Dans son discours du 21 mai 2007, Michelle Bachelet s'exprime ainsi concernant son projet jusqu'à 2010 :

²⁴⁹ Le *Transantiago* est un système de transport public de bus qui auparavant était privé dans la capitale du Chili. Il est entré en fonction, dans son intégralité, le 10 février 2007, en provoquant de critiques des différents partis, surtout de l'opposition.

²⁵⁰ « [...] Je suis sûre que les gens sauront faire très clairement la distinction entre ceux qui pourraient chercher à tirer des avantages politiques des problèmes [liés au *Transantiago*] et ceux comme nous qui travaillons sans repos à les résoudre », (21/05/2008).

« Tengo claro lo que vamos a hacer de aquí al 2010. Completaremos las cuatro transformaciones que planteé en este mismo podio un año atrás: en educación, pensiones, emprendimiento e innovación, y vivienda y más calidad de vida en las ciudades. Escúchenme muy bien: tengo claro también lo que no vamos a hacer. *No vamos a ceder a presiones que busquen apartarnos del rumbo trazado* »²⁵¹

Dans cet extrait, Michelle Bachelet, en utilisant d'abord la première personne du singulier et puis le « nous », met en place les priorités de son projet de société d'ici à 2012. Dans cette prise de parole, elle glisse de manière indirecte vers les critiques de l'opposition qui, dans ses autres déclarations, a critiqué les priorités du projet de Michelle Bachelet. En effet, dans l'énoncé « nous n'allons pas céder à des pressions », elle fait référence à des propos tenus par les partis de droite qu'elle essaie de disqualifier. L'emploi du « nous » inclusif présent dans la marque verbale « allons », suivi du complément « céder à des pressions » à la forme négative permet à Michelle Bachelet de se défendre et de caricaturer, en réduisant à de simples « pressions », les critiques de ceux qui l'attaquent.

Dans son discours annuel du 21 mai 2007, Michelle Bachelet déclare à propos du dialogue entre les différents partis politiques :

« Y yo quiero hacer este llamado a todos, sin exceptuar a nadie. La oposición puede y debe ejercer su tarea, pero sin perjudicar la marcha del país »²⁵²

Dans cet extrait, Michelle Bachelet s'exprime en utilisant le « je » afin de faire un appel général aux partis politiques. Dans cette mise en scène, elle s'adresse à l'opposition en reconnaissant son rôle, mais en imposant une restriction, celle de ne pas « nuire à la marche du pays ». Le connecteur adversatif « mais » et l'argument « sans nuire à la [bonne] marche du pays » mobilisent, laissant entendre qu'ils nuisent à la bonne « marche du pays ». En

²⁵¹ « Je sais clairement ce que nous allons faire d'aujourd'hui à 2010. Nous compléterons les quatre transformations que j'ai exposées sur ce même podium il y a une année: sur l'éducation, les retraites, l'entrepreneuriat et l'innovation, le logement et plus de qualité de vie dans les villes. Écoutez-moi bien : je sais aussi clairement ce que nous n'allons pas faire. Nous n'allons pas céder à des pressions qui cherchent à nous écarter du chemin tracé », (21/05/2007; nous soulignons)

²⁵² « Je veux lancer cet appel à tous, sans exception. L'opposition peut et doit exercer son devoir, mais sans nuire à la [bonne] marche du pays », (21/05/2007).

d'autres termes, Michelle Bachelet construit une représentation de l'opposition qui fait de celle-ci un acteur agissant contre l'intérêt national.

3.3. L'interpellation des destinataires

Dans cette partie de la thèse, nous aborderons l'interpellation dirigée vers les destinataires. Dans un premier temps, nous nous interrogerons sur la notion d'interpellation dans une approche énonciative. Dans un second temps, nous analyserons le procédé de l'interpellation des adversaires dans les discours de Ricardo Lagos et de Michelle Bachelet, en temps de campagne électorale et pendant la gestion gouvernementale.

L'interpellation correspond, selon Détrie (2010), à « un acte complexe, aux limites floues, qui se matérialise dans des catégories linguistiques diversifiées ». De cette façon, l'interpellation renvoie aux éléments de différentes natures telles que des formules allocutives, des constructions verbales, des formules discursives, des genres du discours, des caractéristiques prosodiques, kinésiques, etc.

Pour Benveniste (1974 :84), comme le remarque Détrie (2010), l'interpellation est une forme d'intimation. Cette dernière correspond aux « ordres, les appels conçus dans des catégories, comme l'impératif, le vocatif, impliquant un rapport vivant et immédiat de l'énonciateur à l'autre dans une référence nécessaire au temps de l'énonciation ». Selon Benveniste, l'interpellation au même titre que l'intimation implique, d'une part, la présence d'un locuteur et d'un interlocuteur et, d'autre part, une relation hiérarchique entre les acteurs où le locuteur peut influencer ou agir sur le comportement de l'interlocuteur.

Pour Charaudeau (1992 :579), l'interpellation est une catégorie individuelle différente de l'intimation. Selon l'auteur, l'interpellation est une modalité allocutive distinctive au même titre que l'injonction, l'autorisation, l'avertissement, le jugement, la suggestion, la proposition, l'interrogation, et la requête.

La définition que donne Charaudeau (1992 :579) de l'interpellation est la suivante :

Le locuteur :

- *pose* dans son énoncé l'identité d'une personne humaine (ou d'un être quelconque tenu pour tel).
- *discrimine* la personne parmi un ensemble d'interlocuteurs possibles en le désignant par un terme d'identification plus ou moins spécifique.

– *attend* de l’interlocuteur qu’il réagisse à l’» Interpellation », en se reconnaissant dans l’identification.

– *se donne* un statut qui l’autorise à interpellé (car, comme pour la Question, n’interpelle pas qui veut).

L’interlocuteur :

– *se doit* de signifier sa présence, ou de se faire reconnaître à l’appel qui l’identifie.

De manière similaire à Benveniste, l’interpellation implique pour Charaudeau (1992) un rapport d’influence entre le locuteur et l’interlocuteur. Selon l’auteur, l’interpellation se matérialise dans le discours par « un terme d’identification dans une forme dite *interjective* »²⁵³. Charaudeau distingue trois groupes où se développent les termes d’identification entre les interlocuteurs : l’identification du « rapport de connaissance », l’identification du « rapport social », et l’identification appréciative du « rapport affectif ». Nous nous concentrons sur le groupe qui correspond à *l’identification du « rapport social »* car ici se développe davantage l’interpellation dans le monde politique. Au sein de ce groupe se trouve « *l’identification par le biais de titres, grandes, et autres marques de hiérarchie, ou d’appartenance à un groupe* », par exemple : « Monsieur le Président », « Mon Général », « camarade », « compagnon », « travailleurs », « citoyens », « Chiliens », « Françaises », etc.

Dans le discours politique, la majorité des interpellations réfère à l’identification d’un tel groupe social ou politique. De cette façon, l’homme politique emploie de catégories grammaticales d’ordres différents telles que les interjections, noms propres et communs, syntagmes nominaux, syntagmes verbaux, qui construisent une relation particulière entre le locuteur et son interlocuteur.

Cette problématique a été traitée par Eliseo Verón (1987) qui, depuis une approche sémiologique, développe le lien entre l’interpellation dans le discours politique et les types de destinataires construits. Selon lui, dans le discours politique, le locuteur établit une relation avec son destinataire en construisant un *otro positivo* et un *otro negativo* qui interpelle par différents moyens. L’*otro positivo* réfère aux destinataires qui partagent les valeurs mobilisées par l’homme politique, tandis que l’*otro negativo* réfère aux adversaires qui soutiennent les valeurs opposées. L’auteur réserve le terme *prodestinatario* pour l’*otro positivo* et

²⁵³ Ibidem p.579.

contradestinataro pour se référer à l'*otro negativo*. Un troisième acteur dans ce système complexe de relations entre l'énonciateur et les destinataires correspond aux citoyens « indécis » qui, dans la terminologie de Veron, réfèrent au *paradestinataro*.

Ainsi, selon Veron, le discours politique dans un contexte démocratique interpelle de multiples destinataires, à la fois à un « autre » positif et négatif. Le discours adressé à l'« autre » positif se situe dans la logique de renforcer les croyances du *prodestinataro*, tandis que le discours adressé à l'« autre » négatif se situe dans la logique de polémiquer avec le *contradestinataro*. En même temps, selon l'auteur, le discours adressé au *paradestinataro* se situe dans la logique de persuasion afin de capter le public indécis.

Nous voudrions souligner deux aspects intéressants de l'interpellation des destinataires :

Tout d'abord, l'interpellation dans le cadre de l'analyse du discours fait appel à des catégories diverses qui rendent complexe le travail d'analyse. Dans notre corpus, nous nous concentrons sur les noms propres et les interpellations indirectes par la voie des pronoms et des idées soutenus par un groupe social.

Ensuite, on sait que le discours politique s'adresse à plusieurs destinataires à la fois. Dans le cadre de notre travail, nous ferons la distinction entre destinataires spécifiques et destinataires généraux. Ensuite, nous traiterons l'interpellation de l'adversaire. Ce choix nous permettra de traiter séparément le discours adressé aux partisans (destinataires spécifiques), à l'ensemble des citoyens (destinataires généraux) et à l'adversaire.

3.3.1. L'interpellation des destinataires dans la campagne électorale : Ricardo Lagos

Au cours de la campagne électorale de 1999, Ricardo Lagos a interpellé ses destinataires d'une manière générale à partir de formules connues, telles que « Chiliens et Chiliennes », « je vous invite », ainsi que d'une façon spécifique en ciblant ses discours vers des destinataires particuliers. Ces derniers, ce sont les discours tenus auprès de différents secteurs de la société chilienne, tels les entrepreneurs, les éducateurs, les militants et les citoyens en général.

Nous allons faire dans un premier temps une distinction entre destinataires spécifiques et destinataires généraux. Ensuite, nous allons traiter de l'interpellation de l'adversaire.

3.3.1.1. Destinataires spécifiques

Dans son discours *Empresas y empresarios*, Ricardo Lagos s'adresse au secteur patronal en disant :

« La tarea del desarrollo de Chile no está sólo en manos del Estado. Está también en manos de ustedes, empresarios y ejecutivos chilenos. A ustedes los invito a asumir este compromiso »²⁵⁴;

« Estoy seguro que si ponemos fin a las desconfianzas y recelos acumulados a lo largo de nuestra historia y ponemos la vista en el futuro, podemos colaborar y trabajar juntos en pos de esas metas [el desarrollo nacional] »²⁵⁵;

« En suma, les invito [a los empresarios] a una alianza estratégica que nos permita llegar al bicentenario como un país desarrollado »²⁵⁶.

Dans le premier extrait, le candidat Ricardo Lagos interpelle ce secteur aussi bien par la formule d'interpellation « je vous invite » que par les noms communs « chefs d'entreprises » et « hauts cadres ». Il est intéressant de remarquer la négation exprimée au début de cet extrait qui fait appel à l'interdiscours référant au discours ambiant qui nomme l'état comme responsable du développement national. Également, dans cet extrait, on aperçoit la construction positive du secteur patronal, en tant que participant fondamental au développement national. En effet Ricardo Lagos, à l'aide de la métaphore « être dans les mains de quelqu'un » intégra le secteur patronal dans son discours et le fait participer au développement national. On notera l'imaginaire du Progrès matérialisé ici dans l'énoncé « La

²⁵⁴ « La tâche du développement du Chili n'est pas seulement entre les mains de l'État. Elle est aussi entre les mains de vous, des chefs d'entreprise et des hauts cadres chiliens. Je vous invite à assumer cet engagement », Discours daté du 01/01/1999.

²⁵⁵ « Je suis sûr que si nous mettons fin aux méfiances et aux soupçons accumulés au cours de notre histoire et nous redressons notre vision de l'avenir, nous pouvons collaborer et travailler ensemble à la recherche de ces objectifs [le développement national] », (01/01/1999).

²⁵⁶ « En somme, je vous invite [chefs d'entreprises] à une alliance stratégique qui nous permettra d'atteindre notre bicentenaire en tant que pays développé », (01/01/1999).

tâche du développement du Chili » qui évoque un champ de signification qui fait rêver de faire partie des premiers pays du monde.

Quant au deuxième extrait le candidat Ricardo Lagos, en utilisant le « je », se construit un *ethos* de certitude, à l'aide de l'énoncé « je suis sûr », dans le but de mettre fin aux méfiances entre son militantisme (il est socialiste) et les entrepreneurs, traditionnellement à droite. Il est intéressant de mettre en relief les mots « méfiances et soupçons » qui évoquent l'interdiscours autour des déclarations et préjugés idéologiques d'un candidat socialiste et sa relation avec le secteur patronal. En effet, le dernier gouvernement socialiste de Salvador Allende (1970-1973) a nationalisé quelques entreprises privées et aussi taxé les utilités du secteur patronal, provoquant les réactions de ce secteur contre Allende. Cela a laissé des traces dans la mémoire du pays de sorte que le secteur patronal, affecté depuis le dernier gouvernement socialiste, ait des méfiances envers la candidature de Ricardo Lagos. Une autre aspect à souligner est l'interpellation à collaborer, à l'aide du syntagme « travailler ensemble » qui, comme nous l'avons vu, évoque l'esprit de rassemblement autour d'un projet de société, dans ce cas, rien de moins que le développement du Chili.

Concernant le troisième extrait Ricardo Lagos, à l'aide de la formule d'interpellation « je vous invite [les entrepreneurs] », convoque ces derniers à une « alliance stratégique » afin de préparer la commémoration du bicentenaire. Or, le bicentenaire représente au Chili un événement particulier, car d'une part c'est l'anniversaire de deux siècles d'indépendance et d'autre part, le gouvernement a promis une grande transformation sociale et économique pour accéder à un pays développé. Dans cette même logique, les discours propagandistes des gouvernements de la Concertation multiplient les chiffres sur l'économie, par rapport au reste de l'Amérique latine, qu'ils mettent à l'avant afin de faire croire que le Chili est « la Suisse de l'Amérique latine ». De manière analogue au dernier extrait, l'imaginaire du Progrès est convoqué dans cette prise de parole que tiennent en tant qu'acteurs le secteur patronal et Ricardo Lagos ensemble, dans une « alliance stratégique ».

Dans son discours intitulé *Congreso Nacional de la corporación nacional de colegios particulares* auprès des chefs d'établissements scolaires, le candidat déclare :

« Los invito a concebir la educación como una responsabilidad que siempre conlleva un sentido público y les deseo que como organización puedan seguir reforzando su compromiso con la hermosa tarea de formar a los hijos de nuestra patria »²⁵⁷;

« Yo les hago un llamado para que todos asumamos el desafío de revertir situaciones que no son éticas [la exclusión de los niños pobre], que está presente en nuestras prácticas –las de todos – que son fuente de desigualdad »²⁵⁸;

« Yo quiero llamar la atención sobre un problema que nos compete a todos si queremos construir una comunidad nacional [la selección de los alumnos]»²⁵⁹.

Dans le premier extrait Ricardo Lagos, avec l'aide de la formule d'interpellation « je les invite », convoque les chefs d'établissements privés à continuer dans le chemin de l'enseignement et à concevoir le sens public de cette tâche. Il est important de souligner la vision du monde qu'essaye d'imposer le candidat Lagos aux chefs des établissements privés : « [une] éducation qui comporte toujours un sens public ». Cette vision fait appel à l'interdiscours qui réfère à l'existence d'une vision économique de l'éducation au service des intérêts privés et qui trouve sa corrélation dans le grand nombre de collèges privés au Chili. On notera le ton idéaliste dans l'énoncé « la noble tâche de former les enfants de notre patrie » qui fait appel aux émotions et à une représentation positive du travail de l'enseignement.

Quant au deuxième extrait le candidat Lagos, en utilisant le « je », fait appel aux directeurs des collèges privés afin qu'ils assument un engagement envers les situations « qui ne sont pas morales », telles que l'exclusion des enfants pauvres. On peut constater le recours à la négation qui, comme nous l'avons vu dans notre travail, est un élément fréquent des discours de Ricardo Lagos et de Michelle Bachelet. Dans l'énoncé : « situations qui ne sont pas morales », Lagos évoque l'interdiscours qui réfère à certaines pratiques éducatives comme l'exclusion économique des élèves qui ne peuvent pas payer, ainsi que la capacité d'un établissement de refuser l'entrée de certains élèves pour des raisons sociales. En ce sens,

²⁵⁷ « Je vous invite à concevoir l'éducation comme une responsabilité qui comporte toujours un sens public et je souhaite en tant qu'organisations que vous puissiez continuer à renforcer l'engagement de cette noble tâche que de former les enfants de notre patrie », (13/11/1999).

²⁵⁸ « Je fais appel à tous d'assumer les défis pour retourner les situations qui n'ont pas de sens moral [l'exclusion des enfants pauvres], qui sont présentes dans nos pratiques – celles de tous – et qui sont la source d'inégalités », (13/11/1999).

²⁵⁹ « Je voudrais attirer l'attention sur un problème qui est de notre compétence si nous voulons construire une Communauté nationale [la sélection des élèves] », (13/11/1999).

l'interdiscours évoqué dans cet énoncé met en cause l'un des principes de base des collèges privés, le droit à l'exclusion des élèves.

Dans le troisième extrait, comme dans l'exemple précédent, le candidat Ricardo Lagos continue à faire le point concernant la sélection des élèves, qu'il considère comme étant « un problème qui est de notre compétence ». En utilisant d'abord le « je » et après le « nous », Ricardo Lagos implique les directeurs des établissements dans cette mise en scène afin de trouver des solutions en commun à ce problème, celui de la sélection des élèves. Il est intéressant de noter que le projet de construire une « Communauté nationale » dépend, par l'utilisation de la conjonction « si » qui fonctionne comme un conditionnel, de la solution ou du traitement du problème de la sélection des élèves. Également, la solution ou le traitement de ce problème se fait dans l'ensemble, entre l'état et les collèges privés.

Dans un discours devant des agriculteurs, Ricardo Lagos a dit :

« Hoy desde Curicó queremos hacernos cargo de las esperanzas de los jóvenes y de las mujeres rurales »²⁶⁰;

« Hoy, ante ustedes, adquiero el compromiso de que al término de mi gobierno INDAP²⁶¹ atenderá con sus programas a no menos de 130.000 pequeños productores agrícolas »²⁶²;

« Comprometo mi firme voluntad [...] para defender a nuestros agricultores de las prácticas de competencia desleal, derivada de los subsidios aplicados en los países industrializados »²⁶³.

Dans le premier extrait, le candidat Ricardo Lagos parle aux jeunes et aux femmes des régions rurales en utilisant leurs désignations communes. À travers l'énoncé « nous voulons donner de l'espoir... », il construit ses destinataires comme des sujets passifs à l'abri du projet politique du candidat Ricardo Lagos. On notera la toponymie « Curicó » mobilisée par Lagos (correspondant à une ville rurale du centre du Chili) qui lui permet de se légitimer dans un

²⁶⁰ « Aujourd'hui de Curicó nous voulons donner de l'espoir des jeunes et des femmes des régions rurales », (12/10/1999).

²⁶¹ Institute de développement agricole du Chili.

²⁶² « Aujourd'hui, devant vous, je vous promets qu'au terme de mon gouvernement INDAP on aura atteint avec nos programmes pas moins de 130 000 petits producteurs agricoles », (12/10/1999).

²⁶³ « J'engage fermement ma volonté [...] pour défendre nos agriculteurs des pratiques de concurrence déloyale, qui résulte des subventions appliquées dans les pays industrialisés », (12/10/1999).

espace social différent à celui de Santiago, la capitale du Chili. Autrement dit, le candidat Lagos parle en tant que locuteur autorisé concernant les problématiques rurales.

Quant au deuxième extrait le candidat Ricardo Lagos, en utilisant le « je », s'adresse aux petits agriculteurs par leur nom commun afin de s'engager dans une mise en œuvre d'un programme d'aide économique. Comme dans l'extrait précédent, il utilise l'adverbe de temps « aujourd'hui » qui fonctionne comme un actualisateur de la situation d'énonciation. Il est intéressant de noter la formule d'interpellation « devant vous », qui intègre ses destinataires, à savoir les petits agriculteurs, dans cette mise en scène. De même, le recours aux chiffres de la part de Ricardo Lagos (130 000 petits producteurs agricoles) renforce l'aspect argumentatif de l'énoncé.

Concernant le troisième extrait le candidat Ricardo Lagos, en utilisant la première personne du pluriel, s'engage à défendre les agriculteurs de certaines pratiques dans le domaine de l'économie internationale, pratiques qualifiées de « concurrence déloyale ». On notera au début de l'énoncé que l'engagement de Ricardo Lagos : « j'engage fermement ma volonté » mobilise un *ethos* qu'on peut qualifier « de certitude », afin de se présenter auprès des agriculteurs comme une personne crédible. De plus, en dénonçant les subventions aux produits agricoles des pays développés comme étant une « concurrence déloyale », Ricardo Lagos se positionne dans cet enjeu, en se prononçant solidaire avec les agriculteurs victimes de ce système économique. Sa façon d'interpeller les destinataires « à nos agriculteurs » par leur nom commun est intéressante. En utilisant le pronom « nos », il interpelle ses destinataires à faire partie de son discours en construisant une identité collective.

Dans son discours devant des militants du Parti socialiste, le candidat Ricardo Lagos déclare :

« Hoy día cuando estamos a poco menos de cuatro meses de la próxima elección presidencial, quiero llamar a la responsabilidad de cada uno de ustedes. Cada uno de ustedes tiene un compromiso con Chile y con la historia »²⁶⁴;

²⁶⁴ « Aujourd'hui quand on est à peu près à quatre mois de la prochaine élection présidentielle, je veux appeler à la responsabilité de chacun d'entre vous. Chacun d'entre vous a un engagement avec le Chili et avec l'histoire », (11/09/1999).

« Cada uno de los partidos de la Concertación tiene ahora el compromiso de diciembre, que significa el compromiso de cómo continuar y generar las condiciones para el cambio »²⁶⁵;

« El pueblo está con nosotros. La inmensa mayoría nos sigue, pongámosla de pie y hagámosla caminar... »²⁶⁶.

Dans le premier extrait, le candidat Ricardo Lagos fait appel à la responsabilité de chaque membre de son parti dans cette élection. En utilisant le verbe modal « je veux », plus l’infinitif « appeler », il interpelle ses destinataires par l’expression « chacun d’entre vous » où le pronom « vous » renvoie aux militants socialistes et aux membres de la Concertation. Notons la dimension idéaliste de l’énoncé « un engagement avec le Chili et avec l’histoire », qui évoque l’imaginaire républicain de la responsabilité avec le pays.

Quant au deuxième extrait, Ricardo Lagos emploie la troisième personne en s’effaçant momentanément de son discours. Il utilise la formule d’interpellation « chacun des partis de la Concertation » afin de les impliquer dans cette mise en scène. Il est intéressant de souligner dans cet extrait le mot « engagement », avec deux occurrences, d’une part concernant la date de l’élection présidentielle (décembre) et d’autre part en relation avec une question posée « comment continuer à produire les conditions pour le changement ». En effet, ici le mot « changement » est compris comme une alternance à l’intérieur de la collision Concertation où les deux derniers présidents étaient du Parti démocrate-chrétien. De plus, le mot « changement », très chargé sémantiquement dans cette élection, fait partie du slogan de campagne du candidat opposé Joaquín Lavín. Cependant, dans cet extrait le mot « changement » est employé comme signe d’alternance dans la coalition en vue de la possible élection d’un candidat socialiste.

Dans le troisième extrait Ricardo Lagos, en utilisant la première personne du pluriel, fait un appel aux militants sur le fait que, selon lui, le peuple est avec lui et avec sa coalition. Il est intéressant de remarquer dans l’exemple l’emploi du mot « peuple », très chargé sémantiquement et qui, dans la tradition de la gauche, évoque les projets socialistes et

²⁶⁵ « Chacun des partis de la Concertation a adhéré à l’engagement de décembre, qui signifie l’engagement de comment continuer à produire les conditions pour le changement », (11/09/1999).

²⁶⁶ « Le peuple est avec nous. L’immense majorité nous suit, prenons en main cette majorité et faisons la marche », (11/09/1999).

l'idéalisation de ce secteur de la société. Dans cette logique, l'emploi du syntagme « l'immense majorité » peut être interprété en tant que synonyme du « peuple », mais dans une tradition politique différente, celle de la démocratie représentative. Un autre aspect à souligner c'est l'esprit messianique mobilisé par Ricardo Lagos dans le nous collectif à l'aide du verbe « mettre », de la métaphore « prendre en main » et des verbes « faire », plus infinitif [marcher], lorsqu'il s'agit de parler de la majorité. En ce sens, le « peuple » ou « l'immense majorité » est construit comme des objets passifs capables d'être conduits par un ou plusieurs guides.

Dans son discours intitulé « Chili à la rencontre de son avenir », prononcé à la clôture de sa campagne électorale, Ricardo Lagos s'adresse aux travailleurs :

« Yo les digo a esos tres millones de trabajadores que vamos a ganar. Que Manuel Bustos ganará su pelea por la negociación colectiva »²⁶⁷;

« Manuel, desde aquí te decimos que seguiremos tú ejemplo y tú entrega. Y cuando triunfemos, será también tú triunfo y el triunfo de todos los trabajadores »²⁶⁸.

Dans le premier extrait le candidat, en alternant le « je » et le « nous », interpelle les travailleurs concernant le sujet de la négociation collective. Pour le faire, Ricardo Lagos emploie le nom commun « travailleurs » et ensuite il mobilise l'exemple de Manuel Bustos, le président du central unitaire de travailleurs (CUT) qui est mort en 1998. Ainsi, le candidat Lagos essaye de récupérer de son côté les luttes menées par Manuel Bustos. Il est intéressant de souligner les deux emplois du verbe « gagner », le premier rapporté à un nous collectif « nous allons gagner » et le deuxième au sujet grammatical Manuel Bustos « [il] gagnera ». Le verbe « gagner » porte une charge sémantique qui, avec le nom « lutte », active l'image de l'*agon* grec, d'un combat du côté des travailleurs afin d'améliorer leurs conditions de vie. Notons la fonction de l'hyponymie « travailleurs » (décrit avant comme nom commun) qui comprend à la fois les ouvriers de la construction, les agriculteurs, les pêcheurs, les hauts cadres des entreprises, les petits commerçants, etc. Cet hyperonyme permet d'interpeller tous

²⁶⁷ « Je dis à ces trois millions de travailleurs que nous allons gagner. Que Manuel Bustos [un important leader syndical] gagnera sa lutte pour la négociation collective », (09/12/1999).

²⁶⁸ « Manuel, d'ici nous te disons que nous suivrons ton exemple et ton engagement. Et quand nous triompherons, le triomphe sera aussi ton triomphe et celui de tous les travailleurs », (09/12/1999).

ces acteurs et, à l'aide de l'exemple de Manuel Bustos, renforce le lien du candidat Ricardo Lagos avec le monde social.

Dans la même logique le candidat Ricardo Lagos, dans le deuxième extrait, recourt à Manuel Bustos comme un exemple de la lutte pour les droits des travailleurs. À l'aide du « nous », Ricardo Lagos parle au nom des travailleurs en s'adressant de façon directe à Manuel Bustos (« Manuel, d'ici nous te disons...») et de manière indirecte à tous les travailleurs. Il est intéressant de mettre en avant la stratégie de viser plusieurs destinataires à la fois. On sait bien que Manuel Bustos était mort à l'époque de la candidature de Ricardo Lagos, mais en s'adressant à ce dirigeant syndical le candidat Lagos essaye d'interpeller tous ceux qui ont soutenu les propos de Manuel Bustos, à savoir les travailleurs et certains partis de gauche, comme le Parti communiste. Un autre aspect à remarquer c'est le mot triomphe, avec trois occurrences, en tant que verbe et en tant que nom, qui s'inscrit dans la continuité de l'extrait précédent. En effet, comme nous l'avons dit, le verbe gagner et le nom lutte mobilisent l'image de combat, de l'*agon* grec et, dans ce sens, le mot triomphe s'inscrit dans ce champ sémantique.

3.3.1.2. Destinataires généraux

Par destinataires généraux nous comprenons des expressions telles que « tous les Chiliens et Chiliennes », « tous les Chiliens », « mes amis », « vous les électeurs », etc. Le choix du terme « destinataires généraux » répond au fait qu'eux ne sont pas des destinataires identifiables facilement; ça peut être des citoyens indécis, des militants ou des opposants.

Ainsi, dans son discours « Chili à la rencontre de son avenir », prononcé à la clôture de sa campagne électorale, Ricardo Lagos déclare :

« Invitamos a todos los chilenos y chilenas a construir juntos una patria grande y generosa que sirva de hogar para todos sus hijos »²⁶⁹;
« A todos los chilenos quiero decirles algo... »²⁷⁰;

²⁶⁹ « Nous invitons tous les Chiliens et Chiliennes à construire ensemble une patrie grande et généreuse qui puisse servir de foyer à tous vos enfants », (09/12/1999).

²⁷⁰ « À tous les Chiliens je veux leur dire quelque chose », (09/12/1999).

« Yo los invito a elegir, no el desvío de recetas mágicas y promesas falsas, sino el camino que se construye entre todos, con los sueños compartidos y la tarea común »²⁷¹.

Dans le premier extrait le candidat Ricardo Lagos, à l'aide de « nous », s'adresse à l'ensemble de la société chilienne par la formule d'interpellation « tous les Chiliens et Chiliennes ». Il est intéressant de souligner l'esprit rassembleur de cet extrait, que nous avons analysé comme correspondant à l'*ethos* « de rassemblement » de Ricardo Lagos. En effet, en utilisant la formule mentionnée, plus le verbe « construire » et l'adjectif « ensemble », le candidat invite un vaste public dans sa mise en discours. Notons dans cet extrait que l'emploi du nom « patrie », avec les deux adjectifs de connotation positive « grande et généreuse », a une charge idéaliste.

Quant au deuxième extrait le candidat Ricardo Lagos, en utilisant la première personne du singulier, interpelle les destinataires par la formule « tous les Chiliens ». Comme nous l'avons vu, la formule d'interpellation « Tous les Chiliens » et ses dérivés « Tous les Chiliens et Chiliennes », « à vous Chiliens et Chiliennes » est un élément fréquent lorsqu'il s'agit d'interpeller l'ensemble de la société chilienne.

Dans le troisième extrait Ricardo Lagos, en utilisant le « je », interpelle ses destinataires par la formule « je vous invite ». On remarquera la négation mobilisée dans cet extrait « pas le retournement de recettes magiques et de fausses promesses » qui soulève l'interdiscours référant au discours ambiant dans lequel les politiciens offrent toutes sortes de recettes et de fausses promesses à la population. Ce dernier aspect fonctionne ici comme un contrediscours. Un autre aspect à souligner c'est le caractère inclusif de cet extrait à travers d'expressions telles que « le chemin [...] construit entre nous tous », « les rêves partagés », « la tâche commune » qui relève un « faire ensemble », entre le candidat et ses destinataires. Autrement dit, le caractère inclusif de cet extrait est une mise en scène qui invite les destinataires dans ce projet de société.

²⁷¹ « Je vous invite à choisir, pas le retournement de recettes magiques et de fausses promesses, mais le chemin qui a été construit entre nous tous, avec les rêves partagés et la tâche commune », (09/12/1999).

Dans le discours intitulé « Mon engagement avec l'égalité », le candidat Ricardo Lagos a dit :

« Amigas y amigos: los invito a construir un país donde cada niño pueda desarrollar todas sus potencialidades »²⁷²;

« Invito a todos los chilenos y chilenas. Te invito a ti a sumarte a esta tarea moral »²⁷³.

Dans le premier extrait, le candidat Ricardo Lagos emploie la formule d'interpellation « Mes amies et amis ». Avec ce vocatif de connotation positive, il vise l'ensemble de la société chilienne. Il est intéressant de noter le caractère consensuel de cet énoncé autour de l'idée d'un pays qui accorde toutes les possibilités à ses enfants. En ce sens, cet énoncé va à la rencontre du sens commun, compris ici comme une construction collective plus ou moins partagée.

Quant au deuxième extrait Ricardo Lagos, avec l'aide du « je », interpelle ses destinataires avec la formule déjà identifiée « J'invite tous les Chiliens et Chiliennes ». Comme nous l'avons vu, par cette formule le candidat incorpore ses destinataires dans sa mise en scène. Notons que dans cet extrait la formule « je t'invite » a deux occurrences, au début et au milieu de la phrase. Il est intéressant de souligner la façon dont Ricardo Lagos conçoit sa candidature et son projet politique, comme étant « une tâche morale », ce qui soulève une vision idéaliste au-delà du rapport de force dans le monde social.

Dans le discours déjà analysé « Le Chili à la rencontre de son avenir », qui est d'ailleurs très riche au niveau d'appellations des destinataires, le candidat Ricardo Lagos interpelle ses destinataires en disant : « Ahora son ustedes, los electores, los que tienen la palabra. »²⁷⁴ On voit bien dans cet extrait comment le candidat cède la parole aux électeurs afin que ces derniers puissent choisir leur candidat dans cette élection présidentielle. En utilisant le nom commun « électeurs » ainsi que le pronom « vous » Ricardo Lagos interpelle les destinataires sans préciser à qui appartient ce groupe.

Dans le même discours, se trouve cette interpellation :

²⁷² « Mes amies et amis : je vous invite à construire un pays où chaque enfant peut développer tout son potentiel », (01/10/1999).

²⁷³ « J'invite tous les Chiliens et Chiliennes. Je t'invite à t'ajouter à cette tâche morale », (01/10/1999).

²⁷⁴ « Vous êtes maintenant, les électeurs, ceux qui ont la parole. », (09/12/1999).

« El próximo domingo hay que tomar una decisión. Usted va a elegir al Presidente de la República; al conductor del país por seis años, hasta el 2006. Es su responsabilidad no equivocarse. El domingo Ud. estará solo con su conciencia. Se trata de su vida; del futuro de su familia »²⁷⁵

Ici, au début de l'énoncé, le candidat Ricardo Lagos s'efface du discours en utilisant la troisième personne et en employant la modalité déontique²⁷⁶ « il faut », qui exprime une obligation, celle de voter. En effet, le candidat Lagos interpelle ses destinataires par le pronom « vous », avec cinq occurrences, afin de mettre en relief l'importance de cette élection. Notons la force illocutoire, pour reprendre le terme d'Austin, de cet énoncé : « c'est votre responsabilité de ne pas vous tromper », qui met les électeurs dans l'impératif de faire un bon choix. De plus, le candidat Ricardo Lagos met en relation trois éléments (la vie, le futur et la famille) qui, à son avis, participent dans le choix de voter dans cette élection. Ces éléments s'inscrivent dans un processus d'influence autour de certaines valeurs, telles que la vie, l'avenir ou la famille, et qui font de l'acte de voter un enjeu spécial.

3.3.1.3. Interpellation de l'adversaire

Nous allons traiter maintenant de l'interpellation de l'adversaire en mettant en évidence la façon que le candidat Ricardo Lagos s'adresse aux adversaires. Dans la partie consacrée à la disqualification de l'adversaire, nous avons vu différents précédés tant de la disqualification du candidat opposé que des idées qu'il soutient. En ce qui concerne cette partie, notre regard sera posé surtout sur la manière d'interpeller le candidat adversaire et son parti.

Nous avons pu remarquer que dans notre corpus des discours de campagne de Ricardo Lagos, les disqualifications du candidat opposé sont presque inexistantes. Nous pensons que cela peut s'expliquer par le type de corpus choisi (pas trop représentative de la disqualification personnelle) ainsi que par une plus forte tendance à disqualifier les

²⁷⁵ « Dimanche prochain il faut prendre une décision. Vous allez choisir le président de la République; le dirigeant du pays pour six années, jusqu'en 2006. C'est votre responsabilité de ne pas vous tromper. Ce dimanche vous serez seuls avec votre conscience. Il s'agit de votre vie; il s'agit de l'avenir de votre famille », (09/12/1999).

²⁷⁶ Voir les types de modalités en Charaudeau (1992).

programmes politiques et les principes partisans que les aspects individuels de chaque candidat.

Dans la partie consacrée à l'interpellation de l'adversaire dans la campagne électorale de Ricardo Lagos, le phénomène est similaire : les interpellations du candidat opposé sont presque inexistantes. Dans ce cadre, l'extrait analysé dans la partie consacrée à la disqualification de l'adversaire est révélateur : « Ustedes han de saber que no soy yo quién teme a un debate libre y abierto. »²⁷⁷ De cette façon le candidat Ricardo Lagos, en utilisant la négation, implique son adversaire dans son discours et lui fait participer à cette mise en scène.

Or, en ce qui concerne l'interpellation de l'opposition, les exemples sont nombreux. Dans un discours adressé au monde rural, le candidat Ricardo Lagos interpelle directement la droite :

« Desde aquí desafío a la derecha para que comprometa su apoyo al proyecto de ley que enviaré al Congreso para definir un estatuto del trabajador temporero »²⁷⁸

Dans cet extrait Ricardo Lagos, en utilisant le « je », interpelle l'opposition par le nom « la droite ». Comme nous en avons traité dans l'introduction, au Chili la droite est formée par deux grands partis, l'Union démocrate indépendante (UDI) et la Renovation nationale (RN). Ces deux partis forment la coalition appelée *Alianza por Chile* ou *Alianza por el cambio*.

Nous avons repéré dans notre corpus que le nom « [la] droite » est celui utilisé le plus fréquemment lorsqu'il s'agit d'interpeller l'adversaire chez Ricardo Lagos. En ce sens, nous avons trouvé plusieurs traces linguistiques de ce phénomène.

« ¿Votaremos por aquella derecha cuyo gobierno empeoró la distribución del ingreso y favoreció a los ricos ? »²⁷⁹ (nous soulignons);

« Tenemos, con orgullo lo decimos, un entendimiento, una valoración de la ruralidad muy diferente que la derecha y por eso afirmamos que no es posible que en 1999

²⁰⁸ « Vous devez savoir que ce n'est pas moi qui crains un débat libre et ouvert. », (01/01/1999).

²⁷⁸ « Depuis cette tribune, je défie la droite de s'engager à soutenir le projet de loi que j'enverrai au Congrès pour définir le statut de travailleur saisonnier », (12/10/1999).

²⁷⁹ « Voterons-nous pour cette *droite* dont le gouvernement a diminué la distribution de revenus et a favorisé les riches ? », (09/12/1999).

algunos sigan postulando lo rural como un sector residual, marginal, poco moderno »²⁸⁰ (nous soulignons);

« El triunfo de diciembre, claro, profundo, categórico, tiene que ser también una señal de que la sociedad chilena no está dispuesta a creer que la opción y la alternativa es una derecha anclada y amarrada a la dictadura »²⁸¹ (nous soulignons).

Dans les trois extraits, le candidat Ricardo Lagos interpelle ses adversaires de façon directe en tant que « droite ». Nous avons remarqué dans la partie consacrée à la disqualification de l'adversaire, sa façon péjorative de construire l'adversaire. Cela s'accomplit dans ces trois extraits. Notons dans le deuxième extrait le pronom indéfini pluriel « certains [continuent de présenter le monde rural comme un secteur résiduel] » qui fait référence aux propos de la droite mobilisés ici de façon réductrice. Différemment des autres extraits, le candidat Ricardo Lagos interpelle de manière indirecte l'opposition à l'aide du pronom « certain », plus son complément. Également, dans son discours *El Chile que queremos* auprès de militants, Ricardo Lagos a dit : « El legado de las violaciones a los derechos del hombre del régimen militar no es un tema que pertenece al pasado, como algunos quieren hacernos creer. »²⁸² Dans cet extrait, nous avons remarqué que le pronom certain[s], plus le verbe vouloir conjugué, interpelle l'adversaire. C'est une interpellation indirecte dans la mesure où le candidat Ricardo Lagos n'utilise pas les noms « la droite » ou « l'opposition » mais les expressions « certains voudraient » ou « ceux qui dissent ».

Dans cet ordre d'idées, les extraits suivants sont révélateurs de ce phénomène.

« Para refrescar la memoria de quienes dicen que no hemos hecho nada en diez años y pretenden tener el monopolio de la administración eficiente de los recursos públicos »²⁸³ (nous soulignons);

²⁸¹ « Nous avons, nous le disons avec fierté, une compréhension, une valorisation du monde rural très différente de celle de la *droite* et c'est pourquoi nous affirmons qu'il n'est pas possible qu'en 1999 *certain*s continuent de présenter le monde rural comme un secteur résiduel, marginal, peu moderne », (12/10/1999).

²⁸¹ « Le triomphe de décembre, clair, profond, catégorique, doit aussi être un signe du fait que la société chilienne n'est pas prête à croire que l'option et l'alternative est une *droite* ancrée et attachée à la dictature », (11/09/1999).

²⁸² « L'héritage des violations des droits de l'homme par le régime militaire n'est pas un problème du passé, comme *certain*s voudraient nous le faire croire », (11/09/1999 ; nous soulignons).

²⁸³ « Pour rafraîchir la mémoire de *ceux qui dissent* que nous n'avons rien fait en dix ans et qui prétendent avoir le monopole de l'administration efficiente des ressources publiques [...] », (13/11/1999).

« Aquí no están aquellos que se preocupan de los problemas de la gente porque ven en ellos una forma de ganar un poco más de dinero »²⁸⁴ (nous soulignons).

Dans le premier exemple le candidat Ricardo Lagos, en utilisant le pronom ceux, accompagné de « qui disent », fait référence aux propos de l'opposition. Comme dans les extraits précédents, la constrictio n de l'adversaire interpellé de façon indirecte se fait péjorativement en mobilisant une partie des propos de l'opposition. Ce procédé se répète dans le deuxième extrait, avec l'interpellation indirecte « ceux qui se soucient... » suivie d'une disqualification de l'adversaire.

3.3.2. L'interpellation des destinataires dans la campagne électorale : Michelle Bachelet

Au cours de la campagne électorale de 2005, la candidate Michelle Bachelet a interpellé ses destinataires d'une manière générale à partir de formules, telles que « Mes amis », « Chiliennes et Chiliens », ainsi que d'une façon spécifique en ciblant ses discours vers leurs destinataires particuliers (les partis politiques et les différents secteurs de la société chilienne).

Nous allons, comme dans la partie précédente, faire une distinction entre destinataires spécifiques et généraux. Ensuite, nous allons traiter de l'interpellation de l'adversaire.

3.3.2.1. Destinataires spécifiques

Dans son discours devant des militants du Parti socialiste, la candidate Michelle Bachelet a déclaré :

« Compañeras y compañeros. Necesito al Partido Socialista. Necesito sus ideas, su energía, su compromiso. Los necesito a ustedes »²⁸⁵ ;

« Amigas y amigos. Nada de lo que construyamos lo imagino sin el concurso del resto de los socios de nuestra coalición »²⁸⁶;

²⁸⁴ « Ici on ne trouve pas ceux qui se préoccupent des problèmes des gens parce qu'ils voient en ces derniers une façon de gagner un peu plus d'argent », (11/09/1999).

²⁸⁵ « Camarades. J'ai besoin du Parti socialiste. J'ai besoin de ses idées, de son énergie, de son compromis. J'ai besoin de vous », (28/01/2005).

« Amigas y amigos del partido socialista, tenemos un tremendo desafío por delante, y necesito de ustedes »²⁸⁷.

Dans le premier extrait la candidate Michelle Bachelet, en utilisant le « je », interpelle les membres de son parti avec le nom commun « camarades ». Il est intéressant de souligner la charge sémantique du nom « camarades », qui correspond au Chili au vocabulaire marxiste et qui soulève l'appartenance idéologique à un groupe déterminé. Notons l'*ethos* « de rassemblement » présent ici qui permet de rassembler la famille politique du Parti socialiste en fonction d'un but, celui de travailler ensemble pour les prochaines élections.

Quant au deuxième extrait la candidate Michelle Bachelet, en utilisant le « je », interpelle les militants socialistes par la formule d'interpellation « amies et amis », déjà identifiée chez Ricardo Lagos. Notons que cet extrait est un appel au travail collectif, qui soulève de l'*ethos* « de rassemblement » ainsi qu'une mise en valeur des autres membres de la Coalition, à savoir, le Parti démocrate-chrétien (PDC), le Parti pour la démocratie (PPD) et le Parti radical (PR).

Dans le troisième extrait la candidate Michelle Bachelet, en utilisant le « je », emploie la formule d'interpellation déjà identifiée « Amies et amis », plus le nom propre Parti socialiste. Il est intéressant de remarquer l'appel aux membres du parti par l'énoncé « j'ai besoin de vous », présent aussi dans le premier extrait.

Au cours de cette campagne électorale, la candidate Michelle Bachelet invite le Parti démocrate-chrétien à faire partie de son projet. Ainsi, elle a déclaré :

« Camaradas, amigas y amigos de la democracia cristiana, desde el fondo de mi corazón les agradezco este hermoso acto de proclamación »²⁸⁸;

« Necesito a todas y todos los demócratas cristianos. Las tareas son muchas y necesitamos a todos los que tienen amor por Chile y tengan vocación de servicio público »²⁸⁹;

²⁸⁶ « Amies et amis. Selon moi, rien de ce que nous allons construire ne peut être conçu sans la collaboration du reste des partenaires de notre coalition », (28/01/2005).

²⁸⁷ « Amies et amis du Parti socialiste, nous avons un grand défi devant nous et j'ai besoin de vous », (28/01/2005).

²⁸⁸ « Camarades, amies et amis de la démocratie chrétienne, du fond de mon cœur je vous remercie pour ce bel acte de proclamation », (30/07/2005).

« El próximo gobierno necesita de un partido demócrata cristiano fuerte, con propuestas y con mística »²⁹⁰.

Dans le premier extrait la candidate Michelle Bachelet, en utilisant le « je », s'adresse aux membres du Parti démocrate-chrétien aussi bien par le vocatif « Camarades » que par la formule d'interpellation « amies et amis de la démocratie-chrétienne ». Il est intéressant de remarquer la combinaison des mots « camarades », plus chargé idéologiquement, et « amies et amis », moins chargé, qui coexistent dans le même énoncé et qui, à notre avis, révèlent un effort de la part de Michelle Bachelet de concilier une position militante engagée auprès du PS et une position de recherche de soutien au sein du PDC. En effet, le Parti démocrate-chrétien était le parti le plus fort en voix et le plus conservateur à l'intérieur de la coalition Concertation. Ce parti a présenté sa propre candidate, Soledad Alvear, qui n'a pas réussi à s'imposer à Michelle Bachelet dans les primaires²⁹¹, ouvertes au public, de la Concertation, en démissionnant avant. Cela a lancé la candidate Michelle Bachelet à la recherche constante du soutien du PDC qui, finalement, l'a appuyée. Un autre aspect à souligner de cet extrait est le mot « camarades », qui au Chili est révélateur d'un positionnement idéologique de gauche, mais moins chargé que *compañeros*, encore plus à gauche. De cette façon, Michelle Bachelet emploie le mot *compañeros* devant les militants du PS et *camaradas* devant les militants du PDC.

Quant au deuxième extrait Michelle Bachelet, en alternant le « je » et le « nous », déclare la nécessité de compter avec le soutien de la démocratie-chrétienne. Comme dans les exemples précédents, elle emploie l'expression « j'ai besoin de » et poursuit avec les adjectifs « toutes et tous » adressés aux membres du PDC. Nous avons déjà analysé cet extrait dans le cadre de l'*ethos* « de rassemblement » où nous avons mis l'accent sur l'appel à rassembler les partis à l'intérieur de la Concertation. En ce qui concerne cette partie de ce travail, nous voulons mettre l'accent sur la façon d'interpeller, d'abord par le nom propre « les démocrates-chrétiens » ensuite remplacé par « tous ceux qui aiment le Chili ». Les deux façons d'interpeller renvoient aux membres de la démocratie-chrétienne.

²⁸⁹ « J'ai besoin de toutes et tous les démocrates chrétiens. Les tâches sont multiples et nous avons besoin de tous ceux qui aiment le Chili et qui ont une vocation pour le service public », (30/07/2005).

²⁹⁰ « Le prochain gouvernement a besoin d'un Parti démocrate-chrétien fort, avec des propositions et avec du mystique », (30/07/2005).

²⁹¹ Les *primarias* est au processus de l'élection pour choisir le prochain candidat. Ceux-ci peuvent être fermes, réserver aux membres du Partis, ou ouverte où tout le monde peut voter.

Dans le troisième extrait, la candidate Michelle Bachelet s'efface de son discours en utilisant la troisième personne. En utilisant le nom propre « Parti démocrate-chrétien », elle interpelle les membres de ce parti. Il est intéressant de souligner ici les qualités que doit avoir le PDC et dont la candidate a besoin : un parti « fort, avec des propositions et avec du mystique ». Cela active l'inférence que l'actuelle démocratie-chrétienne n'est pas tellement forte et ne répond pas aux besoins de la candidate Bachelet. Donc, on peut interpréter cette interpellation du PDC comme un appel à renouveler l'esprit, le mystique, afin de devenir plus fort et être capable de présenter des propositions dans le futur gouvernement de Michelle Bachelet.

Dans son discours devant les militants du Parti démocrate-chrétien, la candidate cible des destinataires spécifiques : les femmes, les personnes âgées et les travailleurs.

« Digámosle juntos a Chile [...] que lucharemos por la igualdad de oportunidades para las mujeres y que esto implica reformas laborales y un gobierno 'paritario' »²⁹²;

« Digámosle a los adultos mayores que tendrán una mayor protección y previsión social »²⁹³;

« Aseguraremos el buen trato a los trabajadores y relaciones laborales equilibradas, con más y mejores empleos »²⁹⁴.

Dans le premier extrait la candidate Michelle Bachelet, en utilisant l'impératif de la première personne du pluriel, implique les membres du PDC dans cette mise en scène collective afin de s'adresser aux femmes. Il est intéressant de remarquer de la part de Michelle Bachelet l'emploi de deux formules discursives : « l'égalité des chances » et « un gouvernement paritaire ». La première formule discursive, comme nous l'avons vu, met l'accent sur les inégalités de genre alors qu'avec le candidat Ricardo Lagos cette formule faisait référence aux différences économiques et sociales. En ce qui concerne la formule discursive d'un « gouvernement paritaire », elle est propre à la candidature de Michelle Bachelet qui vise à mettre fin aux différences de représentation politique à l'intérieur de son futur gouvernement. Donc, dans cet extrait, Michelle Bachelet avec les membres du Parti

²⁹² Disons-le à l'ensemble du Chili [...] que nous combattons pour l'égalité des chances des femmes et que ceci implique des réformes aux normes de travail et un gouvernement 'paritaire' », (30/07/2005).

²⁹³ « Disons-le aux personnes âgées qu'elles auront une meilleure protection et prévision sociale », (30/07/2005).

²⁹⁴ « Nous assurerons un bon traitement aux travailleurs et des relations de travail équilibrées, avec plus et des meilleurs emplois », (30/07/2005).

démocrate-chrétien s'adresse aux femmes en utilisant des formules discursives exprimées en tant que promesses et qui correspondent bien à l'*ethos* de femmes revendicatives déjà identifiées dans la partie consacré à l'*ethos*.

Quant au deuxième extrait la candidate Michelle Bachelet, en utilisant la première personne du pluriel, s'adresse aux personnes âgées. De la même façon que dans le dernier extrait, la candidate implique les membres du PDC par l'utilisation l'impératif de la première personne du pluriel, tout en développant une parole de promesse. En effet, par la marque verbale du futur « [ils] auront » ainsi que par son complément, la candidate Michelle Bachelet vise cette partie de la population qui devient de plus en plus vulnérable. Notons que dans la parole politique une promesse ne s'exprime pas forcément par la marque verbale du futur; il peut y avoir une promesse dans le temps présent, mais c'est moins fréquent. Il faut aussi prendre en compte le contenu de l'énoncé afin de qualifier une promesse en politique. On verra tout au long de notre travail que la promesse dans le discours politique est bien représentée.

Concernant le troisième extrait la candidate Michelle Bachelet, en utilisant le nous, s'adresse aux travailleurs afin d'améliorer leurs conditions de vie. Comme dans les extraits précédents, la candidate fait une promesse tant par la marque verbale du futur que par le contenu même de l'énoncé. Notons le syntagme « relations de travail équilibrées » mobilisé par Michelle Bachelet dans le cadre d'une promesse politique d'amélioration. En effet, dans le cas du Chili où le travail reste soumis aux contraintes d'une économie de marché et où le taux du syndicalisme est peu onéreux, le syntagme « relations de travail équilibrées » prend son sens dans la spécificité de la réalité chilienne qui à la fois dénonce la précarité du travail et propose un changement à cet égard.

La candidate s'adresse aussi aux entrepreneurs dans le *Foro educación y empresa* en disant :

« El rol del empresariado es clave para el logro de este objetivo. Hoy en día la empresa no es solo productora de bienes y servicios sino también un espacio de formación. Por eso propongo una gran alianza pública-privada »²⁹⁵

Dans cet extrait la candidate Michelle Bachelet, en utilisant le « je », s'adresse aux entrepreneurs par le nom commun « patronat » afin de leur proposer une alliance entre le futur gouvernement et leur secteur. Notons le caractère de rassemblement que prend cet énoncé par la marque verbale « je propose » ainsi que par son complément d'objet « une grande alliance publique-privée ». Également, d'un point de vue argumentatif, il est intéressant de remarquer la construction positive que fait Michelle Bachelet du rôle des entrepreneurs, en soulignant son importance dans la formation (« le rôle clé »). De même, la candidate emploie une négation lorsqu'il s'agit de combattre une conception du rôle des entreprises dans l'expression « [l'entreprise] n'est pas seulement un producteur de biens et de services... » Avec cela, Michelle Bachelet se situe au-dessus des clichés et elle essaye de donner une autre signification au rôle des entreprises.

Dans cet ordre d'idées, la candidate Bachelet s'adresse aux entrepreneurs, aux travailleurs et au gouvernement en même temps :

« Trabajador, gobierno y empresario debemos retomar el diálogo social que tan bien nos hizo a comienzos de la transición. Yo no me cierro a nada. Debemos estudiar las mejores fórmulas para fomentar el empleo de jóvenes y mujeres, por ejemplo, pero debemos estar siempre consciente de los riesgos de la precariedad laboral »²⁹⁶

Dans cet extrait, Michelle Bachelet interpelle trois secteurs de la société chilienne en alternant l'utilisation du « je » et du « nous ». Les trois groupes sociaux sont interpellés par les noms communs « travailleur », « gouvernement » et « entrepreneur » afin de créer un « dialogue social » entre eux et de favoriser les conditions de travail des jeunes et des femmes. Notons l'aspect de rassemblement de cet extrait – déjà identifié dans d'autres extraits

²⁹⁵ « Le rôle du patronat est clé pour la réalisation de cet objectif. De nos jours l'entreprise n'est pas seulement un producteur de biens et de services, mais aussi un espace de formation. C'est pourquoi je propose une grande alliance publique-privée », (7/09/2005).

²⁹⁶ « Travailleur, gouvernement et entrepreneur, nous devons reprendre le dialogue social qui nous avait tellement fait du bien au début de la transition [politique]. Je ne me ferme à rien. Nous devons étudier les meilleures formules pour favoriser l'emploi des jeunes et des femmes, par exemple, mais nous devons toujours être conscients des risques de la précarité de travail », (2/12/2004).

– qui se manifeste par l'énoncé « nous devons reprendre le dialogue social » ainsi que le « nous » inclusif employé par Michelle Bachelet. Il est intéressant de mettre en évidence l'allusion à la politique menée au début de la transition politique du Chili suite au gouvernement militaire. En effet, pendant les mandats de Patricio Aylwin et d'Eduardo Frei la coalition gouvernante, à savoir la Concertation, a mis en place ce que Moulian (1997) a appelé « la politique de consensus », où le gouvernement et l'opposition ont privilégié les pactes politiques et la recherche du consensus au lieu de la confrontation. Alors, lorsque Michelle Bachelet fait allusion à la transition politique d'une dictature à une démocratie d'une façon positive, elle essaie de récupérer cet exemple afin de renforcer son appel à reprendre le dialogue entre les groupes convoqués.

Un autre exemple où la candidate cible différents groupes sociaux par des noms communs se trouve dans son discours « Notre rêve est possible » :

« El futuro es de responsabilidad del gobierno, de los partidos políticos, de los trabajadores, de los profesionales, de los empresarios, de las universidades, de las organizaciones ciudadanas. Creo, con mucha convicción, que tiene mucho más valor lo que podemos lograr juntos que la defensa de lo que puede separarnos »²⁹⁷

Dans cet extrait Michelle Bachelet, en parlant de l'avenir du Chili, cible les responsables, selon elle : le gouvernement, les différents partis politiques, les travailleurs, les professionnels, les entrepreneurs, les universités et les organisations de citoyens. En interpellant les acteurs mentionnés par leurs noms communs, elle laisse glisser sa vision de l'avenir du Chili. Notons, encore une fois, l'aspect rassembleur de cet extrait qui met l'accent sur la capacité de travailler ensemble.

En s'adressant à la jeunesse, la candidate Michelle Bachelet déclare au *Foro educación y empresa* :

²⁹⁷ « L'avenir est la responsabilité du gouvernement, des partis politiques, des travailleurs, des professionnels, des entrepreneurs, des universités, des organisations citoyennes. Je crois, avec conviction, que ce que nous pouvons obtenir ensemble a beaucoup plus de valeur que la défense de ce qui peut nous séparer », (2/12/2004).

« Primero, me comprometo a que ningún joven pobre que quiera estudiar una carrera técnica se quede afuera por falta de recursos. Daremos becas para asegurar el acceso a la formación de todo joven del primer y segundo quintil que quiera estudiar »²⁹⁸

Dans cet extrait Michelle Bachelet, en alternant le « je » et le « nous », s'adresse à la jeunesse par le syntagme « jeune pauvre » et l'expression « tout jeune des premier et deuxième cycles qui veut étudier ». Notons l'aspect spécifique de cet appel qui cible les jeunes qui appartiennent au secteur le plus défavorisé, en excluant le jeune de la classe moyenne, les jeunes travailleurs, les jeunes riches, etc. Il est intéressant de remarquer que tant la construction verbale « je m'engage » que la construction « nous donnerons » constituent les marques verbales d'une promesse politique. Ainsi, la candidate Michelle Bachelet s'adresse aux jeunes du secteur défavorisé qui sont motivés pour les études en leur faisant des promesses concernant leur avenir. Dans cette même logique, devant les militants de la démocratie-chrétienne, la candidate s'adresse à la classe moyenne du Chili : « Nous ouvrons la porte à la classe moyenne. Le Chili peut mettre fin à la misère et promouvoir sa classe moyenne. »²⁹⁹ Il est intéressant de souligner ici le « nous » inclusif de la candidate qui, avec les membres de la démocratie-chrétienne, interpelle la classe moyenne du Chili en lui proposant des améliorations. Comme dans les extraits précédents, la candidate Michelle Bachelet fait une promesse tant par la marque verbale du futur « nous ouvrons » que par le contenu de sa prise de parole. Notons dans cet extrait l'emploi de la métaphore spatiale « ouvrir la(es) porte(s) » à la classe moyenne qui soulève de la reconnaissance de ce secteur à l'intérieur de la société chilienne ainsi que l'invitation qui lui est adressée de participer dans le projet politique de Michelle Bachelet et de la démocratie-chrétienne. Un autre aspect à remarquer est le recours aux imaginaires du progrès déjà identifié à travers de l'énoncé « Le Chili peut mettre fin à la misère » où l'emploi du mot misère est très chargé sémantiquement.

Dans le même discours auprès de militants de la démocratie-chrétienne, la candidate Michelle Bachelet déclare :

²⁹⁸ « D'abord, je m'engage à ce qu'aucun jeune pauvre qui veut étudier une carrière technique ne reste dehors par manque de ressources. Nous accorderons des bourses pour assurer l'accès à la formation de tout jeune des premier et deuxième cycles qui veut étudier », (07/09/2005).

²⁹⁹ « Abramos la puerta grande a la clase media. Chile puede acabar con la miseria y promover su clase media », (30/07/2005).

« Digámosle a las familias que queremos protegerlas y que sus hijos tendrán acceso a una buena educación y que todos tendrán mejor salud »³⁰⁰

Ici la candidate Michelle Bachelet, en utilisant la première personne du pluriel, s'adresse aux familles du Chili dans un ton de promesse politique. Comme nous l'avons déjà identifié, la promesse tenue dans cet extrait s'exprime aussi bien par la marque verbale en futur « auront », avec deux occurrences, que par son contenu. Notons l'importance que prend la figure des enfants de ces familles dans l'extrait. Ce sont des enfants qui sont présentés comme destinataires de ces promesses politiques et à qui on offre l'accès « à une bonne éducation » et à « une meilleure santé ». À cet égard, ces deux derniers aspects soulèvent l'un des problèmes du Chili où l'éducation et la santé ont de graves difficultés.

3.3.2.2. Destinataires généraux

Comme destinataires généraux nous comprenons des expressions telles que « Chiliennes et Chiliens », « amies et amis », « citoyens du Chili », etc. Comme nous l'avons dit, le choix des désigner comme des destinataires généraux répond au fait que différemment aux destinataires spécifiques, les destinataires généraux ne sont pas identifiables de manière précise; ils peuvent être des citoyens indécis, des militants ou des opposants.

Ainsi, dans son discours lors du deuxième tour, la candidate Michelle Bachelet déclare :

« Chilenas y chilenos [...] A todos lo que me dieron su apoyo les dijo hoy hemos ganado »³⁰¹ ;

« Ciudadanas y ciudadanos, yo siempre les hablaré con la verdad. Me habría gustado ganar en primera vuelta »³⁰² ;

« Amigas y amigos, el Chile que queremos está ahí, al alcance de la mano »³⁰³

³⁰⁰ « Disons le aux familles que nous voulons les protéger et que leurs enfants auront accès à une bonne éducation et que tous auront une meilleure santé », (30/07/2005).

³⁰¹ « Chiliennes et Chiliens [...] à tous ceux qui m'ont donné leur appui je vous dis aujourd'hui que nous avons gagné », (11/12/2005).

³⁰² « Citoyennes et citoyens, je vous parlerai toujours avec la vérité. J'aurais voulu gagner au premier tour », (11/12/2005).

³⁰³ « Amies et amis, le Chili que nous voulons est là, à la portée de la main », (11/12/2005).

Dans le premier extrait la candidate Michelle Bachelet, en utilisant le « je », s'adresse à la population chilienne avec la formule d'interpellation déjà identifiée chez Ricardo Lagos, « Chiliennes et Chiliens ». Également, comme nous l'avons déjà remarqué, cette formule d'interpellation porte en elle un esprit de rassemblement propre à la confection d'un *ethos* déterminé. Notons l'aspect de remerciement de la part de la candidate Michelle Bachelet suite au premier tour qu'elle a remporté. En effet, dans l'extrait « à tous ceux qui m'ont donné leur appui je leur dis aujourd'hui nous avons gagné » porte des traces du contexte suite au résultat du premier tour où la candidate est sortie vainqueur et elle profite de cette occasion pour remercier tous ceux qui ont voté pour elle.

Quant au deuxième extrait, la candidate Michelle Bachelet, en employant le « je », s'adresse dans un contexte général aux citoyens par la formule d'interprétation « Citoyennes et citoyens ». En interpellant les citoyens du Chili, elle les incorpore tous dans cette mise en scène inclusive. Notons dans cet extrait l'expression « je parlerai toujours avec la vérité » qui mobilise le contre-discours inscrit dans la doxa dans lequel les politiciens sont menteurs.

Dans le troisième extrait la candidate Michelle Bachelet, en utilisant le « nous », interpelle ses destinataires avec la formule d'interprétation « amies et amis », déjà identifiée chez Ricardo Lagos. Il est intéressant de souligner, dans « le Chili que nous voulons », la vision idéalisée du Chili comme communauté humaine. Notons aussi l'emploi de la locution « à la portée de la main » qui renvoie à penser du Chili en tant qu'objet physique. Comme nous l'avons remarqué avant, la formule d'interpellation « amies et amis » de la candidate Michelle Bachelet porte un aspect de rassemblement dans la mesure où elle essaie de réunir ses destinataires autour d'un projet de société.

Notons que dans ces trois extraits Michelle Bachelet place les noms communs féminin en premier lieu : « Chiliennes et Chiliens », « Citoyennes et citoyens », « Amies et amis ». En revanche, chez Ricardo Lagos les noms communs masculin vont généralement en premier lieu (Chiliens et Chiliennes, Citoyens et Citoyennes, etc.).

Un autre exemple de cette formule d'interprétation se retrouve dans cet extrait : « Amigas y amigos. Recorreré Chile nuevamente difundiendo lo que mi candidatura representa:

yo soy la continuidad y el cambio. »³⁰⁴ Dans cet extrait Michelle Bachelet, en utilisant la formule d'interpellation « amies et amis », se construit une image d'une candidate intéressée par les besoins de la population chilienne. Avec l'emploi de l'adverbe « à nouveau » elle active l'inférence d'un parcours antérieur à celui-ci, qui a eu lieu dans un autre temps, ce qui renforce son intention de connaître la population chilienne. Notons l'énoncé « je suis la continuité et le changement » qui dans l'apparente contradiction est cohérent au sens où elle avait déclaré être la continuité du gouvernement antérieur, celui de Ricardo Lagos. En ce qui concerne l'énoncé « [je suis] le changement », source d'une possible contradiction, celui-ci revoie à la fin du monopole masculin dans la politique chilienne. À cet égard, ce dernier aspect est cohérent avec l'*ethos* « de rupture » déjà analysé.

Dans son discours « Notre rêve est possible », la candidate Michelle Bachelet s'adresse à l'ensemble des Chiliens :

« Yo quiero invitar al país, no al gobierno, no a una coalición, sino al conjunto de la sociedad, a sumir un compromiso, el compromiso de poner fin a la miseria en Chile. Todos estamos llamados a esta tarea y, desde ya, la asumo como mi objetivo prioritario »³⁰⁵;

« Quiero, como todos queremos, como usted quiere, que Chile crezca y sea un país desarrollado »³⁰⁶.

Dans le premier extrait la candidate Michelle Bachelet, en utilisant le « je », emploie les formules d'interpellation « je veux inviter le pays » et « [je veux inviter] l'ensemble de la société » lorsqu'il s'agit de s'adresser aux Chiliens. Il est intéressant de faire ressortir les deux négations ([je veux inviter] non pas le gouvernement, non pas une coalition...) qui en fait restreignent l'appel d'un sens plus large tout en éliminant en apparence les interpellations ciblées. Nous soulignons 'en apparence' car par la suite, dans le discours politique, les paroles ciblées sont l'objet de plusieurs destinataires en même temps, ce qui rend le travail d'analyse et d'interprétation d'une prise de parole difficile dans ce contexte. Notons l'aspect de

³⁰⁴ « Amies et amis. Je parcourrai le Chili à nouveau pour diffuser ce que ma candidature représente : je suis la continuité et le changement », (11/12/2005).

³⁰⁵ « Je veux inviter le pays, non pas le gouvernement, non pas une coalition, mais l'ensemble de la société, à assumer un engagement, l'engagement de mettre fin à la misère au Chili. Nous sommes tous appelés à cette tâche et de cette tribune je l'assume comme mon objectif prioritaire », (2/12/2004).

³⁰⁶ « Je veux, comme nous voulons tous, comme vous voulez, que le Chili croisse et devienne un pays développé », (2/12/2004).

rassemblement de cet extrait déjà identifié dans d'autres extraits ainsi que l'emploi des mots « ensemble » et « tous ». Dans la partie consacrée à l'*ethos* de rassemblement nous avons analysé l'énoncé « mettre fin à la misère » en disant que cela correspond à l'imaginaire du progrès présent depuis longtemps dans la politique chilienne et que cette fois-ci c'est la candidate Michelle Bachelet qui récupère cette idée dans sa campagne.

Quant au deuxième extrait, la candidate Michelle Bachelet, en utilisant la première personne du singulier, interprète les vœux généraux de la population chilienne par la marque linguistique « comme vous voulez ». Nous avons considéré cet extrait comme étant une interpellation de destinataires généraux dans la mesure où la candidate semble s'adresser à l'ensemble de la population. Il est intéressant de souligner l'expression « comme nous voulons tous, comme vous voulez » qui met en équilibre les pronoms « nous » et « vous » autour d'un sujet qui fait consensus, celui du développement du Chili. On note aussi l'emploi du pronom « tous », présent aussi dans le dernier extrait, et qui dans un contexte d'un appel général peut être interprété comme une marque d'interpellation aux destinataires généraux.

Dans un discours intitulé « Lettre aux Chiliens », la candidate Michelle Bachelet a déclaré :

« Estoy convencida de que las chilenas y los chilenos podemos más. Más ideas, más trabajo, más fuerza, más riqueza »³⁰⁷ ;

« Mi tarea no es otra que brindar a los chilenos las oportunidades para que Chile sea para todos y todos seamos Chile. La llave del futuro no está en las manos de nadie, sino en las de todos. Entre todos podemos lograr el cambio y mirar frente a frente un país mejor »³⁰⁸.

Dans le premier extrait Michelle Bachelet, en utilisant le « je » et le « nous », emploie la formule d'interpellation déjà identifiée, « les Chiliennes et les Chiliens » afin de s'adresser à l'ensemble de cette communauté. Notons l'identification de Michelle Bachelet avec la

³⁰⁷ « Je suis convaincue que les Chiliennes et les Chiliens pouvons plus. Plus d'idées, plus de travail, plus de puissance, plus de richesse », (18/10/2005).

³⁰⁸ « Ma tâche est nulle autre qu'offrir aux Chiliens les opportunités pour que le Chili soit pour tous et que tous nous soyons le Chili. La clé du futur n'est dans les mains de personne, mais dans les mains de tous. Entre nous tous nous pouvons réussir le changement et regarder avec les yeux ouverts un pays meilleur », (18/10/2005).

population chilienne à travers la marque verbale « nous pouvons plus » qui met en relief l'encouragement collectif d'un projet en commun, le mieux-être et grandir ensemble.

Concernant le deuxième extrait, la candidate Bachelet interpelle les destinataires généraux par l'emploi du nom propre « Chiliens », ainsi que par « nous tous » et « tous ». Notons dans l'extrait l'aspect stylistique du jeu de mots « pour que le Chili soit pour tous et que tous nous soyons le Chili » qui soulève le caractère inclusif de cette prise de parole. Dans cette même ligne de pensée on retrouve la métaphore « La clé du futur ne [est]...dans les mains de tous » qui est révélatrice de l'*ethos* « de rassemblement » identifié auparavant.

3.3.2.3. L'interpellation de l'adversaire

Par interpellation de l'adversaire nous comprenons la façon dont la candidate Michelle Bachelet s'adresse à l'opposition. Dans la partie consacrée à la disqualification de l'adversaire, nous avons vu différents procédés concernant tant la disqualification du candidat opposé que les idées qu'il soutient. Pour cette partie de notre travail, nous avons réfléchi aux différents types d'interpellation utilisés pour s'adresser aux adversaires.

Nous avons repéré quelques interpellations adressées au candidat opposé. Cependant, comme chez Ricardo Lagos, les interpellations personnelles sont peu fréquentes. Voici quelques exemples :

« Sebastián, tú fuiste generalísimo del candidato del Sí. Ni siquiera votaste por don Patricio Aylwin »³⁰⁹;

« Yo no tengo intereses de negocio ni soy dueña de grandes empresas »³¹⁰;

« No hay que dejarse confundir: EL QUE SALIÓ SEGUNDO NO PUEDE PRETENDER QUE SALIÓ PRIMERO »³¹¹.

Dans le premier extrait, la candidate Michelle Bachelet interpelle le candidat adverse par son prénom « Sebastián » et par le pronom « tu ». Nous avons analysé le contenu de cet

³⁰⁹ « Sebastián, tu as été le directeur de campagne du candidat du *Oui*. Tu n'as même pas voté pour monsieur Patricio Aylwin », (11/12/2005).

³¹⁰ « Je n'ai ni d'intérêts dans les affaires ni ne suis propriétaire de grandes entreprises », (11/12/2005).

³¹¹ « Il ne faut pas se laisser abuser : CELUI QUI EST SORTI SECOND NE PEUT PAS PRÉTENDRE QU'IL EST SORTI PREMIER », (11/12/2005).

extrait qui pose des problèmes au niveau du sens si on ne connaît pas la réalité et le contexte chiliens. En ce qui concerne l'interpellation de l'adversaire dans l'extrait, nous mettons l'accent sur « Sebastián » et « tu », qui représentent une façon familière et quotidienne d'interpeller son adversaire politique, tout en connaissant le contenu disqualifiant de cette prise de parole. On peut s'interroger sur pourquoi Michelle Bachelet tutoya son adversaire au lieu de dire « vous » ou « Monsieur Sebastián Piñera ». Nous ne pouvons pas répondre à cette question, donc nous nous contenterons pour l'instant d'affirmer que dans une apparente relation de familiarité se trouve une mise en scène disqualifiant contre les propos soutenus par Sebastián Piñera.

Quant au deuxième extrait, Michelle Bachelet interpelle de manière indirecte son adversaire à travers la double négation : « Je n'ai ni d'intérêts [...] ni ne suis propriétaire... » Comme nous l'avons remarqué à plusieurs reprises, la négation fait souvent appel à de l'interdiscours qui porte ici sur les différences entre elle et le candidat de droite ainsi que sur le principe que la politique et les affaires ne sont pas compatibles. Nous retiendrons de cet extrait l'interpellation indirecte par la négation comme une marque d'interpellation de l'adversaire.

Dans la même logique que l'extrait précédent, Michelle Bachelet interpelle indirectement le candidat adverse par l'énoncé « celui qui fut en deuxième place ne peut pas prétendre être en première ». Comme l'extrait précédent, celui-ci est fortement contextuel et se situe dans la logique de reprises et d'échanges de parole après le premier tour où Michelle Bachelet l'a remporté avec 45,96 % des voix, provoquant ainsi la réaction de Sebastián Piñera qui a diminué l'importance de son échec. On peut ajouter que les lettres majuscules parlent très fort afin de souligner que c'est elle et non lui qui fut la première.

Or, pour ce qui concerne l'interpellation des partis adversaires, les exemples sont nombreux. L'appellation « la droite » s'impose comme la plus fréquente lorsqu'il s'agit de s'adresser aux partis adversaires.

« La derecha no presenta ideas nuevas. Critican más que proponen [...] prometen lo que no hicieron. Saben que no van a gobernar »³¹² ;

³¹² « La droite ne présente pas de nouvelles idées. Elle critique plus qu'elle ne propose [...] elle promet ce qu'elle ne va pas faire. Elle sait qu'elle ne va pas gouverner », (30/07/2005).

« Al sectarismo y a la intolerancia de la derecha hay que oponer el calor del pluralismo y la riqueza de la diversidad »³¹³;

« Hoy seguimos demostrando la gran diferencia entre la Concertación y la derecha. La derecha empezó con un candidato y terminó con dos »³¹⁴.

Dans ces trois extraits, Michelle Bachelet interpelle directement l'adversaire par le nom « la droite ». Il n'est pas question ici d'analyser le contenu disqualifiant de ces prises de parole, mais comment la candidate Michelle Bachelet interpelle les partis de droite, ici par le nom « la droite ».

Une autre manière d'interpeller les partis adverses est par le nom « l'opposition ». En voici quelques exemples :

« Nosotros le hablamos de unidad al país. La oposición se habla a sí misma, tratando de explicar porqué antes era una alianza y hoy son sólo partidos »³¹⁵;

« Cuánto gusto da ver a algunos oposición ahora preocupados de la igualdad de oportunidades »³¹⁶.

Dans ces deux exemples, la candidate Michelle Bachelet emploie le nom « l'opposition » lorsqu'elle s'adresse aux partis de droite. Il y a aussi de la part de Michelle Bachelet l'emploi de noms dévalorisant pour interpeller les partis de droite, comme « intolérants » et « autocrates ».

« Cuánto gusto da ver a los intolerantes de antes hablando ahora de tolerancia »³¹⁷;

« Cuánto gusto da ver a los autócratas de antes hablando ahora de participación y democracia »³¹⁸.

³¹³ « Au sectarisme et à l'intolérance de la droite, il faut opposer la chaleur du pluralisme et la richesse de la diversité », (30/07/2005).

³¹⁴ « Nous continuons aujourd'hui de démontrer la grande différence entre la Concertation et la droite. La droite commença avec un candidat et termina avec deux », (30/07/2005).

³¹⁵ « Nous parlons d'unité au pays. L'opposition se parle à elle-même, en essayant d'expliquer pourquoi c'était avant une alliance et aujourd'hui seulement des partis », (30/07/2005).

³¹⁶ « Quel plaisir de voir certains de l'opposition se préoccuper à présent de l'égalité des chances », (28/01/2005).

³¹⁷ « Quel plaisir de voir les intolérants d'hier parler maintenant de tolérance », (28/01/2005).

³¹⁸ « Quel plaisir de voir les autocrates d'hier parler maintenant de participation et de démocratie », (28/01/2005).

Dans ces deux extraits, la candidate Michelle Bachelet utilise deux noms dévalorisants pour interpeller les partis de droite. Les deux noms font référence à une conception du pouvoir autoritaire et peu tolérant aux critiques. Cependant, ces cas ne sont pas fréquents dans l'ensemble du corpus.

Comme nous l'avons vu chez Ricardo Lagos, la candidate Michelle Bachelet interpelle indirectement les partis de droite par le pronom « ceux », plus son complément.

« El pasado que encarnan esos que quieren que Chile cambie sin cambiar ellos. Esos que no conciben dejar atrás ni sus peleas, ni sus egos por el bien del país »³¹⁹;
« Esos que hacen de la arrogancia y el miedo su única bandera »³²⁰.

Dans ces deux extraits, les « ceux qui veulent que.. » et « ceux qui font de... » font référence aux partis de droite. Le recours à l'interpellation indirecte tantôt chez Ricardo Lagos tantôt chez Michelle Bachelet est un élément constitutif du discours politique où, en empruntant la terminologie de Charaudeau (2005), les relations entre « l'instance politique », « l'instance citoyenne » et « l'instance adversaire » sont étroites et soumises à différentes contraintes plus ou moins rituelles dont l'interpellation indirecte est partie prenante.

3.3.3. L'interpellation des destinataires dans la gestion gouvernementale : Ricardo Lagos

Pendant son exercice du pouvoir, le président Ricardo Lagos a interpellé différents secteurs de la population chilienne dans son rôle de président. En tant que chef d'État, Ricardo Lagos doit se légitimer et maintenir la confiance des citoyens en même temps que justifier les politiques appliquées durant sa gestion.

Pour aborder l'interpellation dans la gestion gouvernementale, nous allons faire dans un premier temps une distinction entre destinateurs spécifiques et destinateurs généraux. Ensuite, nous allons traiter de l'interpellation de l'adversaire.

³¹⁹ « Le passé qu'incarne ceux qui veulent que le Chili change sans changer eux-mêmes. Ceux qui ne conçoivent pas de laisser derrière eux ni leurs luttes, ni leurs egos pour le bien du pays », (18/10/2005).

³²⁰ « Ceux qui font de l'arrogance et de la peur leur seul drapeau », (18/10/2005).

3.3.3.1. Destinataires spécifiques

Le discours du 21 mai devant le Parlement et transmis en direct par les principales chaînes de télévision interpelle différents secteurs de la société chilienne. Nous en avons choisi cinq (les parlementaires, les jeunes, les autochtones, les travailleurs et les entrepreneurs) basés sur les critères de fréquence et de signification dans notre analyse.

Dû à la situation fortement ritualisée du discours du 21 mai devant le Parlement, une partie importante des interpellations s'adresse aux parlementaires présents. En voici quelques exemples :

« Quisiera hacer sinceramente un llamado a todos los parlamentarios a tratar el tema constitucional con altura de mira, pensando en el bien de la patria »³²¹ ;

« Quiero hoy aquí agradecer a los honorables parlamentarios la aprobación de leyes que son indispensables para seguir creando la sociedad más moderna, más justa, más equitativa »³²²;

« Quiero hacer un llamado acá solemne a los señores parlamentarios: quiero que ahora se apruebe, en esta legislación, un sistema que implica inscripción automática »³²³.

Dans le premier extrait Ricardo Lagos, en utilisant le « je », fait appel à l'ensemble des parlementaires pour réfléchir et travailler sur les possibles réformes constitutionnelles. Par le nom « parlementaires » précédé par l'adjectif « tous », Lagos interpelle ce secteur au sein du Parlement dans un esprit de rassemblement. Notons l'argument mobilisé par Ricardo Lagos inscrit dans l'énoncé « [pour] le bien de la patrie » qui renvoie à une raison d'ordre suprême fortement consensuelle.

Quant au deuxième extrait, Ricardo Lagos interpelle les membres du parlement par le syntagme « honorables parlementaires ». En utilisant l'adjectif « honorables », Ricardo Lagos construit une image positive des parlementaires. Notons que dans le corpus analysé, le syntagme « honorables parlementaires » est peu fréquent en tant que formule d'interpellation,

³²¹ « Je voudrais sincèrement faire appel à tous les parlementaires à examiner la question constitutionnelle par rapport aux défis, tout en pensant au plus grand bien de la patrie », (21/05/2002).

³²² « Je tiens aujourd'hui à remercier les honorables parlementaires pour l'adoption des lois qui sont indispensables pour continuer à bâtir une société plus moderne, plus juste, plus équitable », (21/05/2002).

³²³ « Je voudrais lancer un appel solennel aux messieurs parlementaires : je veux que soit adopté maintenant, dans cette législation, un système impliquant l'inscription automatique » (21/05/2004).

mais significatif en tant qu'élément révélateur d'une façon d'interpeller les parlementaires, loin d'une disqualification.

Dans le troisième extrait Ricardo Lagos, en utilisant le « je », interpelle les membres du parlement dans le cadre d'un « appel solennel ». Il est intéressant de souligner l'emploi de la formule, « [un] appel solennel », ainsi que « messieurs parlementaires » qui renvoie à la pratique ritualisée de cette mise en scène, très courtoise, lorsqu'il s'agit d'interpeller les parlementaires. On trouve aussi la formule d'interpellation « messieurs parlementaires » dans cet extrait : « ¡En sus manos está, señores parlamentarios, fortalecer y ampliar nuestra democracia! »³²⁴ Ici Ricardo Lagos emploie cette formule d'interpellation dans le but d'inciter les parlementaires à réformer la constitution et améliorer aussi la démocratie.

Une autre façon d'interpeller les parlementaires c'est de s'adresser au Congrès national comme dans les exemples ci-dessous :

« Quiero invitar al Congreso de Chile a que me acompañe para hacer realidad lo que quiere todo Chile: discutir democráticamente nuestra Constitución »³²⁵;

« Valoro enormemente el esfuerzo de este Congreso Nacional, que con su trabajo hizo posible que el proyecto de ley del Nuevo Trato se convierta en Ley de la República »³²⁶.

Dans ces deux extraits, Ricardo Lagos interpelle le Congrès du Chili ou le Congrès national, qui correspond à l'ensemble des parlementaires des deux chambres, à savoir les députés et les sénateurs.

Concernant le premier extrait, Ricardo Lagos emploie la formule d'interpellation déjà identifiée « je veux inviter » en adressant les membres du Congrès national. Notons le contenu de l'interpellation qui intègre les membres du Congrès dans cette mise en scène et qui met Ricardo Lagos dans une situation d'interprète de la volonté du pays par l'énoncé « [...] à

³²⁴ « Dans vos mains, messieurs parlementaires, vous avez la possibilité de renforcer et d'élargir notre démocratie! » (21/05/2004).

³²⁵ « Je voudrais inviter le Congrès du Chili à me joindre pour concrétiser ce que veut tout le Chili : discuter démocratiquement de notre Constitution », (21/05/2003).

³²⁶ « J'estime énormément l'effort de ce Congrès national qui grâce à son travail a permis que le projet de loi *Nuevo trato* devienne une loi de la République », (21/05/2003).

me joindre pour concrétiser ce que veut tout le Chili [...] ». En ce sens, Ricardo Lagos incarne la majorité qui veut modifier la Constitution.

Dans le deuxième extrait Ricardo Lagos, en s'adressant au Congrès national, remercie les efforts de ce Congrès concernant la formulation de la loi *Nuevo trato* qui reconnaît certains droits des peuples autochtones du Chili. Notons l'image positive du Congrès national que construit Ricardo Lagos et qui s'inscrit, comme les extraits précédents, dans une pratique courtoise devant les membres du Parlement.

Un autre secteur fréquemment interpellé est les jeunes. En voici quelques exemples :

« Quiero hoy decir aquí con plena conciencia de mis palabras: prefiero mil veces a jóvenes que se movilizan para mejorar las condiciones educacionales de todos que a una juventud apática e individualista. Espero, sin embargo, que cuando protesten procuren que sus actos estén a la altura de la causa que los convoca. Luchar por una causa requiere capacidad de dialogar, de construir acuerdos »³²⁷;

« Y por eso hoy aquí, yo quiero señalar que comprendo a los jóvenes que protestan, comprendo que hemos ganado la democracia y los que estamos aquí lo hicimos para que aquellos que están descontentos puedan protestar. Pido tan sólo que la protesta se haga como corresponde a un país civilizado y pido por cierto, que se haga con el rostro descubierto »³²⁸.

Dans le premier extrait, Ricardo Lagos interpelle les jeunes dans un contexte de manifestation universitaire pour avoir le droit d'accéder à l'enseignement Supérieur. Notons la représentation que fait Ricardo Lagos dans son discours aux jeunes dans lequel on distingue deux groupes : ceux qui sont apathiques et ne participent pas dans la vie politique et ceux qui participent et manifestent pour leurs droits. Ricardo Lagos fait son choix pour les jeunes qui manifestent, mais de façon moraliste, en mettant en avant la capacité de négocier des accords. On peut également suggérer l'interdiscours qui traverse cet extrait concernant les critiques du

³²⁷ « Je veux dire aujourd'hui, en pleine conscience de mes mots : Je préfère mille fois les jeunes gens qui se mobilisent pour améliorer l'enseignement de tous qu'une jeunesse apathique et individualiste. J'espère, cependant, qu'en protestant, que leurs actes soient à la hauteur de la cause qui les mobilise. Se battre pour une cause requiert de la capacité à communiquer, à construire des accords », (21/05/2001).

³²⁸ « C'est pourquoi aujourd'hui dans cette tribune, je tiens à dire que je comprends les jeunes qui protestent, je comprends que nous avons gagné la démocratie et que ceux qui sont présents le sont pour que ceux qui sont mécontents puissent protester. Je demande seulement que la manifestation se fasse à la hauteur d'un pays civilisé et je demanderais certainement qu'elle soit faite avec le visage découvert », (21/05/2002).

mouvement des étudiants véhiculées par la presse qui soulignent les dégâts provoqués à la propriété privée et publique ainsi que la participation de groupes masqués, les *encapuchados*, dans les manifestations.

Quant au deuxième extrait, Ricardo Lagos parle des jeunes en déclarant sa compréhension des manifestations menées par eux concernant les frais de scolarité. Il est intéressant de souligner la notion de la démocratie mobilisée par Ricardo Lagos, décrite comme ayant accès à exprimer différentes idées dans la rue. Notons également à partir de cette vision de la démocratie l'adjectif « mécontents », rattaché aux jeunes qui manifestent dans la rue. De manière similaire que l'extrait précédent, cette prise de parole a un contenu moral qui propose quelques considérations sur comment réussir une manifestation, telles que maintenir le calme, éviter les possibles dégâts qui peuvent être occasionnés et surtout interdire la participation des *encapuchados*.

Dans ce même ordre d'idées, une situation extraordinaire se développe pendant le discours du 21 mai de 2003. Ricardo Lagos est interrompu par un groupe d'étudiants présents dans la salle et qui contestent la vision du monde du président concernant l'enseignement supérieur. Face à cette interruption, conçue comme inappropriée par l'ensemble de la classe politique chilienne, Ricardo Lagos a répliqué : « En un rato más voy a referirme exactamente a los puntos que están señalando. Lo que están diciendo es inexacto... Democracia es que ustedes puedan estar en las calles gritando, mi amigo. ¡Para eso luché!»³²⁹

Il est intéressant de souligner dans cet extrait la disqualification par Ricardo Lagos des propos des jeunes qui se sont manifestés au Parlement par l'énoncé « Ce que vous dites est inexact ». La façon de dénommer les jeunes manifestants par le nom commun « mes amis » soulève du registre familial employé par Ricardo Lagos ainsi qu'un certain ton paternaliste concernant l'interruption des jeunes. Notons l'*ethos* « combatif et puissance » mobilisé dans l'énoncé « c'est pour ça que je me suis battu ! » qui permet à Ricardo Lagos de reprendre la parole et se légitimer face à cette interruption.

Un autre secteur ciblé dans le discours du 21 mai est les peuples autochtones, notamment les *mapuches*. Ces derniers, qui vivent au sud du Chili, ont été protagonistes avec

³²⁹ « Plus tard je vais préciser les points qui vous évoquez. Ce que vous dites est inexact... la démocratie, c'est que vous pouvez être dans les rues en criant, mon ami. C'est pour ça que je me suis battu ! », (21/05/2003).

la police et les entrepreneurs forestiers dans de nombreux conflits entourant la propriété de la terre. Dans ce contexte, Ricardo Lagos s'est exprimé le 21 mai 2002 :

« Con la misma convicción, quiero señalar aquí, que no vamos a aceptar la violencia como un medio válido para conseguir resultados. Por el contrario, es mi convicción que el diálogo, la paz, el respeto al Estado de Derecho, es la única base estable para encontrar solución a los problemas y estoy cierto que por este camino el pueblo mapuche y demás etnias originarias, podrán encontrar satisfacción a sus demandas »³³⁰

Dans cet extrait, Ricardo Lagos interpelle les groupes autochtones et notamment les mapuches par leur nom propre. Cette interpellation vise à stopper la violence et à mettre en place le dialogue comme moyen de résoudre les conflits. Notons l'emploi du mot « violence » qui, tel que présenté ici, s'est rattaché aux mapuches et autres groupes autochtones, ce qui implique un positionnement de Ricardo Lagos concernant cet enjeu sociohistorique.

Dans cet ordre d'idées, Ricardo Lagos avait déclaré le 21 mai 2000 :

« La política que me propongo desarrollar respecto de los pueblos originarios, es una política que tiene que nacer de lo más profundo del alma de Chile. No para hacer justicia con ellos, que también hay que hacer, sino para entender que preservar su cultura es lo que nos permite mantener una riqueza mayor como país. Por eso, nuestra voluntad de reconocimiento y reparación hacia estos pueblos no debe confundirse con concesiones infinitas a pequeños grupos que alteran el orden público o vulneran el Estado de Derecho »³³¹

Dans cet extrait, Ricardo Lagos s'adresse à l'ensemble des peuples autochtones afin d'exposer sa politique de préservation et de reconnaissance de leurs droits. Il utilise le nom

³³⁰ « Avec la même conviction, je voudrais signaler ici que nous n'allons pas accepter la violence comme un moyen valide d'obtenir des résultats. Au contraire, je suis convaincu que le dialogue, la paix, le respect de l'État de droit, constituent la seule base stable pour trouver des solutions aux problèmes et je suis certain que de cette façon les *mapuches* et autres groupes ethniques autochtones, pourront trouver satisfaction à leurs demandes », (21/05/2002).

³³¹ « La politique que j'ai l'intention de développer concernant les peuples autochtones est une politique qui doit être née des profondeurs de l'âme du Chili. Ce n'est pas pour faire justice pour eux, ce qu'il faut aussi faire, mais pour comprendre que la préservation de leur culture nous permet de maintenir une grande richesse en tant que pays. Pour cette raison, notre volonté de reconnaissance et de réparation envers ces peuples ne doit pas être confondue avec des concessions sans fin à de petits groupes qui altèrent l'ordre public et vont à l'encontre de l'État de droit », (21/05/2000).

commun « peuples autochtones » pour les interpeller, en même temps qu'il fait appel au respect des lois à l'intérieur de l'État. Notons que l'expression « les petits groupes qui altèrent l'ordre public » mobilise de l'interdiscours concernant les incidents provoqués dans la cadre du « conflit mapuche »³³² où les *pehuenches*, un groupe autochtone au pied de la cordillère a été affecté par la construction d'une centrale hydraulique appelée Ralco en 1999.

Un autre secteur concerné par le discours du 21 mai 2000 est les travailleurs. Parmi eux, se trouvent les femmes sur un horaire saisonnier qui travaillent à la campagne.

« Una Reforma Laboral que haga justicia a la mujer temporera, que haga justicia a tantos que ven que nuestra legislación laboral alcanza a algunos pero no a todos, una legislación laboral en donde los trabajadoras de mi tierra tengan derecho a defender sus derechos para poder tener una mejor distribución en los frutos del progreso »³³³

Dans cet extrait, Ricardo Lagos interpelle par son nom commun la femme saisonnière ainsi que l'ensemble des travailleurs. En mettant en place des réformes pour améliorer les conditions de vie de ces dernières, Ricardo Lagos s'adresse aussi bien aux femmes travailleuses saisonnières qu'à tous ceux qui travaillent la terre sans avoir de législation du travail qui leur est propre. Notons l'emploi de la métaphore de la récolte appliquée aux bénéfices du système économique. Dans ce sens, les « fruits du progrès » fait référence aux éventuels bénéfices économiques et sociaux attirés pour les travailleurs agricoles.

Dans son discours du 21 mai 2001, Ricardo Lagos interpelle les travailleurs de la santé en disant :

³³² Le syntagme « conflit mapuche » désigne les enjeux et les problématiques autour de la possession de la terre entre les mapuches, les entrepreneurs forestiers, l'État et les forces policières. À partir de 1990, le rapport de force entre ces secteurs a généré d'épisodes violents dans lequel trois jeunes mapuches ont été mortes. Voir à ce sujet les travaux de José Bengoa.

³³³ « Une réforme du travail qui rend justice à la femme saisonnière, qui rend justice à ceux qui voient que notre législation du travail n'arrive pas à tous, une législation du travail où les travailleurs de mon pays ont le droit de défendre leurs droits d'avoir une meilleure distribution des fruits du progrès », (21/05/2000).

« Ampliaremos la jornada hospitalaria, mejoraremos la calidad, con un trato amable, participación de los usuarios y reducción del déficit hospitalario. Los trabajadores de la salud serán un pilar de la reforma »³³⁴

Dans cet extrait, Ricardo Lagos interpelle les membres de ce secteur par le nom commun « travailleurs de la santé ». Notons la promesse politique développée par le président à travers l'usage du temps futur « nous étendrons [la journée dans les hôpitaux] », « nous améliorerons [la qualité] » ainsi que par la prise en compte du rôle des travailleurs de la santé dans cette réforme.

Un autre secteur interpellé dans les discours présidentiels est les entrepreneurs. Comme nous l'avons vu dans les discours de la campagne électorale, ce secteur est fréquemment interpellé par les politiciens du Chili. Lors de son habituelle locution du 21 mai, Ricardo Lagos s'est exprimé :

« Empresarios: pongamos capacidad organizativa, patrocine, financiamiento en el deporte y la cultura. Así podremos alcanzar en este campo, en un esfuerzo colectivo de todos »³³⁵;

« Tenemos que recuperar los niveles de inversión que teníamos hace cinco años. Esto no ocurre automáticamente, de la noche a la mañana. Debemos acelerar el proceso. Necesitamos de la confianza, decisión y empuje de los inversionistas. Y quisiera por ello, convocar a todos los empresarios, nacionales y extranjeros a responder con fuerza, como ellos lo saben hacer a este desafío »³³⁶.

Dans le premier extrait, Ricardo Lagos interpelle les entrepreneurs par leur nom dans le but de les faire participer au développement du sport et de la culture. Il est intéressant de s'attarder sur les domaines convoqués, à savoir, le sport et la culture qui sont par excellence au Chili des terrains monopolisés par l'état. On peut interpréter cela comme un effort de

³³⁴ « Nous étendrons la journée dans les hôpitaux, nous améliorerons la qualité, avec des relations plus amicales, avec la participation des usagers et en réduisant le déficit hospitalier. Les travailleurs de la santé seront l'un des piliers de la réforme », (21/05/2001).

³³⁵ « Entrepreneurs : Mettons la capacité organisationnelle, l'appui, le financement dans le sport et la culture. Ainsi, nous pouvons réaliser dans ce domaine un effort collectif », (21/05/2000).

³³⁶ « Nous devons récupérer les niveaux d'investissement que nous avions il y a cinq ans. Cela ne se produit pas automatiquement, du jour au lendemain. Nous devons accélérer le processus. Nous avons besoin de la confiance, de la détermination et du dynamisme des investisseurs. Et pour cela je convoquerai tous les entrepreneurs, les nationaux et les étrangers à répondre avec force, comme eux savent faire face à ce défi », (21/05/2002).

Ricardo Lagos d'attirer les entrepreneurs dans des secteurs qui ne répondent pas nécessairement à la logique des affaires.

Quant au deuxième extrait, Ricardo Lagos interpelle par leur nom commun les entrepreneurs nationaux et étrangers afin qu'ils investissent dans l'économie chilienne et rehaussent ainsi les chiffres historiques d'investissements. Notons la construction positive des entrepreneurs à travers l'énoncé « comme eux [les entrepreneurs] savent faire face à ce défi », ce qui soulève de l'expérience réussie auparavant.

3.3.3.2. Destinataires généraux

Par destinataires généraux nous comprenons, comme nous l'avons vu, les destinataires qui n'ont pas auparavant fait partie d'une cible spécifique. Par l'usage d'expressions telles que « Chiliens et Chiliennes », « je vous invite », « citoyens du Chili », Ricardo Lagos s'adresse à l'ensemble de la population chilienne afin de les interpeller et de les faire participer dans son projet de parole.

Dans son discours du 21 mai 2000, Ricardo Lagos a déclaré :

« Quiero invitar a todos mis compatriotas a ser protagonistas de esta época, de esta nueva época, a recuperar los grandes sueños que imaginaron para Chile los Padres de la Patria »³³⁷;

« Los invito a aumentar al máximo nuestras libertades culturales y políticas. La libertad es la gran herencia de los padres de la patria. ¡Chile fue y será una patria para la libertad! Por eso hoy aquí, en el inicio de este nuevo siglo, quisiera invitarlos a iniciar una nueva época »³³⁸.

Dans ces deux extraits, Lagos emploie la formule d'interpellation « je vous invite » pour s'adresser à la population chilienne au sens large du terme.

³³⁷ « Je veux inviter tous mes compatriotes à être des protagonistes de cette époque, de cette nouvelle ère, et à récupérer les grands rêves imaginés pour les pères de la patrie », (21/05/2000).

³³⁸ « Je vous invite à maximiser nos libertés politiques et culturelles. La liberté est le grand héritage des pères fondateurs de la patrie. Le Chili a été et sera une patrie pour la liberté ! C'est pour cela qu'ici, au début de ce nouveau siècle, je voudrais vous inviter à commencer une nouvelle ère », (21/05/2000).

Dans le premier extrait, Ricardo Lagos fait un appel à ses « compatriotes » dans le but de les inciter à participer avec son gouvernement identifié comme partie d'une « nouvelle ère ». Notons le recours à la pensée des pères fondateurs du Chili qui est révélateur d'un esprit de rassemblement.

Quant au deuxième extrait, il interpelle l'ensemble des Chiliens par le pronom « vous » afin d'augmenter les libertés dans les domaines politique et culturel. Notons également dans cet extrait le recours aux pères fondateurs du Chili, surtout lorsqu'il s'agit de mettre en valeur la liberté. En effet, la liberté en tant que concept est présentée ici comme un héritage des pères fondateurs et l'un des éléments fondamentaux du gouvernement de Ricardo Lagos.

Dans cet ordre d'idées, Ricardo Lagos lors de son allocution du 21 mai 2000 a dit :

« Yo quisiera, para concluir, llamar a todos los chilenos a unirse y trabajar con renovadas energías »³³⁹;

« Invito a mis compatriotas, más allá de cualquier diferencia política, a dejar solos a los profetas del pesimismo »³⁴⁰.

Dans le premier extrait, Ricardo Lagos s'adresse à l'ensemble de la population chilienne par la formule d'interpellation déjà identifiée « tous les Chiliens ». Il est intéressant d'observer dans cet extrait l'esprit de rassemblement de cette formule d'interpellation qui a été analysé dans la partie consacrée à l'*ethos* « de rassemblement ». Dans ce sens, nous constatons un lien étroit entre les interpellations générales et l'*ethos* de rassemblement.

Quant au deuxième extrait, il interpelle l'ensemble de ses « compatriotes » au-delà des préférences politiques. L'emploi du nom « compatriotes », déjà identifié auparavant, lui permet de s'adresser à un large public en même temps que renforcer les liens nationaux.

³³⁹ « Je voudrais, pour conclure, appeler tous les Chiliens à être unis et à travailler avec des énergies renouvelées », (21/05/2001).

³⁴⁰ « J'invite mes compatriotes, au-delà des différences politiques, à laisser seuls les prophètes du pessimisme », (21/05/2001).

Dans un entretien accordé à *Radio Cooperativa*, Ricardo Lagos répond à la question du journaliste concernant les enjeux des prochaines élections au Chili de 2005. À cet égard, le président répond :

« Primero me gustaría invitar a todos los chilenos y chilenas a participar y participar activamente [en las elecciones de 2005] »³⁴¹

Dans cet extrait Ricardo Lagos, en répondant à la question du journaliste, emploie la formule d'interpellation « tous les Chiliens et Chiliennes » dans le but de faire un appel général à voter dans les élections de 2005. Notons l'aspect oral de l'extrait à travers la reformulation de l'énoncé « à participer et à participer activement ».

D'autres apparitions de la formule d'interpellation « tous les Chiliens et Chiliennes » se trouvent dans les extraits suivants :

« Quiero invitar a todos los chilenos y chilenas a sentir orgullo por lo que juntos hemos construido, elevar nuestro espíritu, forjar unidos el destino de nuestra patria »³⁴²;

« Cada joven que deja de consumir drogas es motivo de alegría para todos los chilenos. Pero esta es una batalla cotidiana que nos convoca a todos los chilenos y chilenas, y a eso los llamo »³⁴³.

Dans le premier extrait, Ricardo Lagos interpelle l'ensemble de la population chilienne par la formule déjà identifiée « tous les Chiliens et Chiliennes ». Encore une fois, le lien entre l'*ethos* « de rassemblement » et l'interpellation des destinataires généraux est étroit. Nous pouvons repérer des marques linguistiques de cet *ethos* « de rassemblement » dans les énoncés, telles que « forger ensemble le destin de notre patrie » ou « se sentir fiers de ce que nous avons construit ensemble ».

³⁴¹ « Tout d'abord, je voudrais inviter tous les Chiliens et Chiliennes à participer et à participer activement [dans les élections de 2005] », (20/12/2002).

³⁴² « J'invite tous les Chiliens et Chiliennes à se sentir fiers de ce que nous avons construit ensemble, à élever notre esprit, à forger ensemble le destin de notre patrie », (21/05/2003).

³⁴³ « Chaque jeune qui cesse d'utiliser de la drogue est une source de joie pour tous les Chiliens. Mais, c'est une bataille quotidienne à laquelle tous les Chiliens et Chiliennes sont convoqués et j'appelle à votre participation », (21/05/2004).

Quant au deuxième extrait, Ricardo Lagos s'exprime par rapport au sujet de la consommation de la drogue chez les jeunes. En employant la formule d'interpellation « tous les Chiliens et Chiliennes », il intègre l'ensemble de la société chilienne dans cette tâche de lutter contre cette consommation. Notons l'esprit de rassemblement qui, une fois de plus, est révélateur de l'emploi de certaines formules d'interpellation déjà identifiées.

3.3.3.3. L'interpellation de l'adversaire

Dans cette partie nous allons identifier la façon dont Ricardo Lagos interpelle ses adversaires, sans entrer dans la mise en scène disqualifiante de la plupart de ses interpellations.

Dans sa gestion du gouvernement, Ricardo Lagos interpelle souvent ses adversaires par les noms « la droite » ou « l'opposition ».

« ¿Cuándo la derecha se ha preocupado en Chile por la igualdad? Yo lo que veo es que la derecha cuida su bolsillo y por Dios que lo cuidan bien sus diputados y senadores »³⁴⁴;

« [...] y creo que es un profundo error el que hacen los partidos de oposición al negar a este gobierno [al de Ricardo Lagos] [el tema del endeudamiento], ahora que tenemos las deudas más ordenadas »³⁴⁵.

Dans ces deux extraits – qui ont fait l'objet d'autres analyses – Ricardo Lagos interpelle ses adversaires par les noms « la droite » et « l'opposition ». Ces noms sont fréquemment utilisés tant dans les discours de campagne électorale que dans les discours sur la gestion gouvernementale.

Une autre façon d'interpeller ses adversaires est à travers l'allusion indirecte, comme dans les exemples suivants :

³⁴⁴ « [...] quand la droite s'est-elle préoccupée au Chili de l'égalité ? Moi, ce que je vois c'est que la droite surveille son porte-monnaie et que, mon Dieu, ses députés et ses sénateurs le surveillent bien [...] », (16/01/2000).

³⁴⁵ « [...] je crois que c'est une profonde erreur ce que font les partis de l'opposition en niant à ce gouvernement [celui de Ricardo Lagos] [le thème de l'endettement], maintenant que nous avons le budget plus équilibré [...] », (20/12/2002).

« Solo le pido a los críticos que no siembren la desconfianza en Chile »³⁴⁶;
« Nunca falta quienes tratan de aprovecharse de esta situación para sembrar el negativismo y obtener fugaces ventajas políticas »³⁴⁷;
« Hay quienes quieren instalar en Chile una cultura en la que todo está permitido para hacer dinero fácil y rápido »³⁴⁸.

Dans le premier extrait, « les critiques » qui sèment la méfiance au Chili renvoient aux partis de droite qui ont fortement critiqué les propositions du gouvernement de Lagos en matière économique. En ce sens Ricardo Lagos, sans employer les noms « la droite » ou « l'opposition », les interpelle indirectement.

Quant au deuxième extrait, Ricardo Lagos interpelle ses adversaires par l'expression « il ne manque jamais de ceux qui essayent de profiter de cette situation... » qui renvoie aux critiques des partis de droite contre la Concertation.

Dans cet ordre d'idées, Ricardo Lagos interpelle ses opposants dans le troisième extrait par l'expression « Il y a ceux qui veulent... », sans parler directement de « la droite » ou de « l'opposition ». Comme dans l'extrait précédent, celui-ci est très lié à la situation de l'énonciation où les échanges entre le gouvernement et l'opposition ont été fréquents et permet d'identifier le pronom « ceux » avec les critiques des adversaires de Ricardo Lagos.

Une autre interpellation indirecte se trouve dans cet extrait :

« [...]del gobierno en que participaban todas estas personas que ahora hablan tanto, dejaron al país endeudado en un 43% respecto al producto. O sea, la deuda era casi la mitad [...] »³⁴⁹

Ici Ricardo Lagos interpelle par l'énoncé « toutes ces personnes qui maintenant parlent tellement » les membres de l'opposition qui siègent au Parlement et parmi lesquels se

³⁴⁶ « Tout ce que je demande aux critiques c'est de ne pas semer la méfiance au Chili », (21/05/2001).

³⁴⁷ « Il ne manque jamais de ceux qui essayent de profiter de cette situation pour semer le négativisme et obtenir des avantages politiques éphémères », (21/05/2001).

³⁴⁸ « Il y a ceux qui veulent instaurer au Chili une culture selon laquelle tout est permis pour faire de l'argent facile et rapide », (21/05/2003)

³⁴⁹ « [...] du gouvernement [militaire] auquel ont participé toutes ces personnes qui maintenant parlent tellement alors qu'elles ont laissé le pays endetté à hauteur de 43 % du produit [intérieur brut]. C'est-à-dire que la dette en représentait quasiment la moitié [...] », (20/12/2002).

trouvent notamment d'anciens collaborateurs du gouvernement militaire. En ce sens, c'est une interpellation indirecte, car les noms « l'opposition » ou « la droite » n'apparaissent jamais.

3.3.4. L'interpellation des destinataires dans la gestion gouvernementale : Michelle Bachelet

Pendant son exercice du pouvoir, la présidente Michelle Bachelet a interpellé différents secteurs de la population chilienne dans son rôle de chef d'état. Pour aborder l'interpellation dans sa gestion du gouvernement, nous allons procéder comme dans la partie précédente, en faisant une distinction entre destinataires spécifiques et généraux. Ensuite, nous allons traiter de l'interpellation de l'adversaire.

3.3.4.1. Destinataires spécifiques

Tel que nous l'avons fait avec Ricardo Lagos, nous avons choisi cinq secteurs de la société chilienne (les parlementaires, les femmes, les citoyens, les travailleurs et les entrepreneurs) lesquels sont basés sur les critères de fréquence et de signifiante dans notre analyse.

Lorsqu'il s'agit d'interpeller les parlementaires qui siègent au Congrès national, Michelle Bachelet emploie aussi bien des mots courtois comme la colocation « honorable Congrès » que les noms communs « le Congrès national » ou « parlementaires ». Ainsi, dans son allocution du 21 mai, Michelle Bachelet a déclaré :

« Y, por supuesto, aprovecho de invitar a todos los parlamentarios para que acompañemos a nuestras mujeres en el Mundial Femenino Sub 20, porque las chiquillas están poniendo mucho esfuerzo para tener un gran equipo »³⁵⁰;

« Quiero que los beneficios se comiencen a pagar a mediados del próximo año [la pensión de jubilación]. De ustedes depende, estimados parlamentarios. Sé que el Congreso nos acompañará en este esfuerzo »³⁵¹.

³⁵⁰ « Et, évidemment, je profite pour inviter tous les parlementaires à ce que nous accompagnions nos femmes dans le cadre du Mondial féminin Sub 20, parce que les filles mettent beaucoup d'efforts pour former une grande équipe », (21/05/2008).

³⁵¹ « Je veux que les bénéficiaires [liés à la pension de retraite] commencent à être payés au milieu de l'année prochaine. Cela dépend de vous, chers parlementaires. Je sais que le Congrès se joindra à nous dans cet effort », (21/05/2007).

Dans le premier extrait, Michelle Bachelet interpelle « tous les parlementaires » afin de demander leur soutien pour l'équipe de football féminine du Chili. Notons que l'esprit de rassemblement dans le syntagme « tous les parlementaires » se place au-delà du clivage droite et gauche.

Quant au deuxième extrait, elle emploie le pronom « vous » ainsi que le syntagme « chers parlementaires » pour interpeller ce secteur de la société chilienne. Il est intéressant d'observer la formule d'interpellation « chers parlementaires » qui porte une connotation affective en même temps que construire une représentation positive de ces derniers. Notons également le sentiment de confiance qu'exprime la présidente par la marque verbale « je sais que le Congrès se joindra à nous dans cet effort »

Une autre façon d'interpeller les membres du Congrès est de les remercier pour leur travail. Dans cette ligne, les exemples suivants sont significatifs :

« Quiero agradecer hoy a este Congreso por haber aprobado rápidamente esta ley, lo que ha permitido que desde el 1º de mayo se estén pagando las pensiones ya reajustadas »³⁵²;

« Por eso digo: Gracias Congreso Nacional. Ustedes han cumplido con el gobierno y con Chile y hemos podido, de esta manera, dar un paso importantísimo en la dignidad de los adultos mayores de nuestro país »³⁵³.

Dans le premier extrait Michelle Bachelet, en utilisant le « je », remercie le Congrès pour sa tâche en faveur des retraités. En ce sens, les remerciements aux membres du Congrès c'est, pour nous, une façon de les interpeller, tout en construisant une représentation positive de ces derniers.

Dans ce même ordre d'idées, le deuxième extrait s'inscrit dans la reconnaissance de la tâche accomplie par le Congrès concernant l'amélioration de la qualité de vie des personnes

³⁵² « Aujour'hui, je tiens à remercier le Congrès d'avoir rapidement approuvé ce projet de loi, ce qui a permis de payer dès le 1^{er} mai les pensions de retraite déjà rajustées », (21/05/2006).

³⁵³ « Alors je dis : merci le Congrès national. Vous avez accompli avec le gouvernement et avec le Chili, et nous avons pu, de cette façon, faire un pas important vers la dignité des personnes âgées de notre pays », (21/05/2008).

âgées. Notons l'énoncé « Vous avez accompli avec le gouvernement et avec le Chili », ce qui soulève un aspect idéaliste de cette prise de parole et du rôle du Congrès.

Un autre secteur fréquemment interpellé est celui des femmes. Nous avons vu dans la partie consacrée à l'*ethos* dans l'exercice du pouvoir ce que nous appelons la construction de l'*ethos* « de femme de rupture » :

« Yo quiero decir a las mujeres de Chile: la igualdad dejó de ser un sueño. Llegamos para quedarnos en la política, en el trabajo, en la empresa »³⁵⁴;

« Mi compromiso es proteger a las mujeres de Chile. Prevendremos la violencia. Endureceremos las leyes. Castigaremos la cobardía de los abusadores y maltratadores»³⁵⁵ ;

« Mi gobierno tomó la decisión de poner fin a las barreras a las mujeres en los altos cargos del Estado. Y tomamos la decisión de ser activos en esta materia porque las mujeres no pueden seguir esperando a que las instituciones se adecuen a los tiempos que vivimos »³⁵⁶.

Dans le premier extrait, Michelle Bachelet interpelle les femmes par leur nom commun afin de se positionner autour de l'un des enjeux fondamentaux de la participation de la femme dans la société : l'égalité. Nous avons déjà analysé la charge sémantique du mot. En ce qui concerne cet extrait, nous soulignons la parole engagée de la présidente adressée aux femmes.

Quant au deuxième extrait, Michelle Bachelet s'engage à mettre fin à la violence contre les femmes en les interpellant avec ses propositions à ce sujet. Elle ne s'adresse pas seulement aux femmes, mais aussi aux personnes violentes décrites comme « lâches ».

Dans le troisième extrait, Michelle Bachelet interpelle aussi bien les femmes victimes de discrimination dans le travail que les institutions qui différencient entre les femmes et les

³⁵⁴ « Je veux dire aux femmes du Chili : l'égalité a cessé d'être un rêve. Nous arrivons pour y rester dans la politique, dans le travail, dans l'entreprise », (21/05/2007).

³⁵⁵ « Mon engagement est de protéger les femmes du Chili. Nous préviendrons la violence. Nous durcirons les lois. Nous punirons la lâcheté des abuseurs et des agresseurs », (21/05/2008).

³⁵⁶ « Mon gouvernement a pris la décision de mettre fin aux obstacles aux femmes [pour accéder] à des postes élevés de l'État. Et nous avons pris la décision d'être actifs dans cette démarche parce que les femmes ne peuvent pas continuer d'attendre que les institutions s'adaptent à l'époque à laquelle nous vivons », (21/05/2007).

hommes pour combler les plus hauts postes. Notons l'esprit urgent de cette mesure dans l'énoncé « les femmes ne peuvent pas continuer d'attendre... » qui soulève la construction d'un *ethos* actif qui va au secours de ce secteur de la société chilienne.

Un autre secteur important fréquemment interpellé est celui des citoyens. En effet, dès le début du mandat du gouvernement de Michelle Bachelet, un style particulier appelé par elle « gouvernement citoyen » a été mis en place. Par « gouvernement citoyen » nous comprenons le changement entre une politique centriste dans les partis politiques et une politique centriste dans les demandes citoyennes. Dans cet esprit, Michelle Bachelet a déclaré :

« Porque este es el gobierno **de** los ciudadanos y **para** los ciudadanos »³⁵⁷;

« Lo decía al comienzo: el norte de nuestra acción es el ciudadano. Él o ella estarán al centro de la política pública »³⁵⁸;

« Se asoma también el tiempo de los ciudadanos. Un Chile de todos. Un Chile más integrador y más integrado »³⁵⁹.

Dans le premier extrait, Michelle Bachelet met en évidence le but de son gouvernement centré sur le citoyen, interpellé par son nom commun. Il est intéressant de souligner que dans la version espagnole du texte, le « des » et « pour » sont en gras, ce qui soulève l'intention de mettre en relief ces aspects du discours.

Dans la même ligne de pensée, le deuxième extrait renforce le rôle central du citoyen dans la politique du gouvernement de Michelle Bachelet. En interpellant les citoyens par leur nom commun, elle fait la différence entre « il » ou « elle » qui suggère l'idée d'une reconnaissance du genre. Cela est lié à ce qu'on a appelé au Chili *el efecto @*, ce qui veut dire ajouter une « a » à tous les noms masculins, comme *profesora, doctora, ingeniera, presidenta*, etc.

Quant au troisième extrait, Michelle Bachelet s'adresse au public au sens large, notamment aux citoyens, en mettant en relief le rôle fondamental qu'ils auront dans son

³⁵⁷ « Parce que c'est le gouvernement *des* citoyens et *pour* les citoyens » [le texte original inclut les gras], (21/05/2006).

³⁵⁸ « Comme je disais au début : le citoyen est le centre de notre action. Il ou elle sera le centre de la politique publique », (21/05/2006).

³⁵⁹ « Est arrivée le temps des citoyens. Un Chili pour tous. Un Chili plus inclusif et plus intégré », (21/05/2006).

gouvernement. Notons d'une part l'esprit de rassemblement de cet extrait suggéré par l'énoncé « un Chili pour tous », ainsi que le ton futuriste qui annonce le « temps des citoyens ».

Un autre secteur de la société chilienne interpellé est celui des travailleurs. Dans un discours du 21 mai Michelle Bachelet s'est exprimé ainsi :

« Nuestra misión es clara: queremos un sistema previsional que cubra a todos los trabajadores. Un sistema capaz de servir por igual a los empleados y a los temporeros, a los profesionales y a los microempresarios. Un sistema que dé cuenta de las diversas realidades de nuestro país. Porque la seguridad social es un derecho de todas y todos »³⁶⁰;

« Este año ingresaremos al Parlamento un proyecto de ley para perfeccionar el seguro de cesantía. La idea central es simple: daremos más beneficios a más trabajadores »³⁶¹.

Dans le premier extrait, Michelle Bachelet s'adresse à l'ensemble des travailleurs (les employés, les travailleurs saisonniers, les professionnels et les petits entrepreneurs) afin d'assurer un système de protection sociale adapté à chaque réalité. En employant l'hyperonyme « travailleurs », Michelle Bachelet fait mine de s'intéresser à leurs problématiques. Notons également la présence du *efecto @* lorsqu'il s'agit de décrire la sécurité sociale comme un droit « de toutes et de tous ».

Quant au deuxième extrait, Michelle Bachelet s'exprime par rapport à sa volonté de faire une allocation de chômage pour bénéficier les travailleurs. En ce sens, l'interpellation de ces derniers est faite en tant que bénéficiaires à travers le nom « travailleurs ». Notons également la simplification de cette proposition exprimée dans l'énoncé « l'idée centrale est simple : donner plus d'avantages à plus de travailleurs », ce qui occulte les enjeux propres à une législation de cette nature en privilégiant son apparence de simplicité.

³⁶⁰ « Notre mission est claire : nous voulons un système de retraite pour couvrir tous les travailleurs. Un système capable de servir équitablement les employés et les saisonniers, les professionnels et les petits entrepreneurs. Un système qui tient compte des diverses réalités de notre pays. Parce que la sécurité sociale est un droit de toutes et tous », (21/05/2006).

³⁶¹ « Cette année nous allons faire passer au Parlement un projet de loi pour améliorer l'assurance-chômage. L'idée centrale est simple : donner plus d'avantages à plus de travailleurs », (21/05/2007).

L'interpellation des travailleurs implique généralement un appel aux entrepreneurs. Comme on l'a vu chez Ricardo Lagos, les entrepreneurs sont fréquemment interpellés d'abord par le président et ensuite par les politiciens. À cet égard, Michelle Bachelet disait dans son discours du 21 mai :

« Las exportaciones son fuente clave de dinamismo y empleo. Por eso quiero decirles a los emprendedores y trabajadores del sector exportador: seguiremos apoyándolos porque creemos en ustedes »³⁶² ;

« Y quiero aprovechar esta ocasión para hacer un llamado a los empresarios, a todo quien emplea a alguien: el trabajador no es un número más dentro de una empresa. Es un ser humano que merece pleno reconocimiento en sus derechos y su dignidad »³⁶³.

Dans le premier extrait, Michelle Bachelet interpelle aussi bien les entrepreneurs que les travailleurs du secteur de l'exportation. En employant le nom en espagnol *emprendedores* qui fonctionne comme synonyme d'entrepreneurs, la présidente accorde son soutien aux activités que ces derniers développent avec les travailleurs.

Quant au deuxième extrait, la présidente interpelle les entrepreneurs par leur nom commun concernant la reconnaissance humaine des travailleurs. Notons dans cet extrait le recours à la doxa référant au discours de l'ère industriel qui considère l'être humain comme un chiffre. À ce discours, Michelle Bachelet s'oppose afin d'injecter de la dignité aux travailleurs.

3.3.4.2. Destinataires généraux

Dans cette partie nous allons repérer, comme nous l'avons fait chez Ricardo Lagos, les destinataires qui n'ont pas auparavant fait partie d'une cible spécifique. Par l'usage des expressions telles que « Chiliennes et Chiliens », « amies et amis », « tous les Chiliens », Michelle Bachelet interpelle l'ensemble de la population chilienne.

³⁶² « Les exportations sont une source fondamentale de dynamisme et d'emploi. Ce que je veux dire aux entrepreneurs et aux travailleurs du secteur de l'exportation : nous continuerons à vous soutenir parce que nous croyons en vous », (21/05/2008).

³⁶³ « Je profite de cette occasion pour faire un appel aux entrepreneurs, à tous ceux qui emploient une personne : le travailleur n'est pas un [simple] chiffre dans une entreprise. Il est un être humain qui mérite la pleine reconnaissance de ses droits et de sa dignité », (21/05/2007).

« Dije: diré lo que pienso y haré lo que digo. Es mi estilo en la política. Se trata de cumplir la palabra y precisar las prioridades. Las medidas que propuse al país en ese plan obedecen a una prioridad del gobierno y otras son el inicio de un proyecto mayor de reformas en áreas claves. Porque los *chilenos* y *chilenas* quieren saber qué hará su gobierno, cómo y cuándo »³⁶⁴ (nous soulignons).

« Espero que el Parlamento aporte lo suyo y apruebe el proyecto de ley que establece un sistema de asesoría profesional y amparo legal para las víctimas [de la delincuencia y la violencia intrafamiliar]. Quiero que los *chilenos* y *chilenas* sepan que nadie estará solo frente al abuso criminal »³⁶⁵ (nous soulignons).

Dans le premier extrait, Michelle Bachelet s'adresse à l'ensemble de la société chilienne par la formule d'interpellation « les Chiliens et Chiliennes ». Comme nous l'avons déjà remarqué, cette formule a un caractère de rassemblement. Il est intéressant de souligner d'un point de vue argumentatif tout le raisonnement qui précède l'emploi de cette formule. En effet, elle fait preuve d'honnêteté dans l'exercice du pouvoir en soulignant ses promesses et sa parole dans l'énoncé « je dirai ce que je pense et je ferez ce que je dis ».

Quant au deuxième extrait, Michelle Bachelet emploie la formule d'interpellation « les Chiliens et Chiliennes » dans le but de soulager les victimes de la délinquance, tout en assurant leur protection.

Une autre formule d'interpellation des destinataires généraux est la colocation « tous les Chiliens ». En voici quelques exemples :

« Por eso yo quiero llamar a *todos los chilenos*, y a todas las organizaciones sociales y políticas, también a los medios de comunicación, a retomar el tono de la conversación pública sobre la base del respeto mutuo»³⁶⁶ (nous soulignons)

³⁶⁴ « J'ai dit : je dirai ce que je pense et je ferai ce que je dis. C'est mon style en politique. Il s'agit de tenir sa parole et de clarifier les priorités. Les mesures que j'ai proposées au pays dans ce plan répondent à une priorité du gouvernement et d'autres sont le début d'une réforme majeure dans des domaines prioritaires. Parce que les *Chiliens et Chiliennes* veulent savoir ce que fera son gouvernement, comment et quand », (21/05/2006).

³⁶⁵ « J'espère que le Parlement contribue et approuve le projet de loi instituant un système de conseils professionnels et de protection juridique pour les victimes [de la délinquance et de la violence intrafamiliale]. Je veux que les *Chiliens et Chiliennes* sachent que personne ne sera seul face à l'abus criminel », (21/05/2008).

³⁶⁶ « C'est pourquoi je fais appel à *tous les Chiliens*, et à toutes les organisations sociales et politiques, aussi qu'aux médias, afin de reprendre le ton de la conversation publique sur la base du respect mutuel », (21/05/2007).

« Y quiero hacer una invitación: Para fines de este año, invito a todos los chilenos a visitar, frente a la Quinta Normal en Santiago, el Museo de la Memoria »³⁶⁷ (nous soulignons);

« Mi obligación constitucional consiste en garantizar la buena convivencia y respeto mutuo entre todos los chilenos. Repito, de todos los chilenos»³⁶⁸ (nous soulignons).

Dans le premier extrait, Michelle Bachelet lance un appel général à la société chilienne en utilisant la formule d'interpellation « tous les Chiliens ». Il est intéressant de souligner au niveau du contenu un appel à reprendre le dialogue entre les différents secteurs de la société chilienne. En effet, cet appel fait suite à des échanges mouvementés entre le gouvernement et l'opposition qui, cependant, ne sont pas explicités dans le discours. Cela renvoi au climat politique détérioré de cette époque que Michelle Bachelet essaye de changer en faisant un appel général au calme.

Quant au deuxième extrait, la présidente lance un appel général à visiter le musée de la mémoire récemment inauguré. En utilisant la formule d'interpellation « tous les Chiliens », elle vise l'ensemble de la population chilienne.

Dans le troisième extrait, Michelle Bachelet emploie la formule d'interpellation « tous les Chiliens » dans une prise de parole qui vise à établir un climat de respect dans la société chilienne. Notons dans cet extrait la répétition de cette formule qui peut être interprétée comme un signe de renforcement afin d'assurer le respect entre les Chiliens.

Une autre formule d'interpellation visant un public large c'est « amies et amis ». Voici quelques exemples :

« Porque, amigas y amigos, no es la gente la que debe estar al servicio del Estado. Es el Estado el que debe estar al servicio de la gente »³⁶⁹ (nous soulignons);

« Amigas y amigos: cumpliré mi promesa. Mejoraremos la calidad de la educación »³⁷⁰ (nous soulignons).

³⁶⁷ « Je veux lancer une invitation : à la fin de cette année, j'invite *tous les Chiliens* à visiter le musée de la mémoire, face à la Quinta Normal, à Santiago», (21/05/2009).

³⁶⁸ « Mon devoir constitutionnel est d'assurer la bonne coexistence et le respect mutuel entre *tous les Chiliens*. Je le répète, de tous les Chiliens », (21/05/2008).

³⁶⁹ « Parce que, *amies et amis*, ce n'est pas les gens qui doivent être au service de l'État. C'est l'État qui doit être au service des gens », (21/05/2006).

Dans le premier extrait, Michelle Bachelet emploie la formule d'interpellation « amies et amis » par rapport au rôle de l'état auprès des gens. Il est intéressant de souligner la négation dans l'énoncé « ce n'est pas les gens qui doivent être au service de l'État » qui mobilise l'interdiscours. Celui-ci porte sur l'idée de l'état providence qui prend en charge la protection sociale et l'amélioration de la qualité de vie des citoyens.

Quant au deuxième extrait, Michelle Bachelet s'adresse à l'ensemble de la population chilienne en utilisant la formule d'interpellation déjà décrite.

Une autre façon d'interpeller les destinataires généraux c'est l'emploi de la formule « mes chers compatriotes », comme dans l'extrait ci-dessous :

« ¡Y ese es el rol del Estado, estimados compatriotas: asegurar a las personas un transporte público de calidad! »³⁷¹ (nous soulignons)

Dans cet extrait, pas très fréquent dans notre corpus, Michelle Bachelet emploie la formule d'interpellation « chers compatriotes ». Une fois de plus, cette façon d'interpeller l'ensemble de la société a un fort caractère de rassemblement. Il est intéressant de souligner dans cet extrait le rapport de proximité que veut faire passer la présidente. En ce sens, l'emploi de la formule d'interpellation « amies et amis » va dans le même sens.

3.3.4.3. L'interpellation de l'adversaire

Dans cette partie nous allons identifier la façon dont Michelle Bachelet interpelle ses adversaires dans sa gestion gouvernementale. Comme nous l'avons vu chez Ricardo Lagos, nous n'allons pas rentrer dans une mise en scène disqualifiante que porte la plupart de ces interpellations.

Chez Michelle Bachelet, l'interpellation de ses adversaires dans l'exercice du pouvoir se fait rarement par les noms communs « la droite » ou « l'opposition ». La plupart des

³⁷⁰ « *Amies et amis* : je respecterai ma promesse. Nous améliorerons la qualité de l'éducation », (21/05/2007).

³⁷¹ « Et c'est le rôle de l'État, *chers compatriotes* : d'assurer aux personnes un transport public de qualité ! », (21/05/2007).

interpellations se font de façon indirecte par des allusions aux partis de droite. Voici un exemple exceptionnel d'une interpellation de l'adversaire par le nom « opposition » :

« Y yo quiero hacer este llamado a todos, sin exceptuar a nadie. La oposición puede y debe ejercer su tarea, pero sin perjudicar la marcha del país »³⁷²

Cet extrait, qui a déjà été analysé dans la partie consacrée à la disqualification de l'adversaire, est le seul que nous avons trouvé dans notre corpus où Michelle Bachelet emploie le nom « opposition » pour interpellier les partis de droite. Notons dans cet extrait la reconnaissance limitée que Michelle Bachelet accorde au rôle de l'opposition. Elle doit faire son travail, mais sans empêcher la [bonne] marche du pays.

Une autre façon d'interpeller les adversaires c'est par l'emploi du pronom « ceux ». Dans l'affrontement entre la Concertation et la droite au sujet du *Transantiago*³⁷³, Michelle Bachelet s'est exprimé ainsi auprès du Parlement dans le discours annuel du 21 mai 2008 :

« [...] y estoy segura que la gente sabrá distinguir muy claramente entre quienes pudieran buscar sacar ventaja política de los problemas y los que trabajamos sin descanso para resolverlos »³⁷⁴

Dans cet extrait, Michelle Bachelet interpelle l'opposition comme étant « ceux qui pourraient chercher à tirer des avantages politiques », ce qui renvoie aux critiques des partis de droite à propos du sujet du transport public dans la capitale du Chili, le *Transantiago*. Il est intéressant de souligner l'opposition entre « ceux » qui travaillent pour résoudre les difficultés liées au sujet du *Transantiago* (la concertation) et « ceux » qui profitent de cette situation pour attirer des avantages politiques (les partis de droite). L'interprétation des différents emplois du « ceux » est liée à la situation de l'énonciation et de l'interdiscours où les échanges tenus autour de cette polémique étaient significatifs.

³⁷² « Je veux lancer cet appel à tous, sans exception. L'opposition peut et doit exercer son devoir, mais sans nuire à la [bonne] marche du pays », (21/05/2007).

³⁷³ Voir la note explicative sur le *Transantiago*.

³⁷⁴ « [...] Je suis sûre que les gens sauront faire très clairement la distinction entre ceux qui pourraient chercher à tirer des avantages politiques des problèmes [liés au *Transantiago*] et ceux comme nous qui travaillons sans repos à les résoudre », (21/05/2008).

Dans la même ligne de pensée, Michelle Bachelet interpelle indirectement ses adversaires par le pronom « quelques-uns » :

« Aprobamos una reforma constitucional que garantiza el carácter universal del kinder. Son logros de los que yo quiero sentirme orgullosa a nombre de todos los chilenos y chilenas. Algunos desmerecen esta tarea, pero la verdad es que quiero reiterarlo: es aquí, de verdad, donde nos estamos jugando en la equidad en nuestro sistema escolar, en la equidad para nuestros niños y niñas »³⁷⁵

Dans cet extrait, Michelle Bachelet emploie l'expression « quelques-uns méprisent cette tâche » qui renvoie aux critiques des partis de droite qui remettent en cause l'importance de la formation de la maternelle dans le système scolaire. Notons l'*ethos* de certitude mobilisée par elle en affirmant sa conviction que la maternelle est fondamentale dans la formation des enfants.

Une autre façon d'interpeller indirectement ses adversaires est par l'identification du « pessimisme » aux idées que soutiennent les partis de droite. En effet, comme nous l'avons déjà analysé, le pessimisme renvoie aux critiques des partis de droite concernant la gestion économique du gouvernement de la Concertation. Dans ce cadre, Michelle Bachelet a déclaré dans un de ses discours du 21 mai :

« No dejemos que el velo del pesimismo presente un país irreal »³⁷⁶;
« No dejemos que se oculte el avance sereno del país, desde Arica-Parinacota hasta Magallanes. No dejemos, tampoco, que el pesimismo nos desvíe del rumbo que hemos fijado »³⁷⁷.

Dans ces deux extraits, le mot pessimisme renvoie aux critiques des partis de droite. En ce sens, c'est une interpellation indirecte qui prend en compte la situation de l'énonciation et de l'interdiscours référant aux échanges tenus entre la Concertation et l'opposition à cet

³⁷⁵ « Nous avons passé une réforme constitutionnelle qui assure le caractère universel de la maternelle [...] Ce sont des actions dont je veux me sentir fier au nom de tous les Chiliens et Chiliennes. Quelques-uns méprisent cette tâche, mais en vérité je veux répéter : c'est sur cette question que se joue l'équité de notre système d'enseignement, l'équité pour nos enfants », (21/05/2007).

³⁷⁶ « Ne permettons pas que le voile du pessimisme présente un pays irréel », (21/05/2007).

³⁷⁷ « Ne permettons pas que soit dissimulée l'avancement calme du pays, depuis Arica-Parinacota jusqu'à Magallanes. Ne laissons pas, non plus, le pessimisme nous dévier de la direction que nous nous sommes fixés », (21/05/2007).

égard. Notons que dans le premier extrait Michelle Bachelet emploie la métaphore « le voile du pessimisme » tandis que dans le deuxième elle utilise le mot « pessimisme ». Cela reflète la richesse des expressions dérivées du mot pessimisme qui renvoient au même acteur : l'opposition.

Une autre façon d'interpeller l'adversaire est par inférence. Comme nous l'avons vu, Michelle Bachelet emploie fréquemment l'interpellation indirecte, soit par des pronoms soit par inférence. Voici un exemple de ce dernier aspect :

« Hemos presentado un proyecto de reforma acotado, para otorgar una mayor representatividad al sistema. La alternativa es una y sencilla: o se está por la inclusión o se está por la exclusión. Así de simple. Los chilenos podrán apreciar quién está de qué lado. Yo no tengo duda: estoy del lado de la inclusión »³⁷⁸

Dans cet extrait Michelle Bachelet s'exprime à propos d'une réforme au système électoral afin de le rendre plus moderne et ouvert aux minorités politiques. L'opposition s'y est opposée tandis que la Concertation, surtout Michelle Bachelet, a soutenu cette ouverture du système politique. Il est intéressant de souligner dans cet extrait la mise en scène polarisée qui permet de distinguer deux bandes : ceux qui sont pour l'inclusion et ceux qui excluent. Michelle Bachelet déclare être pour l'inclusion, donc par inférence les partis de droite sont pour l'exclusion. De cette façon, elle interpelle l'opposition par inférence en construisant une représentation de ceux-ci comme intolérante et antidémocratique.

³⁷⁸ « Nous avons présenté un projet de réforme délimité, pour accorder une plus grande représentativité au système. L'alternative est une et simple : ou on est pour l'inclusion ou on est pour l'exclusion. Ainsi simplement. Les Chiliens pourront apprécier qui est de quel côté. Je n'ai pas de doute : je suis du côté de l'inclusion », (21/05/2007).

3.4. Les imaginaires sociaux et politiques

Dans cette partie de la thèse nous allons aborder les imaginaires sociaux et politiques mobilisés par les discours de Lagos et Bachelet. Notre point de départ est à la fois sociologique et historique. Dans un premier temps, nous traiterons de la notion d'imaginaire. Dans un second temps, nous analyserons les imaginaires de la Modernité et de la Démocratie au fil de l'histoire du Chili. Finalement, nous essayerons de faire le lien entre ces imaginaires et sa mise en discours.

La notion d'imaginaire chez les sociologues désigne un ensemble de constructions mentales qui configurent les pratiques quotidiennes et leur donnent du sens. L'imaginaire est au sens large un univers de significations qui, sans être ni vrai ni faux, participe au mode d'appréhension du monde. Pour Gilbert Durand (1992 : 449), depuis une approche anthropologique, l'« imaginaire non seulement s'est manifesté comme activité qui transforme le monde, comme imagination créatrice, mais surtout comme transformation euphémique du monde ». En effet, comme le souligne cet auteur, l'imaginaire est doté d'une force capable de modifier la réalité et participe activement à la construction du réel. En ce sens, Juremir Machado (2008 : 17) remarque la double dimension de l'imaginaire qui est à la fois un « réservoir/moteur ». Réservoir dans la mesure où l'imaginaire sédimente les images, sentiments et expériences individuelles et collectives. De même, l'imaginaire est un moteur qui pousse les individus et groupes à agir sur la réalité.

Dans la pensée de Cornelius Castoriadis (1975 : 221), qui développe la notion d'imaginaires sociaux, la société ne se reconnaît pas comme produit de l'imaginaire, comme une création *ex nihilo* qui se présente comme dominante et qui est capable de donner des réponses plausibles aux énigmes du monde social.

La société doit définir son « identité » ; son articulation ; le monde, ses rapports à lui et aux objets qu'il contient, ses besoins et ses désirs. Sans la « réponse » à ces « questions », sans ces définitions, il n'y a pas de monde humain, pas de société et pas de culture – car tout resterait chaos indifférencié. Le rôle des significations imaginaires sociales est de fournir une réponse à ces questions.

Dans cet ordre d'idée, l'imaginaire social est une sorte de réponse à la complexité sociale qui fonctionne d'abord sur un plan symbolique et qui cherche ensuite à se matérialiser sur un plan institutionnel. Castoriadis fait la distinction entre un « imaginaire social institué », c'est-à-dire, sédimenté dans la réalité sociale et un « imaginaire social instituant », c'est-à-dire, en processus d'instaurer un nouvel ordre social. Ces deux types d'imaginaires sociaux renvoient au processus de changement et au dynamisme propre de la société.

Avec une approche phénoménologique, assez proche de celle de Castoriadis, le sociologue Manuel Baeza (2003 :20) définit les imaginaires sociaux comme « constructions mentales multiples et variées (idéations) socialement partagées de signification pratique du monde, au sens large, destinées à donner un sens existentiel »³⁷⁹. Dans cette logique, les imaginaires sociaux sont le résultat de l'activité subjective qui, au moment du partage, permet d'homologuer la pensée et les pratiques sociales sans pour autant être dénué de discours contradictoires.

Avec une approche constructiviste systémique développée dans le GCEIS³⁸⁰, le sociologue Juan Luis Pintos souligne que les imaginaires sociaux sont des « schémas socialement construits qui nous permettent de percevoir quelque chose comme réel, de l'expliquer et d'intervenir de façon opérante sur ce que l'on considère comme réalité dans chaque système social »³⁸¹. Pour lui (2004 :20), les imaginaires sociaux ont quatre caractéristiques :

1. Schémas socialement construits,
2. Qui nous permettent de percevoir, d'expliquer et d'intervenir,
3. Sur ce que, dans chaque système social différent,
4. On tient pour réalité³⁸².

Selon cette perspective, les imaginaires sociaux sont des « schémas » qui rendent intelligible le monde social. Pintos emploie la métaphore « des lunettes » pour expliquer la

³⁷⁹ « Múltiples y variadas construcciones mentales (ideaciones) socialmente compartidas de significancia práctica del mundo, en sentido amplio, destinadas al otorgamiento de sentido existencial ». Ma traduction.

³⁸⁰ Groupe d'étude de Saint-Jacques Compostelle sur les imaginaires sociaux (Espagne). Dans le cadre d'un séminaire en novembre 2011 à Saint-Jacques Compostelle, nous avons rencontré différents chercheurs de ce groupe et notamment Juan Luis Pintos.

³⁸¹ « Esquemas, contruidos socialmente, que nos permiten percibir algo como real, explicarlo e intervenir operativamente en lo que en cada sistema social se considere como realidad ». Ma traduction.

³⁸² « 1.- Esquemas socialmente contruidos, 2.- Que nos permiten percibir, explicar e intervenir, 3.- En lo que en cada sistema social diferenciado, 4. Se tenga por realidad ». Ma traduction.

fonction des imaginaires sociaux. Ainsi, les lunettes permettent de percevoir la réalité tout en laissant oublier qu'on les porte. De plus, les lunettes renvoient aux phénomènes de relevance et d'opacité, c'est-à-dire, à la capacité de mettre en relief certaines interprétations de la réalité sociale en occultant les autres.

Jusqu'ici, ces deux approches sont dominantes dans l'analyse des imaginaires sociaux. D'une part, l'approche phonogénique/psychanalytique (Castoriadis, Baeza), et d'autre part, le constructivisme systémique de Pintos. Selon l'approche phonogénique/psychanalytique, les imaginaires doivent être conçus non pas comme un « schéma », mais comme « un magma », selon la terminologie de Castoriadis, comme un univers fluctuant et indéterminé de significations imaginaires sociales. En revanche, la perspective de Pintos privilège les « schèmes » capables de rendre le monde intelligible. Ces deux perspectives s'affrontent quand il s'agit de définir le caractère stable ou instable des imaginaires sociaux.

En ce qui concerne notre travail, nous avons développé essentiellement la ligne de Castoriadis et Baeza en incorporant certains éléments du constructivisme systémique.

Or, comment rendre opérationnels les imaginaires sociaux dans l'analyse du discours politique ? Existe-t-il des traces linguistiques des imaginaires sociaux ? Si on prend en compte l'idée de Michel Maffesoli (2001 : 75) dont l'imaginaire est « une force sociale de l'ordre du spirituel, une construction mentale, qui reste ambiguë, perceptible, mais non quantifiable », repérer les imaginaires sociaux dans le discours est possible mais pas d'une façon précise, ce qui ouvre le champ vers la question disciplinaire, c'est-à-dire, sous quel angle aborder la notion de l'imaginaire. Ce n'est pas le concept en lui-même ou dans sa totalité qui nous intéresse, mais de quelle manière ce concept est opérationnel pour l'analyste du discours. Nous voulons aborder la notion des imaginaires sociaux par l'interdisciplinarité, en prenant en compte les apports des autres disciplines (la sociologie, l'histoire, les sciences politiques, etc.), mais en gardant le point de vue de la discipline de base, celle de la linguistique du discours. Charaudeau (2010) appelle cette perspective « interdiscipline focalisée ».

Dans son livre *Le discours politique*, Patrick Charaudeau propose la notion d'imaginaire socio-discursif pour désigner les « représentations repérables par des énoncés langagiers et circulant à l'intérieur d'un groupe social » (2005 : 157). Dans un texte postérieur, le même auteur déclare que « l'imaginaire peut être qualifié de socio-discursif

dans la mesure où on fait l'hypothèse que le symptôme d'un imaginaire est la parole » (2007 : 54). Dans cette perspective, les imaginaires socio-discursifs sont une façon d'aborder l'aspect opérationnel des imaginaires sociaux dans le discours³⁸³. La supposition de base de cette perspective est l'aspect communicatif des imaginaires sociaux aussi bien par le parler ordinaire que par les médias. Nous pouvons aussi trouver des imaginaires sociaux sédimentés au fil du temps dans les maximes, les dictons ou les expressions figées. De cette façon, des expressions telles que *se le paró la pluma*³⁸⁴, *se le salió el indio*³⁸⁵, *[hay que] golpear la mesa* ou *golpe de timón*³⁸⁶, mobilisent des imaginaires sociaux. Dans les deux premières expressions citées (*se le paró la pluma* et *se le salió el indio*) l'imaginaire social mobilisé est celui d'un indigène violent et impulsif³⁸⁷, tandis que les deux autres expressions suivantes (*[hay que] golpear la mesa* ou *golpe de timón*) révèlent un imaginaire politique autoritaire. Ces expressions mentionnées sont révélatrices de l'une des caractéristiques des imaginaires sociaux qui est sa naturalisation et acceptation par la plupart de gens comme une chose donnée. Comme le souligne Pintos (2003), les imaginaires « ne sont jamais là, disponibles, patents, observables, mais ils font partie des supposés, de ce qui est « naturel » (ou « naturalisé »), que l'on suppose existant et dont la réalité n'est pas remise en question »³⁸⁸. Nous soulignerons deux aspects intéressants de cette citation. D'abord, la condition d'invisibilité des imaginaires sociaux dans une configuration linguistique précise. Dans une approche d'analyste du discours, cette affirmation est à la fois vraie et fausse. Vraie dans la mesure où les imaginaires sociaux ne s'expriment pas par une configuration linguistique donnée. Mais faussé dans la mesure où nous pouvons repérer certaines traces d'un imaginaire soit par des mots « symptômes » qui activent une image déterminée, soit par son contenu sémantique révélateur d'une conception déterminée du monde. La proposition de Charaudeau d'un « imaginaire socio-discursif » s'inscrit dans cette logique.

Un deuxième aspect intéressant de cet extrait est le caractère subversif des imaginaires sociaux. Les imaginaires sociaux révèlent l'aspect non naturel de certaines conceptions du monde qui se présentent comme dominantes.

³⁸³ Voir à ce sujet Donot et Pordeus (2012 : 21-37).

³⁸⁴ L'équivalent en français peut être « Il a perdu la tête » au sens de s'énerver, de devenir agressif.

³⁸⁵ Voir la note précédente.

³⁸⁶ L'équivalent en français peut être « taper du poing sur la table » ou sens de s'énerve tout d'un coup pour que les choses changent.

³⁸⁷ Voir mes travaux (Segovia Lacoste, 2005, 2006).

³⁸⁸ « Los imaginarios nunca están ahí, disponibles, patents, observables, sino que forman parte de los supuestos, aquello “natural” (o “naturalizado”) que se supone como existente y cuya realidad no se cuestiona ». Ma traduction.

3.4.1. L'imaginaire de la Modernité au Chili

Nous comprenons la Modernité, au sens large, comme un processus de changement politique, social et économique développé en Europe, centré sur une rationalité technoproductive appliquée à différents domaines de la société. Nous mettons en relief le concept de « rationalité », au sens d'Habermas³⁸⁹, entendu comme une logique appliquée au champ productif qui envahit le champ politique, social, culturel et religieux en même temps et qui exclut le rôle de l'imaginaire, très important dans l'Antiquité, dans la configuration des nouveaux États.

Dérivée de la Modernité, nous comprenons la « modernisation » comme l'application des principes de la Modernité à travers la mise en œuvre des structures sociales, politiques et technologiques.

Les mouvements indépendantistes de l'Amérique latine au début du XIXe siècle ont tous porté l'idéal du Progrès et de la modernité. L'exemple du modèle des États-Unis, des pays anglo-saxons et surtout de l'aspiration à l'indépendance vis-à-vis de la métropole hispanique par les élites locales ont poussé le développement de groupes séparatistes de l'empire espagnol au moment de la prise en otage de Fernando VIII par Napoléon. L'empire espagnol se déchire et les batailles pour l'indépendance dans chaque pays entraînent un sentiment de solidarité commun et la formation de campagnes collectives de guerre, comme dans les cas de Simon Bolivar au nord de l'Amérique latine et de José San Martín au sud. Les élites *criollas* (mot pour désigner les Espagnols nés en Amérique) prennent le pouvoir et les différents États commencent à configurer leurs frontières, leur identité et leur idéal de nation. Même si chaque pays est une réalité différente d'un point de vue social et politique, le discours du Progrès et de la modernité de la nouvelle nation a été un élément fondamental pour marquer sa différence avec la monarchie espagnole.

Les idéaux d'émancipation et les bénéfiques du Progrès économique prônés par la Modernité ont été bien reçus par les élites latino-américaines. Au nom du Progrès, les partis libéraux et les partis conservateurs se sont battus sur presque tout le territoire de l'Amérique

³⁸⁹ Habermas, J, *El Discurso Filosófico de la Modernidad*, Madrid, Taurus, 1991.

latine. Le Chili, l'une des colonies les plus pauvres de l'empire espagnol, ne fait pas exception. Après une courte période de guerres entre ces deux partis³⁹⁰, le gouvernement conservateur s'installe en 1831, puis en 1861 le gouvernement libéral prend sa place. Les promesses du Progrès économique et l'application des idées de la Modernité ont été le cœur de ces gouvernements. Pour Salazar et Pinto (1999 :136-137), le discours « du Progrès » ou de « la modernisation » se développe dans l'espace public à partir de 1842 sur la base de la rupture avec le passé colonial (la légende noire) et l'acceptation du modèle industriel anglo-saxon (la légende du *Dorado*). Pour ces auteurs (1999 :37), la modernisation a divisé l'histoire du Chili en deux périodes : 1810 et 1830. En 1810 les guerres d'Indépendance ont permis la rupture avec l'ancienne administration coloniale et en 1830 l'implantation d'une économie mercantile jusqu'en 1930.

Il est intéressant de souligner l'idée de la rupture avec le passé colonial mentionnée par ces deux auteurs. En effet, le discours du Progrès et de la modernisation doit miner les fondements de la culture coloniale pour bien s'installer. Cela se traduit, d'une part, par un discours de délégitimation des traditions d'origine autochtones et hispaniques conçues comme rétrogrades et, d'autre part, dans l'exercice de la violence de la part de l'État contre certaines pratiques de cette culture comme le vagabondage. Ce dernier aspect est lié à la politique menée par l'État au XIX^e siècle sous le nom de *disciplinamiento* des classes populaires afin de former une main-d'œuvre capable de répondre au développement du pays par le moyen du travail forcé³⁹¹.

Selon Luis Ortega (1994 :37), la production industrielle au Chili, et plus largement la « modernisation du pays », a commencé en 1860 par l'initiative d'un secteur minoritaire à l'époque (artisans créoles et compagnies commerciales anglaises et allemandes). Pour Salazar et Pinto, l'économie marchande et la production industrielle commencent, comme nous l'avons dit, en 1830. En ce sens, en ce qui concerne les dates, le Chili a initié son processus productif et industriel parallèlement à certains pays considérés aujourd'hui comme développés³⁹². Cependant, comme le souligne Ortega (1994 :40), le Chili lui n'a pas abouti dans le processus de développement économique comme les pays développés. L'auteur

³⁹⁰ À différences des autres pays de l'Amérique latine où les guerres entre conservateurs et libéraux ont été très longues, comme en Colombie ou au Pérou.

³⁹¹ Dérivée de la politique de *disciplinamiento*, l'Etat met en place des actions contre les espaces de socialibilité typique de la culture coloniales comme *las chinganas* (espèces de tavernes), conçues comme des endroits licencieux et contraires aux idéaux de la modernité.

³⁹² Voir le cas du Japon et de la Finlande.

(1994 :40) s'intéresse à cet égard : pourquoi le Chili, malgré de bons débuts économiques, n'a pas suivi le chemin de l'industrialisation ? Pour lui (1994 :40), les raisons fondamentales sont, d'abord, la prédominance du secteur primaire sans valeur ajoutée, comme le salpêtre ou le cuivre, qui rend la production économique chilienne dépendante du marché international. Ensuite, la conservation des structures sociales et politiques propres à la colonie qui empêchent la mise en œuvre d'un processus d'industrialisation. En effet, selon l'auteur, dans les pays développés, l'industrialisation a entraîné des changements structurels de la société et de la politique absents au Chili jusqu'à 1960. Le retard dans l'agriculture, le maigre développement de la science et de la technologie, et le système politique peu représentatif ont joué contre le processus d'industrialisation, et plus largement, contre la modernisation du pays.

Nous avons dit que le discours de la modernisation avait toujours été présent depuis l'Indépendance du Chili. Ce discours a été légitimé aussi bien par les entrepreneurs nationaux et étrangers que par la classe intellectuelle de l'époque connue sous le nom de génération du 42. En effet, cette génération d'intellectuels (Andrés Bello, José Victoriano Lastarria, Juan Bautista Alberdi, entre autres) a prôné au nom de la Modernité les idéaux de l'économie libérale comme moyen de sortir du passé colonial. Sous le paradigme civilisation/barbarie, ce groupe a critiqué l'administration hispanique et a mis en relief les bénéfices d'un modèle économique anglo-saxon.

Le « boom » économique expérimentée dans l'exportation des minéraux, notamment le salpêtre entre 1880 et 1920, a renforcé le discours de la modernisation. Le rôle joué par le port de Valparaíso, qui a dépassé en production son concurrent péruvien (El Callao) après la guerre du Pacifique (1879-1883), a été fondamental. Valparaíso, surnommé « *la joya del pacífico* », a exhibé dans ses rues les symboles du Progrès en même temps que Santiago s'est consolidé comme capitale des affaires dérivées des bénéfices économiques de l'exploitation du salpêtre. Cependant, la redistribution de cette richesse était presque inexistante et la politique était réservée à une élite.³⁹³ Le modèle économique basé sur l'exportation des produits primaires défendu, comme nous avons dit, par la classe politique et les intellectuelles commence à montrer ses fissures, surtout en ce qui concerne le social.

³⁹³ Voir à ce sujet notre partie consacrée à l'imaginaire de la démocratie au Chili.

Lorsque le paysage politique chilien s'élargit avec l'inclusion des partis de gauche (Parti démocrate, Parti communiste et Parti socialiste), les problématiques sociales deviennent prioritaires. Le syntagme *La cuestión social*, pour se référer à la polémique déclenchée entre la classe politique, l'Église et les mouvements sociaux concernant la lutte contre la pauvreté en 1920, est révélateur de cette préoccupation. Les inégalités de revenus, la précarité du travail et l'accès limité à la santé et l'enseignement s'installent au cœur du débat politique. Les promesses de la Modernité et du Progrès sont remises en cause. Malgré les avancées au niveau social expérimentées sous le gouvernement d'Alessandri (1920-1924), suite au débat sur la *cuestión social*, les inégalités et la pauvreté persistent aussi bien dans la ville que dans la campagne.

A la suite de la crise de 1929, l'État chilien a mis en place un nouveau modèle de développement appelé ISI (Industrialisation par substitution des importations). Cette crise internationale, qui arrive deux ans plus tard au Chili, touche les fondements de l'économie marchande d'origine anglo-saxonne en provoquant le mouvement contraire vers une industrialisation à l'intérieur du pays. Les élites minières laissent leurs places aux élites nationales qui prônent, dans les termes de Salazar et Pinto (1999 :139), une « intégration vers l'intérieur »³⁹⁴. Cette intégration signifie la production d'un discours hégémonique autour d'une économie de caractère national qui exprime l'« intégration nationale », le « nationalisme industriel » et la « justice sociale ». Alessandri (1932-1938) et les présidents postérieurs ont appliqué ce modèle avec des nuances différentes. Les gouvernements du Front populaire (1937-1946) – formé par les partis socialistes, communistes et radicaux – ont appliqué, au nom du Progrès et de la modernisation, des mesures tendant à favoriser l'industrialisation, parmi celles-ci, la création de la CORFO³⁹⁵. Selon Sarget (1996 :167), c'est un organisme « particulièrement efficace et original, qui donnera pendant des années une impulsion décisive au développement du pays ». Par la CORFO, l'industrialisation a pris une grande ampleur et s'est implantée tout au long du territoire en portant les promesses de la Modernité.

L'historiographie classique a souligné que l'industrialisation avait été initiée par les gouvernements du Front populaire. Mais, selon Salazar (1990) et Moulian (1986), ce qui a été inauguré par ces gouvernements est le rôle de l'État en matière d'industrialisation et non pas

³⁹⁴ Le terme espagnol est « integración hacia adentro ».

³⁹⁵ La *Corporación de fomento a la producción* (CORFO) a été créée en 1939.

l'industrialisation en elle-même. Désormais, l'État chilien développe une politique nationale d'industrialisation, plus organisée et planifiée.

Le contexte politique et social en Amérique latine à partir des années 60 est différent. Le triomphe de la révolution cubaine, les Progrès électoraux des partis de gauche et le climat de la Guerre froide font que les États-Unis prennent au sérieux les changements sur ce continent, en impulsant, sous le gouvernement de Kennedy, le programme *Alianza para el progreso*. Ce programme vise à freiner l'avancée des forces politiques de gauche en Amérique latine en promouvant des politiques de distribution de richesses, surtout au niveau agricole où se concentrent les plus fortes inégalités. Ce programme offre des aides économiques aux gouvernements locaux afin de faire des réformes pour améliorer la qualité de la vie des plus défavorisés. L'un des objectifs recherchés était l'implantation de la réforme agraire afin d'ouvrir le marché agroalimentaire aux petits agriculteurs et de casser le monopole des *latifundios*³⁹⁶.

Ce qui nous intéresse dans le programme *Alianza para el progreso* est l'actualisation de l'idée « du progrès ». Cette idée, inscrite dans la formation des États latino-américains, cherche fréquemment à se légitimer par de nouveaux discours et avec de nouveaux acteurs. Si la génération d'intellectuels chiliens de 1842 a donné une légitimité savante au discours de la « modernisation » et « du progrès » sous le paradigme civilisation/barbarie, le programme impulsé par Kennedy et son gouvernement réintègre l'idée du Progrès au sein de la société chilienne et de la classe politique par le biais de la réforme agraire et de la modernisation des campagnes. Malgré le clair objectif idéologique d'arrêter l'avancée du marxisme au Chili et en Amérique latine, l'idée d'amener le Progrès au monde rural – toujours mise en échec jusqu'alors – a un fort contenu idéaliste et se présente comme très persuasive.

Pendant le gouvernement socialiste de Salvador Allende (1970-1973), l'idée du Progrès est liée à la « justice sociale » et à la capacité de créer un « capital social » capable d'ouvrir la voie au développement. Devant la Fédération des étudiants de l'Université du Chili, Salvador Allende a déclaré :

³⁹⁶ *Latifundio* est le terme espagnol pour désigner les grandes propriétés agricoles.

« Para derrotar definitivamente la explotación imperialista, para terminar con los monopolios, para hacer una seria y profunda reforma agraria, para controlar el comercio de importación y exportación, para nacionalizar en fin el crédito, pilares todos que harán factible el progreso de Chile, creando el capital social que impulsará nuestro desarrollo »³⁹⁷

Le « capital social » serait le résultat de l'application des réformes aux différents secteurs de l'économie (nationalisation de différentes entreprises par l'Etat, réforme agraire, contrôle des banques, etc.) qui créeront une classe sociale disponible pour le développement du pays. Il faudrait ajouter aussi les politiques sociales impulsées par Allende tendant à augmenter le pouvoir d'achat et les salaires (une augmentation de 34,9% net) des plus défavorisés qui ont aidé à améliorer leur quotidien et contribué à la formation de ce « capital social ». En ce sens, le Progrès et la modernisation sont les résultats d'un projet à l'échelle nationale, comme dans le projet économique d'« intégration vers l'intérieur », par « la voie chilienne vers le socialisme »³⁹⁸. Ce dernier aspect constitue une expérience inédite dans le monde. Allende voulait mettre en place un modèle différent de celui de Cuba ou de l'Union soviétique, un socialisme à la chilienne *con empanadas y vino tinto*³⁹⁹, comme il l'a répété plusieurs fois.

Le coup d'État de 1973 a engendré un renversement violent de la politique économique du Chili. Les bases du modèle ISI d'« intégration vers l'intérieur » et des politiques appliquées par Allende sont détruites pour ouvrir l'économie aux entreprises privées et étrangères. L'industrie nationale passe aux mains du secteur privé et se développe un programme économique complexe qui vise, d'une part, à effacer l'action du gouvernement socialiste antérieur et, d'autre part, à imposer par la force les principes de l'école de Chicago de Milton Friedman. La version radicale du néolibéralisme est imposée par une « politique de choc »⁴⁰⁰ qui réprime à coups de matraque les contestations sociales. Dans les termes de Tomas Moulian (1997 :24), c'est une « révolution capitaliste » organisée par les militaires, les capitalistes chiliens et un groupe d'« intellectuels organiques à l'idéologie libérale ». Gabriel

³⁹⁷ « Pour vaincre définitivement l'exploitation impérialiste, afin d'en finir avec monopoles et de faire une profonde et sérieuse réforme agraire, pour contrôler le commerce des importations et des exportations, pour nationaliser enfin le crédit, tous ces piliers rendront possible le Progrès du Chili, en créant le capital social qui conduira à notre développement », (04/09/1970).

³⁹⁸ Ce sujet a été largement traité par différents auteurs. Voir, entre autres, Del Pozo (2000 :60), Sarget (1996 :215-232).

³⁹⁹ Avec des empanadas et du vin rouge.

⁴⁰⁰ Voir à ce sujet Sarget (1996 : 238-242).

Salazar (1999 :101) remet en cause la thèse de Moulian en proposant le terme « contre-révolution militaire » qui était, selon lui, à court terme anti-prolétaire et, à long terme, pro-capitalisme international. Dans ce contexte, une nouvelle vision du Progrès s'installe. Une vision du Progrès économique lié à la liberté des entreprises, à la compétitivité et surtout opposée aux idéaux du gouvernement d'Allende. Pour Salazar (1999 :109), la modernisation de l'État durant cette période se construit par la privatisation de « la prothèse » de l'État « *desarrollista* »⁴⁰¹. Dans sa terminologie, ce processus a signifié le transfert « d'une zone d'accumulation négative (l'Etat) à une autre d'accumulation positive (le marché) ». Dans cette ligne, à la suite de Moulian (1997), la massification de la consommation et l'implantation de la culture de l'individualisme à partir des années 80 font que le Progrès et la modernisation sont perçus comme un bien accessible par l'individu. Il n'est pas anodin, à cet égard, qu'Auguste Pinochet dans une allocution télévisée ait déclaré : « De cada siete chilenos, uno tendrá automóvil; de cada cinco, uno tendrá televisor, y de cada siete, uno dispondrá de teléfono »⁴⁰², ce qui révèle une version du Progrès et de la modernisation liée à la consommation de produits, signe d'un Etat moderne. En ce sens, l'idée de Progrès et de modernisation se réalise par le biais du libre marché qui repose sur l'accès libre aux biens de consommation.

La fin du gouvernement de Pinochet après le référendum de 1988 n'a pas entraîné la disparition du modèle de Progrès et de la modernisation lié au marché. Pour certains intellectuels chiliens (Salazar, Moulian, Navia, Garretón, entre autres), les gouvernements de la Concertation (1990-2010) ont administré un système économique hérité de Pinochet en faisant des ajustements, surtout en réduisant la pauvreté. L'essentiel du modèle est demeuré et les ajustements tendant à maintenir l'équilibre macroéconomique ont donné naissance au « modèle chilien », présenté comme un succès.

Drake et Jaksic (1999 :12) nous rappellent que le Chili a déjà été un « modèle » pour d'autres pays au moment du gouvernement de Frei Montalva (1964-1970). Durant cette période, l'ère de l'*Alianza para el Progreso*, le Chili vu par les États-Unis était un « modèle » de réformes démocratiques. Pendant le gouvernement d'Allende (1970-1973), le Chili était un « modèle » de voie démocratique vers le socialisme. Sous le gouvernement de Pinochet

⁴⁰¹ Pour Salazar, l'état *desarrollista* correspond au modèle économique développé au Chili entre 1920 et 1973.

⁴⁰² « Un Chilien sur sept aura une voiture ; un Chilien sur cinq aura la télévision ; un Chilien sur sept aura un téléphone », (11/09/1980).

(1973-1989), le Chili était un « modèle » de réformes néolibérales par le secteur financier international. Donc, selon la logique de ces auteurs, l'idée du « modèle chilien » durant le gouvernement de la Concertation, comme exemple de développement économique et de transition démocratique, n'est pas nouvelle. Cette idée du modèle chilien a des défenseurs et des détracteurs. D'un point de vue politique, ce modèle présente une démocratie restreinte, sous la surveillance des militaires, avec des « enclaves autoritaires » (Garretón, 1994). Une démocratie « de basse intensité », comme dit Moulian (1997), régulée par la Constitution de 1980 héritée du gouvernement militaire. D'un point de vue économique, le plus attractif pour les défenseurs du modèle, celui-ci a produit de la croissance en même temps qu'il a diminué la pauvreté. Le chiffre record de croissance moyenne du PIB de 7% par an obtenu par les trois gouvernements de la Concertation (Aylwin, Frei et Lagos) est exceptionnel. Pour Drake et Jaksic (1999 :15), ce résultat est un « cas exemplaire » où l'implantation du système néolibéral a provoqué la diminution de la pauvreté (de 40,1 % en 1990 à 21,7% en 1998). Cependant, les inégalités persistent comme un élément fondamental de ce modèle et l'écart entre les riches et les pauvres augmente. Selon le rapport CASEN de 2000, l'écart entre les 10% des plus riches et les 10% des plus pauvres est de 1 à 38 tandis que dans les pays européens, il est de 1 à 14 en moyenne. Selon l'OCDE, dans son rapport « Panorama de la société » en 2011, le coefficient de Gini (qui mesure l'inégalité dont le rapprochement de 0 est l'idéal) est de 0,50 au Chili, alors que la moyenne de l'OCDE est de 0,31.

Tomas Moulian (1997 :99) met en lumière le déséquilibre entre le discours propagandiste du « modèle chilien » et les conditions socioéconomiques de la population. Il se demande à cet égard si le discours satisfait ou réussi du gouvernement a conséquences dans l'ensemble de la société chilienne. Pour lui, le « mythe » du Chili actuel s'installe et reçoit le soutien des organismes internationaux (le FMI et la Banque mondiale, par exemple) et de la classe politique nationale. Dans la logique de Moulian, le « modèle chilien » est lié, d'une part, à un nationalisme chilien pas très bien assumé et, d'autre part, à l'effort d'installer un discours panégyrique de ce modèle qui assurera, à court terme, la modernisation et le Progrès.

Pour cet auteur (2002 :98), parmi les facteurs qui ont permis la construction « du mythe du Chili actuel » se trouvent : a) un agenda planifié de voyages à l'étranger du président, accompagné des entrepreneurs ; b) les relations étroites entre les ministres de l'Economie et les entrepreneurs et hauts fonctionnaires des pays développés ; c) la constante participation du Chili aux forums internationaux afin de promouvoir son modèle ; d) une

campagne publicitaire qui favorise l'idée d'un « Chili modèle » ou, de façon plus hyperbolique, d'un « Chili jaguar », un « Chili leader », ou encore « la Suisse de l'Amérique latine ».

En ce sens, la modernisation et le Progrès sont pensés d'un point de vue économique en mettant en relief la capacité des citoyens d'accéder aux biens de consommation considérés auparavant comme un privilège de la classe dominante. La culture de l'individualisme et la logique de consommation sont des éléments clés qui nous permettent de comprendre cette idée du Progrès et de la modernisation favorisée durant cette période.

Les quatre gouvernements de la Concertation ont profité de l'image du « Chili modèle » pour légitimer leurs politiques. Comme nous l'avons vu dans la partie consacrée à l'*ethos* « de justification », la mise en relief des politiques considérées comme des réussites est fréquente chez Ricardo Lagos et chez Michelle Bachelet. Les politiques bien menées par ces politiciens font croire que le Progrès et la modernisation sont proches et que la société avance vers le développement.

Dans sa campagne électorale de 1999, le candidat Ricardo Lagos a déclaré : « Estoy convencido que mi idea de país y mi sueño se harán realidad con los empresarios y jamás contra los empresarios. Se requiere la energía de todos los chilenos para lograr la ambiciosa meta del desarrollo. »⁴⁰³ On l'a vu, les candidats de la Concertation font fréquemment référence aux imaginaires du Progrès et de la modernité. Dans cet extrait, « le développement » est vu comme un objectif possible grâce à la coopération entre le gouvernement et le patronat.

Ce qui est intéressant dans le gouvernement de Lagos, et de la Concertation en général, est la récupération de l'idée sociale du Progrès, qui a été déjà évoquée lors de la mise en place du modèle d'industrialisation interne (1932-1970) et pendant le gouvernement d'Allende (1970-1973). « Quiero asegurar el desarrollo nacional, que incluya a todos los chilenos y chilenas »⁴⁰⁴ disait le candidat Lagos pendant sa campagne, en mettant en relief la

⁴⁰³ « Je suis convaincu que mon idée de pays et mon rêve deviendront une réalité avec les entrepreneurs et jamais contre les entrepreneurs. Il nous faut l'énergie de tous les Chiliens pour parvenir à l'objectif ambitieux du développement », (01/01/1999).

⁴⁰⁴ « Je veux assurer le développement national, qui inclut tous les Chiliens et Chiliennes », (01/01/1999).

capacité inclusive du Progrès. De cette façon, le Progrès et la modernisation liés au marché prennent une valeur humaine qui tente de les concilier avec la dimension économique.

Notons aussi que le mot « développement », appliqué dans ce contexte, mobilise l'imaginaire du Progrès. Nous avons dit que l'imaginaire n'a pas une configuration linguistique spécifique, mais qu'à travers certaines images et surtout par les mots on peut y accéder. Dans cette logique, les mots « développement », ainsi que « progrès » ou « misère », utilisés dans certains contextes, fonctionnent comme des mots « symptômes » d'un imaginaire social.

Un événement particulier a eu lieu à la fin du gouvernement de Michelle Bachelet : la commémoration du bicentenaire du Chili. En 2010, le Chili fête, en effet, ses deux cents ans d'indépendance et les discours politiques du gouvernement autour des notions de Progrès et développement se multiplient. Dans le sens de S. Moirand (2006), il s'agit d'un « moment discursif » producteur de multiples discours par des acteurs différents qui circulent dans l'espace public en un temps déterminé.

Le discours officiel et celui des entrepreneurs favorisent l'idée du bicentenaire vu comme une date symbolique du Progrès du pays *ad portas* du développement. Ricardo Lagos, lors de sa campagne en 1999, a déclaré : « Les invito [a los empresarios] a una alianza estratégica que nos permita llegar al bicentenario como un país desarrollado. »⁴⁰⁵ Pour ce candidat, le but d'un pays développé dans le cadre de la commémoration du bicentenaire est le résultat d'une « alliance stratégique » avec le secteur patronal. Dans cette logique, la dimension économique est toujours présente.

Michelle Bachelet s'est exprimée devant le Parlement le 21 mai 2005 au sujet du bicentenaire :

« El Bicentenario nos convoca a cumplir las tareas que deben proyectar a Chile hacia el desarrollo. ¡Qué inmenso privilegio es el que tenemos! Hoy estamos en condiciones

⁴⁰⁵ « Je vous invite [chefs d'entreprises] à une alliance stratégique qui nous permettra d'atteindre notre bicentenaire en tant que pays développé », (01/01/1999).

de hacer realidad los sueños de quienes bregaron en condiciones más difíciles a través de estos 200 años »⁴⁰⁶

Pour Michelle Bachelet, le bicentenaire est une opportunité pour faire du Chili un pays développé. Cette idée est conçue aussi bien comme un « rêve » que comme un chemin à parcourir au moyen des résultats des politiques menées par son gouvernement et sa coalition. Notons l'emploi de l'adverbe de temps « aujourd'hui » qui, avec l'énoncé « nous nous trouvons sur le point de réaliser les rêves », place Michelle Bachelet au moment historique de transformer le rêve du développement en réalité.

Dans le même ordre d'idées, Michelle Bachelet a déclaré : « Tenemos el mandato histórico para hacerlo. Tenemos el compromiso de llegar al 2010 con un país más moderno, integrado y desarrollado. »⁴⁰⁷ Comme dans l'extrait précédent, le bicentenaire est perçu comme un moment historique clé pour le Progrès du Chili. Pendant cette période, les engagements se multiplient dans la classe politique et le discours dominant met en relief les conséquences positives des politiques menées pendant les gouvernements de la Concertation.

« Las mayorías ciudadanas se expresaron siempre –y de manera creciente– por unir progreso y justicia social. Es precisamente esta síntesis la que fue retomada por los gobiernos democráticos a partir de 1990. Por ella hemos transitado hasta el día de hoy, profundizando, paso a paso, los canales del desarrollo y la igualdad. Hoy, a 19 meses del Bicentenario, queremos reafirmar y proyectar esos ideales forjados a lo largo de nuestra historia republicana y que ya se han hecho parte de nuestra identidad como país »⁴⁰⁸

⁴⁰⁶ « Le bicentenaire nous convoque à l'accomplissement de tâches qui doivent propulser le Chili vers le développement. Quel immense privilège nous avons ! Aujourd'hui nous nous trouvons sur le point de réaliser les rêves de ceux qui ont travaillé dans des conditions plus difficiles que nous dans les 200 dernières années », (21/05/2008).

⁴⁰⁷ « Nous avons le mandat historique pour le faire. Nous avons l'engagement d'arriver en 2010 avec un pays plus développé, intégré et moderne », (21/05/2006).

⁴⁰⁸ « Les majorités citoyennes se sont toujours exprimées – et de plus en plus – pour unir le progrès et la justice sociale. C'est précisément cette synthèse qui a été reprise par les gouvernements démocratiques depuis 1990. Par cette synthèse, nous sommes arrivés jusqu'à nos jours en approfondissant, étape par étape, les voies de développement et de l'égalité. Aujourd'hui, à 19 mois du bicentenaire, nous voulons réaffirmer et projeter ces idéaux forgés tout au long de notre histoire républicaine et qui déjà font partie de notre identité en tant que pays », (21/05/2008).

Dans cet extrait, on peut souligner trois idées intéressantes concernant le positionnement de Michelle Bachelet au sujet du bicentenaire. D'abord, l'emploi du couple « progrès et justice sociale » comme une demande citoyenne reprise par Michelle Bachelet. Comme nous l'avons vu, l'interpellation des citoyens est constitutive de la prise de parole de la présidente reflétée dans les premières années de son mandat par l'emploi de la formule discursive « gouvernement citoyen ». Ce qui est intéressant ici est, comme chez Ricardo Lagos, la prise en compte de la dimension humaine du Progrès exprimé dans le syntagme « progrès et justice sociale ».

Deuxièmement, la mise en relief des politiques menées par les gouvernements de la Concertation sur le chemin du Progrès est révélatrice d'un discours « de justification ». Bachelet, en employant l'expression « les voies de développement et de l'égalité », renforce l'idée du Progrès conçu comme développement économique et humain. Finalement, la présidente souligne l'idée que les valeurs favorisées par la Concertation, celles du Progrès économique et social, font partie de l'identité du peuple chilien. C'est-à-dire, que les politiques menées par la Concertation à ce sujet représentent le ressenti des Chiliens tout au long de leurs histoire.

3.4.2. L'imaginaire de la Démocratie au Chili

Le discours de la Concertation sur le retour à la démocratie au Chili après le gouvernement de Pinochet se fait dans un contexte de transition politique vers un système démocratique propre à la tradition républicaine du Chili.

On peut se demander quelle est la nature de cette tradition républicaine chilienne ou de quel type de démocratie il s'agit. Pour répondre à ces questions, nous ferons une brève plongée dans l'histoire du Chili afin de comprendre l'imaginaire de la démocratie et les enjeux impliqués dans ce concept.

L'historiographie nationale et étrangère souligne le fait que le Chili a été un pays « stable » et d'une solide tradition républicaine tout au long du XIX^e siècle jusqu'à 1973. Cette thèse, assez connue⁴⁰⁹, soutient que la relative homogénéisation de la société chilienne,

⁴⁰⁹ Voir Alberto Edwards (1928), Mario Góngora (1981).

le caractère civique de ses élites et les solides institutions créées au début de la République, ont permis à la société chilienne de développer une histoire différente du reste de ses voisins. Selon ces auteurs, malgré plusieurs interventions militaires et des guerres civiles au XIX^e siècle (1851, 1859, 1891⁴¹⁰) et au XX^e siècle (1924, 1931), une claire tendance à la stabilité du système républicain se dégage.

Nous suivons la ligne développée par Gabriel Salazar et Tomas Moulian qui remettent en cause cette « stabilité » du système politique chilien. Pour le premier, la stabilité est un « stéréotype » fondé depuis longtemps par des analystes politiques nationaux et étrangers. Selon lui (1990 :67), deux aspects ont contribué à la formation du stéréotype de la stabilité du système politique chilien : les recherches internationales et la vision mythique. Salazar souligne le fait que les recherches internationales menées en Europe et en Amérique du Nord mettent l'accent sur le cas chilien, décrit comme quelque chose de spécifique et différent du reste de l'Amérique latine, à cause de sa stabilité politique et institutionnelle. L'auteur critique cette interprétation « internationaliste », faite à base de généralisations et « *a vuelo de pájaro* »⁴¹¹.

Le deuxième aspect que met en relief l'auteur, c'est la vision mythique que portent les historiens conservateurs et la classe politique sur les périodes considérées comme exemples de stabilité : la période portaliennne classique (1931-1961)⁴¹² et la période de la démocratie moderne (1932-1973). Selon Salazar (1990 : 68), ces deux périodes sont surdimensionnées par les historiens qui voient l'incarnation des valeurs de la nation.

Pour Gabriel Salazar (1990 :69), la notion de stabilité est relative à des « cycles » ou des « moments » dans l'histoire du Chili qui se produisent sur une « instabilité fondamentale de long terme ». Dans cette logique, l'auteur avance l'hypothèse que la stabilité peut se comprendre comme « un facteur d'instabilité » et même comme un type de violence politique. Ce même auteur, avec la collaboration de Julio Pinto, met en relation la stabilité avec la légitimité d'un système politique. Pour eux, la supposée stabilité du pays se fait en cachant la légitimation propre d'un système politique donné. Dans cette logique, « la stabilité a étouffé

⁴¹⁰ La guerre civile de 1891 pendant le gouvernement de Balameda a été la plus coûteuse en vie humaine. Pendant neuf mois, presque 10,000 personnes sont mortes. Le président, face à sa défaite, s'est suicidé.

⁴¹¹ Au vol d'oiseau.

⁴¹² Nous y reviendrons lorsqu'on parle du ministre Diego Portale et des gouvernements conservateurs entre 1931 et 1961.

et a enterré la légitimité » (1999 :15-16), ce qui soulève un ordre social imposé qui ne prend pas en compte la légitimité conçue comme un droit des citoyens.

Pour Moulian (1997:156), le discours de la stabilité du Chili, et plus largement celui de l'exemplarité du cas chilien au XX^e siècle et jusqu'à 1973, est le résultat du mélange « dangereux de l'oubli et de la mystification ». D'une part l'oubli des guerres civiles, des coups d'État, des massacres ouvriers⁴¹³ qui sont rarement repris par les médias et la classe politique, ce qui entraîne selon lui une *desmemoria*, au sens d'une mémoire non cultivée. D'autre part, la mystification sur la profondeur de la démocratie au Chili équivaut, pour lui, à un simple « vernis » de la réalité politique chilienne, « il n'a jamais détruit le sceau oligarchique et 'chic' de la société chilienne ».

Pour cet auteur, la stabilité de la société chilienne, décrite en tant que « vernis et apparence » est plus le fruit de ses « imperfections » que de leurs aspects positifs. Les imperfections mentionnées par l'auteur correspondent à la manipulation des votes et le manque de représentativité du système électoral hérité du XIX^e siècle. Ici, la plupart des historiens chiliens se sont mis d'accord en ce qui concerne ses pratiques. Comme le souligne José Del Pozo (2000 :19-20) :

Que ce soit sous les conservateurs ou les libéraux, les élections étaient souvent frauduleuses, manipulées par le gouvernement en place, qui n'hésitait pas à voler les urnes et à nier le droit de vote à plusieurs de ses opposants. Ceux qui avaient ce droit étaient de toute manière une minorité, car le suffrage universel n'existait que depuis 1847 et les analphabètes (et, bien entendu, les femmes) en demeuraient exclus. De la sorte, seul un pourcentage infime de la population pouvait voter : 3,6 % en 1880, 4 % en 1910.

L'auteur décrit bien la démocratie élitiste développée au Chili à cette époque où le pouvoir demeure aux mains des latifundistes – propriétaires de grands terrains agricoles – et des grands commerçants favorisés par le commerce international des matières premières. Si l'on ajoute les pouvoirs *de facto* comme l'Église et l'armée, le Chili de l'époque est loin de refléter une profonde tradition républicaine. Il faudra attendre 1920 avec l'arrivée de la

⁴¹³ En 1907, entre 2000 et 3000 mineurs sont tués par l'armée à la suite d'une grève dans le village de Santa Maria. En 1921, 500 mineurs sont tués à la suite d'une grève à San Gregorio.

cuestión social pour avoir un nouveau rapport de force entre les acteurs de la société chilienne.

Tout au long du XIX^e siècle et jusqu'à 1925, le système politique du Chili était un système présidentiel⁴¹⁴ régi par la constitution de 1833 inspirée par l'idée d'un État fort et autoritaire. L'historiographie attribue au ministre conservateur Diego Portales la mise en œuvre de cette constitution qui a perduré jusqu'à 1925. Sa conception du pouvoir est « l'autorité traditionnelle, le gouvernement obéi, fort, respectable et respecté, éternel, immuable, supérieur aux partis et aux prestiges personnels »⁴¹⁵.

Il est intéressant de mettre en avant la conception de Portales dans la création de l'État chilien, car celle-ci dégage un imaginaire politique autoritaire centré sur la figure du président. Marie-Noëlle Sarget (1996 :67) souligne le fait que l'idée selon laquelle « le pouvoir doit être respecté et obéi en tant que tel, indépendamment de la personnalité de celui qui l'exerce » correspond à une « conception tout à fait révolutionnaire » dans un pays habitué à la lutte entre caudillos pendant vingt ans. L'historiographie conservatrice du Chili (Alberto Edward, Jaime Eyzaguirre, Mario Góngora, Gonzalo Vial, etc.) a contribué à créer le mythe de Diego Portales et de son héritage, récupéré ensuite par les partis de droite⁴¹⁶. L'historiographie récente, appelée l'histoire sociale ou la nouvelle histoire, remet en cause la figure de Portales et son rôle. Pour Salazar et Pinto (1999 :34), la théorie de Portales ressemble plus à « un mémorandum d'un conspirateur qu'une proposition publique d'un grand législateur ou d'un statisticien », si l'on se réfère, d'une part, à la pauvre production politique et idéologique qu'on connaît de lui (concentrée la plupart dans des lettres privées) et, d'autre part, aux actions menées contre les *pipiolos* (les libéraux) qui se sont achevées dans la bataille de *Licanray* en 1929 où ces derniers sont battus.

Cette idée critique de la figure de Portales est présente aussi chez Marie-Noëlle Sarget (1996 :70) :

Il apparaît évident que l'ordre portalien restait fragile, menacé à la fois de l'intérieur et de l'extérieur, tendu vers la construction d'un état-nation qu'il concevait, mais qui

⁴¹⁴ Sauf entre 1889 et 1924 où il y a eu un système parlementariste.

⁴¹⁵ Cité par Marie-Noëlle Sarget (1996), *Histoire du Chili. De la conquête à nos jours*, L'Harmattan, Paris. (p.7)

⁴¹⁶ Il n'est pas anodin qu'Augusto Pinochet ait installé son gouvernement dans un ancien bâtiment de Nations Unis rebaptisé du nom d'*Edificio Diego Portales*.

n'était pas mûr dans l'esprit de ses citoyens. Il est assez surprenant de voir que les auteurs chiliens ont retenu de Portales son intention de créer un nouvel État, les institutions qu'il a mises en place à cet effet, tout cet effort volontariste pour constituer un État au-dessus des partis, et passé sous silence que l'œuvre ait été fragile, toujours à recommencer, toujours menacée, en premier lieu par l'armée, en second lieu par l'oligarchie.

L'auteur souligne le fait « surprenant » que les historiens conservateurs chiliens aient favorisé l'idée de la création d'un État stable sous la période de Portales. En ce sens, Sarget s'inscrit, avec Salazar et Pinto, dans la tendance qui remet en cause la figure et l'héritage de Portales.

Pour faire le lien avec la théorie des imaginaires sociaux, l'idée selon laquelle l'instauration d'un pouvoir autoritaire est la meilleure façon de gérer les défis d'une nation jeune comme le Chili correspond, dans la terminologie de Castoriadis, à un « imaginaire institué » aussi bien par la classe politique que par les historiens conservateurs. C'est un imaginaire social appliqué dans le champ politique qui fonctionne comme une réponse à la complexité sociale et politique de la société chilienne. On verra après comment cet imaginaire politique s'actualise dans un autre contexte politique.

La guerre civile de 1891 – très coûteuse en vies humaines (10,000 morts) – avait signifié le changement d'un système présidentiel en système parlementaire. L'offensive du Parti conservateur contre la figure du président libéral Balmaceda avait déclenché une guerre civile qui finit avec le suicide du président et l'instauration d'un régime parlementaire formé par les principaux partis de l'époque (Parti conservateur, Parti national, Parti Liberal, Parti libéral démocratique, Parti radical, Parti démocrate). Le président, sans la capacité de dissoudre le Parlement (dans le système anglais, le Premier ministre peut dissoudre le Parlement), était incapable de former un contre-pouvoir. Différents présidents du Chili se sont succédé après 1891 à l'intervention militaire de 1924 qui met fin à la prédominance du Parlement en rétablissant le présidentielisme comme système politique.

Notons que dans cette période il y n'a pas eu de changement de constitution. Le système parlementaire à la chilienne⁴¹⁷ a voté des ajustements à la constitution de 1833, notamment concernant le rôle du président, mais la constitution a duré jusqu'en 1925.

Autre aspect intéressant à souligner dans cette période, selon Sarget (1996 :122), c'est qu'à partir de 1891 la notion d'un État portalien s'effondre. Pour elle, « Jusqu'en 1981, la dissociation armée/oligarchie/État expliquait la spécificité du système politique chilien et la stabilité relative par rapport à ses voisins ». Cependant, après la chute de Balmaceda, l'autorité du président disparaît et l'oligarchie, limitée auparavant par l'omniprésence de l'État portalien, prendra le pouvoir. Il n'est pas surprenant que certains intellectuels de l'époque, comme Mac Iver en 1901, parlent d'une « crise morale de la république » ou de « décadence », en faisant allusion à la perte des valeurs fondatrices du Chili. Dans cette logique, l'âge d'or de la république correspond bien à un imaginaire de l'exercice d'un pouvoir autoritaire et centralisé au détriment d'un système décentralisé et instable, soumis aux intérêts privés de l'oligarchie.

Comme nous l'avons vu, la *cuestión social* en 1920 éclate dans la politique chilienne. Le but d'améliorer les conditions de vie précaires des travailleurs, notamment dans le nord du pays où se trouvent les mines de salpêtre, a été au centre du débat national entre les différents secteurs de la société chilienne. En même temps, le spectre politique s'élargit avec l'incorporation des classes moyennes et populaires dans l'espace public :

La conquête de la région minière du nord et la croissance des villes telles Valparaiso et Santiago favorisèrent l'apparition d'un prolétariat qui s'organisa, d'abord au niveau social, avec des associations d'aide mutuelle, puis au niveau politique. C'est ainsi que dans les années 1880 surgit le premier parti populaire, le Parti démocrate, qui recrutait ses membres parmi les artisans et les ouvriers. Il fut suivi par d'autres partis ouvriers au début du XX^e siècle, notamment par le Parti ouvrier socialiste, fondé en 1912 par Luis Emilio Recabarren (Del Pozo : 22).

⁴¹⁷ L'historiographie chilienne remarque que le système parlementaire chilien était loin du système anglais. Dans le système chilien, il n'y a pas d'équilibre entre l'exécutif et le Parlement comme dans le système britannique. Ce dernier concentre tout le pouvoir et le président (équivalent du Premier ministre) n'a pas les moyens de dissoudre le Parlement.

Comme le souligne l'auteur, l'apparition de la classe ouvrière et l'organisation de celle-ci dans le nord du pays ont permis sa participation à la vie politique du pays. Il faudrait rappeler qu'à l'époque, la plupart des travailleurs habitent à la campagne soit en tant qu'*inquilinos*, c'est-à-dire les employés permanents d'une propriété, ou soit en tant que *peon*, c'est-à-dire les travailleurs saisonniers. En 1920, les *peones* représentaient 48,8% de la force du travail du pays et si l'on ajoute les *inquilinos*, on peut constater que la grande masse de travailleurs était dans les champs et pas dans les mines.

On peut se demander pourquoi les travailleurs des mines du Nord étaient plus organisés que les travailleurs agricoles et comment les premiers sont devenus une force politique importante au détriment des *inquilinos* et des *peones*. Pour aller plus loin, pourquoi il n'y a pas eu de révoltes paysannes au Chili (comme au Mexique) en connaissant le poids de ce secteur dans l'activité économique du Chili.

Ce sont des questions qui restent ouvertes et les réponses sont, à notre avis, à chercher dans le type d'organisation sociale du monde agricole – qui est très différent de l'organisation du travail dans les mines – ainsi que dans le niveau de conscientisation des droits des travailleurs, ce dernier était plus développé au nord du pays. Il faut aussi prendre en compte les travaux faits par les *mancomunales*, certains d'inspiration anarchistes, qui se sont développés aussi bien dans les villes minières du nord (Tocopilla et Antofagasta) qu'au sud (Lota, Coronol, où se trouvent des mines de charbon) et qui ont proposé un modèle de vie collectif et des améliorations des conditions de travail.

Or, dans le cadre de la *cuestión social*, la participation des organisations ouvrières à l'espace public a généré un climat politique différent qui a permis, entre autres facteurs, à Arturo Alessandri Palma d'arriver au pouvoir en 1920. L'historiographie classique lui attribue le caractère d'un « leader populaire », d'un « *caudillo* démocrate » qui, avec un discours anti-oligarchie et portant les revendications des travailleurs, a gagné le cœur de la population en construisant un discours adressé aux masses. Pour Salazar et Pinto (1999 :44), il n'était ni un révolutionnaire ni un leader populaire, mais un « leader parlementaire, une sorte de Moïse de la classe politique » qui fait participer pour la première fois la population civile.

L'historiographie souligne le fait qu'avec Alessandri les classes moyennes et populaires entrent sur la scène politique, en abandonnant, au moins en apparence, la politique

élitiste et oligarchique de ses prédécesseurs. Un nouveau rapport de forces se met en place⁴¹⁸ et l'imaginaire d'une démocratie plus ouverte et participative commence à prendre forme.

Le gouvernement d'Alessandri est marqué, d'une part, par les difficultés dérivées des problèmes économiques à cause de la baisse des exportations de salpêtre et, d'autre part, par l'incapacité d'avoir une majorité au Congrès capable de mettre en œuvre les programmes sociaux en faveur de la population la plus défavorisée. L'intervention militaire le 2 septembre 1924 ramène sur la scène politique un acteur important : l'armée. En effet, suite aux difficultés expérimentées pendant le gouvernement d'Alessandri et aux changements à l'intérieur de l'armée, désormais plus impliquée dans les affaires sociales et politiques du pays, la pression militaire fait approuver les politiques sociales bloquées au Parlement. De plus, l'armée fera pression un peu plus tard pour faire passer une nouvelle constitution en 1925 qui rétablit, comme en 1833, l'autorité de l'exécutif⁴¹⁹. Alessandri, impuissant face à la pression militaire, quitte le pouvoir et demande l'asile politique à l'ambassade des États-Unis. Il revient ensuite à la présidence en 1932.

En 1927, Carlos Ibañez, l'un de leader de cette intervention militaire, a été élu président et l'imaginaire du pouvoir autoritaire prendra sa place sur la scène politique. Son gouvernement formé par des militaires et des civils met en place des programmes sociaux hérités d'Alessandri ainsi que des politiques pour relancer l'économie et l'amélioration de la qualité de vie de l'armée⁴²⁰. En même temps, il lance une forte répression contre les principaux leaders syndicaux soupçonnés de subversion afin de stopper la montée en puissance de la gauche. L'historiographie classique qualifie le gouvernement (1927-1931) d'Ibañez de dictature. Pour Del Pozo (2000 :26), la dictature d'Ibañez est « modérée » en comparaison de celle de Pinochet (1973-1989). Malgré la répression développée au cours de son mandat, l'auteur souligne le fait que le gouvernement d'Ibañez était composé aussi bien de militaires que de membres de la société civile. Selon Salazar et Pinto (1999 :49), « Ibañez était un dictateur, et, en tant que tel, a été battu. Les citoyens avaient appris à participer. Ils voulaient participer et ils n'ont pas accepté, à ce niveau de développement, d'être exclus ».

⁴¹⁸ En 1903, trois députés du Parti démocrate ont été élus. En 1921 Luis Emilio Recabarren, du Parti ouvrier Socialiste, arrive au Congrès.

⁴¹⁹ La Constitution de 1925, qui reste en vigueur jusqu'à 1973, établit une série de réformes, parmi elles, un mandat présidentiel de six ans, la prédominance du pouvoir exécutif sur le législatif, la séparation entre l'Église et l'État, des lois de protection des travailleurs, et l'encadrement des grèves.

⁴²⁰ Ibañez a augmenté les salaires de l'armée. Il a donné aussi un statut juridique aux usines de l'armée et a créé une caisse de retraite pour ses membres.

Ces auteurs soulignent le fait qu'Ibañez a orienté l'État libéral de 1925 vers une direction « centraliste », capable d'intervenir dans des domaines divers comme l'économie, l'administration intérieure et l'organisation sociale. Ibañez a mis en place, selon ces auteurs, un projet de *corporatisme d'État* car, il n'a pas réformé la constitution de 1925 et était à la tête de la politique « *social corporatiste (sans participation sociale)* ».

La crise économique internationale de 1929 a généré un climat d'instabilité politique dans la société chilienne. Les conséquences de cette crise ont été dramatiques en 1931 pour le Chili, l'un des pays les plus touchés au monde à cause de sa dépendance économique aux marchés internationaux. Face à la grève générale organisée par les organisations professionnelles (enseignants, avocats, médecins) et la pression de la classe politique, Carlos Ibañez préfère quitter le pouvoir en 1931 et s'en va en Argentine. Il revient ensuite à la présidence en 1952.

Durant les années qui suivent, entre 1931 et 1936, l'instabilité politique et sociale s'installe. En 1931 les marins de Coquimbo se soulèvent contre le gouvernement et ce dernier répond en bombardant les navires rebelles par l'aviation. Les marins rebelles, proches du Parti communiste, demandaient des hausses de salaire ainsi qu'une série de mesures sociales.

En juin 1932, le général Marmaduke Grove dirige une intervention militaire et déclare l'instauration de la « République socialiste » au Chili. Le président du Chili, Juan Esteban Montero, récemment élu, démissionne. Pendant douze jours, le général Grove met en place un programme tendant à contrôler les secteurs productifs du pays avec des mesures comme l'impôt sur les grandes fortunes, l'instauration d'un monopole d'État sur les minéraux et une révision des contrats avec les compagnies étrangères. L'opposition de l'oligarchie chilienne et des entreprises étrangères au projet de Grove est très forte et renverse la République socialiste quelques jours après sa proclamation. Malgré le caractère éphémère de cette expérience politique, elle reste dans les annales de l'histoire du Chili comme un projet socialiste impulsé par un groupe de militaires liés aux partis de gauche.

Le retour d'Alessandri au pouvoir en 1932 met fin à cette période qualifiée d'instable par l'historiographie. Le « messie » de la politique chilienne gagne les élections présidentielles de 1932, en pleine crise économique. Il développe un programme pour sortir de la crise qui comporte, entre autres mesures, la hausse des impôts et une protection

douanière en faveur de l'industrie nationale. Cela permet de rééquilibrer le budget et de relancer l'industrie nationale, en faisant diminuer le chômage.

Dans cette période, de nouveaux partis politiques entrent sur la scène politique : le Parti socialiste (PS) et le Mouvement national socialiste (MNS). Le premier, hérité du mouvement ouvrier et de la République socialiste de Grove est né en 1932. L'autre, est un parti d'inspiration nazie fondé en 1932 pendant la république socialiste qui se déclare anticommuniste et gardien des valeurs républicaines⁴²¹. Il faut mentionner aussi d'autres organisations qui fournissent des idées politiques comme la Fédération des étudiants de l'Université du Chili et la Franc-Maçonnerie.

La vie politique dans cette période est intense avec de multiples épisodes de violence de la part de l'État. La répression contre les partis de gauche et les syndicalistes s'intensifie. À Ranquil, un soulèvement paysan en 1932, l'un des rares au Chili, est fortement réprimé en laissant une centaine de morts. En 1938, un groupe de jeunes nazis a tenté une tentative de coup d'État et 63 d'entre eux sont massacrés dans *La caja de seguro obrero* de Santiago.

3.4.2.1. La naissance de la démocratie au Chili

En 1936, a lieu un important événement politique. Selon Del Pozo (2000 :29), cette date doit être considérée comme l'année de la naissance de la démocratie chilienne, en faisant référence à la création du Front populaire. Cette coalition politique composée par le Parti communiste, le Parti socialiste et le Parti radical⁴²², a pour but de remporter les élections présidentielles de 1938 et prend comme exemple la réalité française et espagnole de lutte contre le fascisme. Pour Sarget (1996 :163), le Front populaire « correspond probablement davantage à un projet national de réformes économiques et sociales et de démocratisation de la vie politique conforme aux vœux d'une grande partie du corps électoral ». Selon Moulian (1986), cette période correspond au moment de stabilisation de la démocratie chilienne contemporaine. L'auteur avance l'hypothèse selon laquelle la stabilisation de la démocratie

⁴²¹ Différents auteurs (Salazar, Del Pozo, Sarget) racontent que dans les rues de Santiago se sont battus à plusieurs reprises des militants du Mouvement national socialiste contre des militants de gauche (communistes et socialistes). Parfois, ces rixes étaient très violentes avec utilisation d'armes à feu.

⁴²² Le Parti radical est fondé en 1863 par des membres mécontents du Parti libéral. Son principe fondateur était l'anticléricalisme. Il participe activement à la politique chilienne en prenant une position de centre gauche dans le Front populaire. Plus tard, pendant le gouvernement de Videla, le parti adopte une position anticommuniste.

est le fruit de l'institutionnalisation du conflit des classes sociales, entre les partis de gauche et de droite, qui désormais s'affrontent par la voie électorale.

La vie du Front populaire est, cependant, courte, jusqu'à 1941 lorsque le PS quitte la coalition à cause de ses différends avec les communistes. Malgré cela, cette coalition politique a fait élire trois présidents de la République.

En 1938 le radical Pedro Aguirre Cerda arrive au pouvoir soutenu par le Front populaire. Del Pozo (2000 :30) souligne le fait que c'est la première fois dans l'histoire du Chili que la droite perd une élection présidentielle et que des ministres des partis de gauche participent au gouvernement. Après Aguirre Cerda, deux présidents du même parti, Juan Antonio Ríos (1942-1946) et Gabriel González Videla (1946-1952), se font élire. Le bilan de cette période, en ce qui concerne l'imaginaire de la démocratie, est contradictoire. D'une part, l'expérience réussie du Front populaire est significative pour faire évoluer les idées démocratiques. D'autre part, la répression développée lors du gouvernement de González Videla contre les communistes, en faisant passer la « loi de défense de la démocratie » a mis ce Parti hors la loi entre 1948 et 1958⁴²³. Ce dernier aspect a provoqué de fortes critiques sur la gestion de Videla en qualifiant son gouvernement d'antidémocratique. Il faut aussi signaler le droit de vote accordé aux femmes aux élections présidentielles⁴²⁴ en 1949 qui va élargir le prisme électoral.

En 1952 l'ex-dictateur Carlos Ibañez del Campo revient au pouvoir. Dans son programme politique, symbolisé par *la escoba* (le balai), il se construit un *ethos* d'homme d'action au-dessus des partis politiques. Il promet de mettre fin à la corruption et au clientélisme.

Il est intéressant de souligner dans ce gouvernement trois aspects qui nous semblent importants : d'abord, la suppression de la loi « de défense de la démocratie » promulguée par González Videla qui signifie le retour du Parti communiste sur la scène politique. Ensuite, l'approbation d'une réforme électorale qui consiste à confier au registre électoral la fabrication des bulletins de vote afin d'éviter les fraudes et qui réprime les pratiques de

⁴²³ C'est dans cette période que le poète Pablo Neruda (il venait d'être élu sénateur) a fui le pays clandestinement en Argentine puis en Italie. Cela a donné lieu à la réalisation du film *Il Postino* (Le facteur) inspiré du roman d'Antonio Skarmeta.

⁴²⁴ En 1926, les femmes ont eu le droit de voter aux élections municipales.

*cohecho*⁴²⁵ et *acarreo*⁴²⁶. Finalement, l'apparition en 1957 d'un nouveau parti, la démocratie chrétienne, qui aura un rôle important dans la politique chilienne.

En 1958 Jorge Alessandri, fils de l'ex-président Arturo Alessandri (1920-1925 et 1932-1938), arrive au pouvoir. Représentant de la droite, il gouverna avec l'appui des libéraux et des conservateurs jusqu'à 1964. Sa gestion économique est marquée par un problème endémique de l'économie chilienne, celui de l'inflation⁴²⁷.

Pendant son gouvernement, l'Église catholique chilienne vit un changement en se rapprochant de plus en plus des idéaux de la justice sociale. En même temps, en 1962 commence le concile Vatican II (1962-1965) qui porte, entre autres propositions, une ouverture au monde moderne, la reconnaissance de l'émancipation des peuples et la lutte pour la justice sociale. L'influence de ce concile est énorme au sein de l'Église catholique latino-américaine qui voit dans ses conclusions un soutien à la lutte pour l'égalité sociale sur le continent. Au Chili, l'Église catholique, inspirée de ce concile, portera les idéaux de la démocratie et de la lutte contre le gouvernement militaire de Pinochet.

La démocratie chrétienne reprend certains principes du concile Vatican II ainsi que la pensée de Jacques Maritain, en se constituant en tant qu'option politique valide aux élections présidentielles de 1964. Son programme politique sous le slogan « *Revolución en libertad* » (« la Révolution dans la liberté ») contenait des réformes structurelles dans différents secteurs, notamment dans l'économie et la participation sociale. Ce parti remporte les élections et le candidat Eduardo Frei Montalva devient président de la République. Plusieurs éléments ont marqué le gouvernement de la démocratie chrétienne. D'abord, au niveau économique, la « chilénisation » du cuivre qui est le fruit d'une intense négociation avec les entreprises américaines. De cette façon, l'Etat chilien contrôle 51% des actions du cuivre. Un autre aspect important à souligner est la mise en œuvre de la réforme agraire afin de redistribuer les terres et d'augmenter la production agricole. Cette réforme, déjà initiée par le gouvernement précédent, mais sans succès, a été fortement contestée par la droite historiquement attachée à la propriété de la terre.

⁴²⁵ Le *cohecho* est la pratique d'acheter le vote.

⁴²⁶ *El acarreo* est la pratique de transporter les votants au lieu de l'élection en échange de leur vote. C'est une pratique assez fréquente à la campagne. Il correspond aussi à la pratique de changer de domicile afin de voter dans une circonscription déterminée.

⁴²⁷ Alessandri, afin de combattre l'inflation, fait appel aux spécialistes américains en la matière. En 1955 se met en œuvre la mission Klein-Sachs tendant à stopper l'inflation.

Au niveau politique, c'est une période de haute participation politique de la société civile à travers *las juntas de vecinos* (comités de quartier), les centres des mères⁴²⁸ et les syndicats. De même, cette période enregistre la naissance de nouveaux partis. À gauche, apparaît le mouvement de gauche révolutionnaire (MIR), tandis qu'à droite émerge le Parti national né de la fusion du Parti conservateur et du Parti libéral, deux ex-rivaux. La démocratie chrétienne souffre aussi de changements sur sa gauche. Une branche de ce parti, appelée MAPU, adopte un discours plus radical et préconise un « front révolutionnaire » avec d'autres partis de gauche. Le MAPU réclame des changements plus rapides, notamment en ce qui concerne la réforme agraire.

Le Parti socialiste, qui historiquement a pris un tournant réformiste et humaniste, déclare alors son intention de se constituer en « avant-garde » révolutionnaire. Ce changement est dû aussi bien à l'échec de la candidature de Salvador Allende à la présidence en 1964 qu'aux discussions à l'intérieur du Parti.

Par ailleurs, le Parti communiste reste fidèle aux propositions de l'Union soviétique qui conçoit la révolution par étapes et en même temps collabore de façon critique avec la démocratie chrétienne.

Un événement singulier se produit le 21 octobre 1969 : une tentative de coup d'État dirigée par le général Roberto Viaux avec le soutien de l'école de sous-officiers de Santiago et du régiment Tacna. Cet événement, connu sous le nom de « Tacnazo », est révélateur, d'une part, du mécontentement de l'armée vis-à-vis de la politique menée par le gouvernement de Frei Montalva et, d'autre part, du changement que vit l'armée de par l'influence des États-Unis sur la formation des officiers chiliens.

Les élections de 1970 se déroulent dans une ambiance assez polarisée tantôt par la droite tantôt la gauche. Le candidat de la démocratie chrétienne, Radomiro Tomic, arrive deuxième après le candidat socialiste Salvador Allende qui remporte l'élection

⁴²⁸ Le gouvernement de la démocratie-chrétienne est fortement soutenu par les femmes, qui votent désormais aux élections présidentielles.

présidentielle⁴²⁹. C'est la première fois dans l'histoire du Chili, et dans le monde entier, qu'un candidat marxiste arrive au pouvoir par la voie des élections.

L'historiographie chilienne a largement étudié la polarisation politique depuis 1960 jusqu'à l'arrivée au pouvoir d'Allende (1970). Pour Moulian (1986), à l'époque des gouvernements du Front populaire, le fonctionnement des partis politiques, groupés en droite, gauche et centre, était polarisé fondamentalement autour du clivage droite et gauche. La gauche exerçait le pouvoir tandis que la droite était dans l'opposition. Le centre, formé par le Parti libéral, s'est rapproché aussi bien de la gauche que de la droite. L'auteur souligne le fait qu'à cette époque la politique d'alliances (à gauche comme à droite) était fondamentale. Ce même aspect a été remarqué par Del Pozo (2000 :31) sous le nom de « *política del compromiso* ».

Selon Moulian (1986), les années 1960 rompent avec la pratique des alliances des gouvernements précédents. En ce sens, comme le souligne l'auteur, le rôle joué par les partis du centre (avant le Parti libéral et après la démocratie chrétienne) en ce qui concerne la capacité de réaliser des alliances était important. La démocratie chrétienne n'a pas joué ce rôle. Comme dit Moulian (1986), la démocratie chrétienne, surtout à partir de 1964, a œuvré comme une force centrifuge, en poussant les partis à gauche ou à droite dans leurs propres champs. De cette façon, les partis politiques se radicalisent et la polarisation s'installe sur la scène politique chilienne.

Il nous semble important de mettre en relief les imaginaires de la démocratie conçus dans ces périodes. D'abord, un imaginaire de la démocratie qu'on peut appeler « de consensus ». Nous comprenons par imaginaire de la démocratie « de consensus », au sens large, la capacité de se mettre d'accord sur certains sujets entre partis politiques. Cela implique d'une part, comme nous l'avons dit, une entente sur certains thèmes afin de garder la stabilité du système politique et, d'autre part, une limitation des demandes sociales qui peuvent mettre en danger cette stabilité. De cette façon, dans les périodes du Front populaire (1938-1952), les partis ont développé une politique d'alliances et une capacité à se mettre

⁴²⁹ Salvador Allende arrive en tête de l'élection présidentielle le 4 septembre 1970. Il a obtenu 36,6 % des voix contre 35,3% au candidat de la droite Jorge Alessandri. Le candidat de la démocratie chrétienne est arrivé troisième avec 28,1% des voix. L'élection d'Allende, sans majorité absolue, a dû être confirmée par le Congrès qui lui a donné son appui.

d'accord sur des thèmes qui ne touchaient pas des sujets sensibles, comme ceux de la problématique agricole ou de la propriété des ressources minières.

À partir de 1960, on peut constater la présence d'un imaginaire de la démocratie qu'on peut appeler « de conflit ». Nous comprenons par imaginaire de la démocratie « de conflit », au sens large, l'incapacité de former des accords entre les partis, ce qui entraîne des positionnements divergents dans l'espace public et en même temps augmente l'affrontement entre les secteurs.

Ainsi, tantôt l'imaginaire de la démocratie de consensus et tantôt l'imaginaire de la démocratie de conflit vont être mobilisés par les différents partis politiques. Le premier imaginaire a une charge sémantique positive tandis que le deuxième est perçu négativement. Nous verrons comment les gouvernements de la Concertation mobilisent un imaginaire de la démocratie de consensus fondé sur une entente tacite entre le gouvernement et l'opposition.

Le gouvernement de Salvador Allende était soutenu par une grande coalition de gauche appelée l'Unité populaire composée par des partis politiques (PS, PC) et des mouvements comme le MAPU, l'action populaire indépendante (API), le Parti social-démocrate (PSD). Son programme contenait la mise en œuvre de « la voie chilienne vers le socialisme » à travers l'accélération des réformes économiques commencées par le gouvernement précédent comme la réforme agraire et la nationalisation du cuivre, qui désormais remplace la « chilénisation » du cuivre proposée par la démocratie chrétienne. L'Etat assume le contrôle de l'économie en nationalisant les principales entreprises clés pour le développement du Chili⁴³⁰.

La vie politique dans cette période est intense. Allende, sans majorité au Parlement, doit négocier avec la droite et avec la démocratie chrétienne. Cette dernière, après avoir soutenu au début le gouvernement, se tourne vers la droite suite à l'assassinat de l'ex-ministre de Frei Montalva Edmundo, Pérez Zujovic, par un groupe d'extrême-gauche. Tant à droite⁴³¹

⁴³⁰ Le nombre des entreprises contrôlées par l'Etat dans cette période était de 30 en novembre 1970 et de 285 en mai 1973. Chiffres donnés par Del Pozo (2000 :58).

⁴³¹ Nous faisons référence au groupe d'extrême-droite « Patrie et Liberté ».

qu'à gauche⁴³², les discours se radicalisent et les groupes qui font appel à la lutte armée se multiplient.

Au cours de ce gouvernement, la participation civile augmente à travers les syndicats, les cordons ouvriers⁴³³, les comités de voisins et les centres des mères, entre autres, qui doivent faire face aux problèmes liés à la distribution de nourriture dus, indirectement à l'inflation⁴³⁴, et directement aux accaparements spéculatifs de nombreux commerçants ainsi qu'aux grèves des camionneurs et des transporteurs⁴³⁵.

Il ne s'agit pas ici d'analyser les causes de l'échec du projet allendiste de « la voie chilienne vers le socialisme ». Il ne s'agit pas, non plus, de faire un bilan du gouvernement d'Allende. Ce qui nous intéresse, c'est comment dans cette période s'est développé un imaginaire de la démocratie lié à l'exercice du « pouvoir populaire », c'est-à-dire, la façon dont les citoyens participent directement aux décisions de l'Etat⁴³⁶.

Le coup d'État de 1973 rompt avec la tradition démocratique initiée en 1938. Dès lors, la junte du gouvernement composé par des chefs militaires de l'armée contrôle la vie politique et supprime le Parlement. Dans le même temps, se développe une politique d'Etat contre les groupes et partis politiques qui ont participé au gouvernement précédent et qui constituent une menace pour le gouvernement militaire⁴³⁷. En ce sens, la mise en place d'un gouvernement militaire réactualise l'imaginaire autoritaire de l'exercice du pouvoir vu chez Portales à partir de 1833. Augusto Pinochet, qui s'est autodésigné en 1974 président de la République, gouvernera jusqu'en 1989. Pendant les premières années du gouvernement militaire, les organisations sociales et politiques étaient sous le choc après avoir perdu leurs principaux dirigeants. Différentes organisations, tant à l'échelle nationale qu'internationale, ont dénoncé

⁴³² Parmi les plus radicaux, se trouvent le mouvement de gauche révolutionnaire (MIR) et l'avant-garde organisée du peuple (VOP).

⁴³³ Les cordons ouvriers ou *cordones industriales* sont des organisations de travailleurs créées en 1972. Sous l'influence du marxisme, ils préconisent la mise en œuvre du « pouvoir populaire », une sorte de pouvoir indépendant de l'Etat dirigé par les ouvriers.

⁴³⁴ L'inflation dans le gouvernement d'Allende était de 16% en octobre 1971 et de 323% en juillet 1973.

⁴³⁵ En octobre 1972 les camionneurs se sont mis en grève. Financé par la CIA, ce secteur a paralysé la distribution de biens dans le pays. En 1973, la situation se répète avec la complicité du gouvernement américain hostile à Allende. Ces grèves ont eu un énorme impact dans le secteur économique qui a obligé Allende à prendre des mesures pour assurer la distribution de biens de consommation de base.

⁴³⁶ Voir à ce sujet l'introduction de Michael Löwy du livre « *Poder Popular y Cordones Industriales. Testimonios sobre el movimiento popular urbano, 1970-1973* ». (Franck Gaudichaud).

⁴³⁷ Le rapport Valech de 2004 établit que pendant le régime de Pinochet, il y a eu 3,000 assassinats et disparitions, 35,000 cas de torture et plus de 800 centres de détentions.

la répression contre les opposants au régime ainsi que le manque de liberté d'expression. L'Église catholique chilienne, qui au début a soutenu le coup d'État, jouera un rôle central en se démarquant de la politique menée par Pinochet et en prenant fait et cause pour les persécutés.

Dans le cadre de la crise économique de 1982, les mouvements sociaux de contestation contre la politique de Pinochet augmentent. L'opposition commence à se réorganiser aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur avec les Chiliens expatriés. En 1983 se crée l'alliance démocratique (AD) dirigée par la démocratie chrétienne, la fraction modérée du Parti socialiste et d'autres partis de centre gauche. Dans le même temps, les secteurs les plus à gauche forment le Mouvement démocrate populaire (MDP) dirigé par le Parti communiste, une fraction du Parti socialiste et le MIR.

Dans cette période, commencent les *protestas* massives qui sont durement réprimées. Le syndicat des travailleurs du cuivre appelle à la grève générale en mai 1983. Plusieurs partis répondent à cet appel. Après cette manifestation, d'autres se poursuivent contre le régime. Les *poblaciones* et bidonvilles se constituent en des sortes de bastions de résistance à Pinochet.

À l'initiative du ministre de l'Intérieur, Sergio Onofre Jarpa, et avec l'aide du cardinal Francisco Fresno, s'élabore le rapprochement entre le gouvernement et une partie de l'opposition qui en août 1985 formulent un « Accord national pour la transition à la pleine démocratie ». La constitution de 1980, approuvée sous ce régime, prévoit la réalisation d'un référendum en 1988 afin de définir la continuité du régime militaire. Le 23 mars 1987 sont rétablies les principales libertés publiques et les partis politiques s'organisent pour le référendum. Ainsi est née la *Concertación de partidos por el No* qui a groupé 16 partis politiques dont le Parti démocrate-chrétien, le Parti pour la démocratie, le Parti radical, entre autres.

La victoire du « Non » en 1988⁴³⁸ a permis une lente transition politique vers un système démocratique. En 1989, en conformité avec la constitution, se sont déroulées les

⁴³⁸ 55,99 % des voix pour le « non » et 44,01% pour Pinochet.

élections présidentielles qui ont été remportées par le candidat de la Concertation Patricio Aylwin.

Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, la démocratie développée dans les premières années de la Concertation est limitée par les « enclaves autoritaires » héritées de la constitution de 1980. Même si la plupart de ces enclaves ont été levées par Ricardo Lagos dans la réforme de 2005, avec l'élimination des sénateurs désignés et des sénateurs à vie, la capacité de remplacer les commandants des forces armées, la réduction du mandat du président de la République de six à quatre ans, le système électoral binominal est resté. Ce système, comme on l'a vu, rend difficile la création d'une majorité au Parlement pour un parti déterminé, ce qui fait que le Congrès est fondamentalement divisé en deux forces politiques équilibrées. En même temps, ce système rend difficile l'insertion des minorités politiques qui ne sont pas représentées au Parlement.

L'existence de ces « enclaves autoritaires » dans le Chili contemporain a permis à de nombreux auteurs de qualifier cette démocratie d'inachevée. C'est le cas de Manuel Antonio Garretón et Roberto Garretón (2010 :146) qui, en analysant trois dimensions de la démocratie chilienne (constitutionnelle, électorale et citoyenne), soulignent les contradictions entre les grands Progrès réalisés sous les gouvernements de la Concertation et les faiblesses de ces trois dimensions. Selon ces auteurs, le système électoral binominal inscrit dans la Constitution de 1980 restreint la dimension électorale de la démocratie. Dans le même temps, selon ces auteurs, les problèmes des droits civils des minorités, les inégalités économiques au sein de la population chilienne et l'absence d'une instance qui assure la participation au niveau local limitent la dimension citoyenne de la démocratie.

Il n'est donc pas anodin que certains auteurs qualifient la démocratie chilienne de « démocratie des partis » ou « démocratie de consensus ». Ces deux qualifications soulignent un manque de participation citoyenne ainsi que la recherche de consensus entre les partis. Ce dernier aspect a été fortement critiqué pour ceux qui conçoivent la démocratie, au sens large, comme une expression de la souveraineté populaire. En effet, la recherche de consensus entre le gouvernement et l'opposition devient priorité dans cette vision de la démocratie, en dépit des demandes sociales qui peuvent surgir dans l'espace social. Comme on l'a vu, la démocratie « de consensus » a été pratiquée par les gouvernements du Front populaire. On

assiste, en quelque sorte, à l'actualisation de cet imaginaire désormais appliqué dans un contexte de transition vers la démocratie qui privilégie la stabilité de la classe politique.

Un autre imaginaire fréquemment mobilisé est l'imaginaire de la démocratie dite « participative ». Comme nous l'avons vu, cet imaginaire s'appuie sur l'expérience socialiste du gouvernement d'Allende et du « pouvoir populaire ». Les actuels dirigeants de la Concertation, y compris Lagos et Bachelet, ont participé, avec des nuances, au gouvernement d'Allende et ont lutté contre le régime de Pinochet. Or, la mise en place d'un imaginaire de la démocratie participative se réalise en soulignant la difficile tâche qu'a signifié sa récupération pendant la transition politique. « Chilenos y chilenas vivimos democráticamente. Hemos recuperado el espíritu libertario, democrático, republicano, que siempre alimentó la historia patria »⁴³⁹, disait Ricardo Lagos lors de son discours annuel devant le Parlement. On voit bien dans cet extrait la mise en relief de la récupération de la démocratie présentée ici en tant qu'élément fondamental de la société chilienne.

De façon similaire, Michelle Bachelet déclare en tant que présidente :

« Recuperamos la democracia para que todos tuvieran la posibilidad de plantear sus puntos de vista a la autoridad, de ejercer oposición, incluso vehementemente, pero con un límite: el respeto y la responsabilidad. Porque los que luchamos por la libertad, vivimos para la libertad. Y no debemos olvidar las lecciones del pasado »⁴⁴⁰

Comme dans l'extrait précédent, Michelle Bachelet le retour à la démocratie. Par la marque « Et nous ne devons pas oublier les leçons du passé », elle mobilise le passé récent, celui de la dictature, avec une connotation négative par l'inférence de l'absence de liberté pendant ce régime.

Par ailleurs, la mobilisation d'un imaginaire de la démocratie participative se réalise aussi en mettant l'accent sur la capacité de participation dans les discussions publiques. Ricardo Lagos, lors de sa campagne électorale a dit:

⁴³⁹ « Nous, Chiliens et Chiliennes vivons démocratiquement. Nous avons récupéré l'esprit libertaire, démocratique, républicain, qui a toujours nourri l'histoire de la patrie » (21/05/2004).

⁴⁴⁰ « Nous récupérerons la démocratie pour que tous aient la possibilité de partager leurs points de vue avec l'autorité, d'exercer leur opposition, même avec véhémence, mais avec une limite : le respect et la responsabilité. Parce que nous qui combattons pour la liberté, nous vivons pour la liberté. Et nous ne devons pas oublier les leçons du passé », (21/05/2007).

« Hoy lo que está en cuestión es cómo construimos una democracia social en la que el pueblo defina la red social básica que le permitirá a cada chileno y chilena vivir con la tranquilidad de que nació en un Chile donde la educación no dependa del dinero de los padres »⁴⁴¹

Nous avons remarqué dans notre analyse que la notion de « démocratie sociale » mobilise un imaginaire de la démocratie. Ce syntagme soulève le principe de souveraineté populaire où la participation du « peuple » est fondamentale. En ce sens, l'emploi du syntagme « démocratie sociale », qui d'ailleurs n'a été pas repris ensuite, est révélateur d'un imaginaire de la démocratie participative.

Un autre extrait révélateur de ce phénomène se trouve chez Michelle Bachelet lors de son discours du 21 mai 2006:

« Las transformaciones que proponemos tienen como telón de fondo una democracia cada vez más cohesionada. Una democracia donde todos los ciudadanos y ciudadanas tengan espacio para participar y deliberar »⁴⁴²

On voit bien dans cet extrait la mise en relief de la participation citoyenne dans les affaires publiques. En effet, les verbes participer et délibérer activent l'imaginaire de la démocratie que nous venons de décrire.

Il est intéressant de souligner à partir de notre analyse les différents imaginaires politiques tout au long de l'histoire du Chili. Nous avons souligné l'imaginaire autoritaire d'exercice du pouvoir installé dans la république par Portales et mobilisé par différents hommes politiques, surtout lorsqu'il s'agit d'un gouvernement militaire (Portales, Ibañez et Pinochet, par exemple). Nous avons remarqué aussi l'imaginaire de la démocratie de consensus inauguré par le gouvernement du Front populaire et qui a été repris par les gouvernements de la Concertation. Finalement, nous avons souligné que l'imaginaire de la

⁴⁴¹ « Aujourd'hui, ce qui est en question, c'est comment nous construisons une démocratie sociale dans laquelle le peuple puisse définir le réseau social de base permettant à chaque Chilien et Chilienne de vivre avec la tranquillité de qui est né dans un Chili où l'enseignement ne dépend pas de l'argent de ses parents », (14/08/1999).

⁴⁴² « Les changements que nous proposons vont vers une démocratie plus cohérente. Une démocratie où tous les citoyens et citoyennes ont de la place pour participer et délibérer », (21/05/2006).

démocratie participative, qui a son origine dans le gouvernement d'Allende, est fréquemment mobilisé par Lagos et Bachelet, ainsi que par le reste des hommes politiques de la Concertation.

Ceci contraste, cependant, avec l'avis de différents auteurs venus des sciences sociales qui soulignent le fait que la démocratie mise en œuvre par les gouvernements de la Concertation est inachevée et limitée. On se trouve donc avec un écart entre l'opinion des politologues et l'imaginaire de la démocratie participative mobilisé par Lagos et Bachelet. Cet écart devient une tension qui est révélatrice de la scène politique chilienne postdictature entre l'aspect symbolique de la démocratie mobilisé par le discours politique et les contraintes propres à l'intérieur du monde politique.

IV. Résultats et discussions

La comparaison des discours, au sens large, de deux ex-présidents chiliens de la même coalition politique mais confrontés à des situations différentes (campagne électorale et gestion gouvernementale) nous a permis de dégager un certain nombre de données que nous avons organisé en fonction de leurs différences et de leurs similitudes.

Dans un premier temps, nous allons aborder les aspects communs et les dissimilitudes de ces deux situations. Ensuite, nous comparerons les deux ex-présidents selon cette même logique. Enfin, nous interpréterons ces résultats dans une perspective plus large qui ouvre d'intéressantes pistes de recherches pour l'avenir.

4.1. Discours de campagne électorale et au cours de la gestion gouvernementale

On sait que campagne électorale et gestion gouvernementale obéissent à des logiques différentes. Les études sur les campagnes électorales portent davantage sur les stratégies de persuasion, de plus en plus sophistiquées, tandis que les discours de gestion gouvernementale tendent davantage à justifier la gestion politique du président auprès des citoyens. Malgré les différences entre ces deux situations, on y trouve des éléments communs.

Un de ces éléments similaires est la construction d'un *ethos* qui devient un élément structurel dans le discours politique. Nous avons constaté, tantôt dans les campagnes électorales tantôt dans les périodes de gestion gouvernementale, la préoccupation constante de se construire un *ethos* distinctif⁴⁴³ ainsi que la nécessité de rassembler les électeurs. Ce dernier aspect est fréquemment évoqué dans les deux situations mentionnées, nous l'avons nommé « la construction d'un *ethos* de rassemblement ». En effet, dans ces deux situations, l'homme politique doit se constituer une image de guide d'une communauté humaine afin de mener à bien les projets de sa collectivité.

Les deux situations mentionnées comportent un second aspect commun – lié à l'*ethos* de rassemblement –, c'est la nécessité d'interpeller les destinataires. Nous avons fait dans

⁴⁴³ Nous reviendrons sur cet aspect dans la partie consacrée aux différences entre Ricardo Lagos et Michelle Bachelet.

notre analyse une distinction entre destinataires spécifiques ou généraux et l'interpellation de l'adversaire afin de distinguer les stratégies qui sont mises en place. D'une part, l'emploi du nom commun ou du nom propre était le recours le plus fréquent lors qu'il s'agissait d'interpeller les destinataires spécifiques et les adversaires. D'autre part, les formules d'interpellation telles que « Chiliens et Chiliennes », « Tous les Chiliens », « Je vous invite » étaient dominantes du côté des destinataires généraux. Nous avons constaté aussi l'emploi de l'interpellation indirecte par l'usage de pronoms, tels que « ceux », « certains », « quelqu'un » ainsi que par des allusions aux idées défendues auparavant. Il faudrait remarquer aussi la capacité d'interpeller plusieurs destinataires à la fois dans la même prise de parole, ce qui suppose un travail à la fois conscient et inconscient pour cibler un public différent.

Un troisième aspect commun est la mobilisation des imaginaires de la modernité et de la démocratie. Nous avons constaté pendant les campagnes électorales de Lagos et Bachelet le recours fréquent à ces imaginaires de la modernité et de la démocratie. Le premier, qui était l'un des rêves des pères de l'Indépendance, s'appuie sur l'idée de construire un pays développé en opposition à son passé colonial. Comme nous l'avons vu, cet imaginaire est mobilisé différemment selon le gouvernement mis en place soit en mettant l'accent sur la vision économique liée à la création de richesse soit en mettant en relief le partage des richesses et le développement social. C'est un imaginaire très puissant constitutif de l'essence de la société chilienne et qui fait rêver l'ensemble de la population.

Un autre imaginaire fréquemment mobilisé est celui de la démocratie. On l'a vu, l'imaginaire de la démocratie est pour les gouvernements de la Concertation un acquis, fruit de la lutte contre le gouvernement militaire de Pinochet. En ce sens, le discours du retour à la démocratie a plus de légitimité chez les politiciens de gauche que chez ceux de droite. Nous avons constaté, en nous plongeant dans l'histoire du Chili, les différentes configurations de l'imaginaire politique dont l'un correspond à l'imaginaire de la démocratie. En effet, la construction d'un imaginaire de la démocratie, dans sa version de « consensus » ou « participative », se réalise en opposition à l'imaginaire autoritaire de l'exercice du pouvoir identifié chez Portales, Ibañez et Pinochet. Il est intéressant de repérer cet aspect en même temps que de se consacrer à ce que les auteurs appellent « la naissance » de la démocratie au Chili, car cela nous donne un regard sur la « longue durée » (Braudel) qui nous permet de mieux problématiser sur ces questions.

En ce qui concerne les différences entre la situation de campagne électorale et la gestion gouvernementale dans notre corpus, nous pouvons mentionner plusieurs aspects.

Tout d'abord, la construction de l'*ethos* n'est pas la même. Nous avons vu que la construction de l'*ethos* « de justification » pendant la gestion gouvernementale des deux ex-présidents était un aspect important à souligner. Cette construction est liée, on l'a dit, à la pratique d'autoreprésentation positive de soi-même et de son gouvernement ainsi qu'à la recherche constante de la légitimation sur une scène politique toujours changeante (nous y reviendrons). On pourrait établir une connexion entre l'*ethos* « de justification » et l'*ethos* « de compétence », déployé durant la campagne électorale, dans le sens où les deux *ethos* se construisent en fonction de l'autoprésentation positive et dans la recherche de la légitimation et de la crédibilité. Cependant, les deux constructions ne sont pas équivalentes, car la situation d'exercice du pouvoir dans un système démocratique impose des contraintes différentes qui obligent l'homme politique à rendre compte de ses actes tant au monde politique qu'aux citoyens.

Une seconde différence entre ces deux situations concerne la disqualification de l'adversaire. Nous avons remarqué que cet aspect est davantage présent dans les campagnes électorales que dans la gestion gouvernementale. Dans une situation de campagne, les candidats doivent se distinguer de leur adversaire tandis que dans l'exercice du pouvoir ce n'est plus le cas. Dans un contexte de campagne électorale, Ricardo Lagos et Michelle Bachelet, ont plus tendance à disqualifier le parti adverse que les adversaires. Contrairement aux idées reçues, nous avons remarqué une tendance plus forte à disqualifier les programmes politiques et les principes partisans que les caractéristiques individuelles de chaque candidat.

Au cours de la gestion gouvernementale, nous avons remarqué que la tendance à disqualifier l'adversaire se présente sous forme de polémique. Nous avons défini la polémique, au sens large, comme un ensemble de discours autour d'un thème inscrit dans l'histoire et qui révèlent des positionnements variés sans nécessairement produire un consensus. Les thèmes précis analysés étaient, par exemple, la pilule du lendemain, le Transantiago, l'endettement du pays, etc., qui ont donné lieu à d'intéressants échanges au cours desquels les ex-présidents se sont positionnés autour de ces sujets tout en construisant une mise en scène péjorative des propos de l'opposition.

Une troisième différence entre les deux situations mentionnées est la façon d'interpeller les destinataires. Dans un contexte de campagne électorale, de nombreuses interpellations se réalisent dans l'esprit d'un « faire faire », en incitant les électeurs à choisir un candidat. Pendant la gestion gouvernementale, la nature de l'interpellation des destinataires est différente, se tournant davantage vers la recherche du soutien de la politique menée à ce moment-là par le gouvernement en même temps qu'elle essaie d'anticiper, voir de neutraliser, les critiques des adversaires. Autrement dit, dans un contexte de campagne électorale, l'interpellation vise un « votez pour moi » tandis que dans l'exercice du pouvoir on cherche un « soutenez- moi ».

4.2. Ricardo Lagos et Michelle Bachelet

Nous allons maintenant comparer le discours politique de ces deux ex-présidents selon la logique des ressemblances et différences. On le sait, le comportement de l'homme politique dans un système démocratique est fortement ritualisé par une série de pratiques inscrites dans la mémoire collective. Il doit être capable de guider une communauté humaine et de la rassembler en lui proposant un projet de société viable dans le court et le long terme. Il n'est pas donc anodin que dans la pensée doxatique existe l'idée que « les politiciens sont tous pareils, que tous disent les mêmes choses ». Cela révèle, d'une part, une identification de la fonction de l'homme politique par les citoyens et, d'une autre part, une connotation négative de cette fonction qui, dans le cas du Chili, se reflète dans les sondages qui soulignent le manque de crédibilité de la classe politique chilienne ces dernières années. Nous reviendrons sur cet aspect au moment d'aborder le pourquoi de la recherche constante de légitimité.

En ce qui concerne les aspects qu'ont en commun ces deux ex-présidents, suite à notre réflexion précédente, nous avons constaté, dans le contexte de campagne électorale, la présence d'un *ethos* « de rassemblement » et « de compétence ». Ces deux constructions sont, on l'a dit, un impératif dans le discours de campagne. De cette façon, Ricardo Lagos et Michelle Bachelet se présentent comme des politiciens compétents, capables de gérer le pays et de rassembler ses habitants, afin de se présenter comme « le président de tous les Chiliens ».

Un autre aspect commun entre ces deux ex-présidents est l'identification à leur appartenance idéologique, à savoir la Concertation, en soulignant les conséquences positives

de ses politiques. Cette idée, surtout présente dans l'*ethos* « de justification », met Ricardo Lagos et Michelle Bachelet dans une continuité.

Cependant, un homme ou une femme politique doivent se présenter comme des personnalités différentes, en soulignant les aspects distinctifs. C'est le cas de Ricardo Lagos et Michelle Bachelet qui construisent un *ethos* particulier basé surtout sur la différence de genre. Sans avoir fait une étude féministe du discours politique de Bachelet – ce qui aurait eu des conséquences d'un point de vue théorique et méthodologique – certaines de nos conclusions nous mènent à prendre en compte cet aspect. En effet, la construction d'un *ethos* de « femme revendicative et sensible », analysé pendant sa campagne, et l'*ethos* « de femme de rupture », développé dans sa gestion gouvernementale, constituent un élément nouveau dans l'histoire du Chili. Pour la première fois, une candidate à la présidence a la possibilité de remporter les élections. Comme on l'a vu, l'*ethos* de « femme revendicative et sensible » de Michelle Bachelet souligne la lutte pour les droits des femmes et la dimension émotionnelle dans sa campagne électorale. Son slogan du premier tour « Je suis avec toi » s'inscrit dans cette dernière tendance qui essaie d'établir ce que nous appelons un « contrat de proximité » entre sa candidature et les citoyens. L'emploi du mot « citoyens » devient fondamental, comme nous l'avons vu dans l'interpellation des destinataires, pour mettre en place ce contrat de proximité.

Durant l'exercice du pouvoir, Michelle Bachelet s'est construit un *ethos* « de femme de rupture », ce qui relève une relation de continuité avec l'*ethos* développé dans sa campagne électorale. On l'a vu, la défense des droits des femmes devient prioritaire dans la construction de l'*ethos* « de femme de rupture » qui se manifeste dans l'emploi du syntagme « égalité des chances » appliqué au rapport homme-femme dans le monde politique chilien.

En revanche, l'*ethos* « combatif et puissant » développé par Ricardo Lagos pendant sa campagne électorale souligne la dimension agonistique de la lutte contre le gouvernement de Pinochet. Cette dimension est resignifiée dans ce nouveau contexte et vise à renforcer l'image d'un candidat courageux, qui lutte contre l'adversité. Cet aspect a été repris ensuite, pendant sa gestion gouvernementale, développant un éthos « de puissance », Ricardo Lagos s'est distingué par l'emploi d'un langage engagé et énergique, voir polémique, sur certains sujets.

La comparaison des différents *ethos* construits par ces deux politiciens nous renvoie aux stéréotypes du genre qui circulent dans la mémoire collective pour laquelle l'homme politique fait preuve d'un esprit davantage agressif, puissant et calculateur tandis que la femme politique mobilise un esprit de mère protectrice, sensible et solidaire. De plus, ces derniers aspects font partie de l'hypothèse du « retournement du stigmaté », proposée par D. Dulong et F. Matonti (2003), selon laquelle les qualités soulignées comme « féminines » sont devenues les qualités les plus valorisées dans le monde politique d'aujourd'hui.

Des réflexions similaires se trouvent dans l'étude menée par Charaudeau (2008a) sur la campagne présidentielle française de 2007 de Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal. Selon lui (2008a :58), l'image mobilisée par Nicolas Sarkozy correspond « à une libido toute masculine de force agressive prenant en charge (sur ces épaules) toutes les responsabilités et les décisions, et s'instituant en « homme d'action » [...] : son ardeur est guerrière ». En revanche, selon l'auteur, Ségolène Royal mobilise l'image qui correspond « à une libido toute féminine (d'ailleurs revendiquée) de protection et d'écoute fécondatrice (maternelle), s'instituant en femme porteuse d'un projet nouveau en gestation [...] Son ardeur est faite davantage de courage, de ténacité que de désir de puissance ».

Nous pouvons faire le lien entre nos résultats sur l'*ethos* de Ricardo Lagos et Michelle Bachelet et ceux concernant Sarkozy et Royal. Même s'il s'agit de contextes différents (les politiciens chiliens analysés appartiennent à la même coalition tandis que Sarkozy et Royal sont des adversaires), certains aspects sont similaires, surtout en ce qui concerne la construction de l'*ethos*.

Par ailleurs, on pourra aussi faire une lecture psychanalytique de ces constructions d'*ethos*, en suivant Jung et sa théorie sur les archétypes. Selon cette logique, Michelle Bachelet représenterait la figure archétypique de la mère protectrice tandis que Ricardo Lagos se rattacherait à la figure du père autoritaire. Cette lecture pourrait être intéressante dans la mesure où elle souligne des aspects différents entre ces deux politiciens, en s'appuyant sur une base de représentations communes, universelles selon Jung, que les politiciens utilisent, de façon consciente ou pas, dans la construction de leur image. Pour aller plus loin dans cette perspective, il faudrait vérifier dans un corpus plus large l'ensemble des représentations mobilisées par ces politiciens tout en les problématisant afin de lier la construction des *ethos* et les modèles d'archétypes proposés par Jung.

Une autre différence entre Lagos et Bachelet est la tendance chez cette dernière à moins disqualifier l'adversaire dans un contexte d'exercice du pouvoir. À la différence de Ricardo Lagos, Michelle Bachelet a fait preuve d'un comportement plus passif dans la disqualification de l'adversaire politique. Cela peut s'expliquer par le type de leadership de Michelle Bachelet, plus pragmatique et moins politique que celui de Ricardo Lagos, ainsi que par les contraintes qu'implique l'exercice du pouvoir. Le premier aspect nous renvoie aux préjugés de genre qui établissent des distinctions dans la manière de faire de la politique entre les hommes et les femmes, en estimant que les femmes sont plus consensuelles que les hommes en politique ou que les femmes auraient un lexique plus émotif, plus sensible (Bonnafous, 2003 : 138). Le second aspect est lié à la situation propre de la gestion gouvernementale où la disqualification de l'adversaire ou des idées qu'il soutient est moins présente. De plus, il faut prendre en compte les caractéristiques du corpus analysé dans ce contexte qui est, comme nous l'avons dit, fortement ritualisé et qui laisse peu de marge de manœuvre pour polémiquer. Il faudrait vérifier cette hypothèse dans un corpus plus large et plus représentatif qui inclut non seulement des discours devant le Parlement et des entretiens, mais aussi des allocutions télévisées, des conférences de presse, des déclarations publiques de différents ordres, etc.

4.3. Interprétation des résultats

Nous avons avancé deux hypothèses dans notre recherche. La première, plus générale, soutient que le discours de campagne électorale représente une vision plutôt idéalisée et simplifiée du monde où les valeurs partagées par la population sont surdimensionnées par le candidat dans la sphère de l'émotionnel. Les discours, lors de l'exercice du pouvoir, représentent un ensemble de tensions entre d'une part, les restrictions propres à la pratique politique et le style individuel que le candidat veut imposer et, d'autre part, les besoins d'une société plus juste, ainsi que ceux du marché économique.

La deuxième hypothèse avancée soutient que Ricardo Lagos tout comme Michelle Bachelet construisent un *ethos* qui leur est propre et qui se nourrit des imaginaires sociaux de la société chilienne.

À première vue, une analyse intuitive des discours de campagne électorale pourra corroborer la première des hypothèses. On le sait, la dimension émotionnelle (*pathos*) est très

présente dans les discours de campagne électorale, comme souligne le Michelle Bachelet, en citant le philosophe Mario Cuomo auprès de militants du PS : « Las campañas se hacen en poesía, pero el gobierno se hace en prosa. »⁴⁴⁴ On voit bien comment Bachelet fait circuler par un discours rapporté une vision romantique d'une campagne électorale assez différente de celle de l'exercice du pouvoir. Cela témoigne d'une part, de la prise de compte de la dimension émotionnelle d'une campagne électorale chez les politiciens et, d'autre part, des différences existant entre la campagne électorale et la gestion gouvernementale.

Une analyse plus fine de cette hypothèse renvoie à la pratique même de l'analyse du discours. À la différence de la pratique d'un journaliste ou d'un homme politique qui commente l'information politique le jour même (à chaud), l'analyse du discours travaille dans un autre temps, différent de celui des journalistes ou des hommes politiques. L'analyse du discours travaille sur un corpus (clos ou ouvert) et fixe son attention sur les phénomènes langagiers inscrits dans la matérialité du discours en essayant d'articuler ceux-ci avec la réalité sociale.

Au cours de notre travail, nous avons essayé de faire cela. La mise en évidence des différents types de construction des *ethos*, comme l'*ethos* « de femme revendicative et sensible » chez Bachelet ou l'*ethos* « combatif et puissant » chez Lagos, corroborent la prise en compte de la dimension émotionnelle dans leurs campagnes électorales respectives. De cette façon, l'appel aux sentiments, « pour l'amour à la patrie » chez Lagos et Bachelet, « pour l'amour de mes enfants » chez Bachelet, ou « avec la même passion, la même force et la même énergie, nous lutterons maintenant contre l'inégalité... », chez Lagos, témoignent de cette mise en relief de la dimension affective. De même, la construction d'un récit de la réalité politique polarisé entre « nous » contre « eux » où les premiers sont représentés positivement au détriment d'« eux », soutient l'idée d'une vision idéalisée et simplifiée du monde construit par Lagos et Bachelet.

On l'a vu, nous avons constaté aussi dans notre corpus de campagne électorale la pratique fréquente de disqualification de l'adversaire et de ses idées. À la lumière de cet aspect, nous pouvons soutenir que notre hypothèse générale néglige l'aspect polémique du discours de campagne électorale. De cette façon, nous pouvons soutenir que notre hypothèse

⁴⁴⁴ « Les campagnes sont faites dans la poésie, mais le gouvernement se fait en prose ».

générale est partiellement corroborée. Autant la construction simple du monde et la mise en relief de la dimension émotionnelle sont partie prenante de notre corpus de campagne électorale, autant la dimension polémique par la disqualification de l'adversaire et des idées qu'il soutient est un aspect absent, en revanche, dans cette hypothèse.

Concernant les discours au cours de la gestion gouvernementale, notre hypothèse propose un ensemble des tensions qui traverse le discours politique, entre d'une part, les restrictions propres à la pratique politique et le style individuel que le candidat veut imposer et, d'autre part, les besoins d'une société plus juste, ainsi que ceux du marché économique. Nous avons vu que la construction de l'*ethos* pendant la gestion gouvernementale s'inscrit dans un cadre qui régularise la pratique politique. Le politicien n'est pas libre, il ne peut pas tout dire et tout faire, mais il n'est pas non plus déterminé par ce cadre. Chez Lagos et Bachelet, on a vu l'impératif de rassembler et d'interpeller les citoyens autour d'un projet de société. On a vu aussi la nécessité de rendre compte aux citoyens, ce que nous avons nommé *ethos* « de justification », des décisions prises en tant que président. Malgré ce cadre qui impose des contraintes à la parole politique, Lagos et Bachelet ont développé leur style propre. En ce sens, la prise de parole chez Lagos et Bachelet soulève la tension entre les contraintes propres à la pratique politique et le développement d'un *ethos* propre à chacun.

Un autre aspect moins important développé dans notre travail concerne le contenu social des propositions faites par Lagos et Bachelet pendant leurs mandats respectifs. En effet, Lagos et Bachelet ont proposé des changements politiques (les réformes de la constitution en 2005 chez Lagos, la loi de quota prônée par Bachelet qui n'a pas été approuvée, entre autres), dans le social (la proposition de Bachelet concernant la pilule de lendemain, les propositions d'« égalité des chances » chez Lagos et Bachelet) et dans l'économique (augmentation de la croissance, baisse du chômage, augmentation des impôts, entre autres). Ces propositions se sont inscrites dans une politique de continuité des gouvernements de la Concertation et représentent chez Lagos et Bachelet le projet de faire une société plus juste.

Or, ces projets de société plus juste doivent avoir le consentement des citoyens, de la classe politique ainsi que du milieu patronal qui est devenu un acteur important dans la société chilienne. On a vu dans la partie consacrée à l'interpellation des destinataires, la nécessité chez Lagos et Bachelet de s'adresser au milieu patronal aussi bien dans les campagnes électorales que dans l'exercice du pouvoir. Ce phénomène est révélateur de la tension entre la

nécessité de répondre aux intérêts des entrepreneurs, et plus largement à ceux du marché, et le besoin de prôner une société plus juste à travers les réformes d'ordre social et politique.

En ce qui concerne notre corpus de gestion gouvernementale, cette hypothèse est corroborée. Il nous semble important cependant de vérifier cette hypothèse dans un corpus plus large et plus varié que celui qui a été choisi. Les réflexions futures qui peuvent être menées concernant ce sujet se révéleront intéressantes.

Une seconde hypothèse avancée dans notre travail propose que tant Ricardo Lagos que Michelle Bachelet construisent un *ethos* qui leur est propre et qui se nourrit des imaginaires sociaux de la société chilienne. La partie consacrée à l'*ethos* dans notre travail ainsi que la discussion plus haut concernant les similitudes et différences entre Lagos et Bachelet corroborent cette hypothèse. En effet, la construction d'un *ethos* est une problématique centrale qui traverse notre recherche. Cette construction est entièrement liée aux attentes de la population qui circulent sous la forme des « imaginaires », des « représentations » dans un moment historique déterminé. Dans ce sens, l'efficacité d'un tel *ethos* est tributaire des attentes de la population qui se manifestent dans un temps historique déterminé. Dans cette perspective, on peut interpréter l'efficacité de l'*ethos* « combatif et puissant » de Ricardo Lagos comme conséquence de la crise économique de 1998 (la crise asiatique) dans laquelle la population a mal évalué le rôle dit « passif » de l'ex-président Eduardo Frei. Également, on peut interpréter l'efficacité de l'*ethos* « de femme revendicative et sensible » chez Bachelet comme une conséquence de la crise de représentativité que vit la politique chilienne. On peut aussi interpréter l'efficacité des *ethos* de ces ex-présidents comme une réponse aux besoins de démocratie et de modernité qui circulent sous forme d'imaginaires après les dix-sept années de gouvernement militaire.

De même, la recherche constante de légitimité et de crédibilité dans une situation d'exercice du pouvoir touche les trois constructions d'*ethos* identifiés chez Lagos et Bachelet. Cette recherche se réalise en fonction des attentes d'un secteur de la population. Comme le souligne Salazar, le système politique chilien assure la légitimité légale dans la gestion gouvernementale, mais ne lui assure pas la légitimité citoyenne. Au Chili, à la différence de la France et d'autres pays, la légalité du système politique a été imposée par la force pendant le gouvernement militaire. La constitution de 1980 héritée de Pinochet structure le cadre légal du fonctionnement de la politique. Cependant, certains secteurs de la société civile remettent

en cause la légalité de telle décision ou de telle loi et c'est pourquoi la recherche constante de la légitimité citoyenne est un impératif de Lagos et Bachelet dans la gestion gouvernementale.

VI. Références bibliographiques

- Althusser, L, « Idéologie et appareils idéologiques d'État, notes pour une recherche », *La pensée* n° 151, 1970, p. 3-38.
- Álvarez, G, « Anticonceptivo de emergencia, aborto y otras píldoras. El contexto social de la argumentación », *Revista del Centro de Estudios interculturales de la Univeridad Nacional de Tucumán*, N° 3, 2007.
- Amossy, R (Ed.), *Images de soi dans le discours: la construction de l'ethos*, Lausanne, Delachaux et Niestlé, 1999.
- Amossy, R, *L'argumentation dans le discours*, Paris, Armand Colin, 2006 [2000].
- Amossy, R, *La présentation de soi. Ethos et identité verbale*, Paris, PUF, 2010.
- Amossy, R, « La coexistence dans le dissensus. La polémique dans les forums de discussion », *Semen*, n°31, 2011. Consulté le 25 novembre 2011. Disponible sur : <http://semen.revues.org/>
- Amossy, R et Burger, M, « Introduction : la polémique médiatisée », *Semen*, n°31, 2011. Consulté le 25 novembre 2011. Disponible sur : <http://semen.revues.org/>
- Amossy, R et Koren, R, « Argumentation et discours politique », *Mots*, n°94, 2010, p.13-23.
- Angenot, M, *Dialogues de sourds. Traité de rhétorique antilogique*, Paris, Mille et une Nuits, 2008.
- Aristote, *Rhétorique*, Livre I, trad. M. Dufour, Paris, Gallimard, 1991.
- Arriagada, A et Navia, P, « Jefes de campañas en elecciones presidenciales en Chile, 1970-2005 », *Revista de Historia de Chile y América*, vol 5, N°2, 2006, p.115-146.
- Authier-Revuz, J, « Hétérogénéité montrée et hétérogénéité constitutive : éléments pour une approche de l'autre dans le discours », *DRLAV. Revue de linguistique*, Centre de recherche de l'Université Paris 8, n°26, 1982, p. 91-151.
- Baeza, M, *Imaginario sociales. Aportes a la discusión teórica y metodológica*, Universidad de Concepción, Concepción, 2003.
- Baeza-Rodríguez, C, « Los discursos públicos sobre la gobernabilidad en Chile como relatos de acción pública: un enfoque cognitivista sobre la importación de las ideas », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, 2008, consulté le 02/03/2011 [en ligne] <http://nuevomundo.revues.org/11042>
- Barozet, E et Fernandez, M, « Chili: les relations entre civils et militaires: une normalisation inachevée », *Problèmes d'Amérique Latine*, N° 36, 2000, p. 3-35.
- Benveniste, É, *Problèmes de linguistique générale II*, Paris, Gallimard, 1974.
- Bonafous, S, *L'immigration prise aux mots*, Kimé, 1991.
- Bonafous, S, « L'argumentation de Jean-Marie Le Pen dans l'émission 7/7 du 26 février 1995 », *Revue politique et parlementaire*, 1998.
- Bonafous, S, « L'analyse du discours politique », dans *Lengua, discurso, texto* (I Simposio Internacional de Análisis del Discurso), Madrid, Visor libros, 2000, p. 93-101.

- Bonnafous, S, « Femme politique : une question de genre ? », *Réseaux*, n°120, 2003, p. 119-145.
- Bonnafous, S et Tournier, M, « Analyse du discours, lexicométrie, communication et politique », *Langages*, n°117, 1995, p.67-81.
- Castoriadis, C, *L'institution imaginaire de la société*. Paris, Seuil, 1975.
- Compagnon, O, « L'affaire Pinochet : la démocratie chilienne dans le miroir de la justice », *Cahiers des Amériques latines* n° 46, 2005, p. 49-61.
- Constantin de Chanay, H et Turbide, O, « Les discours politiques. Approches interactionnistes et multimodales », *Mots*, n°96, 2011, p. 5-12.
- Courtine, J.-J, « Analyse du discours politique », *Langages* n° 62, 1981.
- Courtine, J.-J, « Le discours introuvable : marxisme et linguistique (1965-1985) », *Histoire épistémologie langage*, tome 13, fascicule II, « Théories et données », Saint-Denis, PUV, 1991, p. 153-171.
- Charaudeau, P, *Grammaire du sens et de l'expression*, Paris, Hachette, 1992.
- Charaudeau, P, « La télévision peut-elle expliquer ? », dans Bourdon, Jérôme et Jost, François (dir.), *Penser la télévision*, Paris, Nathan, 1998. Consulté le 25 novembre 2011. Disponible sur le site de Patrick Charaudeau : <http://www.patrick-charaudeau.com/La-television-peut-elle-expliquer.html>
- Charaudeau, P et Maingueneau, D (dir.), *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris, Seuil, 2002.
- Charaudeau, P, *Le discours politique. Les masques du pouvoir*, Paris, Vuibert, 2005.
- Charaudeau, P, « Les stéréotypes, c'est bien. Les imaginaires, c'est mieux », dans Boyer, H (Ed.), *Stéréotypage, stéréotypes : fonctionnements ordinaires et mises en scène*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 49-65.
- Charaudeau, P, *Entre populisme et peopolisme. Comment Sarkozy a gagné*, Paris, Vuibert, 2008a.
- Charaudeau, P, « L'argumentation dans une problématique d'influence », *Argumentation et Analyse du Discours* n°1, 2008b, consulté le 13/11/2012. [en ligne] <http://aad.revues.org/193>
- Charaudeau, P, (dir.), *Identités sociales et discursives du sujet parlant*, Paris, L'Harmattan, 2009a.
- Charaudeau, P, « Dis-moi quel est ton corpus, je te dirai quelle est ta problématique », *Corpus*, n°8, 2009b, p.37-66. Consulté le 13/12/2012. [en ligne]<http://corpus.revues.org/index1674.html>
- Charaudeau, P, « Pour une interdisciplinarité "focalisée" dans les sciences humaines et sociales », *Questions de Communication*, 2010, consulté le 16/12/2011, [en ligne] <http://www.patrick-charaudeau.com/Pour-une-interdisciplinarite.html>
- Del Pozo, J, *Le Chili contemporain. Quelle démocratie ?*, Montréal, Nota bene, 2000.
- Détrie, C, « Quand l'interpellation interpelle les linguistes : l'activité interpellative, un « objet de recherche difficile à cerner » ? », *COREL*, 2010, (Numéros thématiques /L'interpellation), consulté le 21/08/2011,[en ligne]: <http://corela.edel.univ-poitiers.fr/index.php?id=1671>
- Donot, M et Pordeus, M (dir.), *Discours politiques en Amérique latine. Imaginaires et représentations*, Paris, L'Harmattan, 2012.

- Drake, P et Jacsic, I (dir), *El modelo chileno. Democracia y desarrollo en los noventa*, Santiago, LOM, 1999. [En ligne] http://books.google.fr/books?id=pDsZq-fCdVAC&printsec=frontcover&source=gbs_ge_summary_r&cad=0#v=onepage&q&f=false
- Dubois, J, *Le vocabulaire politique et social en France de 1869 à 1872*, Paris, Larousse, 1962.
- Ducrot, O, *Le dire et le dit*, Paris, Minuit, 1984.
- Dulong, D et Matonti, F « L'indépassable féminité. La mise en récit des femmes en campagne », dans Lagroye, J, Lehingue, P et Sawicki ; F (dir) *Mobilisations électorales. A propos des élections municipales de 2001*, Paris, PUF, CURAPP/CRAPS, 2003.
- Durand, G, *Les Structures anthropologiques de l'imaginaire*, Paris, Dunod, 1992.
- Doury, M et Lefébure, P, « "Intérêt général", "intérêts particuliers". La construction de l'*ethos* dans un débat public », *Questions de communication*, n°9, 2006, p.47-71.
- Edwards, A, *La fronda aristocrática*, Santiago, 1928.
- Fiala, P, « L'analyse du discours politique : analyse de contenu, statistique lexicale, approche sémantico-énonciative », dans Bonnafous, S, et Temmar, M, *L'analyse du discours et sciences humaines et sociales*, Paris, Ophrys, 2007.
- Foucault, M, *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard, 1971.
- Gadet, F, « L'Analyse de discours et l'« interprétation » (à propos de *Therapeutic discourse*) », dans DRLAV, n°27, 1982, p.107-133.
- Gamboa, R et Segovia, C, « Las elecciones presidenciales y parlamentarias en Chile, diciembre 2005-enero 2006 », *Revista de Ciencia Política*, n °26, 2006, p. 84-113.
- Garretón, M, « Transición incompleta y régimen consolidado. Las paradojas de la democratización chilena », *Revista de Ciencia Política*, n° 12, vol 16, 1994, p.21-32.
- Garretón, M, « El difícil reintento de un proyecto de país. La sociedad chilena a comienzos de siglo », dans Bouzas, R., (dir.) *Realidades nacionales comparadas*. Altamira Fundación OSDE, Buenos Aires, 2002,
- Garretón, M, et Garretón, R, « La democracia incompleta en Chile: la realidad tras los rankings internacionales », *Revista de ciencia política*, n°30, 2010, p.115-148.
- Gauthier, G, « L'argumentation périphérique dans la communication politique », *Hermès*, n °16, 1995, p. 167-185.
- Ghiglione, R, (dir.) *Je vous ai compris, ou l'analyse des discours politiques*, Colin, 1989.
- Goicovic, I, « La refundación del capitalismo y la transición democrática en Chile », *HAOL*, n° 10, 2006, p. 7-16.
- Góngora, M, *Ensayo histórico sobre la noción de estado en Chile en los siglos XIX y XX*, Santiago, Universitaria, 1981.
- Guespin, L, « Problématiques des travaux sur le discours politique », *Langages*, n°23, 1971, p.3-24.
- Guilhaumou, J, « Où va l'analyse de discours ? Autour de la notion de formation discursive », 2004, [en ligne] http://www.revue-texto.net/Inedits/Guilhaumou_AD.html

- Habermas, J, *El Discurso Filosófico de la Modernidad*, Madrid, Taurus, 1991.
- Harris, Z, « Analyse du discours », *Langages*, n°13, 1969 [1952] p. 8-45.
- Huneus, M, « La transición ha terminado », *Revista de Ciencia Política*, n°1-2, vol.16, 1994, p.33-40.
- Kerbrat-Orecchioni, C, « La polémique et ses définitions », dans *Le discours polémique*, Presses universitaires de Lyon, 1980, p. 3-40.
- Kerbrat-Orecchioni, C et Constantin de Chanay, H, « 100 minutes pour convaincre : l'éthos en action de Nicolas Sarkozy », 2006, consulté el 01/03/2012 [en ligne]: http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/35/27/49/PDF/Dechanay-Kerbrat_Ethos.pdf
- Kerbrat-Orecchioni, C, « Analyser du discours : le cas des débats politiques télévisés », 3° Congrès Mondial de Linguistique Française-CMLF, 2012, p.25-42, consulté le 01/03/2012 [en ligne] http://www.shsconferences.org/index.php?option=com_article&access=doi&doi=10.1051/shsconf/20120100338&Itemid=129
- Koren, R, « Contribution à l'étude des enjeux de la rhétorique laconique. Le cas des indications chiffrées », *Topique*, n°83, p.111-124.
- Krieg-Planque, A, *La notion de « formule » en analyse du discours. Cadre théorique et méthodologique*, Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté, 2009.
- Le Bart, C, *Le discours politique*, Paris, PUF, 1998.
- Machado da Silva, J, *Les technologies de l'imaginaire*, Paris, La table ronde, 2008.
- Maffesoli, M, « L'imaginaire est une réalité » (entrevue réalisée par Juremir Machado da Silva), dans *Revista Famecos*, n°15, Porto Alegre.
- Maingueneau, D, *Initiation aux méthodes de l'analyse du discours*, Hachette-Université, Paris, 1976.
- Maingueneau, D, *Sémantique de la polémique. Discours religieux et ruptures idéologiques au XVII^e siècle*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 1983.
- Maingueneau, D, « L'analyse du discours en France aujourd'hui » dans Moirand, S, (dir.) *Le Français dans le monde*, Paris, Hachette, 1996, p.8-15.
- Maingueneau, d, « Ethos, scénographie, incorporation » dans Amossy, R (dir.), *Images de soi dans le discours: la construction de l'ethos*, Lausanne, Delachaux et Niestlé, 1999, p.75-100.
- Maingueneau, D, « Problèmes d'ethos », *Pratiques* n°113-114, 2002, pp.55-68 [en ligne] http://dominique.maingueneau.pagesperso-orange.fr/intro_company.html [consulté le 01/03/2012]
- Maingueneau, D, « Analyse du discours - État de l'art et perspectives », *Marges linguistiques* n°9, 2005, [en ligne]: www.revue-texto.net. [consulté le 01/03/2012]
- Maingueneau, D, « Les trois dimensions du polémique », dans Gaudin-Bordes, Lucile et Salvan, Geneviève (dir.), *Les Registres. Enjeux stylistiques et visées pragmatiques*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, 2008, p. 109-120.
- Maingueneau, D, « Que cherchent les analystes du discours ? », *Argumentation et Analyse du Discours*, n°9, 2012, consulté le 15/10/2012 [en ligne]

- Maldidier, D, *L'inquiétude du discours. Textes de M. Pêcheux*, Éditions des Cendres, 1990.
- Manin, B, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, 1995.
- Mardones, R, « Chile: todas íbamos a ser reinas », *Revista de ciencia política*, 2007, p. 79-96.
- Marques-Pereira, B, « Le Chili: femmes et la gauche. Une relation amicale ? » *Revue Internationale de politique comparée*, n°12, 2005, p.365-378.
- Marques-Pereira, B, « De la féminisation des démocraties au genre comme ressource politique. Le cas chilien », *Cahiers du Genre*, n°2, 2011, p.115-133.
- Mazière, F, *L'analyse du discours*, Paris, PUF, 2005
- Moirand, S, « Les indices dialogiques de contextualisation dans la presse ordinaire », *Cahiers de praxématique*, n°33, 1999, p. 145-184.
- Moulian, T, « Estabilidad democrática en Chile: una mirada histórica », (1986), 13p.
- Moulian, T, *Chile actual: anatomía de un mito*, Santiago, LOM-ARCIS, 1997.
- Munizaga, G et Ochsenius, C, « El discurso público de Pinochet (1973-1984) », dans *The discourse of power. Culture, hegemony and the authoritarian State in Latin America*, Minneapolis, Institute for the study of ideologies and literature, 1983, p. 67-112.
- Navia, P, « La elección presidencial de 2005 en Chile », *El Debate Político. Revista Iberoamericana de Análisis Político*, vol. 3, n °4/5, 2006, p. 215-228.
- Navia, P, « Las elecciones presidenciales en 2005 », *Revista Iberoamericana de análisis político*, 2007, p. 215-228.
- Orelon, P, « Sur l'argumentation polémique », *Hermès*, n °16, 1995, p. 15-27.
- Ortega, L, « Los límites de la modernización en Chile. Siglos XIX y XX », *Proposiciones*, n°24, 1994, p.32-42.
- Paveau, M-A et Rosier, L, « Éléments pour une histoire de l'analyse du discours. Théories en conflit et ciment phraséologique », 2005, consulté le 21/02/2011, [en ligne]. <http://www.johannes-angermueller.de/deutsch/ADFA/paveaurosier.pdf>
- Pêcheux, M, *Analyse automatique du discours*, Paris, Dunod, 1969.
- Pêcheux, M, Haroche, C, Henry, P, « La sémantique et la coupure saussurienne », *Langages* n° 24, 1971, p. 93-106.
- Perelman, Ch et Olbrechts-Tyteca, L, *Traité de l'argumentation. La Nouvelle Rhétorique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1988 [1958].
- Pintos, J-L, « Inclusión / exclusión. Los Imaginarios Sociales de un proceso de construcción Social », *SEMATA*, n°16, 2004, p.17-52, consulté le 21/11/2011, [en ligne] <http://www.usc.es/cpoliticas/mod/book/view.php?id=778>

- Plantin, C, « Des polémistes aux polémiqueurs », dans Declercq, Gilles et al. (dir.), *La Parole polémique*, Paris, Champion, 2003, p. 377-408. Consulté le 25 novembre 2011. Disponible sur : <http://www.tau.ac.il/~adarr/index.files/>
- Plantin, C, « Argumentation-rhétorique. Les eaux mêlées », *Mots*, n°94, 2010, p.23-31.
- Salazar, G et Pinto, J, *Historia contemporánea de Chile I*, Santiago, LOM, 1999.
- Salazar, G, *Violencia política popular en las « Grandes alamedas »*, Santiago, Sur, 1990.
- Sarget, M, *Histoire du Chili de la conquête à nos jours*, Paris, l'Harmattan, 1996.
- Saussure, F de, *Cours de linguistique générale*, Paris, Payot, 1972 [1916].
- Schmitt, C, *La notion de politique. Théorie du partisan*, Paris, Calmann-Lévy, 1972 [1932].
- Segovia Lacoste, P, « Semántica de la guerra en el conflicto mapuche » dans Pilleux, M (dir.), *Contextos del discurso*, Universidad Austral de Chile, Valdivia. 2005, p. 87-100
- Segovia Lacoste, P, « Imaginarios sociales mapuches en la prensa », *Enfoque Sociológico*, n° 6, 2006, p. 18-30.
- Segovia Lacoste, P, « La construcción de la imagen de sí mismo y los imaginarios sociales en los discursos de campaña de Ricardo Lagos y Michelle Bachelet: un acercamiento desde el análisis del discurso », *Revista de Investigaciones Políticas y Sociológicas*, n°11, 2012a, p. 81-100.
- Segovia Lacoste, P, « La disqualification de l'adversaire dans le discours politique de Ricardo Lagos et Michelle Bachelet », dans Donot, M et Pordeus, M (dir.), *Discours politiques en Amérique latine. Imaginaires et représentations*, Paris, L'Harmattan, 2012b, p.53-66.
- Taguieff, P-A, « L'argumentation politique. Analyse du discours et nouvelle rhétorique », *Hermès*, n°8-9, 1990, p.261-283.
- Tironi, E et F, Agüero, « Chili : quel avenir pour le nouveau paysage politique ? », *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 35, 1999, p. 65-79.
- Trognon, A et Larrue, J (dir.) *Pragmatique du discours politique*, Paris, Colin, 1994.
- Van Dijk, T, « De la grammaire de texte à l'analyse socio-politique du discours », dans Moirand, S (dir.), *Le Français dans le monde*, Paris, Hachette, 1996, p.16-29.
- Van Dijk, T, « Racismo y análisis crítico de los medios », Barcelona, Paidós, 1997.
- Van Dijk, T, « Politique, Idéologie et Discours », *Semen*, n°21, 2006, p.73-103.
- Verón, E, « La palabra adversativa. Observaciones sobre la enunciación política », dans Verón, E (dir.), *El discurso político*, Hachette, 1987.
- Vion, R, « Du sujet en linguistique », dans Vion, R (dir.), *Les sujets et leurs discours*, Presses Universitaires de Provence, Aix-en-Provence, 1998, p.189-202.
- Wittner, L, et O, Barry, *Mémoires d'exil*, Lyon, ALEAS, 2006.
- Wolton, D, « La communication politique : construction d'un modèle », *Hermès*, n°4, 1989, p. 27-42.

Table des matières

Sommaire	2
Introduction	3
I. Le Contexte Chilien	6
1.1. L'héritage du gouvernement militaire	6
1.2. Le Chili actuel (1990-2008)	8
1.3. Les gouvernements de Patricio Aylwin et Eduardo Frei Ruiz-Tagle	11
1.4. La campagne électorale de Ricardo Lagos	14
1.5. La campagne électorale de Michelle Bachelet	16
II. Cadre théorique	20
2.1. Le discours politique dans le cadre de l'analyse du discours	20
2.2. L'analyse du discours en France	22
2.3. Y a-t-il une école française d'analyse du discours ?	25
2.4. Le discours politique dans la tradition française	28
2.5. Qu'est-ce que le discours politique ?	29
2.6. Discours politique : quelques travaux pionniers	33
2.7. Les perspectives futures de l'analyse du discours politique	39
2.8. Aspects méthodologiques	42
2.8.1. La construction du corpus	42
2.8.2. Description du corpus	44
2.8.3. Méthodologie de recherche	47
2.8.4. Problèmes liés à la traduction des discours politiques de l'espagnol vers le français	51
III. Analyses	52
3.0. La construction d'un <i>ethos</i>	52
3.1. L' <i>ethos</i> en tant que candidats : Ricardo Lagos	56
3.1.1. La construction d'un <i>ethos</i> « combatif et puissant »	56
3.1.2. La construction d'un <i>ethos</i> « de compétence »	61
3.1.3. La construction d'un <i>ethos</i> « de rassemblement »	64
3.2. L' <i>ethos</i> en tant que candidats : Michelle Bachelet	66
3.2.1. La construction d'un <i>ethos</i> « de femme revendicative et sensible »	67
3.2.2. La construction d'un <i>ethos</i> « de compétence »	70
3.2.3. La construction d'un <i>ethos</i> « de rassemblement »	74
3.3. L' <i>ethos</i> en tant qu'élus : Ricardo Lagos	77
3.3.1. La construction d'un <i>ethos</i> « de puissance »	77
3.3.2. La construction d'un <i>ethos</i> « de rassemblement »	82
3.3.3. La construction d'un <i>ethos</i> « de justification »	86
3.4. L' <i>ethos</i> en tant qu'élue : Michelle Bachelet	89
3.4.1. La construction d'un <i>ethos</i> « de femme de rupture »	89
3.4.2. La construction d'un <i>ethos</i> « de rassemblement »	93

3.4.3. La construction d'un <i>ethos</i> « de justification »	98
3.2. La disqualification de l'adversaire	103
3.2.1. Ricardo Lagos lors de sa campagne électorale	106
3.2.2. Michelle Bachelet lors de sa campagne électorale	116
3.2.3. Ricardo Lagos dans l'exercice du pouvoir	126
3.2.4. Michelle Bachelet dans l'exercice du pouvoir	134
3.3. L'interpellation des destinataires	141
3.3.1. L'interpellation des destinataires dans la campagne électorale :	
Ricardo Lagos	143
3.3.1.1. Destinataires spécifiques	144
3.3.1.2. Destinataires généraux	151
3.3.1.3. Interpellation de l'adversaire	154
3.3.2. L'interpellation des destinataires dans la campagne électorale :	
Michelle Bachelet	157
3.3.2.1. Destinataires spécifiques	157
3.3.2.2. Destinataires généraux	165
3.3.2.3. L'interpellation de l'adversaire	169
3.3.3. L'interpellation des destinataires dans la gestion gouvernementale :	
Ricardo Lagos	172
3.3.3.1. Destinataires spécifiques	173
3.3.3.2. Destinataires généraux	180
3.3.3.3. L'interpellation de l'adversaire	183
3.3.4. L'interpellation des destinataires dans la gestion gouvernementale :	
Michelle Bachelet	185
3.3.4.1. Destinataires spécifiques	185
3.3.4.2. Destinataires généraux	190
3.3.4.3. L'interpellation de l'adversaire	193
3.4. Les imaginaires sociaux et politiques	197
3.4.1. L'imaginaire de la Modernité au Chili	201
3.4.2. L'imaginaire de la Démocratie au Chili	212
3.4.2.1. La naissance de la démocratie au Chili	221
IV. Résultats et discussions	233
4.1. Discours de campagne électorale et au cours de la gestion gouvernementale	233
4.2. Ricardo Lagos et Michelle Bachelet	236
4.3. Interprétation des résultats	239
V. Annexes	
VI. Références bibliographiques	243
VII. Table des matières	250